

55 من الايام

Initiatives : 18 pages d'offres d'emplois

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15443 - 7 F

MERCREDI 21 SEPTEMBRE 1994

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Haïti : le prix d'un succès

POUR un homme d'Etat, manier la carotte et le bâton peut se révéler un art difficile. Surtout s'il décide, au dernier moment, de ne pas frapper. Son adversaire échappe alors au coup, tout en tirant le plus grand profit possible de l'ultime répit accordé. L'apparente générosité du manieur de bâton risque, s'il n'y prend garde, de se transformer en une faiblesse coupable.

Cette image vient à l'esprit à propos du « débarquement pacifique » de l'armée américaine à Haïti, dont on connaît mieux maintenant la genèse et le cadre. A écouter Jimmy Carter raconter les marchandages qui ont conduit à l'accord conclu entre Washington et Port-au-Prince, à entendre les chefs de la junte se vanter, ou presque, d'avoir sauvé la face, et les plus ardents partisans du président élu Jean-Bertrand Aristide crier à la « trahison », l'impression ressentie à la lecture du texte de l'accord devient une évidence : hanté par la crainte de voir couler le sang américain, Bill Clinton a concédé à Raoul Cédras et à ses acolytes beaucoup plus qu'il ne semblait a priori utile.

VOILA une équipe de militaires que le président américain traitait, il y a quelques jours, de « voyous armés », devenus pour plusieurs semaines encore - ils n'en demandaient sans doute pas tant - des interlocuteurs sinon respectables, du moins respectés, que l'Amérique ménage au point d'espérer que leur « sens de l'honneur » leur fera tenir les engagements pris.

Voilà une junte, que l'on tient pour responsable de la mort de plusieurs milliers de civils, assurée que ses crimes resteront impunis, puisqu'elle bénéficiera d'une amnistie beaucoup plus généreuse que celle prévue en juillet 1993 par l'accord de Governor's Island. Voilà Raoul Cédras - dont la signature ne fut d'ailleurs pas exigée - implicitement autorisé par l'accord à rester dans son pays, Jimmy Carter ayant avoué que Bill Clinton ne lui avait jamais « donné pour instruction » d'exiger que le chef de la junte quitte Haïti.

CELA fait beaucoup, au chapitre des concessions. On comprend, dans ces conditions, que Jean-Bertrand Aristide, dont le nom ne figure à aucune ligne de l'accord, ait marqué sa fâcherie en s'abstenant d'approuver un texte qui a pourtant pour objectif majeur de permettre son retour au pays... et au pouvoir. Le président élu, il est vrai, devra sans doute patienter plus que prévu avant de retrouver son fauteuil.

Certes, l'opération américaine en Haïti, même si elle a été payée au prix fort, reste dans l'immédiat un succès personnel pour Bill Clinton, à quelques semaines des élections au Congrès. L'avantage acquis en obtenant la promesse d'un départ pacifique des putschistes demeure supérieur aux risques évités - l'affrontement militaire - et à ceux encourus à terme - l'enlèvement à la somalienne. Il n'empêche que dans la partie qui s'engage en Haïti Bill Clinton donne le sentiment d'avoir d'emblée inutilement gaspillé quelques précieuses cartes.

pages 3 et 4

Une circulaire de M. Bayrou aux chefs d'établissement scolaire

Collèges et lycées devront interdire le port de signes « ostentatoires »

Le ministre de l'éducation nationale a rendu public, mardi 20 septembre, une circulaire réglementant le port de signes religieux à l'école. Adressée aux chefs d'établissement, ce texte répond, selon François Bayrou, à leur souhait de recevoir « des instructions claires ». Sans mentionner le foulard islamique, qui est à l'origine d'une polémique vieille de cinq ans, le ministre

propose aux conseils d'administration des collèges et lycées d'adopter dans leur règlement intérieur « l'interdiction de signes si ostentatoires que leur signification est précisément de séparer certains élèves des règles de vie commune de l'école ». En revanche, « les signes plus discrets », précise-t-il, ne peuvent « faire l'objet des mêmes réserves ».



Lire nos informations page 13

Le débat sur Vichy

Plutôt que le passé d'un homme, le débat ouvert par les confidences de François Mitterrand sur sa jeunesse révèle les rapports passionnés des Français avec cette page noire de leur histoire que fut le régime de Vichy. Afin de le prolonger, le Monde a sollicité les regards plus distants et moins impliqués de trois intellectuels étrangers, l'Allemand Lothar Baier, le Britannique Tony Judt et l'Israélien Zeev Sternhell.

pages 8 et 9

Les cobayes nucléaires de l'armée rouge

Le 14 septembre 1954 à Totsk (Oural du Sud), une bombe atomique fut larguée au-dessus d'un champ de manœuvres où se trouvaient 44 000 soldats, dans le cadre d'un exercice qualifié aujourd'hui de « barbare » et « monstrueux » par le ministre russe de la défense. Répartis en deux « armées » rivales stationnées, les hommes de troupe furent envoyés au « point zéro » deux heures et demie seulement après l'explosion.

page 16

Mieux gérer les hôpitaux

Simone Veil, ministre des affaires sociales et de la santé, a annoncé, lundi 19 septembre, une importante réforme des modes de financement et des structures des centres hospitalo-universitaires. Un rapport des inspections générales des affaires sociales, de l'administration et des finances dénonce par ailleurs les dérives inflationnistes de la gestion des hôpitaux et juge nécessaire d'accélérer « le processus de restructuration ».

page 15

Portraits de famille : les pères

Le deuxième volet de notre enquête sur les mutations de la famille est consacré aux pères. Au sein d'une structure fragilisée, souvent éclatée et recomposée, leur rôle est de plus en plus mal défini. Souvent « absent » dans les relations quotidiennes avec ses enfants, le père est généralement exclu lorsque la famille se disloque.

page 12

L'ambition architecturale d'Euralille

Avec l'inauguration, mardi 20 septembre, par le maire de Lille, Pierre Mauroy, du nouveau centre commercial imaginé par l'architecte Jean Nouvel, une nouvelle pièce du puzzle dessiné par l'architecte néerlandais Rem Koolhaas se met en place. Le nouveau quartier de Lille - Euralille - développé autour de la nouvelle gare du TGV, associe, en effet, quelques-uns des grands noms de l'architecture française autour de l'un des projets les plus ambitieux d'Europe.

page 18

A la demande du conseiller Van Ruymbeke

La chancellerie saisie de l'affaire Longuet

Dans une note transmise à la chancellerie lundi 19 septembre et que nous publions intégralement, le conseiller Van Ruymbeke estime que Gérard Longuet a commis un recel d'abus de biens sociaux lors de la construction de sa villa tropézienne. Il considère que ces faits justifient l'ouverture d'une information judiciaire visant le ministre de l'Industrie et président du PR et n'exclut pas l'existence d'un trafic d'influence. La chancellerie devra se prononcer sur les suites à donner au rapport du magistrat.

Qui a payé la villa que Gérard Longuet, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur et président du Parti républicain (PR), s'est fait construire à Saint-Tropez en 1988 ? Dans une note qu'il a adressée lundi 19 septembre au procureur général de Rennes - qui l'a, à son tour, transmise à la chancellerie -, le conseiller Renaud Van Ruymbeke, qui enquête depuis plusieurs mois sur le financement du PR et sur le patrimoine de Gérard Longuet, dans le prolongement de ses investigations sur des marchés nantais accompagnés de commissions occultes, répond : ce sont deux grandes entreprises, la Générale des eaux et la Cogedim, qui ont payé une large part des travaux, et, en outre, la facture totale a été sous-évaluée de près de 2 millions de francs. Selon le conseiller à la chambre d'accusation de la cour d'appel de Rennes, M. Longuet serait ainsi

justiciable de recel d'abus de biens sociaux. Mais le magistrat va encore plus loin, puisqu'il n'exclut pas qu'un lien soit établi entre les faits mis au jour « et l'obtention de marchés publics », faits nouveaux qui seraient alors « constitutifs de trafic d'influence ».

M. Longuet est ainsi le second membre du gouvernement Balladur à être mis en cause par la justice, après Alain Carignon qui a choisi de démissionner, le 17 juillet, avant d'être mis en examen par le juge lyonnais Philippe Courroye. Cette décision de celui qui était alors ministre de la communication ayant en quelque sorte fait jurisprudence, les supputations vont bon train, au sein de la majorité, sur l'attitude qu'adoptera le ministre de l'Industrie.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Lire la suite page 14

Nations unies, le temps du réalisme

La 49^e session de l'Assemblée générale de l'ONU sera dominée par la réforme de l'organisation internationale

WASHINGTON ET NEW-YORK (Nations unies)

de nos correspondants

« Les problèmes les plus graves ne viennent à l'ONU que lorsque les gouvernements ne savent plus quoi faire pour les régler. L'ONU, c'est le dernier recours, et il n'est pas étonnant qu'elle soit souvent blâmée pour son incapacité à régler les problèmes que les gouvernements ont été incapables de traiter. » Alors que la 49^e session de l'Assemblée générale des Nations unies s'ouvre mardi 20 septembre à New-York, cette remarque pourrait s'appliquer au Rwanda, à la Somalie à l'ex-Yugoslavie ou à Haïti. Elle date pourtant des années 70 et a été prononcée par le troisième secrétaire général de l'Organisation, U Thant, qui dressait un bilan de ses dix ans passés à New-York à la tête des Nations unies (1961-1971).

Les temps, les conflits ont changé ; l'ONU, elle, reste ce que les États membres veulent bien

qu'elle soit : une machine imparfaite à imposer ou à maintenir la paix. Ce qui a changé au lendemain de la guerre froide et de la victoire remportée par les États-Unis contre l'Irakien Saddam Hussein, bouté hors du Koweït en février 1991, ce sont les espoirs mis dans les capacités de l'Organisation à faire la police de la planète. Au plus bas durant la rivalité américano-soviétique qui, pendant des décennies, avait paralysé le Conseil de sécurité, ces espoirs ont été excessifs au début des années 90.

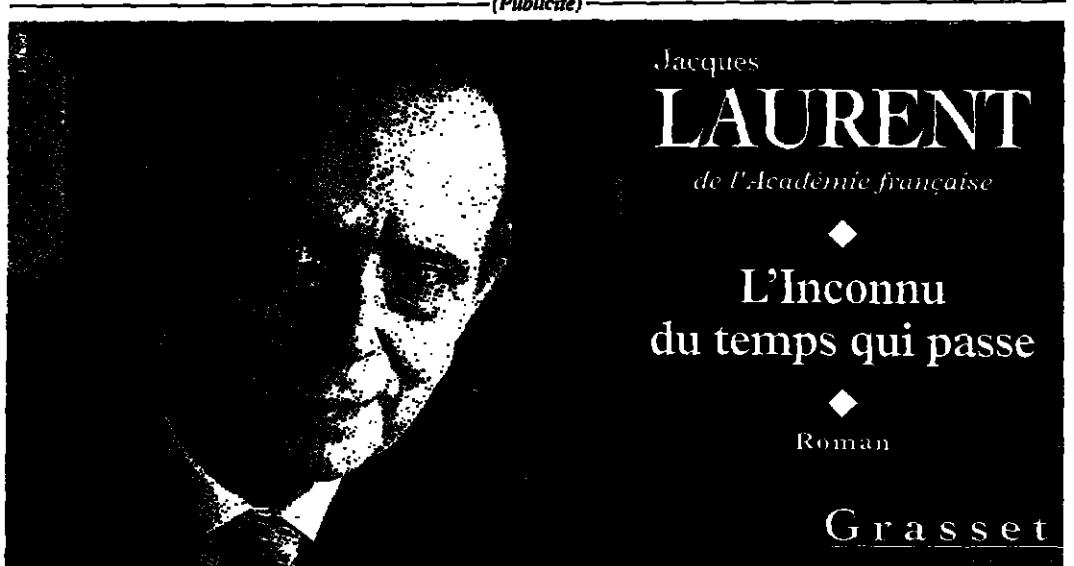
La déception devant la modicité des résultats obtenus - au Rwanda, en Somalie, dans l'ex-Yugoslavie, mais aussi en Angola ou dans le Caucase - n'en a été que plus vivement ressentie. Voici venu le temps du réalisme : les capacités de l'ONU à désamorcer les conflits de l'après-guerre froide doivent être réévaluées à la baisse. Après une phase de « dépression post-Somalie » douloureusement vécue à New-York, la tendance est à un prag-

matisme qui tient compte d'une double évolution dans la nature des conflits à traiter.

D'une part, l'ONU n'est plus seulement appelée à intervenir après les conflits mais pendant, au moins autant pour imposer la paix (« peace making » dans le vocabulaire onusien) que pour la maintenir (« peace keeping »). A l'évidence, l'Organisation n'en a pas les moyens et les États membres n'en ont pas la volonté politique. « Durant des décennies, nous savions ce qu'on entendait par maintien de la paix : c'étaient des casques bleus à légèrement armés le long d'une ligne de cessez-le-feu, explique Shashi Tharoor, le numéro deux du département « Maintien de la paix » à l'ONU, maintenant, on nous demande de faire du maintien de la paix dans des situations où il n'y a pas encore de paix à maintenir. »

AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

Lire la suite page 5



M 0147 - 0921 - 7.00 F

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM; Angleterre, 9 F; Autriche, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$CAN; Côte d'Ivoire, 700 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 200 PTA; Grande-Bretagne, 95 p.; Grèce, 200 DR; Irlande, 1,30 £; Italie, 2.000 L.; Liban, 1,20 US\$; Luxembourg, 45 FL; Maroc, 8 DR; Norvège, 14 KR; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; Réunion, 9 F; Sénégal, 700 F CFA; Suède, 15 KR; Suisse, 2 FS; Tunisie, 800 m.; USA, 2,50 \$ (N.Y. 2 S).

ALGÉRIE

La démocratie ne se divise pas

Un lâche soulagement est perceptible depuis l'annonce de conversations entre le FIS et le pouvoir algérien. Affirmer que les Algériens doivent bâtir « eux-mêmes » leur avenir n'a de sens que s'ils le font librement. Or, cette liberté suppose des bases d'accord minimales sur le jeu démocratique. Aussi ne pouvons-nous rester indifférents au combat des démocrates d'outre-Méditerranée pour une Algérie ouverte, tolérante et pluraliste.

par Georges Sarre

LE FIS n'a pas plus réussi à abattre le gouvernement algérien que celui-ci à vaincre les intégristes. Dans un conflit de ce genre, il vient au moment où chacun des adversaires ne trouve plus un avantage suffisant à poursuivre la lutte armée. Des conversations s'ouvrent, elles peuvent aboutir et peut-être contribuer à mettre fin à une guerre civile qui a fait, officiellement, dix mille victimes. La fin de la violence amènerait-elle le début de la démocratie, ce qui signifie pluralisme, presse indépendante et respect du suffrage universel ? Rien n'est moins sûr. L'intégrisme ne manque pas d'appuis aux Etats-Unis qui peuvent très bien se satisfaire d'une victoire de l'islamisme, victoire qui devrait être saluée par l'Arabie saoudite, principal instrument du contrôle américain du pétrole. A l'évidence, l'Europe et encore plus la France n'y ont pas les mêmes intérêts. Pourtant, on entend déjà en France s'exprimer quelque lâche contentement. Veut-on un exemple ?

Jacques Girardon, dans l'article final du n° 8, des cahiers

de l'Express qui vient de paraître, cahier consacré à l'Algérie, n'hésite pas à écrire, parlant des leaders du FIS, que « leur projet économique libéral est bien moins conservateur que l'économie étatisée actuelle », que le sort promis aux femmes « n'est effrayant que pour la minorité francophone qui, dans les ghettos dorés des beaux quartiers, mène, de plus en plus difficilement, une vie à l'occidentale », et que pour 80 % de la population « la loi islamique est plutôt moins injuste que le Code de la famille promulgué par le FLN ». Bref, l'arrivée des islamistes au pouvoir serait finalement un progrès dont ne feraient les frais, outre un régime détesté, que quelques personnes qui, on se demande bien pourquoi, persistent à penser, même si elles le paient de leur vie, que les valeurs de la démocratie ont du bon, que la culture meurt si elle se ferme, que l'islam est aussi tolérance, que le français et l'arabe ne s'excluent pas mais se complètent.

C'est aux Algériens de bâtir leur avenir, nul ne peut s'y substituer, nul ne doit s'y substituer. Nous avons cependant des raisons légitimes de rompre le silence. Les liens historiques entre nos deux pays, le commerce, les échanges, la présence en France de nombreux Algériens, nous autorisent à donner notre avis. Mais il y a plus encore : affirmer que les Algériens doivent bâtir eux-mêmes leur avenir n'a de sens que s'ils le font librement, s'ils peuvent se décider en dehors de toute contrainte. Or ils ne sont plus libres, la terreur règne. Que vaudrait un vote obtenu sous la menace ?

Respecter la liberté des Algériens, c'est d'abord affirmer qu'ils doivent être libres de décider de

leur avenir. Une négociation n'ouvrira un réel chemin de paix que si les islamistes acceptent, en même temps que le gouvernement, de renoncer à la violence comme arme politique. Ce n'est pas suffisant : il faut au surplus que chacun accepte l'intégralité du jeu démocratique, en particulier l'alternance au pouvoir. Telles sont les bases minimales de l'accession de l'Algérie à la démocratie qu'elle n'a jamais vraiment connue depuis 1962, pas plus qu'avant. A ces bases doivent s'ajouter la liberté religieuse et l'engagement de ne pas empêcher en France la naissance d'un islam conforme à nos lois, c'est-à-dire d'un islam respectant, comme les autres religions, la laïcité. La France doit clairement se prononcer dans ce sens.

Ne pas négocier avec l'abominable

Il faut négocier, mais toute négociation qui s'écarterait de ces bases conduirait inévitablement à l'abominable. Un démocrate, un républicain, un homme de gauche ne peut donc se taire en ce moment sans, par son silence, cautionner cet abominable. J'ai employé à dessein le mot « abominable ». L'islam n'a rien d'abominable, c'est une religion respectable comme les autres, mais l'utiliser pour créer une société fondée sur l'exclusion culturelle, l'exclusion pour la créer en utilisant la terreur et le meurtre est abominable. Ces femmes et ces hommes, tués souvent dans des conditions horribles, soumis à une terreur quotidienne avant d'être abattus, ne font pas partie de la « nomenklatura » dénoncée à juste titre, ce sont des innocents. Ils sont l'honneur de leur pays.

Ils meurent pour leurs convictions, nous les partageons. Ils meurent pour une Algérie ouverte, tolérante, pluraliste, démocratique – nous la défendons aussi. Mais ils meurent aussi pour la défense de nos droits et de nos libertés. La démocratie ne se divise pas ; atteints dans un pays, c'est l'ensemble des pays démocratiques qui en est abaissé. Il est facile d'imaginer au surplus que l'édification d'une Algérie ouverte donnerait des arguments à tous ceux qui, en France, méprisent les Maghrébins et renforceraient les comportements racistes que nous ne connaissons que trop.

L'Europe n'a déjà que trop tendance à se refermer sur sa richesse, par ailleurs injustement répartie. Ils meurent donc aussi pour que ne puissent réapparaître l'Europe des croisades et l'islam de la conquête.

Ils se battent également pour le développement. Qui peut croire un seul instant qu'une société totalitaire fondée sur l'exclusion, à base d'une religion instrumentalisée, peut tenir sa place et son rang dans le monde divers, mouvant, interdépendant qu'est le nôtre désormais ? Seules seront adaptées à ce monde, capables d'y vivre et d'y prospérer, les sociétés qui accepteront la diversité et feront leur unité à partir de cette diversité acceptée. Cela signifie que la nationalité définie à partir du sol, les valeurs de la citoyenneté, la laïcité, c'est-à-dire à la fois la neutralité de l'Etat et sa volonté de propager des valeurs communes, sont des conditions indispensables pour l'avenir de chaque pays.

Ces notions sont donc universelles, même si elles furent d'abord et historiquement françaises. Les Algériens qui meurent pour elles nous ont heureusement fait de meilleurs citoyens que nous-mêmes. Leur refusant naguère, nous nous sommes rendus indifférents ? Non.

Alors que faire ? D'abord faire vivre réellement en France les valeurs dont nous nous réclamons : laïcité, indépendance, justice dans les relations Nord-Sud et refus d'un nouvel ordre mondial inique. Ensuite, parler clairement : l'enjeu réel est bien la liberté des Algériens, c'est-à-dire l'établissement d'une démocratie durable.

Il appartient aux forces politiques démocratiques de ne plus rester muettes sur le drame qui se joue en Algérie. Nous devons dire ce que nous pensons afin de rendre plus forts les démocrates algériens, en Algérie, et en France. Encore une fois, la démocratie ne se divise pas : propager les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, de laïcité, parmi les Algériens vivant en France, c'est accroître notre propre démocratie tout autant que les chances de la démocratie en Algérie. Ils doivent pouvoir ainsi participer à la promesse d'une Algérie libre de la nuit et du brouillard, et d'un islam renoué avec ses grandes traditions.

► Membre du Mouvement des citoyens, Georges Sarre est député (République et liberté) de Paris.

Pour des élections libres

On ne peut apprécier l'actuel drame algérien qu'en gardant en mémoire les injustices qui ont conduit à l'indépendance. Aux anciens contresens de la politique française, on aurait tort d'en ajouter un nouveau en ne plaçant pas pour une reprise rapide du processus démocratique, avec l'organisation d'élections libres.

par Bernard Krief

L'autre revenant en arrière pour apprécier les contresens de la politique française en Algérie avant le retour au pouvoir du général de Gaulle. Le plus grave de ces contresens est d'avoir cru que les premières rébellions étaient une menace pour la France républicaine et jacobine, parce qu'il s'agissait d'une révolution politique. Il n'en était rien : c'était une révolte sociale ou, si l'on veut, pour la dignité sociale. Les demandes des leaders historiques tournaient autour de la reconnaissance d'une égalité totale entre les deux communautés. Leur ambition était d'être français à part entière. Ils ne voulaient plus de ce qu'il faut bien appeler une ségrégation de fait, facilitée par un certain nombre de dispositions de droit. Par exemple, il y avait alors une assemblée algérienne à deux collèges, les Arabes élisant des Arabes, les Français – élisant des Français.

A-t-on oublié que l'appellation de Français musulman, pourtant inconcevable pour des républicains, figurait sur tous les documents officiels et papiers d'identité, comme on aurait dit Français athée, Français protestant, Français israélite, Français catholique, et cela dans un département de la République française ? Certes, cela permettait, piètre excuse, de ne pas négliger les Kabyles, les Kabyles et d'autres encore, fiers de leurs traditions et ressentant parfois l'Arabe comme un occupant à la légitimité discutable.

Ainsi tout Français, fût-il maltais, mahonnais, espagnol, italien, portugais, s'exprimant encore avec difficulté dans notre langue, ou français de France, comme nous disions, était-il assuré d'avoir une situation sociale supérieure, même à niveau d'instruction ou de compétence inférieure à un Français musulman.

Il était banal d'attenter à chaque instant – sans méchanceté peut-être – mais de façon constante, stupide et dommageable, à la dignité d'autrui. Ceux que nous appelions les Arabes n'étaient pas plus nos frères que ne le sont, en France, des voisins de la rue, français de souche, mais la vie commune était possible, nous l'avions démontré. Mais, pour l'administration et donc une grande partie de la population, les Arabes restaient, d'une certaine façon, des sous-Français. N'était-ce pas honteux ?

On a beau jeu de montrer que les dirigeants algériens actuels ont conduit le pays à la ruine. Il est certain que le peuple était mieux loti précédemment. Il est démontrable qu'il a perdu au change. Il n'empêche. Puisque le progrès social était inaccessible, place fut laissée à la révolution politique. Certains pays étrangers y trouveront leur compte, soit au nom de l'internationale marxiste, soit pour s'assurer une influence dans une zone dont ils étaient absents. Les appuis n'ont pas manqué. Quant au gouvernement algérien en place aujourd'hui, je ne vais pas être redondant avec ce que tout le monde en sait.

Ainsi est-il bien regrettable qu'on n'ait pas laissé se dérouler le processus démocratique qui avait été mis en route. D'abord parce qu'il n'est pas admissible qu'une élection soit annulée sous prétexte que le résultat attendu n'est pas celui de ses vœux. Ensuite parce que rien ne dit que finalement le FIS l'eût emporté. Enfin, au cas où il serait arrivé au pouvoir, il est probable que des excès éventuels, redoutés mais non certains, lui eussent fait perdre les élections suivantes.

Pour la France, qui fait aujourd'hui ce qu'elle doit faire, on peut penser qu'il eût été plus facile de négocier et discuter avec un gouvernement islamiste qu'avec des terroristes. La seule solution maintenant est de reprendre le processus démocratique, c'est-à-dire de procéder à des élections libres immédiates, sous contrôle international, et de laisser gouverner ceux qui seront élus. La France ne peut que gagner à une telle démarche, qui lui éviterait de choisir entre deux parties qui avaient chacune leur légitimité mais devenues désormais aussi difficilement fréquentables l'une que l'autre.

► Consultant, Bernard Krief est président de Bernard Krief Consulting Group.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécoeur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécoeur : (1) 40-65-30-10
Téléc : 251.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
Jean-Marie Colombani, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M.-Garnier
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux et publications,
n° 57 437, ISSN : 0395-2037
Reproduction interdite de tout article
sans accord avec l'administration

PRINTED IN FRANCE
Le Monde sur CORMI : (1) 43-37-66-71
Microfilms : (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE

Président-directeur général :
Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membre du comité de direction :
Dominique Aldy
133, av. des Champs-Élysées
75009 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 44-45-76-60
Téléc : 44-45-77-30
Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Régie Europe SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composée 30-11, Tapes LEMONDE
La Monde - Documentation
36-17 LMDOC ou 36-25-04-66

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 40-65-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEM.-PAYS-BAS	Autres pays Voie normale y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 065 F	2 960 F

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels.
Se renseigner auprès du service abonnements.
ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LE MONDE, code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS - pending) is published daily for \$ 92 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine France, second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to JMS of NY Box 138, Champlain N.Y. 12919 - USA.
For the subscribers outside the USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23461 - 2363 USA

Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

401 M2 01 PP. Perte RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

DIAGONALES

BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Pour le roman

UN inédit de Jules Verne sort cette semaine. Cela se fête. « Le Monde des livres » daté 23 septembre dira à quel point Paris au XIX^e siècle s'est peu trompé sur notre aujourd'hui. Une remarque plus générale s'impose. Verne n'a pas été une exception. Pour imaginer l'avenir, les romanciers sont meilleurs que les experts, toujours.

Cette affirmation ne relève pas d'un chauvinisme de boutique. Aucun prévisionniste patenté n'a décrit la fin du millénaire avec la précision d'un Wells (*La Guerre des mondes*, 1897) ou d'un Huxley (*Le Meilleur des mondes*, 1932), toujours cités en référence. Pour signifier les absurdités de l'administration, aucun rapport de la Cour des comptes ne vaut, encore maintenant, Courteline (1860-1929), Jarry (1873-1907) ou Kafka (1883-1924). On a même formé à ce propos des adjectifs passe-partout, et qui durent : *ubuesque*, *kafkaïen*.

S'il fallait ne citer qu'un livre sur l'écrasement de l'individu au siècle des totalitarismes, ce serait évidemment *Le Procès* de Kafka, de préférence aux essais en usage dans les écoles grandes et petites, qui sont venus après coup et ignorent l'essentiel : la perception subjective des choses.

Les futurs élèves de Saint-Cyr devraient étudier de près le *Désert des Tartares* de Buzati, le *Balcon en forêt de Gracy* et la *Route des Flandres* de Claude Simon, pour connaître l'attente de l'improbable à quoi se réduira leur existence – du moins on l'espère. Pour approcher l'irraisonnable absolu que fut la Shoah, rien n'est égal à ce jour les œuvres de créateurs, écrivains comme Anselme, Primo Levi, Jorge Semprun ou Wiesel, et cinéastes comme Lanzmann, Ophüls et Resnais.

Chaque automne voit ressurgir les mêmes sottises intéressées contre le roman. Ce

dernier ne serait qu'une évasion pour être faibles, femmes, enfants, vieillards, malades, détenus. Un décideur-gagnier ne saurait s'embarasser de telles mœuries. A lui les livres d'actualité et d'idées », les statistiques et autres sondages, censés aider à saisir l'époque et à y régner. Ces essais « jetables » sont favorisés par l'audiovisuel parce qu'ils se prêtent mieux que l'imagination à de vagues débats, donc au spectacle.

Pour discréditer la fiction, une même calomnie reprend force chaque année. Critiques et prix seraient truqués, et la qualité de la production française pâtirait d'une surabondance maledive. Nos auteurs ne verraient pas plus loin que leur nombril. « Moi, essayist de faire croire certains contemporains du roman, je relis les classiques ou les auteurs étrangers ! » La charité commande de ne pas leur demander lesquels.

La littérature d'imagination n'a pas seulement l'avantage de pressentir le futur. Elle permet de vivre plusieurs vies, d'avoir accès à des visions du monde et à des sensibilités éloignées de nous. N'ayant pas part au dévergondage verbal des dirigeants et de leurs maîtres à communiquer le néant, les romanciers nous défendent contre les déviations subreptices du langage.

Il faudrait une rubrique quotidienne pour débuts à leur naissance les détournements de vocabulaire qui rendent opaque, à dessein, la vie publique. La dernière autour loupe porte sur les mots *exclu* et *exclusion*.

Le chômage a permis aux responsables économiques de se dédouaner à bon compte. Un sans-emploi ne fait plus figure d'exploité, car cela supposait un employeur

exploiter, et le titulaire d'un salaire, même bas, fait figure de privilégié. L'inactif forcé passe désormais pour la victime d'une fatalité venue d'ailleurs – la « crise », d'une malchance sans rapport avec les logiques du profit et l'enrichissement d'autres catégories sociales.

L'absence du mot *exclure* dans les dictionnaires devient garantie de ce que l'état d'*exclu* n'a pas de cause connue, qu'il résulte d'un coup du sort, justiciable du bon cœur, et non plus de la politique. Elus et candidats se trouvent dispensés de reconnaître des torts, de désigner des coupables, et de proposer de moins mauvais partages. Il leur suffit d'être peints, inquiets des banalités et « soucieux du social », d'en appeler à l'imagination généreuse de « tous », à la « base », au « quotidien », « sur le terrain », etc. Une aubaine, à l'approche d'élections !

Insensiblement, une mode verbale est en train d'asseoir l'opinion obscurantiste que l'emploi ne dépend pas de mesures gouvernementales d'ensemble et douloureuses pour tous, mais d'initiatives sympathiques de la société civile. Les drames sociaux de l'Hexagone se voient appliquer le processus qui a servi dans les crises internationales : la dissimulation de l'impuissance et de la démission publiques sous des états de cour, si populaires dans les sondages. En déclinant paraisseusement les dérivés du mot *exclusion*, le citoyen contribue à installer dans les esprits un fatalisme de l'irresponsabilité. Ce faisant, il accomplit un acte politique. Il aide à faire glisser les problèmes intérieurs vers une autre forme d'humanitaire, c'est-à-dire – la Bosnie et le Rwanda en témoignent – d'expédition photographique et sans lendemain.

Cela aussi, Jules Verne l'avait prédit, en imaginant la foule de 1960 moins asservie par les machines que par le conditionnement culturel d'une banque omniprésente à vocation « instructionnelle ».

INTERNATIONAL

Le début de l'« invasion pacifique » américaine en Haïti

Les concessions faites à la junte militaire risquent de réduire la marge de manœuvre du président Aristide

Après l'accord intervenu entre Washington et Port-au-Prince, sous l'égide de l'ancien président Jimmy Carter, l'arrivée du premier contingent américain en Haïti, lundi 19 septembre, a été accueillie avec un amer soulagement par la population de Port-au-Prince. A l'occasion des premiers contacts entre militaires des deux pays, les Américains ont souligné « l'esprit très coopératif » des forces haïtiennes.

■ **MISSION.** C'est dans un climat extrêmement tendu que la mission conduite par Jimmy Carter a mené ses négociations-marathon. Mais le succès remporté par Jimmy Carter en fait aujourd'hui l'un des candidats possibles au prix Nobel de la paix.

■ **RESERVES.** Les partisans du président élu Jean-Bertrand Aristide soulignent les ambiguïtés de l'accord, qui fait selon eux la part belle aux militaires putschistes. Les plus radicaux vont jusqu'à utiliser le terme de « trahison ». A l'ONU le Conseil de sécurité s'est déclaré « réservé » et le médiateur pour Haïti Dante Caputo a démissionné de ses fonctions.

Laurent Zecchini remplace, comme correspondant à Washington, Alain Frachon, qui revient à la rédaction parisienne du journal. Il rejoint, aux Etats-Unis, Erik Izraelwicz et Sylvie Kauffmann.

WASHINGTON
de notre correspondant

Si, vingt-quatre heures après son déclenchement, l'opération « Soutien à la démocratie » en Haïti (nom donné par le Pentagone), se déroulait dans de bonnes conditions aux yeux des responsables de l'administration Clinton, les incertitudes liées à l'environnement politique et diplomatique du déploiement des troupes américaines à Port-au-Prince se sont multipliées.

Sur le terrain, en effet, l'« invasion pacifique » de l'île caribéenne s'est effectuée dans un climat d'étroite coopération entre les res-

ponsables américains et les représentants de la junte militaire qui reste de facto au pouvoir en Haïti. Quelque 3 000 soldats avaient débarqué lundi en fin de soirée, leur nombre devant doubler au cours des prochaines vingt-quatre heures, pour atteindre environ 7 000 hommes en fin de semaine, puis le chiffre prévu de 15 000 soldats dans une dizaine de jours.

Le général Hugh Shelton, qui commande ce contingent, a eu un entretien, qualifié par lui-même de « très cordial », avec le général Raoul Cédras, commandant en chef de l'armée haïtienne, un homme que, la veille encore, le président Clinton avait identifié aux « voyous armés » au pouvoir, responsables, selon lui, d'avoir fait « exécuter des enfants, violé des femmes, assassiné des prêtres ». C'est précisément cette évolution du langage et de l'attitude officielle qui est l'élément le plus frappant dans cette transition pacifique de la crise haïtienne. L'accord de dernière heure obtenu par la mission Carter constitue à n'en pas douter un succès politique majeur pour M. Clinton, dans la mesure où il a permis au président américain d'éviter l'effusion de sang qu'aurait provoquée le débarquement de troupes américaines dans un environnement hostile.

A moins de cinquante jours d'élections parlementaires réputées défavorables pour le parti démocrate, et alors que la popularité de M. Clinton reste médiocre, notamment en raison de sa conduite de la politique étrangère des Etats-Unis, ce n'est pas à une victoire que l'on peut s'attendre. Mais ce succès pourrait bien se révéler de courte durée. Le Pentagone n'a jamais caché que la phase initiale d'un débarquement en Haïti, y compris dans l'hypothèse, aujourd'hui écartée, d'un affrontement avec l'armée haïtienne, ne devrait pas poser de problèmes majeurs, en raison de l'écrasante supériorité des forces de débarquement face à une éventuelle résistance intérieure. Rien n'indique cependant que le climat presque euphorique qui a accueilli les premiers contingents américains va durer au cours des prochains jours.

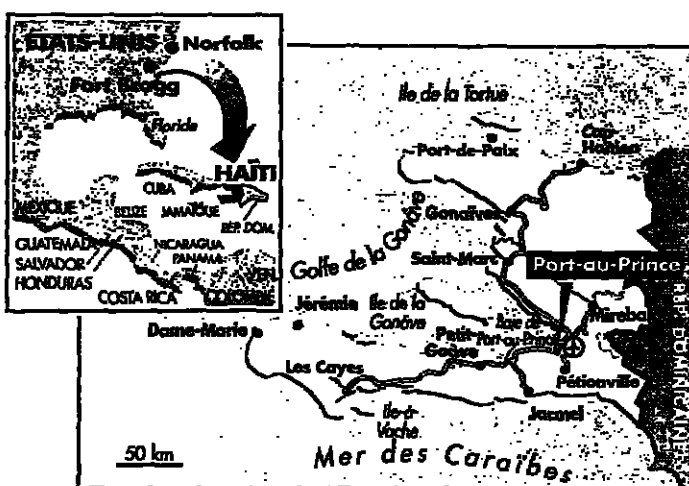
Force d'occupation

Le général John Shalikashvili, chef d'état-major interarmes, a souligné que le « plus grand danger serait de penser que tout va bien », notamment parce que la menace de tireurs isolés sera « quotidienne ». Nous faisons face à un risque de violence entre Haïtiens », a-t-il ajouté. L'arrivée de l'armée américaine en Haïti ne s'est pas faite à la demande des autorités en place et celle-ci pourrait assez vite apparaître aux yeux de la population comme une force d'occupation, ce qui, dans les faits, paraît difficilement contestable.

Ce risque existe d'autant plus qu'un nombre indéterminé de soldats haïtiens ont repris leurs vêtements civils et se sont mêlés à la population (spontanément ou sur ordre de leurs chefs). Des opérations de guérilla et de sabotage ne peuvent donc être exclues, d'autant que les « attaqués » de la réputation (ex-tontons Macoutes) n'ont pas, que l'on sache, rendu leurs armes.

Dans la pratique, il va être extrêmement difficile aux soldats américains de faire un tri entre partisans du président Aristide et « soldats détroqués », ces derniers étant enclins à demeurer d'autant plus fidèles aux généraux de Port-au-Prince qu'ils savent ne rien devoir attendre des partisans du président encore en exil, en dépit des appels à la « réconciliation » lancés par celui-ci.

Le général Shelton a d'ailleurs reconnu que la question du désarmement des civils armés et des éléments paramilitaires est « toujours en discussion ». Mais la



tâche de l'armée américaine ne va pas être facilitée par la confusion entretenue par le statut ambigu conféré à ceux que le président Clinton a continué, lundi, à Washington, de qualifier de « dictateurs », au moment même où, à Port-au-Prince, le général Shelton se félicitait de l'accueil du premier d'entre eux, le général Cédras.

Ce sont en effet ces mêmes « dictateurs » qui, selon l'accord signé dimanche soir par Jimmy Carter et le « président » (non reconnu par la communauté internationale) Emile Jonassaint, restent au pouvoir, du moins jusqu'à l'approbation, par le Parlement de Port-au-Prince d'une loi d'amnistie, ou, au plus tard, le 15 octobre.

Le départ de Cédras

Il n'est donc plus question de jurer les responsables d'une junte militaire qui, selon les chiffres fournis par les organisations humanitaires, est responsable de quelque 3 000 assassinats, mais bien de prévoir les conditions permettant une sortie de scène dans la dignité d'une équipe qui, si l'on peut dire, a fait son temps. Sur CNN, le général Colin Powell, ancien chef d'état-major interarmes et héros de la guerre du Golfe, a expliqué que, au cours de ses entretiens avec le général Cédras, il avait fait appel au « sens de l'honneur » de son interlocuteur (lire par ailleurs).

Celui-ci a finalement obtenu

péré, mais sans jamais promettre, apparemment, de quitter l'île. M. Carter a d'ailleurs enfoncé le clou en soulignant que Bill Clinton ne lui avait « jamais donné pour instruction » d'obtenir le départ du général Cédras, le président américain ne lui ayant même pas fait valoir qu'il s'agissait là d'une « question essentielle ».

A se fier au texte de l'accord, les généraux de Port-au-Prince pourraient donc choisir, une fois leur amnistie en poche, de rester en Haïti, pour assister, par exemple, au nouveau mandat du président Aristide, qu'ils ont évincé lors du coup d'Etat de septembre 1991. Il est à cet égard tentant d'établir un parallèle entre l'accord qui vient d'être conclu et celui de juillet 1993, dit de « l'île des gouverneurs », par lequel le général Cédras acceptait de quitter le pouvoir au mois d'octobre suivant, pour s'exprimer ensuite de renier sa parole.

La différence – de taille, il est vrai – entre les deux événements, c'est bien sûr, comme l'a souligné le secrétaire d'Etat Warren Christopher, la présence, à terme, de 15 000 soldats américains. Washington a, a priori, les moyens d'obtenir des « dictateurs » d'Haïti que, cette fois, ils abandonnent pour de bon le pouvoir : « Nous espérons », a souligné M. Clinton, qu'il ne s'agira pas d'un nouvel accord violé dont les Etats-Unis devront imposer l'application.

Mais, si d'aventure le général

Cédras choisissait, avec ses principaux partisans, de rester sur l'île, quelle serait la marge de manœuvre du président Aristide, certes écarté du pouvoir par des putschistes, mais rétabli dans ses fonctions grâce à la présence massive de l'armée américaine ? On comprend, dans ces conditions, que les partisans du président Aristide aient été de plus en plus nombreux, dans la journée et la soirée de lundi, à manifester leur méfiance ou leur hostilité à l'égard d'un accord qui, de leur point de vue, semble faire la part belle au chef bonni de la junte militaire.

A Washington, Miami, mais aussi au Canada où la communauté haïtienne est forte, les réactions sont très critiques. Les proches du président Aristide – celui-ci n'ayant fait, personnellement, aucun commentaire – soulignent que le « gouvernement constitutionnel » n'a pas été consulté par l'accord et ne peut donc être considéré comme partie prenante de celui-ci.

Les prochaines semaines vont permettre de mieux cerner les nouvelles réalités politiques d'Haïti et de mesurer le degré de confiance qui peut être instauré entre les différentes factions. C'est en effet d'abord d'un déficit de confiance mutuelle dont pâtissent tous les acteurs de la scène haïtienne : les partisans du général Cédras craignent la vengeance de ceux du président Aristide qui, à leur tour, voudraient voir leurs ennemis mis définitivement hors d'état de nuire, et non amnistiés pour les crimes qu'ils ont commis.

Washington qui, de son côté, n'a qu'une confiance limitée dans celui que la presse américaine continue de qualifier de « démocrate douteux », doit prendre garde aux nombreux dérapages possibles de l'opération « Soutien à la démocratie ». Le président Clinton a rappelé lundi que la mission des forces américaines en Haïti serait « limitée dans le temps et dans son objet », c'est-à-dire qu'elle se bornerait à assurer une transition pacifique vers la démocratie. Vaste programme pour un pays qui n'en a jamais fait véritablement l'expérience.

LAURENT ZECCHINI

L'amère délivrance des habitants de Port-au-Prince

PORT-AU-PRINCE

de notre envoyée spéciale

« Etes-vous sûrs qu'ils ne viennent pas nous tuer ? » Un pauvre Haïtien en haillons regardait, inquiet et perplexe, dans la matinée du lundi 19 septembre, une vague d'hélicoptères de combat Supercobra atterrir dans un grand bruit de pales sur l'aéroport de Port-au-Prince, des soldats lourdement équipés jaillir dans la touffeur ambiante, des positions de combat, et d'autres arrivés plus tôt ramper dans les herbes du bord des pistes ou se cacher dans quelque bosquet.

Le caractère pacifique du débarquement américain n'avait rien d'évident pour une population souvent illettrée et mal informée. Un mouvement de panique a même eu lieu dans la capitale lorsque les premiers vomissements se sont fait entendre. Equipés de haut-parleurs, les hélicoptères ont vite diffusé en créole un message rassurant : « Nous sommes venus en mission pour aider au retour de la démocratie. » Mais les magasins sont restés fermés toute la journée. Peu à peu, les curieux se sont multipliés aux abords de l'aéroport où les premiers militaires américains, arrivés à 9 h 30 locales, avaient rapidement pris le contrôle des installations sans rencontrer aucun type de résistance.

Redoutant d'événements fructueux, les hommes de la dixième division « Mountain » de Fort Drum ont continué de prendre des positions « à la Rambo » en débarquant, tandis que grossissait la foule des spectateurs dont les véhicules ont fini par créer des embouteillages. « On se croirait au cinéma en plein air, devant un film américain ! », s'exclama une famille.

« Il n'y avait pas d'autre solution »

Le « spectacle » s'est ensuite déplacé aux abords du port de la capitale haïtienne, investi à partir de midi. Là, des jeunes gens se sont risqués à applaudir les militaires américains. En fin de journée, ils étaient des milliers devant les grilles du port, près de la place du Bicentenaire, à regarder le ballet des hélicoptères Cobra ou Black Hawks partis des bâtiments américains visibles dans la rade. Lorsque certains des curieux ont osé crier des slogans en faveur du président élu Jean-Bertrand Aristide – par petits groupes se déplaçant au pas de course – les policiers et militaires haïtiens sont intervenus sans ménagement pour disperser la foule.

Au total, la première journée de l'opération « Soutien à la démocratie » a permis le déploiement de mille cinq cents hommes à l'aéroport, au port et autour de l'ambassade américaine uniquement (sur les quatorze mille à quinze mille prévus d'ici à la fin

de la semaine) sans accrochage ni incident. Une fois rassurés, les habitants de la capitale ont plutôt accueilli ce débarquement avec sympathie. « Ça me fait mal au cœur de voir mon pays de nouveau envahi par les Américains comme en 1915. Que vais-je expliquer à mes enfants ? Mais il n'y avait pas d'autre solution pour sortir de l'impasse », dit le chef d'une petite entreprise, Raymond Lerebours, qui renvoie dos à dos les « scènes de débarquement dont je suis témoin me saisissent aux tripes, mais c'est pour nous une délivrance », déclare de son côté un prédicateur protestant. Beaucoup souhaitent que les « attachés » – ces auxiliaires civils des militaires qui ont terrorisé la population depuis trois ans et ont continué de tirer bruyamment à Port-au-Prince dans la nuit de dimanche à lundi – soient désarmés. Ce qui n'est pas prévu jusqu'à présent.

Un accord flou sur plusieurs points

La classe politique scrute quant à elle les termes de l'accord obtenu par la mission Carter, pour constater le flou de ses principaux points : « Il y a dans ce texte des choses surprenantes mais le peuple était au bord de la catastrophe : le bébé est né, peu importe le médecin », résume Serge Gilles, le secrétaire général du Panpra, l'un des deux partis socialistes du pays. « A court terme, ajoute-t-il, les militaires ont gagné et les Etats-Unis aussi ; le président Aristide, lui, perd beaucoup. Son nom ne figure même pas dans l'accord. » Les partisans de ce dernier sont les plus virulents. Certains parlent d'une « trahison » : le retour du président élu est conditionné au vote d'une loi d'amnistie avant le 15 octobre, mais la légitimité de certains sénateurs élus en janvier 1993, dont Serge Gilles, n'est pas établie ; celle du gouvernement de facto du président Emile Jonassaint, présenté par M. Carter comme le sauveur d'une situation désespérée dimanche soir, est en revanche quasiment reconnue.

« Le président Aristide ne peut accepter que tous les horribles crimes commis par les militaires restent impunis : la population ne le lui pardonnera pas », dit l'un de ses fervents défenseurs, qui préfère ne pas voir son nom cité pour le moment. A ses yeux, les Etats-Unis ont pour objectif de différer le plus possible le retour du pré-président, dont le mandat se termine le 7 février 1996. Ils en veulent pour preuve la diffusion d'un rapport de la DEA, les services américains de lutte contre le trafic de drogue, tendant à impliquer le chef de l'Etat en exil dans un trafic. Un rapport bien opportunément paru lundi mais qui ne fait état que d'allégations.

MARTINE JACOT

Les détails de la mission de médiation

Seize heures de rebondissements en chaîne

Du général Philippe Biamby qui menace de se suicider, à une longue discussion pour convaincre l'épouse du général Raoul Cédras, drames et rebondissements se sont succédés dans les coulisses de la mission de Jimmy Carter en Haïti. Selon l'ancien président, qui a révélé lundi à la chaîne de télévision CNN le détail de ses seize heures de discussions de la dernière chance, l'un des épisodes-clés a été une discussion dimanche au domicile du chef de l'armée haïtienne Raoul Cédras.

M^{re} Cédras « dont le caractère en fait une des femmes les plus fortes et les plus puissantes » que Jimmy Carter ait jamais rencontrées, est farouchement opposée à tout accord. Mais le général en retraite Colin Powell use de toute son influence en tant qu'ancien chef d'état-major interarmes noir, pour la convaincre que la démission de son mari serait un acte de courage. Epargner la vie des Haïtiens que le général Cédras a juré de protéger, « c'est cela l'honneur militaire, la courage », a expliqué solennellement le général Powell avant de laisser M^{re} Cédras avec son mari.

Le général Cédras est éprouvé par la pression, par le sort de son fils de 10 ans dont il n'a pas eu le temps de fêter l'anniver-

saire samedi, raconte Jimmy Carter. Les discussions s'enchaînent à Port-au-Prince. Bien que le général Biamby menace de se suicider s'il est contraint à l'exil, un accord est quasiment prêt vers 5 heures du matin, heure française.

Coup de théâtre

Mais, à ce moment, le général Biamby qui a appris que la 82^e division aéroportée s'apprête à sauter sur Haïti, fait irruption dans la salle des négociations. « Nous devons rompre immédiatement ces discussions, pour aller mettre en état d'alerte nos forces pour défendre notre patrie », s'exclame le chef d'état-major haïtien qui a appris la nouvelle de l'arrivée des avions de transport grâce à une « fuite ».

Ce coup de théâtre jette Jimmy Carter dans un profond désarroi. L'ancien président affirme que les acquis de sa patiente diplomatie semblent s'effondrer. Le général Biamby exhorte le chef de l'armée à aller se mettre en lieu sûr pour diriger la résistance. In extremis, la délégation américaine parvient toutefois à convaincre les militaires haïtiens réfugiés au quartier général, de se rendre au palais présidentiel, situé de

l'autre côté de la rue pleine de monde.

Jimmy Carter espère que le président « par intérim » et non reconnu par la Communauté internationale, Emile Jonassaint, 81 ans, qu'il connaît « depuis plusieurs années » sera plus sensible à ses arguments, et saura apaiser les velléités des va-t-en-guerre. Tel un patriarche, l'ancien président de la cour constitutionnelle écoute les ultimes arguments des uns et des autres, entourés de ses ministres, des militaires et des trois négociateurs américains.

Le sénateur démocrate Sam Nunn, opposant déclaré à l'intervention, met l'accent sur les aspects politiques du règlement proposé. Il apaise un peu le président Jonassaint en affirmant que Jean-Bertrand Aristide ne sera pas considéré comme le seul garant du retour à la démocratie. L'intervention est imminente. Emile Jonassaint tranche en faveur de l'accord. Les faucons ont perdu. D'une voix chargée d'émotion, Emile Jonassaint affirme : « nous aurons la paix, pas la guerre ». Le général Powell use de son influence auprès des militaires haïtiens qui le « respectent très profondément ». Il obtient leur engagement qu'ils respecteront la parole d'Emile Jonassaint. (AFP)

AMÉRIQUES

L'accord entre Washington et la junte haïtienne

Jimmy Carter, le « meilleur ancien président »

WASHINGTON

de notre correspondant

Même si on sait que, en dernier ressort, c'est l'annonce du décollage des avions américains en route vers Haïti qui a eu raison de l'obstination des généraux Cédras et Biyambé, le rôle joué par les trois émissaires de la dernière chance dépêchés à Port-au-Prince par le président Clinton aura été tout aussi déterminant, et surtout exemplaire.

Les principaux responsables de l'administration américaine ont souligné à quel point cette alchimie alliant la menace de l'utilisation de la force militaire et les talents diplomatiques déployés par trois hommes – un ancien président, un ancien chef de l'armée, un représentant éminent du Congrès – avait fait merveille pour débloquer la crise.

La composition de cette délégation avait été soigneusement élaborée pour que sa crédibilité soit reconnue, à la fois par les militaires haïtiens et par l'opinion américaine. Le général Colin Powell, ancien commandant de l'état-major interarmes, apportait son prestige d'architecte de la victoire des alliés pendant la guerre du Golfe.

Sa popularité dépasse, aux États-Unis, les clivages politiques, et elle est accentuée, en Haïti, par des caractéristiques plus personnelles : originaire de la Jamaïque – donc caribéen lui-même – il symbolise la possible ascension au plus haut échelon de la hiérarchie militaire d'un Noir américain. Président de la commission sénatoriale des forces armées, parlementaire

estimé, le sénateur Sam Nunn avait aussi pour rôle de faire comprendre aux représentants de la junte au pouvoir à Port-au-Prince que les réticences du Congrès n'empêcheraient pas le président Clinton de passer aux actes et de donner l'ordre d'envahir Haïti.

Mais c'est en premier lieu à l'ancien président Jimmy Carter que, comme l'a souligné lundi après-midi M. Clinton, la nation américaine doit exprimer sa « gratitude » pour l'« extraordinaire travail » accompli. Ainsi, en moins de quatre mois, c'est la seconde fois que l'ancien président démocrate rend un signalé service au président Clinton, lui permettant de renouer, au dernier moment, avec la dangereuse tension militaire.

Un négociateur habile et tenace

En juin, Jimmy Carter s'était rendu à Pyongyang, au plus fort de la crise déclenchée par la poursuite du programme nucléaire nord-coréen, et était rentré à Washington avec l'accord des autorités nord-coréennes pour geler le programme en cours, ce qui avait eu pour effet de faire retomber la dangereuse tension militaire avec Séoul.

Ce premier coup diplomatique de la dernière chance avait été précédé par de nombreuses autres initiatives, qui ont valu à l'ancien président démocrate d'obtenir un prestige que son mandat à la Maison-Blanche ne lui avait guère permis d'acquiescer, hormis, bien sûr, son rôle de principal artisan des accords de Camp David.

Humilié par la malencontreuse opération de sauvetage des otages américains en Iran, l'ancien planteur de cacao de Géorgie, battu par Ronald Reagan en 1980, est devenu un retraité de la vie publique fort actif. Avocat de la défense des droits de l'homme, il a pris son bâton de pèlerin pour se rendre dans différentes parties du monde, là où ses talents de négociateur et d'intermédiaire de bonne volonté peuvent aider à résoudre pacifiquement des conflits.

Devenu un spécialiste du déroulement démocratique des opérations électorales dans de nombreux pays, il a notamment effectué des missions au Nicaragua, au Paraguay, en Somalie, en Libéria et en Éthiopie, enfin en Haïti (à de nombreuses reprises), où il a réussi à nouer des contacts étroits et confidentiels avec le général Cédras.

Qualifié, en 1989, de « peut-être le meilleur ancien président que l'Amérique ait jamais eu » par le magazine *Time*, Jimmy Carter reste cependant un esprit indépendant et... imprévisible. C'est pour cette raison que plusieurs responsables de l'administration américaine – dont le secrétaire d'État Warren Christopher – étaient réticents à l'idée de faire appel aux bons offices de M. Carter. Ils se sont apparemment trompés, puisque celui-ci a confirmé sa réputation de négociateur habile et tenace. Il n'en faut pas plus pour que la presse américaine parle de lui comme possible Prix Nobel de la paix.

L. Z.

Tandis que le Conseil de sécurité exprimait une « certaine réserve »

Le médiateur de l'ONU pour Haïti a démissionné

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Au vif étonnement de la délégation américaine, l'annonce de l'accord entre Washington et les militaires au pouvoir à Port-au-Prince a été reçue avec une « certaine réserve » par le Conseil de sécurité. Le médiateur des Nations unies pour Haïti, le général de l'armée argentine des affaires étrangères, a démissionné, lundi soir, du représentant du

président Aristide à l'ONU, l'ambassadeur Fritz Longchamp, a simplement indiqué : « Cet accord a été conclu entre le gouvernement américain et le gouvernement de facto de Port-au-Prince, et nous n'avons pas été consultés... »

La réaction réservée d'Aristide et de son entourage est peut-être la raison pour laquelle Washington a décidé de ne pas suspendre les sanctions économiques contre Haïti, telles qu'elles étaient prévues par le Conseil de sécurité le 6 mai dernier. La résolution 917 prévoit « une suspension progressive » des sanctions « sur la base des progrès réalisés » dans le cadre des accords de Governor's Island.

La résolution 917 prévoit la levée des sanctions lors du retour du président Aristide en Haïti. L'ambassadeur américain Madeleine Albright a indiqué que les mesures prévues de suspension des sanctions étaient liées à « l'invasion armée » d'Haïti, et que les sanctions économiques seront levées « au jour le jour ».

Le secrétaire général, Boutros

Boutros-Ghali, s'est, pour sa part, félicité du fait qu'une intervention militaire ait été évitée et que les conditions pour « l'application pacifique » de la résolution du Conseil de sécurité soient créées. Seize observateurs militaires des Nations unies devaient arriver à Port-au-Prince à la fin de la semaine. Une équipe de quarante-quatre observateurs les suivra dix jours plus tard.

Selon les termes de la résolution 940 du 31 juillet 1994, autorisant l'intervention militaire « multinationale » en Haïti, l'opération dans ce pays se déroulera en deux phases : à la suite de l'établissement d'un environnement « sûr et stable » par les soldats américains et leurs alliés, une force de l'ONU, composée d'environ six mille « casques bleus », les remplacera. Avec l'entrée pacifique des troupes américaines en Haïti, les diplomates estiment que la force de l'ONU, la MINUHA, pourrait rentrer en fonction avant le début de l'année à huit mois initialement prévu.

AFSANE BASSIR POUR

Une issue bien accueillie par l'Union européenne

L'Union européenne s'est félicitée, lundi 19 septembre, de la décision des militaires haïtiens de quitter le pouvoir et s'est déclarée prête à soutenir le nouveau gouvernement qui doit être constitué par le président élu Jean-Bertrand Aristide. Dans une déclaration publiée à Bruxelles, l'UE réaffirme également qu'elle est disposée à participer à la reconstruction de Haïti et à faire tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir des programmes d'aide d'urgence en faveur de la population éprouvée.

Pour sa part, la France, qui a accueilli « avec intérêt » l'accord intervenu entre l'ex-président américain Jimmy Carter et la junte haïtienne, souhaite que les sanctions contre ce pays puissent être suspendues « dès que possible » et que « l'ordre constitutionnel » y soit rétabli « dans le respect des résolutions du Conseil de sécurité ». En visite au Portugal, le ministre français des affaires étran-

gères, Alain Juppé, a indiqué que Paris était prêt à « reprendre très rapidement » sa coopération avec Haïti.

Actuellement en visite aux États-Unis, le président du RPR, Jacques Chirac, a estimé que « nous (les Français) serions mal placés de ne pas approuver le principe » de l'intervention américaine à Haïti. « Les États-Unis, a-t-il ajouté, ont reçu un mandat des Nations unies, exactement comme la France avait reçu un mandat en ce qui concerne le Rwanda ».

M. Chirac s'est réjoui du fait que la mission confiée à l'ancien président Jimmy Carter ait été « couronnée d'un succès au moins relatif, qui a permis d'éviter un affrontement militaire ». De son côté, le secrétaire national aux relations internationales du Parti socialiste, Gérard Fuchs, qualifie l'intervention américaine de « premier exemple d'ingérence démocratique réussie ». (AFP, Reuters)

ASIE

La visite en France du roi du Népal

Sa Majesté Birendra, monarque réformiste

Le roi Birendra du Népal entame, ce mardi 20 septembre, une visite officielle de quatre jours en France. Ce souverain constitutionnel, couronné en 1975, avait reçu le président Mitterrand à Katmandou en 1983.

KATMANDOU

de notre envoyé spécial

Depuis quatre ans, le roi du Népal règne mais ne gouverne plus. La « révolution » démocratique du printemps de Katmandou, en mars 1990, marque une rupture radicale avec l'ancien régime, quand Sa Majesté Birendra Bir Bikram Shah Dev, souverain du dernier royaume hindou de la planète, disposait encore de pouvoirs absolus. Seul, celui de se confronter à sa divine image lui était – et lui est toujours – refusé : le roi ne peut visiter Buddhanilakanta, à quelques kilomètres de la capitale, où la vision de la statue d'un Vishnou couché parmi les nénuphars serait, dit-on, fatale à ce souverain censé être l'une des réincarnations du dieu.

Birendra semble cependant aujourd'hui très à l'aise sur son trône de monarque constitutionnel après avoir régné sans partage pendant dix-huit ans (1). A vrai dire, tous les Népalais semblent d'accord pour remarquer que Sa Majesté a accepté avec grâce et dignité la diminution de ses pouvoirs. On est loin des violences du soulèvement de 1990, quand le peuple de Katmandou défilait dans les rues en criant : « A bas Birendra ! »

Ce mouvement démocratique provoqué par la lassitude d'une population soudain éprise de liberté se termina par un massacre de manifestants devant les grilles du palais royal. Le souverain, soucieux d'éviter un « grand soir » encore plus sanglant, convoqua aussitôt les chefs de l'opposition interdite, nomma l'un d'eux premier ministre par intérim, leva l'interdiction qui pesait sur les partis et accepta le principe d'élections qui eurent lieu un an plus tard.

Eduqué à Éton, à Harvard et à Tokyo, âgé de quarante-huit ans, Birendra a toujours eu la réputation d'un réformiste. Dans sa jeunesse, celui qui n'était encore que l'héritier de la couronne se promenait presque incognito, vêtu comme le commun des mortels, et se faisait une idée de la situation dans les régions montagneuses de son royaume. En 1980 déjà, il semblait partisan de la monarchie constitutionnelle et orga-



nisa un référendum pour demander à son peuple s'il préférait le maintien du système des Panchayat (monarchie absolue assortie d'un Parlement « croupion ») ou la démocratie. Mais 55 % des Népalais votèrent pour le « Panchayat ».

« L'entourage du roi, farouchement attaché à ses privilèges, truqua le référendum », affirme aujourd'hui un journaliste népalais.

La démocratie en crise

Pendant des années, Birendra avait, en effet, paru coupé de son peuple, reclus dans son palais, où les intrigues de la cour, les rumeurs de corruption parmi ses frères et l'ambition d'une reine peu populaire avaient finalement écorché nombre de ses dix-neuf millions de sujets, surtout dans la capitale. De là à penser que la « révolution » fut une délivrance pour le roi, il y a un pas que n'hésitent pas à franchir certains Népalais.

Moins charismatique que son père Mahendra, le souverain est précisément loué pour sa discrétion (par les tenants de la démocratie). En 1960, Mahendra, monarque brillant mais manipulateur, mit brutalement fin à une expérience démocratique d'un an en interdisant les partis et en « démissionnant » le premier ministre, B. P. Koirala, frère aîné de l'actuel chef du gouvernement, G. P. Koirala. « Jamais le père de Birendra n'aurait accepté le changement constitutionnel de 1990 », affirme un membre du cabinet du premier ministre.

L'ironie de l'Histoire veut cependant que les espoirs soulevés par le mouvement démocratique ont fait long feu : quatre ans de liberté ont débouché sur une instabilité politique permanente, et les chefs du Parti du Congrès, la formation

de M. Koirala, n'ont cessé de se décrédibiliser aux yeux de l'opinion par de stériles luttes de pouvoir. Le premier ministre a fini par être mis en minorité à la Chambre, le 10 juillet dernier, grâce à l'abstention de trente-six députés de son propre parti. Il a immédiatement remis sa démission au roi, l'Assemblée a été dissoute, et de nouvelles élections auront lieu en novembre.

Les dissidents du Congrès et les communistes – qui représentent la plus grande force de l'opposition au Parlement – se sont aussitôt opposés à la réinstallation de M. Koirala comme premier ministre intérimaire et en ont appelé à la Cour suprême pour affirmer que cette dissolution était inconstitutionnelle. La Cour en a jugé autrement et estimé que le souverain avait parfaitement agi en entérinant la proposition du premier ministre. Une preuve de plus que Sa Majesté est fermement décidée à se conformer aux nouvelles règles de la monarchie parlementaire.

Écorchés par une corruption qui aurait atteint des hauteurs himalayennes, certains Népalais commencent cependant à regretter l'ancien régime... Les observateurs estiment que le parti des Panchayat, le Rashtriya Prajatantra Party (RPP), soutenu par les partisans du système antérieur, gagnera du terrain en novembre. Mais beaucoup continuent à penser que le souverain n'a aucune intention d'utiliser ce parti, perçu comme un « sous-marin » du palais, et qui profitera de la crise politique, des difficultés économiques et, plus généralement, du désenchantement de la population, pour laquelle le mot de « démocratie » sonnait comme un « mantra » magique durant les beaux jours de la révolution.

Certes, le roi dispose encore de certains pouvoirs : un article de la Constitution, comparable à l'article 16 de la Ve République, lui permet de déclarer l'état d'urgence en cas de crise grave. Les plus pessimistes – et ils sont nombreux – prédisent que, si la situation continue à se détériorer, son entourage, voire l'armée pourraient être tentés de convaincre Birendra de suivre la voie de son père et d'interrompre le processus démocratique.

BRUNO PHILIP

(1) Birendra a succédé à son père en 1972 et fut couronné trois ans plus tard.

CHINE

Un tireur isolé tue huit personnes dans une fusillade à Pékin

PÉKIN

de notre correspondant

Une fusillade à l'arme automatique qui a fait officiellement huit morts, dont un diplomate iranien et l'un de ses enfants, et trente blessés sous les fenêtres de la communauté diplomatique internationale de Pékin à l'heure du petit déjeuner, mardi 20 septembre, est venue rappeler que la Chine, à l'heure du boom économique, connaît une dégradation de l'ordre social dont les autorités ne se cachent plus. Selon les témoins, un homme a ouvert le feu au hasard sur un boulevard périphérique alors qu'il semblait tenter d'arrêter un véhicule, peut-être pour s'enfuir. Deux policiers ont riposté et tué le forcené.

Cet incident n'a pas le caractère sordide de l'assassinat en mars dernier, au lance-flammes, de touristes taiwanais : Pékin a démenti, sans convaincre, qu'il se soit agi de membres de la police armée. Dans le cas du forcené de Pékin, le mouton à rumeurs en fait diversement un membre de cette même police ou un civil.

Quoi qu'il en soit, la fusillade

illustre la violence latente qui couve sous le miracle économique chinois et rappelle le danger que représente la circulation d'armes en tout genre : un fusil d'assaut ne coûte que 200 à 300 dollars au marché noir. On s'insurge en particulier du laxisme qui règne dans les nombreux stands de tir ouverts par des unités militaires ou par des firmes proches de l'armée afin de ramasser de coquettes recettes auprès des amateurs, chinois comme étrangers.

F. D.

SRI-LANKA : les séparatistes tamouls attaquent un navire gouvernemental. – Les séparatistes tamouls ont attaqué, dans la nuit de lundi 19 à mardi 20 septembre, un pétrolier de la marine srilankaise, tirant une cinquantaine de membres d'équipage, selon des responsables militaires. On ignore s'il s'agit d'un attentat-suicide ou si les « Tigres » ont posé des bombes sous le navire. Cette attaque pourrait compromettre les efforts du nouveau premier ministre, Chandrika Kumaratunga, pour ouvrir des pourparlers de paix avec les rebelles. – (AFP, Reuters, UPI)

HONGKONG

Les démocrates en tête aux élections locales

Les partis favorables à la démocratie sont arrivés en tête aux élections locales tenues, dimanche 18 septembre, dans la colonie britannique. L'Alliance des démocrates unis, de l'avocat Martin Lee, a obtenu 77 des 346 sièges à pourvoir, et l'Alliance pour la démocratie 28. Les candidats de l'Alliance démocratique pour un meilleur Hongkong, favorable à Pékin – qui s'oppose aux réformes du gouverneur britannique Chris Patten –, emportent seulement 37 sièges, et les Libéraux, soutenus par les milieux d'affaires, 30. La participation électorale a été de 33,1 %, soit 0,6 % de plus que lors du scrutin de 1991.

Les résultats des partis démocrates sont supérieurs à ceux qui étaient attendus, dans ce scrutin qui était considéré comme un test du soutien de la population aux réformes de M. Patten, réformes que Pékin a promis d'abroger dès la reprise en main du territoire, en 1997. – (Reuters, AFP)

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 44-43-76-40

INTERNATIONAL

AFRIQUE

ALGÉRIE

Des tracts de la branche armée de l'ex-FIS appellent à la trêve

Une quatrième réunion du « dialogue national » entre le pouvoir et cinq partis politiques devait avoir lieu, mardi 20 septembre, à Alger. L'ex-FIS, la jugeant prématurée, n'y participe pas, de même que le Front des forces socialistes (FFS), qui attend un « geste concret » du gouvernement.

Des pourparlers sérieux ont-ils lieu actuellement entre les groupes armés islamistes et certains responsables de l'ex-FIS, ou au moins de l'annonce d'une trêve ? C'est du moins ce qu'écrit l'hebdomadaire *« El Alam Estivassat »* qui s'appuie sur des sources proches de la direction du « parti de Dieu ». D'autres sources, à Alger, semblent confirmer cette information, qui font état de l'affichage, depuis dimanche dernier, dans les mosquées de la capitale, de tracts signés par l'Armée islamique du

salut (AIS), branche armée de l'ex-FIS, qui évoquent l'éventualité d'une trêve de trois mois. Dans sa première lettre expédiée, fin août, au président Liamine Zerroual, Abassi Madani avait proposé une telle trêve en échange de sa libération et de celles de ses quatre autres compagnons de cellule.

Moins d'une semaine après sa libération, l'un d'entre eux, Kamal Guemazzi n'évoque pas la possibilité d'une trêve, dans l'entretien qu'il a accordé à l'hebdomadaire *« El Alam Estivassat »*. Il indique seulement, comme d'autres responsables islamistes l'ont déjà fait avant lui, « qu'on ne peut pas exclure la branche armée des négociations » pour la bonne raison « que les politiques ne constituent qu'une partie de la direction du FIS, et non sa totalité ». De son côté, Rabah Kebir, président de l'instance exécutive de l'ex-FIS à

l'étranger, estimait, dans un entretien publié, samedi, par le quotidien *« el Khabar »* le premier accordé à un journal algérien depuis sa fuite en Allemagne en 1992, que « le terrorisme pourrait être résorbé dans une proportion de 80 % », et rappelait, à cet égard, que « les cadres du FIS se retrouvent aujourd'hui au sein de toutes les organisations armées ».

A cette offensive médiatique de l'ex-FIS est venue s'ajouter la démarche surprise qu'auraient faite, lundi, auprès d'Abassi Madani et d'Ali Benhadj, les cinq partis politiques qui participent au « dialogue national » initié par le pouvoir. « Il n'y a pas d'autre solution que la solution démocratique », a indiqué à la télévision nationale, Abdelhamid Mehri, secrétaire général du FLN, qui aurait rencontré les deux chefs historiques du « parti de Dieu ». Propos plus significatifs encore : il a

mis en garde contre toute velléité de solution « putschiste » qui couperait court au dialogue en précipitant le retour à l'option du « tout-sécuritaire », avec, à la clé, la démission du président Zerroual, accusé d'« avoir mis la république en danger de mort » comme le lui a reproché Redha Malek, l'ancien premier ministre.

Au moment où le boycottage de la rentrée scolaire en Kabylie, lancé par le Mouvement culturel berbère (MCB), prend des allures préoccupantes, le refus de l'ex-FIS de décider une trêve favoriserait un durcissement des partis à dominante kabyle, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) de Saïd Sadi et le FFS de Hocine Alt Ahmed. Même si un accord entre les islamistes et le chef de l'Etat ne faciliterait pas forcément la recherche d'une solution aux problèmes kabyles. — (Inérim.)

LIBÉRIA

Les « casques bleus » retenus en otage ont été libérés

Les quarante-trois « casques bleus » et les six membres d'organisations non gouvernementales (ONG) capturés il y a une dizaine de jours dans l'est du pays par l'une des factions armées, ont tous été relâchés. Le représentant des Nations unies à Abidjan, Bene M'Poko, a déclaré, lundi 19 septembre, que, sur huit officiers de la Mission d'observation des Nations unies au Libéria (MONUL) dont on était sans nouvelles, deux avaient été récupérés par un hélicoptère de la Mission à Harper, dans l'extrême sud-est du pays. Six autres, a-t-il ajouté, ont regagné Monrovia le 17 septembre, par la route, en même temps que les six membres d'ONG.

L'ONU avait affirmé le 12 septembre que les quarante-neuf otages avaient été capturés quatre jours plus tôt par des combattants

du Front national patriotique du Libéria (NPFL), le principal acteur de la guerre civile qui sévit depuis bientôt cinq ans au Libéria. Le gouvernement ivoirien, qui a usé de son influence pour obtenir la libération des otages, a souligné que si le NPFL avait bien été son interlocuteur, cela ne signifiait pas que le mouvement de Charles Taylor a été à l'origine de leur capture.

D'autre part, vingt-sept membres de la MONUL ont quitté Monrovia dimanche. Leur départ a été présenté par l'ONU comme le début d'une réduction de ses effectifs au Libéria. Déployée il y a un an, la MONUL comptait trois cent soixante-dix observateurs militaires. En août, le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, avait envisagé une réduction des effectifs en raison de l'absence de progrès dans le processus de paix. — (AFP.)

ZAIRE

Philippe de Dieuleveult aurait été assassiné par les services secrets

Philippe de Dieuleveult, animateur vedette de l'émission télévisée française « La chasse au trésor », ne serait pas mort accidentellement en 1985. Il aurait été tué par les services secrets zairois lors de son expédition sur le fleuve Zaïre, a affirmé, lundi 19 septembre, à Bruxelles, un ancien officier des services de renseignement du maréchal Mobutu, Okito Bene-Bene.

Parti de Bujumbura (Burundi) en juin 1985, l'expédition « Africa Raft », à laquelle participait Philippe de Dieuleveult, devait descendre le fleuve Zaïre en canot pneumatique. La thèse de l'accident avait été avancée pour expliquer la disparition des sept membres de l'équipe le 6 août 1985. Les corps n'ont jamais été retrouvés.

« J'ai assisté personnellement à l'arrestation de Philippe de Dieuleveult et de ses compa-

gnons, à leur interrogatoire, à leur exécution et à leur enterrement », a déclaré Okito Bene-Bene, lors d'une conférence de presse pour présenter son livre *« Africa Raft »*. Selon l'ex-officier, Philippe de Dieuleveult était devenu éminemment suspect aux yeux des services zairois depuis qu'un Belge, Guy Colette — soupçonné d'avoir des contacts en Libye — s'était joint à l'expédition. A cette époque, les Libyens étaient indésirables au Zaïre en raison des menaces proférées par le colonel Kadhafi contre le président Mobutu.

C'est pour « ce motif » que les services secrets zairois auraient donné l'ordre de « mettre les membres de l'expédition hors d'état de nuire », affirme Okito Bene-Bene qui était chef de poste à Boma, sur le fleuve Zaïre, à l'époque des faits. Accusé de complot contre le président Mobutu en 1988, il s'est installé en Belgique en 1990. — (AFP.)

De préalables en conditions

L'ex-FIS aborde avec circonspection le dialogue avec le pouvoir

« Nous sommes prêts à un dialogue, s'il est sincère », lançait, à qui voulait l'entendre, l'un des porte-parole de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Rabah Kebir, qui venait de quitter clandestinement l'Algérie pour l'Allemagne. C'était il y a exactement deux ans, en septembre 1992. Oui au « dialogue », mais à « quatre conditions », prévenait M. Kebir : « libération de tous les détenus ; cessation des arrestations arbitraires ; réparation de toutes les injustices commises (...) avec rétablissement des élus du FIS dans leurs fonctions ; organisation d'un deuxième tour des élections (législatives) ». (Le Monde, du 18 septembre 1992). Un message que, pour l'époque, dans le cercle du pouvoir, ne fit mine d'avoir entendu.

Il est vrai qu'en ce début d'automne 1992, la politique du « tout-sécuritaire » prônée par les autorités n'en était, si l'on peut dire, qu'à ses premiers balbutiements. La pratique de la torture, sans être inhabituelle, ne s'était pas encore généralisée. Les brigades et les vexations à l'encontre des jeunes des quartiers populaires, arrêtés lors des rafles islamistes, faisaient, peu ou prou, partie de la routine. Mais les exécutions sommaires n'avaient pas encore pris l'ampleur qu'elles connaîtront à partir de 1993.

De leur côté, les islamistes n'avaient de la violence qu'une expérience « artisanale ». Les maquis étaient embryonnaires, le sigle du Groupe islamique armé (GIA) n'avait pas encore fait son apparition et celui du FIS demeurait un tabou dans la presse locale. Les petites villes de la Mitidja (centre), de l'Oranie (ouest) ou des environs de Jijel (est) menaient, comme les faubourgs de la capitale, une vie presque normale.

Les femmes n'étaient pas tenues de rester cloîtrées chez elles ni contraintes à porter le hidjab (voile islamique). On pouvait acheter les journaux algériens ou une bouteille de vin, sans crainte de représailles, et saluer le policier de son quartier, sans risque d'être égaré, deux jours plus tard, sur la place publique.

Au fil des mois, la violence terroriste, attisée par des vagues de répression féroce, allait connaître une escalade sans précédent. Soucieux de ne pas se couper d'une base de plus en plus radicale et indocile, la direction politique de l'ex-FIS décidait de durcir le ton. « Les dirigeants [du FIS] ne sont pas des demandeurs de « portefeuilles » (...). Ni les slogans du dialogue ni la répression ne peuvent les désunir ou les effrayer », lançait Rabah Kebir, devenu président de l'instance exécutive du FIS à l'étranger, le 1^{er} novembre 1993.

Quelques jours plus tard, à Alger, le bureau exécutif provisoire (BEP) du mouvement allait plus loin encore : le FIS « rejette tout dialogue, toute réconciliation ou trêve, auxquels appelle la junte putschiste qui n'a ni parole ni honneur », assurait le communiqué signé d'Abdel Razak Redjan — rallié, depuis, aux troupes du GIA. « Conformément à la charia authentique, précisait-il, nous n'accepterons rien en échange de l'Etat islamique. »

En dépit de cette fermeté affichée — signe du clivage grandissant entre l'aile « légaliste » du FIS et les « radicaux » du GIA —, le mot « négociation » n'allait pas tarder à être de nouveau prononcé. Les travaux d'approche auprès des délégués de l'ex-FIS, esquissés en coulisses, à la fin du mois de décembre, par le futur président de l'Etat, alors ministre de la défense, avaient-ils commencé de faire mouche ?

Le sort des militaires

D'un côté, chacun veillait à garder une attitude défensive. De l'autre, les contacts étaient pris. « Les négociations ne pourront pas intervenir sans que les conditions du FIS soient remplies », commentait prudemment Rabah Kebir, dans un entretien téléphonique accordé à l'AFP, le 31 janvier, cette année.

Parmi ces « conditions », figuraient des exigences anciennes, remises au goût du jour : « libération de tous les dirigeants du FIS » ; « levée des lois et règlements militaires » relevant de l'Etat d'urgence ; traduction devant les tribunaux des « responsables des actes meurtriers ». S'y dessinaient aussi l'ébauche de nouvelles revendications, qu'Abassi Madani et ses codétenus de Blida allaient reprendre et enrichir, avant de les porter, sept mois plus tard, à la connaissance du public. Ce sont ces revendications qui donnent la trame — et laissent deviner l'enjeu — des tractations en cours.

La « création d'un comité libre et indépendant, rassemblant les principales forces politiques du pays », que Rabah Kebir mentionnait au début de l'année, s'est transformée, le 23 août, sous la plume de l'ancien président du FIS, en l'« installation d'une commission souveraine constituante, pour la désignation du gouvernement neutre », chargé de gérer les affaires du pays « jusqu'à l'élection du pouvoir légitime ». Un objectif qui ne pourra être atteint sans la « réhabilitation » préalable du FIS, précise Abassi Madani, dans cette première lettre au président Zerroual.

Il n'est plus question, en revanche, de demander des comptes aux membres des forces de sécurité, « responsables des actes meurtriers » à l'encontre des militants islamistes et de la population civile. On exige désormais de l'armée et « des forces spéciales » qu'elles « soient rapatriées dans les casernes ». Cette apparente clémence fait-elle partie d'un marché officieux, qu'auraient d'ores et déjà conclu l'état-major et l'ex-FIS ? Ou s'agit-il d'un simple appât, destiné à rassurer une partie de l'armée, inquiète à l'idée d'éventuelles représailles ?

Une même ambiguïté subsiste à propos de « l'appel à la trêve », que le chef historique du FIS a promis de lancer, non sans contrepartie. Il faut d'abord que « tous les dirigeants » encore emprisonnés (c'est le cas, notamment, d'Abdelkader Hachani, détenu à la prison algéroise de Serkadji) soient élar-

gis. Il faut ensuite que le pouvoir leur donne les moyens de se réunir, « en toute sécurité », avec les autres représentants du FIS (y compris « ceux de l'extérieur ») et l'ensemble des « combattants ».

Ce dernier terme désigne les « émirs » de l'Armée islamique du salut (AIS), la branche militaire de l'ex-FIS, mais il pourrait également inclure certains représentants du GIA, particulièrement bien implantés dans l'Algérie. Le « ralliement » du très charismatique Ali Benhadj — qui avait exigé, le 20 août, la « démission » du président Zerroual, avant d'accepter finalement de co signer la troisième lettre au président, datée du 6 septembre — n'aurait pas ce sens. Son influence sur les jeunes islamistes pourrait, il est vrai, constituer un atout précieux dans la phase délicate qui s'annonce.

Des choses, désormais, devraient aller vite. Les « légalistes » de l'ex-FIS y ont tout intérêt. Leur « clientèle » théorique comprend aussi bien les électeurs des années 1990 et 1991 — vraisemblablement échaudés par les atrocités commises par les groupes armés — que les jeunes *moudjahidins* en herbe, candidats au djihad et à la « guerre totale » que prône

le GIA. Une « clientèle », aussi hétéroclite qu'imprévisible, sur laquelle l'ex-FIS devra prouver qu'il garde prise, s'il veut continuer d'apparaître comme un interlocuteur, sinon valable, du moins utile.

La marge de manœuvre est tout aussi étroite, dans le camp du pouvoir. S'il va trop loin, le président Zerroual risque de se mettre à dos une partie de l'armée. Celle-ci, que les milieux « éradicateurs », hostiles à tout dialogue, ont cru longtemps pouvoir considérer comme « l'ultime rempart » contre les islamistes, est désormais sommée de choisir et de « tomber le masque ». Au risque d'une implosion ?

Après la violente diatribe de l'ancien premier ministre, Redha Malek, accusant ses anciens compagnons de mettre la République « en danger de mort », c'est le porte-parole du gouvernement, Leila Aslaoui, qui a donné, lundi, sa réponse. Le pouvoir, soupçonné de vouloir brader l'avenir de l'Algérie pour un plat de lentilles islamistes, devra tenir solennellement le gouvernail. S'il veut franchir indemne le cap des tempêtes.

CATHERINE SIMON

DIPLOMATIE

Nations unies : le temps du réalisme

Suite de la première page

Deuxième évolution : les conflits à traiter sont de moins en moins « internationaux » et de plus en plus « intérieurs ». Ancien ministre des affaires étrangères australien, Gareth Evans relevait récemment (revue *Foreign Policy*, octobre 1994) que « sur les trente conflits recensés par l'Organisation en 1992, vingt-neuf ont éclaté à l'intérieur des frontières d'un seul Etat ». Or, en dépit de quelques précédents instaurant une sorte de droit d'ingérence humanitaire, l'ONU, fondée sur le principe du respect de la souveraineté des pays membres, reste mal à l'aise quand il s'agit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un Etat.

Motivité ambulance moitié gendarme

Les déboires de la FORPRONU en Yougoslavie ont illustré l'ambiguïté d'une mission de maintien de la paix dans un pays en guerre. L'impossible tâche de « casques bleus » auxquels on interdit de prendre parti dans une situation d'agression. La Somalie a fourni un exemple de l'incapacité de l'ONU à recoudre un tissu national lorsque les parties en guerre civile veulent encore en découdre.

Le Rwanda a symbolisé l'impuissance de l'ONU à empêcher un véritable génocide dès lors que les Etats membres n'ont pas la volonté d'intervenir vite et massivement. La leçon principale tirée à New-York de ce triste bilan est que l'Organisation ferait mieux de limiter ses ambitions à deux activités : intervention strictement humanitaire, d'une part ; et maintien de la paix classique, dès lors qu'un conflit a été réglé, ou, à tout le moins, que ses protagonistes sont prêts à coopérer avec les « casques bleus ».

Le début des années 90 avait vu fleurir l'illusion que les Nations unies allaient être l'un des principaux agents d'un « nouvel ordre international » (c'était l'après-guerre du Golfe) ; le milieu des années 90 voit l'avènement d'une conception beaucoup moins ambitieuse de l'Organisation — moitié ambulance, moitié gendarme.

Conséquences : le retrait quasi certain de l'ONU de Somalie, un probable réexamen de la raison d'être de la FORPRONU en Yougoslavie, enfin une mission de paix en plus limitée au Rwanda. Le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, l'a dit à sa façon abrupte et peu diplomatique : « L'ONU ne peut plus entreprendre les opérations de rétablissement de la paix prévues au chapitre sept de sa charte [le chapitre qui prévoit le recours à la force] ». Les Etats membres ne veulent ou

ne peuvent plus doter l'Organisation des moyens dont elle aurait besoin pour ce faire. L'ONU est condamnée à travailler « dans des conditions qui seraient inacceptables pour un gouvernement national », tonne Kofi Annan, le secrétaire général adjoint, chargé du maintien de la paix, pas d'objectif bien défini (dans la plupart des conflits), pas d'équipement militaire, pas de troupes, pas de budget ».

Il y a deux ans encore, les Etats-Unis se disaient prêts à envisager la constitution d'une force de déploiement rapide mise à la disposition de l'ONU, composée de troupes « pré-identifiées », mobilisables à tout moment. Depuis, ils ont non seulement abandonné l'idée (au lendemain de leurs déboires en Somalie), mais encore défini en mai dernier, de façon extrêmement restrictive, les conditions dans lesquelles ils accepteraient dorénavant de participer à des opérations de maintien de la paix onusiennes. Il reste qu'une vingtaine d'autres Etats membres s'étaient dits disposés à mettre quelque 30 000 hommes en permanence au service de l'Organisation.

« Casques bleus » ou « casques blancs » ?

Le Rwanda devait, pour eux, constituer le premier test. Ce fut un échec lamentable : aucun des 21 Etats qui s'y étaient engagés n'a accepté de fournir des troupes pour aller au Rwanda. Les Etats membres demandent à se réserver le droit de choisir où et quand intervenir avec l'ONU. Dans ces conditions, est ressurgie la vieille idée du Britannique Brian Urqu-

hart, un vétéran de l'Organisation, qui propose de constituer un corps de « légionnaires volontaires » au service de l'ONU.

Une nouvelle orientation se fait jour depuis quelque temps : la sous-traitance du maintien de la paix par des puissances régionales. Représentante des Etats-Unis à l'ONU, Madeleine Albright parle de « maintien de la paix par zones d'influence ». Avec la bénédiction du Conseil de sécurité, la France intervient au Rwanda, la Russie en Géorgie, les Etats-Unis en Haïti. « Émerge une doctrine selon laquelle, les opérations à grands risques ne peuvent être entreprises que par les grandes puissances et leurs armées nationales », explique un diplomate français.

Parallèlement, l'ONU pourrait, elle, se voir reléguée dans les opérations d'assistance humanitaire : « pourquoi ne pas changer les casques bleus pour des casques blancs, les blindés pour des ambulances », lance un diplomate américain, « et mettre de côté les prétentions de l'Organisation à imposer la paix à travers le monde ? »

D'autres encore suggèrent que l'ONU se spécialise dans la diplomatie préventive, autrement dit qu'elle intervienne avant les conflits, puisqu'elle est largement impuissante après. Les délégués à la 49^e session de l'Assemblée générale devront plancher cette semaine sur ces nouvelles tentatives en matière de maintien de la paix. Ils disposeront, entre autres, d'un document d'ensemble mis au point par le ministère britannique de la défense. Pour l'ONU, c'est peut-être l'esquisse d'un important *aggiornamento*.

AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

EUROPE

DANEMARK

Les sociaux-démocrates sont donnés favoris pour les élections législatives

Les Danois se rendent aux urnes mercredi 21 septembre pour élire les députés du Folketing. Les sondages donnent la victoire à la majorité sortante menée par les sociaux-démocrates.

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

Toujours élégant, Uffe Ellemann-Jensen, le bouillant président du Parti libéral, montre en riant ses socquettes bleues ornées des douze étoiles d'or de l'Union européenne. Cet européen convaincu et fédéraliste, — une espèce rare dans ce pays ! —, estime que le Danemark devrait renouer avec les dérogations qu'il a réclamées en 1992 pour accepter le traité de Maastricht. « Il faut redevenir membre à part entière, mais que voulez-vous, on ne parle pas de l'Europe dans cette campagne électorale (...), les sociaux-démocrates ont trop peur que leurs vieilles querelles internes se rallument ! »

La courte campagne électorale pour les législatives du mercredi 21 septembre a donc essentiellement porté sur les questions économiques, le chômage (environ 12 % de la main-d'œuvre) et l'avenir de la société de bien-être : les hôpitaux surchargés, la solitude des personnes âgées, l'afflux de réfugiés, etc. Cette consultation se présente plutôt bien pour le gouvernement majoritaire dirigé depuis novembre 1992 par les sociaux-démocrates de Poul Nyrup Rasmussen en coalition avec trois petits partis (radical, chrétien-populaire et centre démocratique). Si ces deux derniers parviennent à recueillir les 2 %

des voix requis pour siéger au Folketing (le Parlement), le premier ministre pourra reconduire son cabinet. Les sondages créditent son parti de près de 34 % des intentions de vote et la relative bonne santé économique du pays, qui contraste avec les finances désastreuses du voisin suédois n'est pas étrangère à la sérénité du chef du gouvernement. « Ça ne marche pas terriblement bien, mais ça marche mieux ! », répète-t-il au cours de ses nombreux déplacements dans les campagnes où il visite les hôpitaux, serre les mains, caresse les jeunes têtes blondes et offre des roses rouges aux dames.

Le « père fouettard » libéral

« Si ça marche mieux, rétorque Uffe », son rival libéral, c'est parce que nous avons mené une politique d'austérité intelligente pendant dix ans et que l'actuel gouvernement en récolte les fruits. Malheureusement, sa politique laxiste est en train de creuser le déficit budgétaire, les taux d'intérêt grimpent et le chômage augmente ! Impulsif, il ajoute : « J'en ai assez de jouer constamment le rôle du père fouettard prêchant la prudence et les économies, tandis que les sociaux-démocrates, eux, incarnent les gentils pères Noël et distribuent les cadeaux ! »

M. Ellemann-Jensen est un homme de pouvoir, pas tout à fait à l'aise dans l'opposition. Après le beau succès remporté par son parti aux dernières européennes, ces élections législatives lui fournissent l'occasion de revenir aux

affaires... Avec ses anciens alliés conservateurs, — bien moins à droite en fait, au Danemark, que les libéraux —, et l'extrême droite populiste du petit Parti du progrès, il a voulu mettre sur pied une véritable majorité « bourgeoise » de remplacement. Ce fut apparemment une erreur tactique majeure. L'électorat n'a pas du tout apprécié ce rapprochement avec les « progressistes » de Pia Kjaersgaard, — jugés « inféquentables » par beaucoup, — qui veulent, pêle-mêle, privatiser les services sociaux et les institutions culturelles, abroger certaines lois concernant la protection de l'environnement, arrêter l'immigration et expulser les réfugiés du pays. Depuis cette bourde, Uffe Ellemann-Jensen et Hans Engell, son homologue conservateur, passent leur temps à tenter de réparer les dégâts.

Une croissance record

Les sociaux-démocrates ont naturellement exploité habilement ces « douteuses » fiançailles de droite. Le premier ministre Poul Nyrup Rasmussen, l'ancien expert économique de la Confédération générale du travail (LO), est un homme pragmatique, plus sobre que le leader libéral, qui paraît moins à l'aise dans les salles de réunion enfumées où la Carlsberg coule à flots. Ses dossiers, il les connaît et il n'a aucune raison de cacher quoi que ce soit de l'économie danoise en 1994. Le taux de croissance du PIB sera de l'ordre de 4,5 % cette année (record d'Europe), et s'explique en grande partie par une relance de la

consommation des ménages : l'inflation est inférieure à 2 %, la balance commerciale et celle des paiements courants sont positives. Certes, le déficit budgétaire s'accroît mais il se situe seulement aux alentours de 4 % du produit intérieur brut. Les ombres au tableau demeurent la dette intérieure et le sous-emploi, chronique, qui touche environ 350 000 personnes mais qui est généreusement couvert par les caisses de chômage.

Le gouvernement Nyrup Rasmussen a fait voter l'année dernière une réforme qui autorise les salariés à prendre une année sabbatique avec une rémunération correspondant à 80 % environ du plafond de l'allocation chômage, ce qui au Danemark permet de vivre relativement confortablement. L'idée du législateur était de fournir un emploi, pendant un an, à un chômeur. Le système a eu un succès dépassant les espérances — près de 60 000 personnes — mais avec parfois des conséquences imprévues. Dans les hôpitaux notamment, faute de personnel qualifié « de remplacement » au chômage, il a fallu importer du personnel étranger, de Suède ! « C'est un système absurde, disent les libéraux, qui permet seulement d'embellir temporairement les statistiques du chômage ! »

À la veille du scrutin, les sociaux-démocrates étaient confiants et pensaient que la victoire de leurs amis suédois, dimanche 18 septembre aux élections législatives, devraient leur donner un coup de pouce supplémentaire.

ALAIN DEBOVE

ITALIE

Le procès des assassins présumés du juge Falcone s'est ouvert sous la menace d'attentats

ROME

de notre correspondante

C'est dans un climat pesant, entourées d'un dispositif de sécurité exceptionnel, qu'ont commencé, lundi 19 septembre à Caltanissetta (Sicile), les audiences préliminaires du procès des assassins présumés du juge Giovanni Falcone : le ministère de l'Intérieur vient d'annoncer qu'une nouvelle vague d'attentats mafieux était à craindre.

Trente-sept accusés doivent répondre de l'attentat qui, le 23 mai 1992 à Capaci, près de Palerme, coûta la vie au juge anti-Mafia, à sa femme et à trois membres de son escorte. En tête, il y a bien sûr le « parrain des parrains », Totò Riina, dit « la bête fauve », le principal commanditaire, arrêté en janvier 1993, et qui, au soir de l'attentat, aurait sablé le champagne.

Pour écouter le long catalogue des accusations, fruit de deux ans d'enquête, résumée dans 60 000 pages, ils n'étaient qu'une quinzaine sur le banc des accusés, dont il est vrai « Lucchiseddu », Peppuccio Lucchese, désigné comme le « meurtrier des homicides » par les trois principaux « repentis » dont les révélations ont été cruciales pour évaluer le dossier. Le procès durera sans doute de nombreuses semaines. Pourtant les enquêteurs continuent leurs recherches : un doute plane encore sur l'identité des « commanditaires ». Au-delà de la Mafia, certains milieux mêlent les affaires et la politique (tels qu'a su en secret la « Première République ») sont peut-être impliqués. Coup d'envoi de la saison judi-

ciaire, le procès des assassins du juge Falcone sera suivi, en principe le 3 octobre, de l'ouverture à Palerme de celui des vingt-huit mafieux accusés d'avoir organisé l'attentat meurtrier, au printemps 1992, contre le député européen Salvo Lima. Puis s'ouvrira le procès des dix-huit commanditaires de l'attentat qui, en juillet 1992, coûta la vie à l'autre juge anti-Mafia, Paolo Borsellino. Enfin, en décembre, est prévu ce que d'aucuns considèrent comme le plus important : les audiences préliminaires du procès intenté à l'ex-président du conseil et sénateur à vie Giulio Andreotti, accusé de collusion avec la Mafia.

Et, dans cette saison des grands procès qui commence, ce sont aussi un peu les méthodes des juges et des policiers que l'on va juger. Le travail en profondeur effectué avec les « repentis » de la Mafia, comme jadis avec ceux du terrorisme, pour mieux en connaître les structures et les chefs, sera notamment mis à l'épreuve. Ce sera peut-être un moyen de mettre enfin un terme aux nombreuses polémiques sur la « fiabilité » ou l'emploi abusif des méthodes des juges et des policiers.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

L'ancien ministre Antonio Gava a été interpellé. L'ancien ministre de l'Intérieur italien, Antonio Gava, a été interpellé mardi 20 septembre à Naples dans le cadre d'une vaste opération contre des personnes soupçonnées de liens avec la Camorra (la mafia napolitaine). 160 mandats d'arrêt ont été lancés par la justice. — (Reuters)

PROCHE-ORIENT

ISRAËL

La perspective d'un retrait du Golan provoque une rébellion au sein du parti de M. Rabin

La Syrie a démenti, lundi 19 septembre, avoir noué des contacts secrets avec Israël, ce que venait d'affirmer le ministre israélien du logement, Benyamin Ben Eliezer. Mais la perspective de progrès dans les négociations israélo-syriennes, et donc d'un retrait du Golan, a provoqué à Jérusalem la révolte de plusieurs députés au sein du parti du premier ministre, Itzhak Rabin.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Officiellement confirmés, pour la première fois, par un ministre en exercice, les « contacts secrets » entre Israël et la Syrie, et plus encore un certain optimisme qui se développe depuis quelques semaines sur l'évolution des relations entre les deux pays, ont déclenché, dans les rangs du parti travailliste, un inquiétant début de rébellion.

Directement pris à partie, lundi, lors d'une réunion des parlementaires de la majorité, par un premier ministre furieux et combatif, six députés travaillistes, décidés, selon le mot de Shimon Peres, à « torpiller les négociations de paix » avec Damas, ont refusé de rentrer dans le rang. Emmenés par Avigdor Khalani, un héros de la guerre du Kippour, les six rebelles

entendent déposer aussitôt que possible un projet de loi qui interdirait au gouvernement de signer un accord avec la Syrie, à moins d'obtenir une majorité de soixante-dix députés sur les cent vingt élus à la Knesset, et 65 % au minimum de voix lors de ce référendum populaire promis au pays par M. Rabin.

Ce projet de loi aurait évidemment le soutien de l'opposition, laquelle dispose de cinquante-trois élus. Six députés ultra-orthodoxes du Parti Shas, naguère membres de la coalition gouvernementale, sont toujours dans les limbes politiques, et nul ne sait de quel côté ils pourraient se ranger le moment venu. L'affaire est d'autant plus compliquée qu'une partie des treize mille colons juifs du plateau du Golan, conquis en 1967 sur la Syrie, soutiennent bruyamment les treize d'entre eux qui ont entamé, il y a une semaine, une grève de la faim pour empêcher les éventuelles concessions territoriales que le gouvernement s'apprêterait à autoriser.

« Les banderoles de la paix »

Le premier ministre a expliqué, lundi, à son parti que rien n'était joué, qu'un « large fossé » demeurait entre les positions israéliennes et les positions syriennes sur « la profondeur de notre retrait [sur le plateau du Golan], son calendrier — Israël propose trois ans, Damas un seul —, la procédure de la normalisation entre les deux pays et les arrangements de sécurité ». Mais, s'apprêtant à recevoir, mardi, deux envoyés spéciaux américains chargés de préparer la prochaine tournée, avant la mi-octobre, du secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, M. Rabin a cependant admis qu'« un certain assouplissement » de la position syrienne était perceptible.

En clair, sans admettre encore

le niveau ministériel souhaité par Israël, Damas aurait accepté des contacts secrets à un échelon non révélé mais qui, selon M. Ben Eliezer, « ont donné de remarquables résultats dans d'autres négociations de paix ». On se souvient que les premiers contacts entre Israël et l'OLP avaient eu lieu par le biais d'universitaires plus ou moins mandatés. En tout état de cause, a noté le ministre, « ce n'est pas un hasard si des banderoles en faveur de la paix sont apparues ces derniers temps en Syrie ». Pour cet ancien général, très proche du premier ministre, « cela témoigne des progrès déjà accomplis ».

Après Itamar Rabinovich, l'ambassadeur israélien à Washington, qui négocierait, lui aussi, en coulisse avec son homologue syrien, et qui avait salué, la semaine dernière, les récentes déclarations du président syrien Hafez El Assad comme l'indice d'« une préparation de son opinion publique à la paix », M. Ben Eliezer a enfoncé le clou. Sur ce chapitre, Damas ferait, selon lui, « un bien meilleur travail » que Jérusalem. Coïncidence ? Le mouvement La paix maintenant, plutôt proche du pouvoir, a annoncé pour mercredi le lancement d'une grande campagne de sensibilisation aux « nécessités de la paix avec la Syrie ».

PATRICE CLAUDE

LIBAN : première vente d'armes sud-africaines. — Le gouvernement sud-africain a vendu pour la première fois des armes au Liban pour un montant de 2,4 millions de rands (environ 700 000 dollars), a-t-on appris, lundi 19 septembre, auprès d'Armco, l'Agence gouvernementale sud-africaine chargée de ces transactions. Un chargement d'armes provenant des stocks de l'armée sud-africaine est parti, le 25 août, de Port-Elizabeth à destination du Liban. — (AFP)

EN BREF

AFRIQUE DU SUD : visite officielle de John Major. — Le premier ministre britannique, John Major, est arrivé, mardi 20 septembre, au Cap, pour une visite officielle de trois jours, la première d'un chef de gouvernement britannique en Afrique du Sud depuis trente-quatre ans. Il a été accueilli à son arrivée par les deux vice-présidents, Thabo Mbeki et Frederik de Klerk. Il devait rencontrer le président Nelson Mandela dans la journée, avant de s'adresser au Parlement. M. Major est accompagné de seize hommes d'affaires, six chercheurs scientifiques et plusieurs athlètes. — (AFP)

INDE : New-Delhi serait capable de fabriquer la bombe atomique. — L'Inde a la capacité de fabriquer des armes nucléaires a affirmé, au cours du week-end dernier, l'ancien chef de la Commission indienne pour l'énergie atomique (AEC), M. R. Srinivasan. Ce dernier, qui a pris sa retraite en 1990, a déclaré : « Un ancien premier ministre pakistanais dit que son pays a la bombe et le premier ministre indien dit « Ne vous inquiétez pas ». Cela ne suffit pas (...). L'Inde a la capacité de fabriquer des armes nucléaires et ne devrait pas hésiter à dire (...) qu'elle a cette capacité et qu'elle la conservera ». — (AFP)

NIGÉRIA : l'état de santé de Moshood Abiola continue de se détériorer. — L'Association des médecins nigériens (NMA) a demandé, lundi 19 septembre, un entretien au chef de l'Etat, le général Sani Abacha, pour évoquer la dégradation de l'état de santé de Moshood Abiola, principal dirigeant de l'opposition, en détention depuis le 23 juin. Les médecins qui l'ont examiné ont constaté, outre la « présence de sang dans ses urines », que l'opposant « n'avait plus l'usage de sa jambe droite », ajoutant qu'en l'absence de soins d'urgence cette situation pourrait le « conduire à la paralysie ». — (AFP)

QUÉBEC : passation de pouvoirs retardée de trois jours. — La passation de pouvoirs entre l'ancien premier ministre du Québec, le libéral Daniel Johnson, et le nouveau, le souverainiste Jacques Parizeau, a été retardée de trois jours. M. Parizeau a demandé à M. Johnson de rester à son poste jusqu'au lundi 26 septembre, afin d'éviter

tout délai entre la démission du gouvernement actuel et sa prise de fonctions. — (AFP)

SOUDAN : nouveaux efforts de médiation entre Khartoum et les rebelles sudistes. — Les chefs d'Etat de l'Autorité intergouvernementale contre la sécheresse et la désertification (IGADD), réunis, lundi 19 septembre, à Nairobi au Kenya, ont décidé de continuer leur médiation dans le conflit qui oppose, dans le sud du Soudan, les forces gouvernementales aux rebelles de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS). Cette réunion a suivi de peu l'échec d'une quatrième série de pourparlers, commencée, le 6 septembre, à Nairobi, et ajournée sine die le lendemain, Khartoum refusant de discuter de l'autodétermination et du rôle de la religion dans l'administration du pays. — (AFP)

TCHAD : disparition d'un ministre. — Mahamat Garfa, ministre tchadien des mines, de l'énergie et du pétrole et ancien chef d'état-major des armées, a quitté N'Djamena « clandestinement », samedi 17 septembre, a indiqué, lundi, le ministre de l'Intérieur, Abderrahmane Izzo Miskine. Les forces de sécurité recherchent « activement » Mahamat Garfa, a ajouté M. Miskine, sans expliquer cette disparition. — (AFP)

ZAMBIE : décès d'un dirigeant de l'opposition. — Joseph Illo, président du Parti démocratique social-chrétien zairois (PDSC), est mort à Bruxelles, lundi 19 septembre, a-t-il annoncé, le ministre de l'Intérieur, Abderrahmane Izzo Miskine. Les forces de sécurité recherchent « activement » Mahamat Garfa, a ajouté M. Miskine, sans expliquer cette disparition. — (AFP)

ZAMBIE : arrestation du fils de l'ancien président Kenneth Kaunda. — Wozzi Kaunda, fils de l'ancien président Kenneth Kaunda, a été arrêté, lundi 19 septembre, selon le porte-parole de la police. Il aurait menacé d'un pistolet un responsable du Mouvement pour le multipartisme et la démocratie (MMD) — le parti au pouvoir — lors d'un rassemblement auquel son père assistait, dans la ville de Choma, au sud de la Zambie. — (AFP)

BOSNIE-HERZÉGOVINE

Nouveaux incidents entre « casques bleus » et forces serbes

Des « casques bleus » français ont été paralysés pendant plus de dix-huit heures par les forces serbes bosniaques qui ont miné les abords de leurs quartiers, sur un point de rassemblement d'armes lourdes près de Sarajevo, a indiqué l'ONU, lundi 19 septembre. De dimanche soir à lundi en début d'après-midi, les Serbes « ont empêché cette unité de trente hommes d'accomplir sa mission de surveillance du point de rassemblement des armes lourdes », a indiqué un porte-parole de la Force de protection des Nations unies (FORPRONU), précisant qu'il n'y avait pas eu d'échange de tirs.

Les Serbes ont utilisé dimanche trois mortiers de 120 mm théoriquement placés sous la garde de cette unité pour tirer douze obus, dont la majorité sur le centre de la capitale, en réponse à une attaque de l'armée bosniaque — essentiellement musulmane — au nord de Sarajevo, selon le porte-parole de la FORPRONU. Le commandant de cette dernière pour la Bosnie, le général britannique Michael Rose, a rendu les forces fidèles au gouvernement de Sarajevo responsables des combats qui se sont déroulés dimanche près de la capitale (le Monde du 20 septembre). Selon les « casques bleus », l'armée bosniaque a tiré près de trois cents obus de mortier sur les lignes serbes, tandis que les forces serbes ont en tiré douze, la plupart sur le centre-ville. Le général Rose a menacé les autorités bosniaques de recourir à des frappes aériennes si elles poursuivaient leurs attaques.

En raison de la « dégradation de la sécurité » à Sarajevo, le Haut-Commissariat pour les réfugiés a, pour sa part, décidé de suspendre, une fois de plus, le pont aérien humanitaire permettant le ravitaillement de la capitale assiégée. — (AFP, Reuters)

GEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

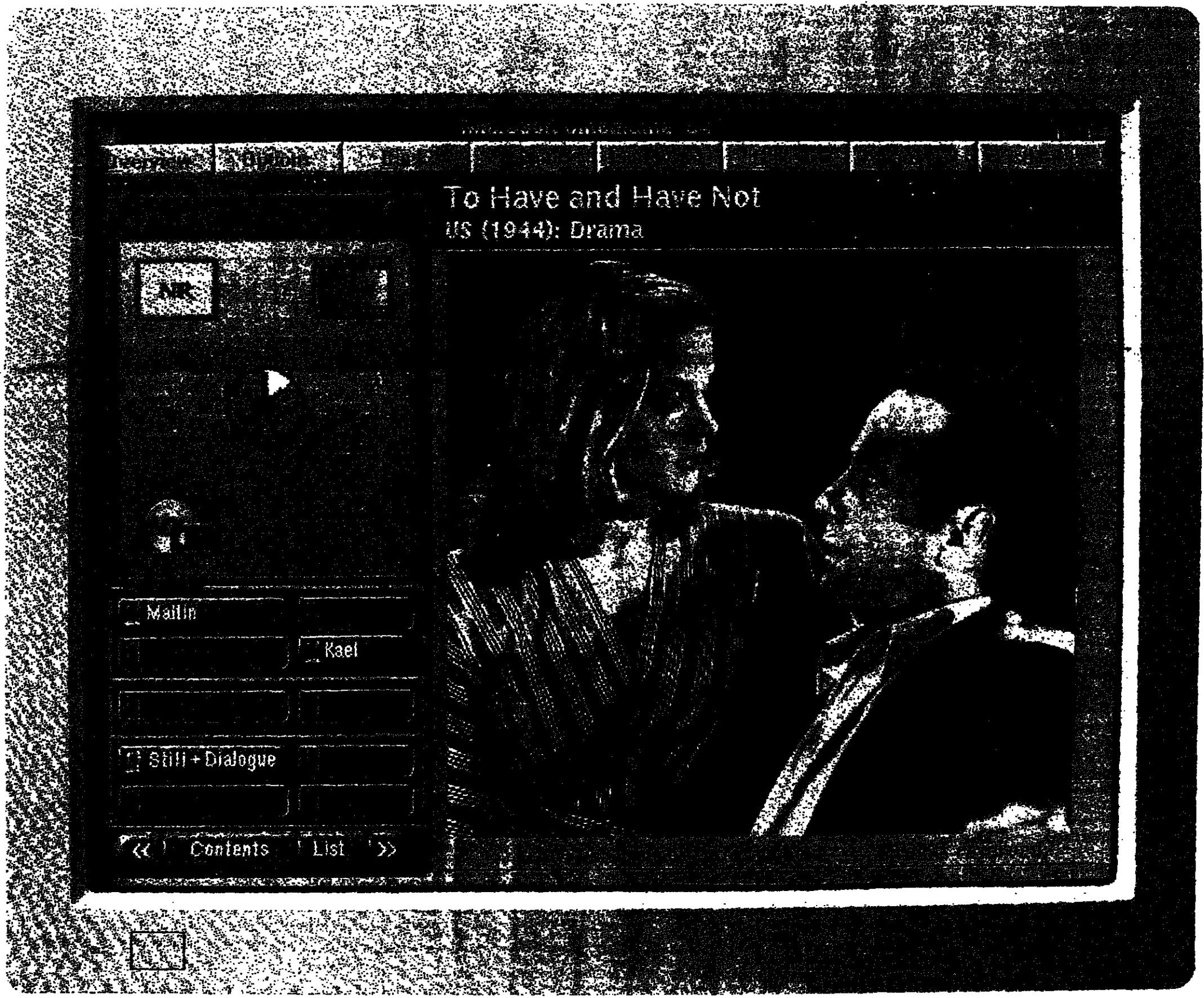
Le Monde
ARTS et SPECTACLES

هكذا من الامارات

(Publicité)

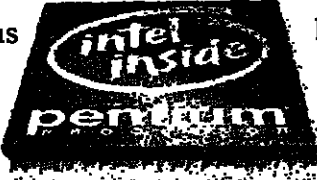
• Le Monde • Mercredi 21 septembre 1994 7

>>> LES VEDETTES
DU GRAND ÉCRAN
> SUR L'ÉCRAN
DE VOTRE PC. <<<



Vos films préférés vont retrouver un nouveau souffle avec un PC équipé du processeur Pentium®. Parce que seule la puissance du processeur Pentium est capable de vous offrir une image qualité vidéo. C'est cette même puissance qui en fait un excellent investissement pour

l'avenir. Et c'est la puissance dont vous aurez besoin pour faire fonctionner les logiciels vidéo du futur. Soyez prêts pour le prochain spectacle. Demandez à votre revendeur de vous présenter les PC équipés du processeur Pentium d'Intel.



intel.

< LES GRANDS SPECTACLES, ÇA COMMENCE AVEC LE PROCESSEUR PENTIUM® >

© Intel Corporation. Image affichée sur écran PC Wing droits d'auteur Microsoft® Cinema4D® Microsoft et Cinema4D sont des marques déposées de Microsoft Corporation.

Notre histoire

Maintenant que la polémique provoquée par les confidences de François Mitterrand sur ses engagements de jeunesse s'apaise quelque peu, la parole est aux historiens. Du coup, le débat prend de la hauteur. Il ne concerne plus le passé d'un homme, mais l'histoire d'un pays.

Le parcours de l'actuel président de la République fut-il exceptionnel, ou, au contraire, emblématique de sa génération culturelle et de son milieu social ? Le régime de Vichy témoigne-t-il d'une exception française, dans l'histoire des droites et de l'extrême droite européennes ? Les débats récurrents et passionnés de la France d'aujourd'hui sur la page d'ombre de la collaboration expriment-ils une pathologie hexagonale ? L'incapacité de regarder sereinement en arrière ?

Pour nourrir ce débat, il nous a semblé pertinent de rechercher des regards étrangers, plus distants et moins impliqués. C'est pourquoi « Le Monde » a invité trois intellectuels, Lothar Baier, Tony Judt et Zeev Sternhell, à présenter leur analyse du débat provoqué par la parution du livre de Pierre Pétain, *Une jeunesse française* (Fayard). Le premier est Allemand, le deuxième Britannique et le troisième Israélien. Tous trois sont des spécialistes de la France, de son histoire et de ses passions. Le lecteur trouvera dans leur réflexion, qui se différencie et se recoupe à la fois, de quoi nourrir la discussion ouverte par l'ouvrage récent de Eric Conan et Henry Rousso, *Vichy, un passé qui ne passe pas* (Fayard), qui se demandent si « le devoir de mémoire donne le droit d'instruire un procès perpétuel à la génération de la guerre ».

L'histoire est elle-même lieu de conflit et de débat. Ainsi, l'analyse de Zeev Sternhell reprend-elle des thèses contestées par d'autres et n'épargne pas l'itinéraire intellectuel du fondateur du « Monde », Hubert Beuve-Méry, qui fut, en 1941-1942, l'un des animateurs de l'Ecole des cadres d'Uriage dont les responsables se proposaient alors de former de nouvelles élites françaises.

Nous publierons également, dans nos éditions du 22 septembre, les témoignages de Marcel Ophüls, réalisateur du film *Le chagrin et la pitié* sorti en 1971, et de Paul Legatte, ancien médiateur de la République, et, dans « Le Monde des livres » du 23 septembre, un entretien avec l'historien américain Jeffrey Mehman.

par Zeev Sternhell

Le véritable débat sur le XX^e siècle français ne fait que commencer. Cinq ans après la *Libération*, les Français sont désormais prêts à porter un regard nouveau sur l'une des périodes les plus difficiles de leur histoire. De plus en plus, ils estiment nécessaire – et juste – de se pencher non seulement sur la responsabilité juridique des protagonistes de la Révolution nationale, mais sur la responsabilité morale des élites qui ont servi la dictature pétainiste.

A mesure que le temps passe, la nature du régime devient plus évidente : le système mis en place en juillet 1940 n'était pas moins violent que la dictature mussolinienne. En se soulevant contre le non-lieu de 1992, l'opinion publique a su imposer le procès Toubert : cette opinion publique n'acceptera plus aussi facilement que dans le passé les explications apologétiques, les naïves images d'Épinal, la démarche d'une certaine historiographie traditionnelle qui, depuis plus de quarante ans, s'applique moins à comprendre qu'à expliquer Vichy qu'à tout faire pour dissocier la société française du régime.

Le trait caractéristique essentiel de cette démarche, dont les fondateurs furent Robert Aron, André Siegfried et René Rémond, est le refus absolu de considérer Vichy comme autre chose qu'un accident de parcours, simple produit de la défaite, sans véritables racines dans l'histoire et la culture nationales. Pour ces hommes, toute conception idéologique qui ne se situe pas dans le cadre de la « tradition républicaine » est par définition soit importée de l'étranger, soit marginale. Selon eux, la France n'a pas produit de version locale de fascisme parce que par définition elle ne pouvait pas la produire : dans un pays immunisé une fois pour toutes contre le virus totalitaire, Vichy, régime conservateur, paternaliste et à la botte de l'ennemi, n'a jamais été qu'un accés de fièvre regrettable.

Une longue tradition française

La réalité est évidemment un peu plus complexe. La France n'est pas seulement le pays où règne une tradition universaliste et individualiste, bien ancrée dans la Révolution française, nationaliste, démocratique, à facette libérale ou jacobine. La France est aussi un pays qui, comme le reste de l'Europe, dès la fin du XIX^e siècle, donne naissance à une tradition politique particulariste et organiciste, où domine souvent une variante locale de nationalisme culturel, parfois – mais pas toujours – à caractère biologique et racial, très proche de la tradition völkisch en Allemagne. Dès la fin du XIX^e siècle, cette autre tradition politique lance une attaque globale contre la démocratie libérale, ses fondements philosophiques, ses principes et leur exécution. Ce ne sont pas seulement la théorie des droits naturels et la primauté de l'individu qui sont mises en cause, mais toutes les structures institutionnelles de la République.

Cette autre tradition, contrairement à une certaine idée reçue, est loin d'être, dans la France du XX^e siècle, une idéologie marginale. Au contraire : son influence sur l'évolution des mentalités est considérable et elle imprègne la société à un degré infiniment plus important que l'on ne voudrait l'admettre. Le président de la République ne fait pas allusion à autre chose lorsqu'il parle, dans ses réponses à Pierre Pétain pour son livre *Une jeunesse française*, d'*erreurs qui s'expliquent dans l'atmosphère de l'époque*. Car cet ouvrage, en mettant en lumière la carrière du jeune François Mitterrand et de ses amis, constitue une illustration vivante et concrète de ce phénomène.

Écoutons François Dalle, l'ami de jeunesse du président : « A cette époque, on s'interrogeait beaucoup sur le fascisme. Ceux de Mussolini et de Salazar étaient attirants. On croyait que Mussolini n'allait pas suivre Hitler. Nous étions des étudiants bourgeois, catholiques, éloignés de l'argent... On savait déjà que la guerre était perdue, parce que notre armement était aussi nul que le commandement... On était de la chair à canon... On était influencé par Gringoire et le suis partout, et, sans être antisémite, on pouvait parler à notre sujet d'ostracisme par contamination... »

La révolution contre les Lumières

C'est bien l'attrait qu'exercent sur ces jeunes gens les diverses formes de Révolution nationale depuis le fascisme italien jusqu'au salazarisme qui les conduit finalement vers le pétainisme. Leur engagement n'était pas l'effet ou le reflet d'une mode éphémère mais d'une communauté d'idées bien enracinées dans une longue tradition intellectuelle française. En effet, les principes essentiels de la Révolution nationale sont déjà inscrits dans la *Réforme intellectuelle et morale* de la France d'Ernest Renan, ouvrage publié après la défaite de 1870, mais pensé et déjà formulé dans ses grandes lignes en 1869. « Il est probable, écrit Renan, que le XIX^e siècle sera (...) considéré dans l'histoire de la France comme l'explosion de la Révolution... »

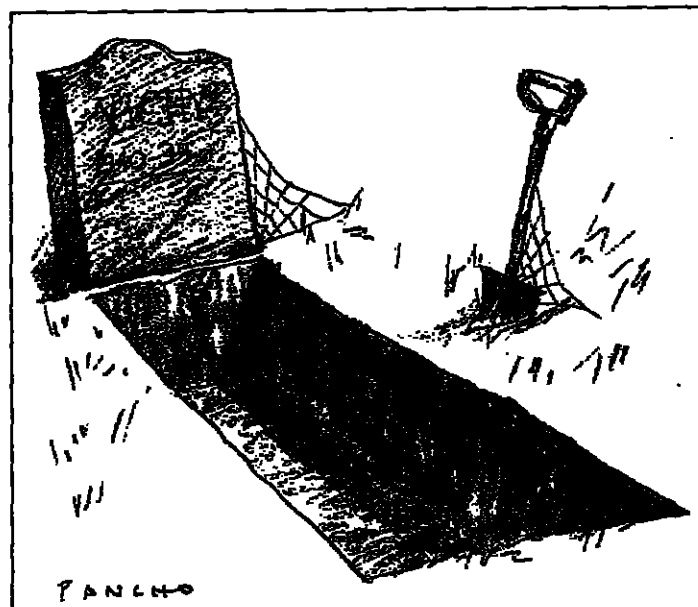
Voilà pourquoi Sedan prend les dimensions d'une défaite subie non pas par une politique hasardeuse ou une armée incompétente mais par une culture politique fondée sur une « conception égalitaire de la société », sur la primauté de l'individu par rapport à l'Etat, sur une vision bédoniste, utilitaire et anti-élitiste des rapports entre l'individu et la communauté. Le mot-codé qui couvre, de Sedan jusqu'à Vichy, cette révolte contre l'héritage de 1789 est « le matérialisme ». Le matérialisme est ce que Renan appelle « le mal de la France » : le libéralisme, le socialisme et la démocratie sont des formes de matérialisme, auxquelles on oppose tout au long des soixante-dix ans qui précèdent la chute de la III^e République la primauté de la communauté et de l'Etat, le sens du sacrifice et de l'obéissance, une volonté tenace d'affirmer l'unité nationale en épurant le corps de la nation d'apports étrangers.

La critique obsessionnelle dont fait l'objet la démocratie en France explose pour la première fois dans le boulangisme et l'affaire Dreyfus. La Grande Guerre constitue une période de répit mais, pour cette école de pensée qu'illustrent non seulement un Maurras mais surtout un Barrès tant prisé par François Mitterrand, la nation a gagné la guerre non pas grâce à la démocratie, mais en dépit de la démocratie.

Dans les années 30, la révolte culturelle contre la démocratie reprend de plus belle : la virulence des attaques dont fait l'objet la République ne le cède guère aux campagnes déclenchées contre la démocratie ailleurs en Europe. C'est la démocratie venue et matérialiste qui est à l'origine de la décadence française, c'est l'esprit bourgeois qui vide la nation de sa substance vitale, c'est l'égotisme prolétarien qui livre le pays à l'ennemi. Dès le début du siècle monte la volonté d'instaurer une civilisation de moines et de soldats, une civilisation héroïque qui

puisse remplacer le jour venu la médiocrité libérale et le matérialisme marxiste.

Vient la nouvelle défaite de 1940, et l'effet d'accumulation de cette révolte culturelle se fait pleinement sentir. La dénonciation permanente de la décadence de la France rendue inévitable par le système issu de la Révolution explose en 1940 avec une force peu commune et rend naturelle la solution de rechange que propose le Maréchal. La Révolution nationale n'est guère compréhensible autrement que sur cet arrière-plan idéologique. C'est ainsi que, pour Emmanuel Mounier, figure de proue et vivant symbole de la nouvelle gauche issue de la Résistance, vichyssois comme Mitterrand et comme lui héros du combat contre l'ennemi, la chute de la France ne signifie rien de moins que la défaite d'une « certaine forme de civilisation occi-



dentale ». En ce cas précis, Mounier, comme Renan, montre du doigt le « matérialisme », les principes de 89, la démocratie qui ne cessent de détruire le corps et l'âme de la nation.

Après avoir lancé dans les années 30 une véritable révolte contre la démocratie libérale, l'équipe d'*Esprit* se joint jusqu'aux derniers jours de 1942 à l'œuvre de la Révolution nationale. L'école d'Uriage n'a pas été conçue comme une pépinière de résistants mais comme une institution destinée à former les cadres de la Révolution nationale. Rien n'est plus significatif que la formation, parmi les cadres d'Uriage passés dans la Résistance, d'une sorte d'ordre chevaleresque d'où étaient exclus juifs et francs-maçons. Hubert Beuve-Méry était membre du conseil de l'ordre. La France telle que la voulaient les hommes d'Uriage devait être façonnée à l'issue de la guerre à l'image de l'ordre : catholique, autoritaire, anticomuniste et anti-individualiste.

Un véritable travail de refoulement

La révolte contre les Lumières, ou, en termes politiques concrets, contre le libéralisme, la démocratie et le socialisme, est le lieu géométrique où se retrouvent tous les contestataires qui versent dans la Révolution nationale : depuis les fascistes durs qui disent leur nom et trouvent le nouveau régime trop modéré jusqu'à ceux qui ont en horreur le caractère totalitaire du pétainisme mais, en même temps, ne peuvent résister à l'attraction de la dimension spiritualiste et idéaliste de cette Révolution tant attendue. En fait, la Révolution nationale n'est guère imaginable sans ce demi-siècle de combat continu contre l'héritage des Lumières. En 1940, l'armature idéologique qui permet la solution de rechange est toute prête.

Ici, il convient d'insister sur le fait que l'idée selon laquelle Vichy constitue l'aboutissement d'une révolte qui gronde depuis la fin du siècle précédent était depuis la *Libération* inacceptable pour l'historiographie française traditionnelle, dont René Rémond est le représentant le plus connu. En effet, à beaucoup d'égards, les propos de François Mitterrand, tels que les rapporte Pierre Pétain, constituent l'incarnation vivante de l'interprétation proposée par les Droites en France. Car, dans cet ouvrage de 500 pages, le cha-

pitre XI, « 1940-1944 : Vichy, la Révolution nationale et les droites », tient un peu moins de huit pages, et la dictature pétainiste apparaît comme un simple accident, sans prise sur la société, sans idéologie, phénomène anachronique s'il en est.

Ainsi s'est fait pendant quarante ans un véritable travail de refoulement : pas un mot sur la collaboration idéologique avec l'Allemagne nazie, sur le sens du considérable corpus législatif et réglementaire destiné à gérer tous les aspects de la vie sociale et qui éclaira à lui tout seul la véritable nature du régime, sur la volonté clairement exprimée par Pétain d'instaurer en France l'*ordre nouveau*. Les lois raciales d'octobre 1940 et de juin 1941, que le président prétend lui aussi avoir ignorées, ne sont même pas mentionnées, pas plus que les autres mesures de répression,

n'aurait pas pu arriver à Pétain, qui n'avait de comptes à rendre à personne. En avril 1944, neuf mois après la chute de Mussolini, il était encore acclamé dans les rues de Paris. Même si cette manifestation est incomparable en dimension à celle qui devait accueillir le général de Gaulle, elle n'en atteste pas moins, à la veille de la *Libération*, de la popularité du Maréchal. Pétain est resté jusqu'à la fin intouchable.

Le Maréchal, qui n'avait jamais eu à combattre pour le pouvoir, n'avait pas besoin de parti. Il lui suffisait de bannir tous les partis. Par contre, comment pourrait-on bien juger de la nature du régime de Vichy sans mentionner que la répression policière, en zone non occupée, était souvent plus dure qu'en Italie, qu'à maints égards le régime mussolinien s'est montré plus clément que celui du Maréchal, qu'il a fallu attendre quinze ans après l'ascension au pouvoir des fascistes italiens pour que soient promulguées à Rome des lois raciales ? Faut-il encore ajouter que ces lois n'ont jamais été appliquées dans la Péninsule avec la rigueur qu'on leur a connue dans l'Hexagone ?

Il ne fait aucun doute que la répression en 1940-1944 inspirait une profonde aversion à la grande masse des Français. Il est non moins certain que jamais résistants, juifs, communistes et autres dissidents n'auraient survécu si des centaines de milliers de Français ne s'étaient portés à leur aide, souvent au péril de leur vie. Le Français moyen n'a pas grand-chose à se reprocher. Comme la masse des Italiens d'ailleurs qui, même militants fascistes ou officiers de l'armée, se sont plus d'une fois mobilisés en faveur des victimes d'un régime qu'ils étaient censés servir.

L'homme de sa génération

Mais ces faits indubitables ne peuvent et ne doivent pas broder le regard. Qu'en a-t-il été des élites – de droite ou de gauche –, des membres des corps constitués, de l'administration, de la justice ? Qu'en a-t-il été de tous ces hommes accourus se mettre à la disposition de la Révolution nationale ? Quand un juge applique la loi avec rigueur, quand un policier l'exécute, un universitaire l'explique et un journaliste l'encense, quand un écrivain lie la défaite à la supériorité du nazisme sur le libéralisme, ça porte un nom : l'identification à un système idéologique. Qu'on n'ait pas toujours bien pesé les conséquences, immédiates ou à long terme, que cette identification impliquait est un argument *post factum* fallacieux, inacceptable de la part d'hommes qui avaient pour métier de réfléchir.

Telle est la véritable problématique que pose le comportement de François Mitterrand. Son passé d'étudiant qui vomit la République, de jeune loup qui vient servir la Révolution nationale, n'a rien que de très commun : sa trajectoire idéologique et politique n'est pas plus extraordinaire que celle des personnalistes qui après la guerre vont verser dans le marxisme, de catholiques sociaux que l'on retrouve à l'extrême gauche ou de socialistes et de communistes qui, dès les années 30, avaient en glissant vers le fascisme, fait le même parcours, mais en sens inverse. D'une même banalité est le refus de François Mitterrand d'assumer son passé : en cela aussi le chef de l'Etat est bien l'homme de sa génération.

En effet, très rares sont les hommes politiques, les intellectuels ou les hauts fonctionnaires de l'époque qui eurent le courage de regarder ce passé en face, mais, d'un président de la République, on était en droit d'attendre aussi un jugement moral, un bilan historique, un testament intellectuel. C'est bien le manque d'un tel jugement moral, et aussi d'un certain courage intellectuel, qui frappe le plus dans *Une jeunesse française* : le président est resté jusqu'au bout un homme politique doué, intelligent, mais somme toute assez ordinaire.

Historien, Zeev Sternhell est professeur à l'université de Jérusalem. Il est notamment l'auteur de *NI droite ni gauche, l'idéologie fasciste en France (1924-1933)* et de *Naissance de l'idéologie fasciste en collaboration* (Fayard, 1989).

Le Monde
HORS-SERIELA TRÈS GRANDE GUERRE
1914-1918

De l'attentat du 28 juin 1914 à Sarajevo au traité de Versailles de 1919, la Très Grande Guerre racontée par des historiens spécialistes de cette période.

L'intégrale du feuilleton de l'éte

VIENT DE PARAÎTRE - 30 F



UNE PUBLICATION DU MONDE
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

55 من المجلد

POLITIQUE

française autour du régime de Vichy

Un acharnement déconcertant

par Lothar Baier

Il y a un acharnement dans le débat public sur le passé politique de François Mitterrand qui me paraît beaucoup plus déconcertant que ce passé même. Je tiens à souligner que mes observations viennent doublement de l'extérieur : elles sont rédigées outre-Atlantique, à Montréal, et elles ont un Allemand pour auteur. En tant qu'étranger, je n'ai pas à m'exprimer sur l'impact politique de ce débat à l'intérieur de la France. Mais j'ai des remarques à faire comme citoyen d'un pays voisin qui n'est pas n'importe quel pays voisin : sans l'action impérialiste de l'Allemagne national-socialiste, la France n'aurait pas eu son régime de Vichy et n'aurait pas à régler ses comptes aujourd'hui avec ces « quatre années à rayer de l'Histoire » qui paraissent curieusement plus présentes que jamais. Ceci dit, je ne peux pas faire abstraction non plus du traitement très spécifique d'un passé incomparablement plus honteux et dévastateur, par lequel l'Allemagne de l'après-guerre s'est fait remarquer, exaspérant ainsi souvent ceux qui, à l'extérieur et à l'intérieur, avaient été les victimes du régime hitlérien.

J'ai grandi dans une République fédérale qui, création anti-nazie selon la volonté des auteurs de sa Constitution, s'est fait gouverner en fait par bon nombre de ministres qui avaient servi sans broncher dans l'administration d'Hitler, allant jusqu'à la participation aux exactions contre les juifs en Europe de l'Est. Le chancelier Adenauer, qui négociait pendant les années 50 avec les dirigeants d'Israël les termes de la *Wiedergutmachung* (réparation), avait engagé comme secrétaire d'Etat, donc numéro deux du gouvernement, le haut fonctionnaire Hans Globke qui fut, en 1936, le commentateur officiel des abominables lois raciales de Nuremberg. Au cours des années 60, le pays était représenté par le président Heinrich Lübke, architecte de profession, qui

avait, à l'époque, dessiné des plans pour des baraquements de camps de concentration. Avant que Willy Brandt, ancien émigré socialiste, soit élu chancelier en 1969, il servait de ministre dans le gouvernement de Kurt Georg Kiesinger, lequel avait commencé sa carrière sous Hitler comme délégué à la propagande au ministère des affaires étrangères. Quant à l'ancien président Richard von Weizsäcker, nationallement et internationalement estimé pour son attitude humaniste, l'historien américain Raul Hilberg pense que la bonne biographie de cet ancien officier de la Wehrmacht, engagé sur le front de l'Est, notamment au siège de Leningrad, et de ce juriste, conseiller de son père accusé au procès de Nuremberg, ne pourra être écrite que dans vingt ans.

Un monde sans nuances et sans changements

Comme beaucoup de camarades de ma génération, je me suis insurgé contre la présence des personnes ainsi mouillées au sommet de l'Etat, ce sur quoi il n'y a rien à redire. Mais au-delà de l'indignation bien fondée, il y a une leçon historique à comprendre : un régime à caractère totalitaire, mettant en œuvre cette « mobilisation totale » dont avait rêvé, avant 1933, le penseur du fascisme que fut Ernst Jünger, ne laisse indenne aucune institution de l'Etat. La République fédérale qui a succédé au III^e Reich d'Hitler, en s'appuyant sur l'appareil institutionnel en place, puisqu'il n'y en avait pas d'autre, s'appuyait sur un personnel politique qui avait été entièrement complice du système nazi. A l'exception de cette infime minorité d'exilés et de résistants, tous y avaient plus ou moins trahi. La majorité des Allemands n'aimaient ni les exilés ni les résistants et elle leur préférait des représentants à l'image de sa propre compromission. Quant à la RDA, elle a opté, non seulement sous pression soviétique, mais aussi pour mar-

quer le contraste avec le rival ouest-allemand, pour la voie française, si l'on dira. Le régime, en plaçant d'anciens résistants détenus politiques sous Hitler et d'anciens exilés au sommet du pouvoir, a incité la population est-allemande à s'identifier aux antifascistes bien en vue et à figurer moralement du côté des vainqueurs.

Cela dit, je me sens incapable de comprendre ce qui, dans les révélations sur le passé du président de la République française, peut causer tous ces « déchirements » dont les journaux prennent acte. Je n'ai rien appris de nouveau, à l'un ou l'autre détail près, sur le passé politique de François Mitterrand. Depuis que je connais son nom comme celui du candidat de la gauche à la présidence, je sais, d'une multitude de sources qui ne sont point confidentielles, que cet homme politique n'avait pas toujours été un homme de gauche et que l'ancien résistant n'avait pas résisté dès le début, qu'il avait même servi, jeune homme ambitieux, pendant un temps, le régime de Pétain comme fonctionnaire et qu'il en avait reçu une médaille. J'ai toujours eu la certitude que tout cela « se savait » partout en France et que cela était bien intégré à l'image que le pays se fait du président élu à deux reprises. Apparemment, je me suis trompé. Il me semble maintenant que personne n'a lu ni les ouvrages historiques ni les journaux. Une seule photo prise à Vichy a été retrouvée, document qui n'apporte aucune information nouvelle. Cette photo abondamment reproduite fait tomber les gens du ciel. Cela me laisse rêveur.

Si révélation il y a, elle concerne à mon sens beaucoup moins la personne de l'homme politique François Mitterrand que l'état d'esprit de bon nombre de contemporains. Il me semble qu'ils ont une vision des choses qui ressemble à celle qu'exprime l'esthétique de la bande dessinée : un bonhomme, un trait, une courte phrase dans une bulle, sans proposition subordonnée. Un

monde sans nuances et sans changements. Plus le petit écran se remplit de couleurs, plus la pensée fonctionne en noir et blanc. Le « Tonton » tout en rose d'hier n'est brusquement remplacé par le sombre traître Mitterrand. Le gros contraste entre le jeune homme issu d'une famille conservatrice qui militait un temps à l'extrême droite (a-t-on oublié les destins de Georges Valois, de Paul Nizan et de bien d'autres ?) et le timonier tant applaudi du « peuple de gauche » ne laisse plus de place pour l'analyse d'une évolution biographique imbriquée dans l'histoire contemporaine. Au lieu de prendre à la lettre le beau titre *Une jeunesse française* du livre de Pierre Péan et de chercher dans le particulier les traits communs partagés par beaucoup de Français et d'en faire un sujet de réflexion collective, on isole le cas particulier de l'homme François Mitterrand pour souligner, par la réprobation de celui-ci, sa propre excellence morale. Mais de quoi se venge-t-on ainsi, sinon de sa propre ignorance et de sa propre crédulité ?

Une vigilance miraculeusement éveillée

Ce qui me déconcerte dans ce débat, c'est non seulement sa violence, mais aussi le moment où il survient. Il est déclenché à un moment où François Mitterrand s'approche du terme de son mandat et de son pouvoir, et peut-être aussi de sa vie. Cela me rappelle tristement les habitudes en usage dans mon pays. Tant qu'une personne publique dont la compromission n'était point un secret pour les historiens occupait une position de pouvoir dont on avait des chances de profiter, son passé restait bien enfermé dans le placard. L'âge de la retraite approchant, une vigilance anti-totalitaire miraculeusement éveillée s'occupe subitement de son cas et lui en fait un procès moral. Dernier triste exemple en date, celui du critique littéraire bien connu Marcel Reich-Ranicki,

tout d'un coup cloué au pilori à l'âge de soixante-quatorze ans comme ancien agent des services secrets polonais et comme menteur stalinien. Pourtant, pendant des décennies, tout le monde littéraire, en RFA, avait rivalisé pour obtenir la grâce de son jugement. Dans ce cas-là non plus, aucune révélation vraiment nouvelle. Le fait que M. Reich-Ranicki, survivant du ghetto de Varsovie devenu communiste en 1944, n'avait pas pu, dans l'immédiat après-guerre, exercer sa fonction de consul polonais à la place particulièrement exposée de Londres sans travailler en étroite liaison avec le service secret de la République populaire polonaise, ne pouvait surprendre que des imbéciles dépourvus de toute imagination historique réaliste.

J'espère que le déroulement du débat autour de François Mitterrand n'annonce pas quelque chose d'extrêmement fâcheux, à savoir la disparition de la spécificité de la culture politique française au profit de l'esthétique statique de la bande dessinée. Pour moi, cette culture s'est toujours distinguée de celle de ses voisins, notamment de ceux d'outre-Rhin, par une générosité nuancée qui sait intégrer savoir et capacité au pardon. Elle n'a certes pas toujours su séparer amnistie et amnésie, d'où, peut-être, l'un ou l'autre rebond violent du souvenir. Mais je la préfère largement à la culture de la rancune éternelle en ce moment en Allemagne. Vous avez signé à l'âge de vingt ans un papier de la Stasi ? Alors vous êtes, trente ans après, indigne d'enseigner les mathématiques aux enfants. Ce zèle persécuteur-là, qu'on n'a jamais observé vis-à-vis d'anciens nazis, c'est le nouveau mélange entre un hypermoralisme inexorable et l'anthropologie enfantine de la bande dessinée. Qu'il ne devienne pas la norme européenne.

► *Ecrivain allemand, ayant longtemps vécu en France, Lothar Baier est notamment l'auteur d'Un Allemand né de la dernière guerre et de L'Entreprise France (Calmann-Lévy, 1988 et 1989).*

Entre le tabou et l'obsession

par Tony Judt

Pour un étranger, les plus récentes escarmouches de la guerre agitée que la France mène avec son passé sont, comme toujours, un peu troublantes. Quel que soit ce qu'on a pu dire sur l'héritage transmis par Vichy, celui-ci est loin d'être unique et il est plutôt bémol comparé à d'autres expériences. Les gouvernements fantoches de la Croatie et de la Slovaquie des années de guerre furent bien plus directement impliqués dans le massacre et la déportation des minorités ethniques et religieuses : aux Pays-Bas et en Belgique, la collaboration fut presque certainement plus complète qu'en France et, en Belgique en tout cas, elle est encore reconnue comme source de fierté et même de célébration publique par certains milieux flamands nationalistes.

Les peuples de tous les pays d'Europe de l'Est ont eu à s'arranger des multiples occupations, humiliations, compromis et révélations des années qui ont suivi Munich, et même les Italiens sont maintenant pris dans un débat portant sur la Résistance et la collaboration qui a été provoqué par la publication d'une histoire savante des années de guerre dont le titre même est une provocation (1). Et ce alors que les Italiens ont vécu sous un régime fasciste pendant vingt et un ans ! Des hommes bien pires que Bousquet ont été protégés par Adenauer et ses successeurs de la République fédérale. Le cas français, semble-t-il, est plutôt banal.

Et, pourtant, il ne l'est pas du tout. L'humiliation subie par la France fut aggravée par son statut – non seulement d'avant la guerre, mais aussi quand le pays fut artificiellement restauré après la guerre dans son statut formel de grande puissance sans avoir eu le temps de compter ses blessures et encore moins de les panser. De plus, les origines constitutionnelles équivoques de l'Etat français avaient fourni une sorte de couverture et une continuité avec le régime d'avant-guerre, lesquelles avaient fait de la Résistance, et de l'opposition française à Pétain, un choix moins tranché qu'ailleurs. Enfin, parce que la France avait été et restait le pays d'Ur (2) de la Révo-

lution et des droits, il était d'autant plus difficile pour les Français (et les étrangers) d'absorber et d'accepter l'idée de sa déchéance et de sa soumission pendant les années de Vichy. S'il fut difficile même pour les Polonais – ou les Allemands – de lever le tabou sur les discussions portant sur les ombres inconfortables de leur passé autoritaire, à quel point cela l'a-t-il été pour un pays dont l'identité moderne est indissolublement liée à l'idée de République universelle ?

La particularité réelle de la France

Il serait bien léger de croire qu'une fois que le tabou est levé il est toujours possible de le remettre en place, après l'avoir judicieusement modifié. C'est parce que la génération représentée par François Mitterrand a pris tant de soin à refouler sélectivement non seulement la mémoire de son propre passé mais aussi de celui de la nation, que la génération suivante est devenue obsédée par cette mémoire. Cette obsession ne suffit pas à elle seule pour écrire de la bonne histoire ; mais un devoir à l'égard de l'Histoire elle-même nous oblige à reconnaître que, sans les obsessions et les blessures qu'elle a infligées au corps national et à la France (Roland Dumas), nous ne serions pas très avancés dans la constitution d'un compte rendu historique authentique de toutes ces questions. M. Dumas a peut-être raison quand il souligne que bien peu de ceux qui s'expriment sur le sujet et tranchent de manière catégorique ont vécu le drame de l'occupation : cela dit, peu de membres de cette cohorte d'anciens ont été prêts – ou capables – à rompre avec les mythes de leur jeunesse. Nous inviterait-on donc à adopter un nouveau tabou – pas d'évaluation morale des actions passées de la part de ceux qui n'étaient pas eux-mêmes présents ?

La particularité réelle de la France tient à l'insistance de certains milieux, à gauche en particulier, et surtout du président lui-même, à affirmer que la « République » n'est pas responsable de la partie du passé de la France représentée par Vichy. Tant que ce sophisme absurde ne sera pas abandonné, le

problème persistera. La plupart des Polonais ne sont pas particulièrement fiers de ce qui est arrivé dans leur pays entre 1939 et 1945 (pour ne pas parler des années 1947-1989) ; et, pourtant, il ne leur viendrait pas à l'idée de dire que ces faits se sont produits dans quelque autre Pologne, n'ayant rien à voir avec la leur. La folie de cette position est maintenant connue de tous avec la révélation franche faite par François Mitterrand de son propre passé multiple, contradictoire et imparfait. Il semblerait qu'un homme, même un président, peut assumer son passé, mais pas un pays. Qui donc va le faire ? C'est de tels démentis absurdes que surgissent des obsessions durables.

Les obsessions peuvent nous guider vers le passé tout comme elles peuvent aussi l'obscurcir. Il est frappant de noter à quel point les commentateurs ont pu souligner ces derniers jours que M. Mitterrand n'avait jamais été antisémite. Qui a jamais pensé qu'il l'était ? Parce que l'histoire et la mémoire des juifs d'Europe centrale sont devenues le levier permettant de forcer l'histoire de Vichy, l'idée s'est répandue que Vichy, non seulement était un régime antisémite (ce qui est en grande partie vrai), mais aussi un régime fondé sur l'antisémitisme – ce qui est faux. Et même doublement faux. D'une part, la politique de Vichy allait bien au-delà du mauvais traitement des juifs : d'autre part, les juifs n'étaient pas non plus une des préoccupations majeures de la Résistance ou des Alliés. François de Menthon, le procureur français à Nuremberg, fit une seule allusion aux juifs, en passant, dans son réquisitoire contre les nazis – mais Telford Taylor, le procureur conseil américain qui rapporte ce fait étonnant admet aussi qu'à l'époque lui-même n'avait pas relevé cette omission (3). Mettre la question juive au cœur d'une discussion des choix faits par les hommes des années 40 est tout simplement anachronique. C'est aussi jouer avec le feu, et ce dangereusement. Comme il est aisé de démontrer que Vichy n'était pas antisémite à l'origine et que donc mettre l'accent sur cette question était trompeur, ceux qui désirent défendre ou minimiser la collaboration ont ainsi une porte de sortie. Until n'était manifeste-

ment pas antisémite – par conséquent il est innocent de toute faute morale grave tandis que ses erreurs moindres peuvent être justifiées par les circonstances. Ainsi, être obsédé par le problème de l'antisémitisme même paradoxalement, via le chemin de la rectification historique, à une restauration de l'image modérée de Vichy. Or, le problème avec M. Mitterrand et les autres n'est pas ce qu'ils pensaient des juifs mais comment ils pouvaient soutenir un régime, n'importe quel régime, capable *inter multa alia* de passer deux statuts faisant des personnes d'origine juive des citoyens de seconde classe ; ou pire, comment pouvaient-ils soutenir un tel régime sans même relever l'existence d'une telle législation. Ce qui nous amène, finalement, au problème du jugement. Selon M. Mitterrand, « on ne peut pas vivre tout le temps sur des souvenirs et sur des rancunes ». Si la mémoire peut nous aider à faire face au passé, l'oubli, ou au moins la mise à l'écart de la mémoire, peut seul nous faire avancer vers le futur. Mais mettre le passé de côté ne signifie pas s'abstenir de

tout jugement, que nous ayons été présents ou non. Il ne s'agit pas de juger, ou de mesurer selon des critères moraux, un pays tout entier. La Hongrie (ou l'Allemagne...) n'est ni bonne ni mauvaise : elle existe tout simplement, dans toute sa troublante complexité historique, et cela vaut aussi pour la France.

Assumer son passé national

Assumer son passé national, ce n'est pas se placer dans un état de torpeur collective permanente ; c'est simplement la condition nécessaire pour vivre dans la vérité le présent national. La continuité d'une nation impose des responsabilités par rapport au passé, pas le devoir de s'excuser indéfiniment de ce passé. Cela dit, les hommes pris individuellement sont des agents moraux responsables de leurs actes passés (et de leurs amitiés et loyautés passées) – c'est-à-dire de qui ils sont. Les « révélations » sur le passé du président diminuent indiscutablement sa stature morale : il n'y a rien d'« anti-historique » dans ce juge-

ment – si les circonstances du passé aident à expliquer son comportement, alors elles n'expliquent pas pourquoi d'autres ont fait des choix différents. A moins que cette distinction entre l'individuel et le national ne soit évaluée et intégrée dans la conscience collective française, la vaine et la pénible oscillation entre tabou et obsession qui a pollué la vie publique française ne cessera pas. Si les révélations du président ont pu contribuer à cette évolution, celui-ci aura alors fait une contribution plus importante à la réconciliation nationale que ce qu'il pensait – ou méritait. ► Tony Judt enseigne l'histoire contemporaine et dirige l'Institut of Advanced European Studies à l'université de New-York. Il est notamment l'auteur d'Un passé imparfait, les intellectuels en France 1944-1956, Fayard, 1992.

(1) Claudio Pavone, *Una guerra civile. Saggio storico sulla moralità nella Resistenza*, Torino, 1991.
(2) Selon la Genèse, la cité sumérienne d'Ur aurait été la patrie d'Abraham.
(3) Telford Taylor, *The Anatomy of the Nuremberg Trials*, New-York, 1992.

LA DOCUMENTATION DU Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux services sur Minitel, avec plus de 100.000 textes en ligne.

36 17 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrit (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX : 45.63.89.01

LA VILLE DE PARIS VEND LIBRES
en la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet
le MARDI 4 OCTOBRE 1994, à 14 h 30
4 APPART. 2, 4 et 5 Pcs - 1 STUDIO
à PARIS (16^e)
Entre le bd SUCHET et le champ de Courses d'Anteuil
M^e BELLARCENT, notaire à PARIS (19^e), 14, r. des Pyrénées
Tel. : 44-77-37-34 ou 44-77-37-48
VISITES s/p. : 41, av. Mal-Lyauté, les 24, 26 et 29 sept. 1994 -
1^{er} et 3 octobre 1994, de 10 heures à 13 heures.

Vie s/arsenal. Pal. Just. NANTERRE - Jeudi 6 octobre 1994, à 14 h. EN 1 LOT
UN BATIMENT A CLAMART (92)
8, rue du Soleil-Levant
à usage ind. ou commercial et d'habitation, élevé sur sous-sol sur toute la surface du bdt. - rez-de-chaussée : gd atelier et bureau ; 1^{er} ét. : atelier et toilette ; 2^e ét. : 3 pièces d'hab. - 2 a 59 ca.
Mise à prix : 661 000 F
S'adr. pour renseignements à M^e DENNERY-HALPHEN, avocat, 12, rue de Paris à BOULOGNE (92). Tél. 46-05-36-94 - M^e M. POUCHARD, avocat au barreau des Hauts-de-Seine, 9, rue R.-Lavigne à ASNIERES (92). Tél. 47-98-94-14. Au greffe du trib. de Gde Inst. NANTERRE - Minitel 3616 CODE ECO.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le Jeudi 6 octobre 1994, à 14 h 30, EN 1 LOT
APPARTEMENT A PARIS-6^e
1, 3, rue Bonaparte - 7, quai Malaquais
6 pièces principales au 3^e ét. - chambre au 4^e étage - 2 caves - garage
Mise à prix : 7 500 000 F
S'adr. à M^e Georges KIEJMAN, avocat 260, bd St-Germain à PARIS-7^e. Tél. 45-55-09-00. Au Greffe du TGI de PARIS, où le cahier des charges est déposé - Minitel 3616 AVOCAT VENTE ou 3616 CODE ECO.

Vie s/saisie Pal. Just. de NANTERRE - Jeudi 6 octobre 1994, à 14 h. EN 1 LOT
MAISON D'HAB. à ASNIERES-s/SEINE
(Hauts-de-Seine) - 23, avenue Casimir
composée d'un r.-d.-ch. div. en vestibule, salon, salle à manger, gde salle et cuis., d'un ét. divisé en 3 chambres, salle de bains, d'un 2^e ét. comp. une ch. et 3 greniers, élevée sur cave. Jardin d'une contenance superficielle de 4 a 40 ca.
Mise à prix : 600 000 F
S'adr. pour renseignements à M^e Marcel WISLIN, avocat à Neuilly-sur-Seine (92). M^e François INBONA, avocat demeurant 4, av. Sully-Prudhomme à PARIS-7^e. Tél. 45-55-74-06, impérativement de 14 h à 16 h, au greffe du TGI de NANTERRE où le cahier des charges peut être consulté entre 9 h 30 et 11 h 30 exclusivement. Visite des lieux en présence de M^e Simon NADJAR, huissier de justice, le mercredi 28 septembre 1994, de 10 h à 11 h.

Vie s/saisie. Pal. Just. NANTERRE - Jeudi 6 octobre 1994, à 14 h. EN 1 LOT
UN PAVILLON A VANVES (92)
29, rue Victor-Hugo
élevé sur caves, comprenant : rez-de-chaussée et un premier étage, grenier au-dessus couvert de tuiles, jardin derrière et dépendances : le tout d'une contenance superficielle de 158 m².
Mise à prix : 200 000 F
S'adr. pour renseignements à M^e WISLIN, avocat 7, av. de Madrid, Neuilly. M^e François INBONA, avocat au barreau de Paris, 4, av. Sully-Prudhomme à PARIS-7^e. Tél. 45-55-74-06 impérativement de 14 h à 16 h 30. Visite des lieux en présence de M^e VINCIQUERRA, huissier de justice le mercredi 28 sept. 94. Studio de 10 h à 11 h et appartement de 13 h à 15 h - Jeudi 29 septembre 1994 : studio de 10 h à 11 h - appartement de 13 h à 15 h.

Vie s/conversion au Pal. Just. de PARIS - Lundi 3 octobre 1994, à 14 h. EN DEUX LOTS
16, pl. des Etats-Unis et 1, rue de Belloy
à PARIS-16^e
1^{er} lot : APPARTEMENT de 5 P.P.
au 2^e ét., comp. 2 entrées, 5 P.P., 2 salles de bains, w.-c. office, débarras dég.
2^e lot : UN STUDIO au r.-de-ch.
M. à prix, 1^{er} lot : 7 500 000 F - 2^e lot : 700 000 F
S'adr. pour renseignements à François INBONA, avocat demeurant 4, av. Sully-Prudhomme à PARIS-7^e. Tél. 45-55-74-06 impérativement de 14 h à 16 h 30. Visite des lieux en présence de M^e VINCIQUERRA, huissier de justice le mercredi 28 sept. 94. Studio de 10 h à 11 h et appartement de 13 h à 15 h - Jeudi 29 septembre 1994 : studio de 10 h à 11 h - appartement de 13 h à 15 h.

Vie s/conversion au Pal. Just. de PARIS - Lundi 3 octobre 1994, à 14 heures EN UN LOT
PAVILLON A PARIS-17^e
16, rue du Printemps - quartier des Batignolles
composant : rez-de-chaussée surélevé divisé en entrée petit salon, salle à manger, grand salon ; 1^{er} étage divisé en : deux chambres, cabinet de toilette ; 2^e étage divisé en : trois chambres, salle de bains, penderie, w.-c. avec grès et lacunes ; sous-sol : cuisine, cave, petit terrain derrière.
Mise à prix : 3 500 000 F
S'adr. pour renseignements à François INBONA, avocat demeurant 4, av. Sully-Prudhomme à PARIS-7^e. Tél. 45-55-74-06 impérativement de 14 h à 16 h 30. Visite des lieux en présence de M^e VINCIQUERRA, huissier de justice le mardi 27 septembre 1994, de 10 heures à 12 h 30 et de 14 heures à 16 heures.

Le Monde
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX
Vous êtes fidèle lecteur du Monde mais vous avez des difficultés à le trouver régulièrement près de chez vous.
N'hésitez pas à nous appeler gratuitement au n° vert : 05.40.14.31 en nous indiquant l'adresse du marchand de journaux insuffisamment approvisionné. Nous ferons le nécessaire dans les plus brefs délais.

POLITIQUE

La réunion du comité national du PCF

M. Hue entame son parcours de candidat à l'élection présidentielle

Le comité national du Parti communiste français est appelé à se réunir, mardi 20 et mercredi 21 septembre, pour examiner les conditions de la rentrée politique et engager « la procédure de désignation du candidat du PCF à l'élection présidentielle ». Ce dernier sera, en principe, Robert Hue, le nouveau secrétaire national du parti, dont le nom a été avancé lors de la dernière réunion du bureau national.

Le suspense est bien faible, mais il faut faire comme si... Le directeur de l'Humanité, Pierre Zarka, l'a rappelé fermement, au début du mois de septembre : « Chez les communistes, on ne s'autoproclame pas candidat. » De sorte que le processus de désignation du candidat du PCF à l'élection présidentielle, qui devait être ouvert, mercredi, par un rapport d'Alain Bockel, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, ne s'achève officiellement qu'au début du mois de novembre, lors d'une conférence nationale.

Anticipant de beaucoup sur la traditionnelle rentrée politique, le secrétaire national du PCF, Robert Hue, s'est cependant offert, dès le 10 août, un véritable festival radio-télévisé en dénonçant le projet de privatisation de Renault, devant les anciennes usines de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). Peu après, en direct du journal de 20 heures de TF1, il lançait l'idée d'une pétition nationale sur le même thème, et, pour la deuxième fois depuis son accession au poste de secrétaire national, il participait, le 11 septembre, sur France 2, à une « Heure de vérité » exceptionnellement retransmise depuis la Fête de l'Humanité. Enfin, entre-temps, et par deux fois, il avait réaffirmé dans la presse communiste la nécessité d'une candidature du PCF à l'élection présidentielle.

Sans doute le successeur de Georges Marchais souffre-t-il encore d'un déficit de notoriété. Il est aussi grand amateur de médias, mais cette rentrée, savamment orchestrée, n'est pas le fruit du hasard. Lors de son discours de clôture de la Fête de l'Humanité, M. Hue a délibérément rompu avec son image plutôt joyeuse pour esquisser les traits du futur candidat. « Le candidat anti-Balladur », Aux premiers rangs du public, quelques dizaines de militants ne s'y sont pas trompés, en scandant « Robert Hue président ! ».

Déjà, en 1980, M. Marchais s'était présenté comme le candidat « anti-Giscard », lors de la Fête de l'Humanité également, avant d'être « intronisé » un mois plus tard par une conférence nationale. Après la rupture du programme commun de gouvernement, intervenue en 1977, il s'agissait alors de concrétiser le retour du PCF

dans la bataille présidentielle, après que le soutien, en 1965 et en 1974, à une candidature unique de la gauche - portée par François Mitterrand - eut été jugé dommageable pour l'influence du parti.

La gauche « alternative »

Le contexte politique actuel est tout autre. Le résultat des élections européennes (6,88 % contre 7,71 % en 1989 et 11,28 % en 1984) a montré que les changements intervenus, lors du vingtième congrès, à la direction du PCF ne permettaient pas d'enrayer l'érosion constante de l'électorat communiste. Le petit groupe des refondateurs du comité national - ils ne sont plus que cinq - en a tiré la conclusion qu'il faut remettre en question le « schéma ancien », selon lequel le Parti communiste doit obligatoirement être présent à l'élection présidentielle. Dans une lettre en date du 19 septembre, ils estiment encore possible de « créer les conditions d'une candidature commune à toute la gauche alternative », qui pourrait aller « des communistes à la gauche des Verts ou au Mouvement des citoyens ». Ils demandent, sans grand espoir d'être entendus, « que préalablement à toute désignation d'un candidat, cette question soit soumise à la discussion des communistes ».

Au-delà de l'échéance prési-

dentielle, pour laquelle certains avancent même le nom de Jack Ralite, ancien ministre de la santé et animateur des États généraux de la culture, les refondateurs pensent en fait aux élections municipales. Nombre d'entre eux gèrent des villes importantes. Ils y ont acquis une marge de manœuvre appréciable par rapport à l'appareil du PCF. Et, persuadés, qu'ils sont, comme Patrick Braouezec, député de Seine-Saint-Denis et maire de Saint-Denis, que « l'élection présidentielle est perdue pour la gauche, même si Jacques Delors est élu », ils veulent encore élargir la base sociale de leurs municipalités autour d'une « démarche citoyenne ». Ce sera là, du reste, le sens d'une rencontre nationale organisée, les 1^{er} et 2 octobre 1994 à Saint-Denis, à l'initiative d'une cinquantaine d'élus communistes critiques.

A la différence des refondateurs, un autre contestataire, Philippe Herzog, juge, lui, que l'élection présidentielle peut être gagnée. Dans la ligne de son dernier ouvrage, *La Société au pouvoir* (1), il devrait proposer de mener une campagne active, en interpellant le candidat Jacques Delors. Ce n'est pas forcément incompatible avec la démarche de M. Hue, sauf que, par l'intermédiaire d'une association qu'il anime, M. Herzog a déjà engagé des « confrontations » avec des responsables socialistes, des syndi-

dicalistes, voire des représentants du grand patronat. Pour les dirigeants communistes, notamment et pour le premier d'entre eux, l'élection présidentielle se présente, en revanche, comme une simple tribune destinée à fixer l'électorat communiste. M. Hue se fait, ainsi, l'avocat d'une « pluralité réelle de candidatures ». « Notre candidat, a-t-il précisé, sera porteur de la volonté de tous ceux qui aspirent à ce que les forces de progrès se rassemblent. Candidat communiste, il incarnera le combat pour une alternative à la politique actuelle, qui fait tant de mal à notre pays, pour une issue politique neuve. » En clair, l'élection présidentielle sera aussi l'occasion, pour M. Hue de reparer du « pacte unitaire pour le progrès », proposé depuis avril 1994, toujours aussi mal défini et dont la mise en œuvre continue de se heurter aux résistances d'une partie de l'appareil.

Assoir son autorité

Reporté une première fois pour ne pas interférer avec les élections européennes, le « PUP » n'a encore donné lieu à aucune rencontre avec les partis de gauche, les syndicats, les grandes associations et les Eglises, du moins dans la « transparence » qui avait été promise au printemps. Si, comme on l'assure à la direction du parti, des invitations ont été lancées, c'est donc qu'elles sont restées, à ce jour, sans réponse.

Il est vrai que les changements successifs et brutaux intervenus à la tête du Parti socialiste n'ont pas facilité la tâche de M. Hue. Dans l'attente du prochain congrès du PS, et entre le discours de gauche d'Henri Emmanuelli et la candidature potentielle de Jacques Delors, le secrétaire national du PCF est en droit d'être prudent. Mais, en dehors de quelques signes d'indépendance, comme l'invitation sur le plateau de « L'heure de vérité » de son « ami Roger Garudy » - membre du bureau politique exclu du PCF en 1970 - il lui reste à asseoir son autorité. Bien que très risquée, sa participation à l'élection présidentielle lui en fournit le moyen : tout point gagné sur le score obtenu par André Lajoinie en 1988 (6,76 % des suffrages) serait déjà considéré comme un succès.

En dépit du fait que les échecs successifs du Parti socialiste, aux élections législatives de 1993 et aux européennes de 1994, n'ont nullement profité au PCF, on continue de miser, place du Colonel-Fabien, sur une candidature « socialo-centriste » de M. Delors pour se refaire une petite santé dans l'électorat de gauche.

JEAN-LOUIS SAUX

(1) Editions Julliard, 1994. 344 pages, 120 francs.

CLÉS/ Les précédents candidats

■ 1965. Lors de la première élection d'un président de la République au suffrage universel direct, le PCF soutient la candidature « unique » de la gauche, celle de François Mitterrand, qui, selon l'analyse des dirigeants de l'époque, a la double mérite de n'être pas membre de la SFO et de s'être prononcé pour le « non » lors du référendum de 1958 sur la Constitution de la V^e République.

■ 1969. Après l'éclatement de la Fédération de la gauche démocratique et socialiste, le PCF refuse de soutenir la candidature de Gaston Defferre, symbole de la « troisième force » et de l'alliance avec les centristes. Au terme d'une campagne très active, son candidat, Jacques Duclos, obtient au premier tour 21,52 % des suffrages, loin devant Gaston Defferre (5,07 %) et Michel Rocard (3,66 %). Refusant de choisir au second tour entre Georges Pompidou et Alain Poher - « bonnet blanc et blanc bonnet » -, le PCF prône l'abstention.

■ 1974. Après la signature, deux ans plus tôt, du programme commun de gouvernement, le PCF soutient de nouveau, et dès le premier tour, François Mitterrand, cette fois candidat « commun » de la gauche. ■ 1981 et 1988 : A la suite de la rupture de l'union de la gauche, intervenue en 1977, le PCF s'appuie sur l'analyse selon laquelle le Parti socialiste n'a cessé de se développer à ses dépens. Lors du 23^e congrès du Parti communiste, en 1979, Georges Marchais rappelle comment M. Mitterrand s'était expliqué de la signature du programme commun devant l'Internationale socialiste : « Notre objectif fondamental, avait-il dit, c'est de refaire un grand Parti socialiste sur le terrain occupé par le Parti communiste lui-même, afin de faire la démonstration que, sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois peuvent voter socialiste. » En 1981, le secrétaire général du PCF est lui-même candidat. Il obtient 15,34 % des voix au premier tour. En 1988, André Lajoinie, alors président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, recueille 6,76 % des suffrages.

PCF soutient de nouveau, et dès le premier tour, François Mitterrand, cette fois candidat « commun » de la gauche.

■ 1981 et 1988 : A la suite de la rupture de l'union de la gauche, intervenue en 1977, le PCF s'appuie sur l'analyse selon laquelle le Parti socialiste n'a cessé de se développer à ses dépens. Lors du 23^e congrès du Parti communiste, en 1979, Georges Marchais rappelle comment M. Mitterrand s'était expliqué de la signature du programme commun devant l'Internationale socialiste : « Notre objectif fondamental, avait-il dit, c'est de refaire un grand Parti socialiste sur le terrain occupé par le Parti communiste lui-même, afin de faire la démonstration que, sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois peuvent voter socialiste. » En 1981, le secrétaire général du PCF est lui-même candidat. Il obtient 15,34 % des voix au premier tour. En 1988, André Lajoinie, alors président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, recueille 6,76 % des suffrages.

En dépit du fait que les échecs successifs du Parti socialiste, aux élections législatives de 1993 et aux européennes de 1994, n'ont nullement profité au PCF, on continue de miser, place du Colonel-Fabien, sur une candidature « socialo-centriste » de M. Delors pour se refaire une petite santé dans l'électorat de gauche.

En proposant un « pacte » aux indépendantistes M. Lafleur lance la campagne électorale en Nouvelle-Calédonie

NOUMÉA

de notre correspondant

Jacques Lafleur, député (RPR) et président du RPCR (Rassemblement pour la Calédonie dans la République), vient de proposer à ses partenaires indépendantistes un pacte trentenaire après les élections provinciales de 1995 dans le cadre de la recherche d'une solution consensuelle pour l'avenir du territoire (le Monde du 20 septembre). L'initiative de M. Lafleur procède d'une double analyse : il lui faut prendre l'initiative et lancer la campagne pour les élections provinciales dès maintenant, tout en laissant une marge de manœuvre à l'Union calédonienne (UC), son interlocuteur naturel dans la coalition indépendantiste.

Le président du RPCR juge que les provinces Nord et Iles, dirigées par l'UC, sont « en perdition ». Pour lui, le camp indépendantiste manque d'une véritable unité et

d'une stratégie à long terme. M. Lafleur, qui dit ne souhaiter « ni avoir une majorité pléthorique, ni annexer l'Union calédonienne », occupe le terrain et lance la balle dans le camp indépendantiste, qui est désemparé.

Préparation d'un texte de loi

Paul Néaoutyine, membre du Palika (autre composante, plus radicale, de la coalition indépendantiste) et président du FLNKS, absent de la réunion du comité de suivi des accords de Matignon, « cherche ses marques », au dire d'un de ses proches.

La semaine dernière, le ministre des DOM-TOM, Dominique Perben, avait constaté avec plaisir la relance du dialogue entre indépendantistes et anti-indépendantistes après la réunion de ce comité, qui était convenu de préparer un texte de loi à présenter à la session d'automne du Parlement.

FRANCK MADGEUF

PARTI SOCIALISTE : M. Bartolone approuve l'intervention de M. Mitterrand sur la protection sociale. - Évoquant les déclarations faites ce week-end à Bayonne par François Mitterrand (le Monde du 20 septembre), Claude Bartolone, membre du secrétariat national du Parti socialiste, a déclaré, lundi 19 septembre, au cours du point de presse hebdomadaire du PS, que si, « à un moment donné, les orientations et les décisions du gouvernement menacent l'unité et la solidarité entre Français, il est du rôle du président de la République de le dire et d'agir ».

FRANC-MAÇONNERIE : Martine Lannes est réélue Grand Maître de la Grande Loge mixte de France. - Martine Lannes a été réélue, dimanche 18 septembre, Grand Maître de la Grande Loge mixte de France au cours du congrès annuel de celle-ci. Il s'agit du sixième mandat de M^{me} Lannes, quarante-trois ans, directeur administratif et financier de la Maison de France. La Grande Loge mixte de France a été constituée en 1982. Elle revendique un millier de membres.

Le Monde de l'éducation GUIDES
Le Monde de l'éducation
Réussir la philosophie au bac
43F
Disponible en librairies et en grandes surfaces

Le Monde EN POCHES
Le Monde
LES CHRONIQUES
37F
Disponible en librairies et en grandes surfaces

POLITIQUE

Aux lisières de la gauche et de l'extrême droite

L'étrange et complexe itinéraire de M. Faucher

Interrogé sur France-Inter, vendredi 16 septembre, au sujet du livre d'Emmanuel Faux, Thomas Legrand et Gilles Perez (1) qui raconte notamment un dîner au cours duquel, en mai 1968, Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, avait rencontré Roland Gaucher, membre du bureau politique du Front national, Jean-Marie Le Pen avait déclaré : « C'est leur problème. M. Dumas, M. Gaucher, M. Faucher, peut-être font-ils partie de la même loge ? » Le président du Front national parlait ainsi de Jean-André Faucher, étrange personnage de la période de l'Occupation et des IV^e et V^e Républiques.

Veut-on se pencher sur l'histoire des francs-maçons ? Veut-on consulter un dictionnaire maçonnique ? Veut-on approcher les rapports entre le pouvoir et les francs-maçons ? On retombe toujours sur les ouvrages de Jean-André Faucher. On les trouve à la bibliothèque du Grand Orient de France à Paris. A sa manière, M. Faucher a été l'historien officiel des francs-maçons. Et a été accepté comme tel. La tâche, il est vrai, lui était facilitée par son appartenance à l'une de ces « grandes maisons ». M. Faucher fut grand secrétaire de la GLDF, et il est toujours membre de cette obédience - « loge 870 », dit-il - malgré les tentatives qui ont visé à l'en écarter en raison de quelques taches.

Car, derrière les ouvrages « officiels » et le personnage « public », il y a un autre Jean-André Faucher. Celui qui, en confiant sa biographie au *Who's who*, indique brièvement ses débuts dans la presse, en 1937, en citant de « nombreuses collaborations ». Le terme est prémonitoire. Dans son *Encyclopédie politique française*, Emmanuel Ratier - disciple de Henry Coston, un « spécialiste » de l'antisémitisme - écrit que M. Faucher fut « très actif avant la guerre puis durant l'Occupation ». C'est un euphémisme. Interrogé par le Monde, M. Faucher dément son appartenance (à partir de 1937) au Parti populaire français (PPF) de Jacques Doriot, mais pourtant ses activités dans la collaboration ont laissé quelques traces.

Une de celles que la loi autorise à citer figure dans le livre *Histoire de la Milice*, de Jacques Delpeyre et Bayac. Racontant les heurts qui opposent à Limoges, en 1944, la Milice au PPF, après la massacre d'Oradour-sur-Glane, l'auteur de cet ouvrage écrit : « Sept militants du PPF sont arrêtés et défilés à la cour martiale milicienne, qui les condamne à mort. Quelques heures avant leur exécution, un groupe de militants du PPF dirigé par J.-A. Faucher attaque par surprise le lycée Gay-Lussac, où les sept sont détenus, et les délivre. » Ironie du sort, c'est au lycée « Gay-Lussac » de Limoges que la jeune Faucher a fait une partie de ses études, comme Roland Dumas, futur ministre des affaires étrangères de François Mitterrand.

Celui qui fut familier de la propagande pétainiste et des chantiers de jeunesse se fait oublier à la Libération pour ne réapparaître à ciel ouvert qu'en

1947. Pendant les quarante-cinq années qui vont suivre, il va allier une série impressionnante de pseudonymes : Jean Manu dans l'organe de la SFIO, commandant Lazellis à la tête d'une organisation paramilitaire, Cousin Jean et Oncle Pierre, qui feront les titres de deux lettres confidentielles, Jean Patrice à *Paris-Presses*, Rastignac dans *Valeurs actuelles* et Asmodée (nom collectif) à *l'Aurore* puis au *Figaro*.

Il dément être le Philéas Fogg qui signe dans *National-Habdo* et que cite pourtant M. Ratier dans son *Encyclopédie*. Il préfère attribuer ce dernier « pseudo » à un des membres de sa famille, Jacques Faucher, qu'il dit appartenir au Front national. Hélas encore, le parti d'extrême droite ne revendique aucun adhérent de ce nom dans ses rangs. En revanche, Jean-André Faucher est bien le Frédéric Vareuil qui a réalisé le numéro intitulé « Qui est franc-maçon ? » du *Crapouillot*, magazine « non-conformiste » fondé par Jean Galtier-Boissière, qui appartient aujourd'hui à M. Gaucher, un ancien dirigeant du Rassemblement national populaire de Marcel Déat.

Parent de M. Mitterrand

Cette passion du déguisement, M. Faucher l'a aussi mise à profit tout au long d'un parcours politique rendu particulièrement inextricable. Parent de François Mitterrand par arrière-grands-pères interposés, il a navigué avec autant de bonheur dans les eaux de la gauche que le radicalisme et la Convention des institutions républicaines que dans celles de l'extrême droite anticomuniste, par ses sympathies dans le groupe Occident et la revue *Europe-Action*. Il réussira, parfois, le tour de force de militer, en même temps, sur les deux bords. Au point que son attitude pendant la guerre d'Algérie est aussi complexe que tout le reste.

Evoquant cette période dans leur livre *Eminences grises*, Roger Falligot et Rémi Kauffler décrivent une opération d'infiltration des activistes d'Algérie française conduite par les communistes : « A cette fin, écrivent-ils, la section des cadres a introduit dans l'OAS un militant de confiance, Le Guellac. Comme les voies du Parti sont impénétrables, celui-ci travaille en double commande avec un journaliste d'extrême droite isolé membre du PPF, cousin éloigné de François Mitterrand et redevable de quelques services au PCF... » Les similitudes sont-elles purement fortuites ? En tout état de cause, l'organisation terroriste s'intéressera à celui en qui elle croit déceler une « balance » des renseignements généraux.

A moins d'imaginer une naïveté totale de la franc-maçonnerie ou l'existence d'appuis de taille, on a du mal à comprendre comment M. Faucher, avec un parcours aussi chargé, a pu atteindre les sommets de la Grande Loge de France.

OLIVIER BIFFAUD

(1) *La Main droite de Dieu*, éditions du Seuil.

Après les déclarations de François Mitterrand

M. Messmer refuse de « réhabiliter l'action de Vichy »

Compagnon de la Libération, ancien premier ministre et président de l'Institut Charles-de-Gaulle, Pierre Messmer s'estime « fondé à rétablir la vérité des faits » après les déclarations de François Mitterrand sur sa jeunesse sous l'Occupation. « Les Français », a déclaré M. Messmer, lundi 19 septembre, quelle que soit la façon dont ils ont vécu cette période, ne pouvaient ignorer, en 1941, l'action du général de Gaulle, le ralliement à la France libre de l'Afrique équatoriale, du Cameroun et des Territoires du Pacifique, ainsi que l'engagement

de vingt-cinq mille militaires français sur les différents théâtres d'opérations. »

Les Français, a-t-il ajouté, « ne pouvaient pas davantage ignorer l'élan de plus en plus affirmé de la Résistance intérieure, pas plus que la législation raciste du régime de Vichy, dont la politique a conduit de façon manifeste à poursuivre et à livrer à l'ennemi les résistants et les juifs. Le contestier aboutirait à réhabiliter l'action de Vichy et à exonérer de leurs responsabilités ses ministres et les hauts fonctionnaires qui agissaient sur leurs ordres. »

Les prolongements de l'affaire du Dauphiné-News

L'opposition municipale de Grenoble lance une offensive contre M. Carignon

La première séance du conseil municipal de Grenoble depuis la mise en examen du maire, Alain Carignon (RPR), ancien ministre de la communication, pour recel d'abus de biens sociaux dans l'affaire du Dauphiné News, a été marquée par une offensive de l'opposition. Celle-ci a demandé que la ville se porte partie civile dans le dossier.

GRENOBLE

de notre correspondant

Pour la première fois depuis sa mise en examen pour recel et complicité d'abus de biens sociaux dans l'affaire du groupe de presse Dauphiné News, le maire RPR de Grenoble, Alain Carignon, retrouvait les cinquante-neuf membres de son conseil municipal lundi 19 septembre. Cette rentrée difficile s'est transformée, très vite, en une confrontation houleuse entre les quarante-six élus de la majorité, d'une part, l'opposition socialiste, communiste, écologiste, radicale de gauche et le Front national, d'autre part. Le maire avait choisi d'affronter seulement en fin de séance, et dans le cadre des « questions diverses », les attaques de ses adversaires, qui promenaient d'être vigoureuses.

Dès le début de l'après-midi, lors de plusieurs conférences de presse, les groupes de l'opposition avaient révélé leur stratégie. L'écologiste Raymond Avrillier, qui avait été à l'origine de la relance du dossier Dauphiné News au mois de mai 1993, en révélant publiquement le renforcement des journaux électoraux du maire de Grenoble par la Lyonnaise des eaux, demanderait au conseil municipal de se prononcer sur la déchéance de la société privée qui exploite depuis 1989 l'eau de Grenoble, la COGESE.

En effet, depuis cette date, cette société n'aurait pas communiqué à la ville les rapports financiers détaillés qu'elle doit lui fournir, en particulier ses comptes précis de l'utilisation des recettes en provenance des facturations aux usagers et à la commune. Il s'agit d'une « faute grave », selon M. Avrillier, dont la stratégie est double : d'une part, jeter la suspicion sur une société, filiale de la Lyonnaise

des eaux, dont la gestion lui paraît peu transparente ; d'autre part, relancer le débat sur la nécessité de la privatisation des eaux de Grenoble, sujet particulièrement sensible dans cette ville et qui devrait être l'un des principaux thèmes de la prochaine campagne pour les élections municipales.

Les honoraires de M. Dutaret

De son côté, le Parti socialiste décidait de proposer que la commune de Grenoble se constitue partie civile dans l'information ouverte par le juge Philippe Courroye, en charge du dossier Dauphiné News, mais, aussi, que la ville porte plainte contre X... « pour les faits de détournement de fonds publics et corruption, recel et complicité, sans préjudice de toutes autres infractions pénales qui seront révélées sur les conditions dans lesquelles la COGESE a obtenu en 1989 la délégation de la gestion du service des eaux et de l'assainissement ».

Le décor était ainsi bien planté lorsque s'est ouverte, à 17 heures, la séance du conseil municipal. Tendu, mais certain du soutien de sa majorité, M. Carignon n'a laissé place à aucun débordement oratoire tout au long des cinquante-sept premières délibérations inscrites à l'ordre du jour et qui concernaient, en quelque sorte, la vie ordinaire de sa commune. Le ton de la soirée a changé brutalement lorsque a été abordée la délibération suivante. Elle concernait les honoraires du cabinet d'avocats qui dirige son am et proche collaborateur depuis dix ans, Jean-Louis Dutaret, récemment mis en examen à Lyon pour recel d'abus de biens sociaux dans la même affaire que le maire de Grenoble. L'opposition s'est offusquée du montant

des honoraires versés à ce juriste, essentiellement depuis 1992, qui s'élève à 453 835 francs, et a demandé que la ville suspende sa collaboration avec ce cabinet.

Entre la majorité municipale et l'opposition, le débat sur l'affaire Dauphiné News était, dès lors, engagé. Il devait durer un peu plus d'une heure. M. Carignon a plaidé l'exigence de « transparence des hommes publics ». « C'est indispensable », a déclaré l'ancien ministre de la communication, même s'il y a certains aspects désagréables, mais, de mon point de vue, cette transparence ne doit pas être l'exhibition, la rumeur ou le ragot. Il faut qu'elle s'organise dans de bonnes conditions. Je crois que c'est possible. »

Le coup d'envoi de la campagne électorale

Incontestablement sur la défensive tout au long de cette longue soirée, M. Carignon a encaissé sans broncher tous les coups que lui ont portés ses adversaires. Il a fait seulement monter en première ligne ses plus fidèles amis, comme Guy Névache, ancien responsable de la fédération socialiste de l'Isère, qui avait rejoint le maire de Grenoble en 1989, ainsi que son premier adjoint, Pierre Gascon (UDF). Ce dernier, peu avant les douze coups de minuit, a proposé un amendement qui a fait l'effet d'une bombe : il demandait l'étude du dossier de constitution de partie civile « dans le cadre de la commission des finances et de l'économie, conformément aux procédures d'élaboration des délibérations, en vue d'examen au cours du prochain conseil municipal ».

Ainsi, pour la première fois, la majorité municipale reconnaissait que pouvait exister un problème Dauphiné News et que la ville

pouvait, elle aussi, se saisir de cette affaire. Cet amendement, que l'opposition n'attendait pas, a été adopté à l'unanimité, mais les élus socialistes et divers gauche, ainsi que les écologistes, n'ont pas pris part au vote.

Neuf mois avant la date du scrutin municipal de 1995, le débat organisé lundi soir a incontestablement donné le coup d'envoi de la campagne électorale à Grenoble. L'enjeu, pour M. Carignon, qui espère obtenir rapidement un non-lieu dans l'affaire Dauphiné News, est capital. Sa mise hors de cause lui permettrait d'affronter, avec une plus grande sérénité, cette échéance électorale qui s'annonce plus difficile qu'il ne l'imaginait avant les élections législatives de 1993. Ce scrutin mais aussi ses résultats aux élections cantonales de mars 1994, ont exprimé une nette érosion de l'électorat du maire de Grenoble et président du conseil général de l'Isère.

L'opposition, quant à elle, demeure toujours à la recherche d'un chef de file capable d'affronter M. Carignon. Onze ans après la sévère défaite de l'ancien maire socialiste de Grenoble, Hubert Dubedout, la gauche espère que les coups portés contre l'actuel « patron » de la ville lui permettront enfin de redresser la tête. L'assemblée générale des sections socialistes de l'Isère, qui se réunira le 28 septembre, s'annonce déterminante. Le PS pourrait proposer comme tête de liste Michel Desiot, député de l'Isère, qui avait été battu dès le premier tour des élections municipales de 1989 par M. Carignon. Ce choix risque, toutefois, d'être fort mal accepté par les autres composantes de la gauche, soucieuses de renouveler le personnel politique de la cité dauphinoise... à gauche comme à droite.

CLAUDE FRANCHILLON

CNP, Chiffre d'affaires provisoire du 1er semestre 1994

La CNP conforte sa place de premier assureur sur la vie en France avec une part de marché de 17 %.

Le chiffre d'affaires réalisé par la CNP pour le premier semestre 1994 s'est élevé à 39,6 milliards de francs contre 33,2 milliards de francs pour les six premiers mois de 1993, marquant une progression de 19 %.

L'évolution d'une année sur l'autre se présente comme suit :

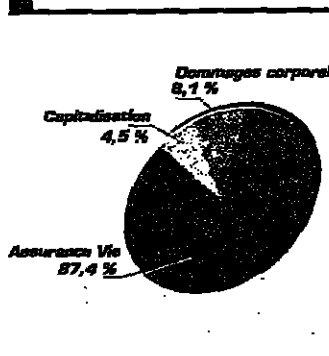
(en MdsF)	1er sem. 93	1er sem. 94 (a)	Evolution
Assurances individuelles	26,8	32,7	+21 %
Assurances collectives	6,3	6,9	+10 %
TOTAL	33,2	39,6	+19 %

Les assurances individuelles ont représenté une activité de 32,7 milliards de francs et les assurances collectives un volume de 6,9 milliards de francs.

Assurances individuelles :

(en MdsF)	1er sem. 1993	1er sem. 1994 (a)	Evolution
Trésor Public	2,4	3,1	+29 %
Caisse d'épargne	10,3	12,7	+23 %
La Poste	14,2	16,9	+19 %

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES



CNP, VIVEZ BIEN ASSURÉ

Le tribunal de Toulon doit se prononcer prochainement sur le cas de Georges Fouques (UDF-CDS), élu dans le canton de Toulon-3 (Var), et de Roger Carles (PCF), conseiller général de Contes (Alpes-Maritimes). La commission des comptes reproche à l'un et à l'autre d'avoir indirectement reçu des soutiens de personnes morales de droit public, la ville de Toulon dans le cas du premier.

Les juridictions administratives devront encore se prononcer sur l'élection de Christian Nucci (PS), ancien ministre de la coopération, conseiller général de Beaurepaire (Isère), qui, après réformation de son compte, aurait dépassé le plafond des dépenses autorisées, et de Bernard Prévot (PS), élu dans le canton de Lesparre-Médoc (Gironde), qui aurait reçu plus de dons de personnes morales que la loi ne l'y autorisait.

La CCFF doit encore examiner les comptes des candidats dans les cantons où le scrutin n'a pas fait l'objet de recours contentieux.

II. - La déroute des pères

SYLVIE DEROCHE

SOCIÉTÉ

Dans une circulaire adressée aux chefs d'établissement à propos du port du foulard islamique

François Bayrou souhaite l'interdiction des « signes ostentatoires » à l'école publique

Le ministre de l'éducation nationale a rendu public, mardi 20 septembre, une circulaire réglementant le port de signes religieux à l'école. Ce texte établit une distinction entre « les signes ostentatoires (...) qui sont « en eux-mêmes, des éléments de prosélytisme » et les « signes plus discrets (...) qui ne peuvent faire l'objet des mêmes réserves ».

■ CLARIFICATION. A l'intention des chefs d'établissement, cette initiative de François Bayrou est destinée à clarifier une situation rendue confuse après cinq recours administratifs depuis 1989. Elle est aussi une réponse à la proposition de loi visant « au strict respect de la laïcité » déposée, le 28 juillet, par trois députés RPR, dont Ernest Chénier, ancien principal du collège de Creil, où avait commencé la polémique il y a cinq ans, et aujourd'hui député (RPR) de l'Oise.

« Je vous demande de bien vouloir proposer (...) l'interdiction de ces signes ostentatoires (...) ». En quelques phrases d'une fermeté toute républicaine, François Bayrou a tranché. Même si le mot de « foulard » n'est pas employé – laïcité oblige –, il n'est pas besoin de lire entre les lignes de sa circulaire adressée aux chefs d'établissement pour comprendre où le ministre de l'éducation nationale veut en venir. Les signes « si ostentatoires que leur signification est précisément de séparer certains élèves des règles de vie communes de l'école (...) » sont en eux-mêmes des signes de prosélytisme », écrit M. Bayrou. Cette définition euphémise du foulard islamique est, en fait, de très large portée.

Pour la première fois dans un texte officiel est posé le principe selon lequel le foulard est, en soi, une manifestation de discrimination et de prosélytisme étranger à la laïcité scolaire. Moyennant quoi, le ministre propose aux conseils d'administration des collèges et lycées d'inclure dans leur règlement intérieur une mesure d'« interdiction » qui ne vise, en fait, que le foulard. Sauf à considérer que la kippa juive est, elle aussi, un signe ségrégatif.

Pour parvenir à cette mesure carrée, François Bayrou n'a pas éprouvé le besoin de déclarer l'école de la République en danger de basculement islamiste, comme veut l'y pousser Ernest Chénier, député RPR, auteur d'une proposition de loi extrémiste de prohibition des signes religieux. Le ministre fait appel, plus tranquillement, à

l'« idée française de la nation et de la République », certes « respectueuse de toutes les convictions », mais qui ne peut accepter que son fleuron, l'école, véhicule des signes discriminatoires.

Troisième circulaire sur le sujet adressée en cinq ans au « réseau » de l'éducation nationale, le texte de François Bayrou tente de déplacer le débat du domaine religieux, où il n'a pas d'issue pratique, au champ des discriminations sexuelles et culturelles, comme le souhaitait de nombreux enseignants : le foulard pose d'abord un problème d'égalité entre filles et garçons et entre communautés. A cet égard, une nouvelle frontière de l'interdit est fixée : les signes religieux sont interdits à partir du moment où ils tendent à « séparer certains élèves des règles de la vie commune de l'école ». Autre innovation, le texte introduit une distinction entre « signes ostentatoires » (interdits) et « signes discrets » qui sont admis, car « traduisant seulement l'attachement à une conviction personnelle ».

Même au prix de cet adoucissement, la manœuvre du ministre est audacieuse sur le plan juridique tant son texte apparaît apporter des restrictions à la jurisprudence du Conseil d'Etat. Alors que M. Bayrou pose en principe l'interdiction des signes ostentatoires, la haute juridiction avait estimé, en 1992, que le port du foulard ne peut faire l'objet d'une interdiction de portée générale qui serait contraire au principe de la liberté d'expression.

Manifestement, M. Bayrou souhaite forcer la plume du Conseil d'Etat. Son raisonnement est nettement plus radical que les attendus de la haute juridiction, particulièrement soigneux en matière de respect des libertés d'expression et de manifestation des croyances religieuses. Sur le fond, le ministre assure que le foulard est, en soi, un signe de discrimination. Or, la discrimination n'a pas sa place à l'école publique. Donc le foulard est interdit. Ce raisonnement aux allures de syllogisme satisfait les partisans d'un message clair à l'égard des militants de l'islam radical.

Nouvelle bataille juridique en vue

Il n'est pas sûr cependant qu'il convaincre les juristes. Ces derniers risquent d'avoir rapidement à donner leur point de vue. Il est plus que probable, en effet, que la nouvelle circulaire ou les règlements intérieurs, qui seront votés dans les établissements, vont faire l'objet de recours devant les juridictions administratives. Au final, le Conseil d'Etat aura à se prononcer sur la copie de M. Bayrou. Le ministre ne cache pas ses intentions : il souhaite voir le foulard réqualifié, par principe, en « signe ostentatoire », donc prohibé. Ce qui marquerait un revirement de jurisprudence assez peu probable. Loin de clore la bataille des « fichus », la circulaire Bayrou pourrait la relancer.

Après Charles Pasqua et ses opérations

Ph. Be.

Le texte du ministre de l'éducation nationale

Voici le texte intégral de la circulaire adressée, mardi 20 septembre, par François Bayrou à tous les chefs d'établissement.

Depuis plusieurs années, de nombreux incidents sont intervenus dans les établissements scolaires à l'occasion de manifestations spectaculaires d'appartenance religieuse ou communautaire.

Les chefs d'établissement et les enseignants ont constamment manifesté leur souhait de recevoir des instructions claires. Il m'a donc paru nécessaire de vous apporter les précisions suivantes.

En France, le projet national et le projet républicain se sont confondus autour d'une certaine idée de la citoyenneté. Cette idée française de la nation et de la République est, par nature, respectueuse de toutes les convictions, en particulier des convictions religieuses, politiques et des traditions culturelles. Mais elle exclut l'éclatement de la nation en communautés séparées, indifférentes les unes aux autres, ne considérant que leurs propres règles et leurs propres lois, engagées dans une simple coexistence. La nation n'est pas seulement un ensemble de citoyens détenteurs de droits individuels. Elle est une communauté de destin.

Cet idéal se construit d'abord à l'école. L'école est, par excellence, le lieu d'éducation et d'intégration où tous les enfants et tous les jeunes se retrouvent, apprennent à vivre ensemble et à se respecter. La présence, dans cette école, de signes et de comportements qui montreraient qu'ils ne pourraient pas se conformer aux mêmes obligations, ni recevoir les mêmes cours et suivre les mêmes programmes, serait une négation de cette mission. A la porte de l'école doivent s'arrêter toutes les discriminations, qu'elles soient de sexe, de culture ou de religion.

C'est pourquoi il n'est pas possible d'accepter à l'école la présence et la multiplication de signes si ostentatoires que leur signification est précisément de séparer certains élèves des règles de vie communes de l'école. Ces signes sont, en eux-mêmes, des éléments de prosélytisme, à plus forte raison lorsqu'ils s'accompagnent de remise en cause de certains cours ou de certaines disciplines, qu'ils mettent en jeu la sécurité des élèves ou qu'ils entraînent des perturbations

dans la vie en commun de l'établissement.

Je vous demande donc de bien vouloir proposer aux conseils d'administration, dans la rédaction des règlements intérieurs, l'interdiction de ces signes ostentatoires, sachant que la présence de signes plus discrets, traduisant seulement l'attachement à une conviction personnelle, ne peut faire l'objet des mêmes réserves, comme l'ont rappelé le Conseil d'Etat et la jurisprudence administrative.

Je vous demande aussi de ne pas perdre de vue que notre devoir est d'abord d'éducation.

Aucune entreprise éducative n'est concevable sans énoncé préalable d'une règle claire. Mais l'adhésion à la règle est souvent le résultat d'un travail de persuasion. Les recteurs et inspecteurs d'académie soutiendront donc tous les efforts qui seront les vôtres pour convaincre au lieu de contraindre, pour rechercher des médiations avec les familles, et pour prouver aux élèves que seraient en cause que notre démarche est une démarche de respect. L'accès au savoir est le moyen privilégié de la construction d'une personnalité autonome. Notre mission est bien de conduire à l'offrir à tous, et à toutes.

Je vous prie de ne pas omettre d'informer toutes les familles des règlements intérieurs adoptés par les conseils d'administration des établissements.

Je vous prie de demander aux

enseignants de toute discipline, aux personnels d'éducation, et à l'ensemble de vos équipes, d'expliquer aux élèves dont ils ont la charge ce double mouvement de respect des convictions et de fermeté dans la défense du projet républicain de notre pays.

Responsables de vos établissements, en liaison avec les équipes pédagogiques, représentants du ministre, je vous confirme que vous avez toute ma confiance pour rechercher le meilleur rythme et les meilleures conditions d'application de ces principes.

Une proposition de règlement intérieur

En annexe cette circulaire, le ministre de l'éducation propose un article destiné à être inséré dans le règlement intérieur des établissements :

Le port par les élèves de signes discrets, manifestant leur attachement personnel à des convictions notamment religieuses, est admis dans l'établissement. Mais les signes ostentatoires, qui constituent en eux-mêmes des éléments de prosélytisme ou de discrimination, sont interdits. Sont interdits aussi les attitudes provocatrices, les manquements aux obligations d'assiduité et de sécurité, les comportements susceptibles de constituer des pressions sur d'autres élèves, de perturber le déroulement des activités d'enseignement ou de troubler l'ordre dans l'établissement.

Dans un collège de la banlieue lyonnaise

Porter le fichu, « c'est normal »

LYON

de notre bureau régional

Atise a revêtu son foulard jaune, assorti à son veston de laine. Alors qu'elle ne l'avait jamais porté pendant les premières années de sa scolarité en France, elle s'est parée de ce fichu pour effectuer ses premiers pas en classe de sixième dans cet établissement de la banlieue lyonnaise. Avec la timidité de ses treize ans, Atise ne trouve pas de mots pour expliquer ce choix. Elle baisse les yeux et c'est une de ses camarades, jeune fille turque comme elle, qui répond : « C'est normal ». L'année précédente, une de leurs amies portait son foulard en classe et elles n'ont jamais entendu parler d'un quelconque problème à ce sujet, « sauf à la télévision ».

Une quinzaine d'élèves sur plus

de 600 dans l'établissement arborent un foulard. « Un foulard et non un voile », insiste le principal. Ces jeunes filles, turques le plus souvent, sont d'origine rurale. Avant la première « affaire » de Creil, en 1988, les rares filles qui portaient « passaient inaperçues », se souvient le principal, et les enseignants du collège, après s'être concertés, avaient décidé que le port du foulard ne représentait pas « une atteinte profonde à la laïcité ».

« Un sujet tabou »

« Il nous semblait préférable que ces filles viennent à l'école plutôt qu'elles subissent la pression familiale à la maison, rappelle le principal. Mais cette position de tolérance ne doit pas entraîner un abandon de l'ensei-

gnement obligatoire. » Pourtant, au nom de la laïcité, certains professeurs se disent insatisfaits. Opposé « par principe » au port du foulard en classe, un professeur de lettres estime qu'il lui est « impossible d'imposer ce principe à des élèves ». « C'est peu à peu devenu un sujet tabou », regrette-t-il. De fait, la position parfois intranquillante des jeunes filles au foulard a nécessité quelques explications. L'année dernière, des élèves avaient refusé de prendre part aux cours de natation. Un groupe de travail avait alors été créé, réunissant des parents d'élèves, des professeurs, des médecins et le recteur du Centre culturel islamique local. Si l'intervention de ce dernier avait permis de rappeler que le Coran ne s'oppose pas à la pratique du sport – « bien au contraire »,

du principe de neutralité ». Dans un entretien à l'hebdomadaire *Le Point*, samedi 10 septembre, François Bayrou écartait la solution législative (*Le Monde* daté 11-12 septembre). Il annonçait la future circulaire et, par le biais d'un message minitel interne, donnait des consignes de prudence et de discrétion aux 12 000 chefs d'établissement des lycées et collèges : « Vous devez préparer les élèves concernés en leur indiquant qu'ils ne devront plus porter ces signes ostentatoires, en vous gardant de donner l'occasion d'incidents qui entraîneraient des crispations (...) ».

Dans les établissements concernés, les responsables et les professeurs ont depuis longtemps, dans leur grande majorité, choisi la voie de la discrétion. Bon nombre de collèges et de lycées sont parvenus, par le dialogue, à éviter que les situations ne s'enveniment.

Cinq recours

Ainsi, au lycée Emmanuel Moannier de Grenoble (Isère), une jeune fille qui refusait de suivre les cours de gymnastique sans son foulard avait été exclue le 18 décembre 1993. Impossible alors, le dialogue devenant pourtant la clé de voûte de la solution proposée par le rectorat : bien que la lycéenne ait dépassé l'âge de la scolarité obligatoire, elle pourra terminer son année dans un autre établissement, situé dans la banlieue de Grenoble. Elle continuera

de porter le foulard pendant les cours et se coiffera d'un bonnet pendant les séances d'éducation physique et sportive.

Témoin de la gestion « douce » du dossier par les chefs d'établissement, le nombre de recours reste faible. Depuis le psychodrame de Creil, en 1989, seulement cinq affaires ont été examinées par les tribunaux administratifs, donnant lieu à trois arrêts du conseil d'Etat (dont un a conclu à l'irrecevabilité de la demande). La haute juridiction a fixé sa position en 1992 dans un arrêt qui avait annulé l'exclusion de trois collégiennes du collège Jean-Jaures de Montfermeil.

Cette décision d'espèce ne constitue pas, comme on l'entend souvent, un « feu vert » général donné au foulard, mais une censure des règlements intérieurs d'établissements qui interdisent, en termes généraux, le port du foulard sans référence à un trouble pour la vie du collège. Ce principe a été réaffirmé le 14 mars 1994 : le Conseil d'Etat a, à nouveau, ordonné la réinscription de deux jeunes Turques du collège Joachim-du-Bellay d'Angers, exclues en vertu d'un règlement intérieur interdisant de venir aux cours « la tête couverte ».

Une autre décision favorable au foulard a été prise, le 3 mai dernier, par le tribunal d'Orléans concernant deux élèves du lycée Ronsard de Vendôme (Loir-et-Cher). Cette fois, le règlement intérieur, calqué sur l'avis du conseil d'Etat, ne posait pas problème. Mais soulignait la « parfaite discipline » des jeunes filles, les juges ont estimé qu'elles n'avaient pas troublé la vie de l'établissement et que leur exclusion était illégale. Curieusement, le ministère de l'éducation nationale n'a pas fait appel de cette décision qui a incité des élèves du collège André-Malraux de Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret) à porter elles aussi le foulard. Le dialogue aidant, certaines ont accepté, depuis, de le retirer, tandis qu'un *modus vivendi* a été trouvé avec d'autres.

A l'inverse mais dans le même esprit, le tribunal administratif de Lyon a confirmé l'exclusion définitive de deux élèves du collège Xavier-Bichat de Nanua (Ain) qui refusaient d'ôter leur foulard en cours d'éducation physique, comme le leur avait demandé leur professeur, créant ainsi « une perturbation sérieuse dans le déroulement des activités pédagogiques ». Portée par les parents devant le Conseil d'Etat, l'affaire de Nanua donnera prochainement à la haute juridiction l'occasion de préciser sa jurisprudence.

MICHEL AULAGNON et PHILIPPE BERNARD

ERIC COLLIER

JUSTICE

Le texte de la note adressée par le conseiller Renaud Van Ruymbeke au procureur général de Rennes

« Des abus de biens sociaux ont été commis au profit de Gérard Longuet »

Dans sa note adressée le 19 septembre au procureur général près la cour d'appel de Rennes, le conseiller à la chambre d'accusation Renaud Van Ruymbeke commence par rappeler le point de départ de son enquête. Il est établi que René Trager, homme d'affaires nantais et financier occulte du PS, retire, début 1988, d'un compte à numéros qu'il possède à Lausanne (Suisse) un « back-chic en espèces » de 4,4 millions de francs français, crédité le 25 février 1988. « L'information suivie à mon cabinet devait établir, écrit le magistrat, que ces fonds provenaient de la société Font-Moussou, qui s'est vue à l'époque attribuer le marché nantais de la fourniture de tuyaux en fonte lié à la prise d'eau en Loire. Or René Trager put produire durant l'ins-truction un reçu établi à la main et signé d'un élu du Parti républicain », en l'occurrence Jean-Pierre Lapéque, élu du PR au conseil municipal de Nantes et membre de la commission qui venait d'attribuer à Font-Moussou le marché de la prise d'eau en Loire. De plus, le signataire du reçu reconnaissait que la somme versée l'était « en contrepartie de son influence lors de l'attribution du marché ».

Voulant « rechercher la trace de cet argent », le conseiller Van Ruymbeke a enquêté sur les comptes du PR, ainsi que sur le patrimoine de Gérard Longuet, trésorier du PR à l'époque des faits. En effet, écrit le magistrat, lors de ses auditions, Jean-Pierre Lapéque a « formellement mis en cause Gérard Longuet en sa qualité de trésorier et de responsable national du Parti républicain dans la mise en place du réseau de corruption ayant fonctionné de 1983 à 1988 à Nantes ». « A cette occasion, poursuit le conseiller, sont apparus les faits suivants relatifs à la construction d'une villa pour le compte des époux Longuet à Saint-Tropez, faits échappant à la saisine de la chambre d'accusation de Rennes et que je suis tenu de porter à votre connaissance aux termes de l'article 80 du code de

procédure pénale. Les époux Longuet, acquéreurs d'un terrain à Saint-Tropez, ont confié la construction de leur villa à un entrepreneur meusien, la SA Henri Céréda, attributaire de marchés publics importants du conseil général de la Meuse et de la ville de Bar-le-Duc et avec lequel Gérard Longuet entretenait des liens d'amitié depuis 1975-1976. L'enquête confiée au SRPJ de Nancy afin de rechercher si la construction de la villa a fait l'objet de paiements en liquide révèle que les travaux ont été très largement sous-évalués. De plus, l'examen des comptes bancaires de M. Longuet et d'Avenir 55, entreprise unipersonnelle au nom de Gérard Longuet, montre que les sommes facturées et officiellement réglées par Gérard Longuet à la SA Céréda, soit 2,5 millions de francs, proviennent pour une large part de la Cogedim et d'autres entreprises.

« 1. La sous-évaluation des travaux »
« a) Devis et règlement »
Un devis de 1 539 093 francs a été établi le 15 janvier 1989. En 1989, seul un acompte de 153 909 francs, a été réglé (12 mai). Puis l'entreprise Céréda a fait l'objet d'un contrôle fiscal du 6 février 1990 au 4 septembre 1990. Le 9 février 1990, Gérard Longuet s'est empressé de régler 250 000 francs à Céréda.

« Vers le milieu de l'année 1990, l'inspecteur des impôts a découvert le dossier relatif à la construction de la villa de Gérard Longuet et demandé des explications à M^{me} Céréda. Dès le mois de juillet, les événements se sont précipités. Le 6 juillet, Gérard Longuet a adressé un nouveau règlement de 300 000 francs. Puis deux acomptes ont porté le devis initial de 1,5 à 2,5 millions de francs, le premier de 570 053 francs le 15 juillet 1990, le second de 440 596 francs, le 15 octobre 1990.

« Gérard Longuet a remis un chèque de 200 000 francs le 17 septembre 1990 puis signé une série de six traites mensuelles de 221 000 francs échelonnées de novembre 1990 à avril 1991. Le solde de 200 000 francs a été

réglé en plusieurs fois de 1991 à 1993. Gérard Longuet a ainsi payé 2 529 444 francs.
« b) Le coût réel »
La commission rogatoire confiée au SRPJ de Nancy démontre que le coût réel de la construction a été sous-évalué dans des proportions très importantes. Gérard Longuet a réglé à Céréda 2,5 millions auxquels s'ajoutent 343 940 francs payés par son beau-frère, Bolloré, pour le compte de Gérard Longuet.

La piste du « trafic d'influence »

« En réalité, les éléments fournis par R. Céréda lui-même à la PJ ont permis aux inspecteurs de constater que la société Céréda a elle-même réglé 3 125 764 francs aux sous-traitants (...). Cela signifie que Céréda n'a même pas répercuté à Gérard Longuet ce qu'il a payé pour son compte. De plus, Céréda a fait cadeau à Gérard Longuet des mois de travail effectués par ses ouvriers à Saint-Tropez en vue de construire la villa. Les salaires des ouvriers, leurs frais de déplacement et d'hébergement pendant des mois et les charges patronales afférentes représentent 1 063 186 francs (de janvier 1989 à juillet 1990). Les fondations étaient réalisées en février 1989. En février 1990, la villa était achevée (gros œuvre et charpente). Les travaux effectués par Céréda ont été terminés avant l'été 1990 : les deux acomptes ont donc été établis a posteriori.

« Ces débours d'un montant total de 4,2 millions de francs ne tiennent compte ni des frais généraux de l'entreprise ni de sa main-d'œuvre. Entendu sur cet écart, M. Céréda ne l'a pas contesté pour l'essentiel. Il a affirmé qu'il avait récupéré 150 000 francs de matériaux, sans en apporter la preuve. Pour le reste, il s'est contenté de dire qu'il s'en était tenu au devis initialement fixé en vertu d'un accord verbal entre lui-même et Gérard Longuet.

« Cette explication est démentie par le fait que le devis initial ne s'élevait qu'à 1,5 million et non à 2,5 millions. Les deux acomptes de

juillet et octobre 1990 sont postérieurs à l'intervention de l'inspecteur des impôts et ne correspondent pas à la réalité car, à l'époque où ils ont été acceptés, Céréda avait déjà déboursé près de 4 millions.

« Ainsi ressort-il de ces éléments que des abus de biens sociaux ont été commis par R. Céréda au profit de Gérard Longuet auquel la qualification de récel d'abus de biens sociaux apparaît applicable. Si un lien était établi entre ces faits et l'obtention de marchés publics, ces faits seraient constitutifs de trafic d'influence.

« 2. L'origine des fonds »
« a) Les fonds versés en 1989 et 1990 »

« Si la construction de la villa a été sous-évaluée, la part effectivement payée, soit 2,5 millions, a une origine douteuse. Les règlements intervenus en 1989-1990 proviennent pour une large part d'Avenir 55, société-écran et « unipersonnelle » de Gérard Longuet, laquelle a été essentiellement alimentée par la Cogedim (1 140 000 francs) et, dans une moindre mesure, par la société JMP Conseil.

La contribution de la Cogedim

« Gérard Longuet a en effet transféré sur cette même période 1 060 000 francs du compte d'Avenir 55 à son compte personnel, lequel a ensuite été débité des chèques et traites Céréda. Le compte personnel de Gérard Longuet sur lequel ont transité ces opérations se présente ainsi :

Compte personnel de Gérard Longuet
Date..... 16/5/89
Recette..... 120 000
Origine..... Av. 55
Date..... 23/5/89
Dépense..... 153 909
Destination..... Céréda
Avenir 55 a reçu de JMP Conseil 237 200 francs en mars 1989 puis 284 640 francs de Cogedim en juillet 1989.
Date..... 7/2/90
Recette..... + 390 000
Origine..... Av. 55

Date..... 9/2/90
Dépense..... 350 000
Destination..... Céréda
« Le contrôle fiscal a débuté le 6 février 1990. Avenir 55 avait reçu de Cogedim un second chèque de 284 640 francs le 2 novembre 1989, placés en FCP en novembre 1989. La vente de ces FCP en février 1990 a permis le paiement de la majeure partie des 390 000 francs et donc le règlement Céréda.

Date..... 6/11/90
Recette..... + 225 000
Origine..... Av. 55
Date..... 19/11/90
Dépense..... 221 047
Destination..... Céréda
Date..... 1/12/90
Recette..... + 225 000
Origine..... Av. 55
Date..... 30/11/90
Dépense..... 221 047
Destination..... Céréda

« Cogedim a versé à nouveau 569 280 francs à Avenir 55 le 10 octobre 1990. Le 15 octobre, Gérard Longuet acceptait le second acompte au devis pour 440 596 francs. Les fonds versés par Cogedim ont permis le règlement des deux traites Céréda de 221 047 francs.

« Il apparaît ainsi que les fonds collectés par Gérard Longuet auprès de la Cogedim et de JMP Conseil ont contribué pour près de 1 million de francs au règlement des travaux. La question reste posée de la « réalité » des prestations effectuées par Gérard Longuet au profit de la Cogedim et de JMP Conseil. Il convient d'observer que la Cogedim s'est montrée généreuse ces dernières années en contribuant au financement de l'acquisition des locaux parisiens du Parti républicain, au financement du même parti à travers le Groupement des régies réunies (GRR), et à celui de la société Semper dirigée par le trésorier de l'UDF, M. de La Loyère (10 millions de francs).

« b) Les fonds versés en 1991 »
« Quant au solde dû à Céréda, il a été réglé à compter de 1991 par Gérard Longuet grâce, semble-t-il, à la lucrative vente des actions d'Investel en janvier 1991 (2,4 millions), affaire dans laquelle est impliquée la Générale

des eaux, qui apparaît comme un autre bailleur de fonds du Parti républicain. En effet :

« 10 millions ont été avancés le 31 mars 1988 par la CGE pour financer un prêt particulièrement avantageux de 12,5 millions de francs au taux de 3 % consenti à la SCl Constantine acquéreur de locaux loués au Parti républicain.

« La SFR, filiale de la CGE et qui aurait été attributaire fin 1987 d'un important marché relevant du ministère des télécommunications (concession du radio-téléphone) alors que Gérard Longuet était ministre, a financé le GRR pour plus de 18 millions de francs, de 1990 à 1992, c'est-à-dire postérieurement à la dernière loi d'amnistie.

« Je vous ai d'ailleurs informé, conclut le magistrat, il y a plusieurs mois, de l'existence d'abus de biens sociaux commis par Gérard Longuet à l'occasion de cette affaire. Ces faits, comme d'ailleurs ceux concernant Avenir 55, ne sont pas compris dans la saisine de la chambre d'accusation de Rennes et ne font l'objet, à ma connaissance, d'aucune poursuite.

Le ministre affirme avoir payé sa villa « au prix du marché »

Interrogé par l'agence France Presse, mardi matin 20 septembre, sur la note du conseiller Renaud Van Ruymbeke concernant le financement de sa villa de Saint-Tropez, Gérard Longuet a notamment déclaré : « Je n'en ai absolument rien à cirer. Le ministre de l'Industrie et président du Parti républicain, qui participait au Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) à Troyes (Aube), a indiqué qu'il avait payé sa villa « le prix du marché et même plus cher que le prix du marché ». « Il appartient à l'entreprise de s'expliquer, ce qu'elle a commandé à faire. Je m'en réjouis », a-t-il ajouté.

La chancellerie saisie

Suite de la première page

Jusqu'ici, M. Longuet a plaidé sa bonne foi, en s'estimant victime d'un acharnement injustifié. Ne devant pas de la route qu'il s'est depuis toujours fixée - aller jusqu'au bout des enquêtes, même si elles gênent des personnalités politiques - le conseiller Van Ruymbeke s'en tient, quant à lui, à une froide énumération des faits nuls au jour, comme en témoigne sa note dont nous publions l'intégralité.

C'est la troisième fois que, dans ses investigations sur le patrimoine de Gérard Longuet, le magistrat fait ainsi monter les enchères de façon spectaculaire. La note transmise lundi 19 septembre sur la « sous-évaluation » et le financement d'une « origine douteuse » de la villa du ministre constitue, en effet, un mélange de faits nouveaux et de rappels d'éléments déjà portés par le conseiller rennais à la connaissance de sa hiérarchie depuis six mois. Pour complète mais pas moins rigoureuse que les précédentes, sa nouvelle démonstration va placer la chancellerie, qui s'était contentée, jusqu'à présent, d'une modeste enquête préliminaire, dans une position délicate. Le conseiller ne manque d'ailleurs pas l'occasion qui lui est donnée d'augmenter la pression en soulignant que ses dénonciations antérieures n'ont abouti jusqu'à présent à aucune poursuite judiciaire n'étant ouverte.

La note du 19 septembre est l'aboutissement d'une série d'investigations, de révélations et de mises au point concernant le patrimoine de M. Longuet qui ont agité la scène politico-judiciaire et médiatique depuis plusieurs mois. Un feuilleton sur lequel pour rendre intelligible une affaire passablement compliquée. Ironie du sort, c'est en enquêtant sur une affaire de commission à laquelle

se trouvent mêlés l'industriel nantais René Trager et l'ancien ministre socialiste Georgina Dufoux que M. Van Ruymbeke est tombé sur une autre affaire de commission, d'un montant de 4,4 millions, dans laquelle il retrouve, autour d'un marché d'adduction d'eau de la ville de Nantes, René Trager, la société Pont-à-Mousson et un élu local du PR.

Cette affaire, dont on a beaucoup parlé ces derniers temps (le Monde des 8 et 14 septembre), va conduire le magistrat à s'intéresser aux comptes du PR, à la comptabilité d'entreprises qui le financent, puis au patrimoine du président de ce parti qui en était le trésorier à l'époque des faits, Gérard Longuet. Lancé sur la trace des 4,4 millions de francs, le magistrat met d'abord en évidence les flux d'argent liquide - au total 28 millions de francs - qui ont circulé, à la fin des années 80, sur les comptes du PR, de même que les contributions de grandes entreprises au financement du parti par le biais d'une régie publicitaire, le GRR. Il révèle notamment qu'une filiale de la Compagnie générale des eaux (CGE), la Société française de radiotéléphone (SFR), attributaire d'un important marché, en 1987, alors que M. Longuet était ministre des PTT, a acheté, par la suite, 18 millions de francs de publicité au GRR.

Après avoir, le juge avait détaillé le traitement de faveur (réduction de loyer, prêt avantageux) accordé aux dirigeants du PR par des filiales de la Cogedim, d'Acta et de la CGE pour l'achat des locaux parisiens de leur parti, boulevard Saint-Germain, à Paris. Déjà pliqué, on retrouve dans cette affaire Michel Rey, patron de l'une des grandes pompes à finances socialistes, la SAGES, que M. Van Ruymbeke a fait emprisonner, pendant sept mois, en 1992. Le Parti républicain vou-

lait s'agrandir. Or Michel Rey habitait un appartement voisin. Il l'aurait donc cédé pour 3 millions à la Cogedim, qui l'aurait alors loué au PR. La transaction, à laquelle aurait participé M. Longuet, aurait donné lieu à un dessous de table de 6 millions de francs qui a atterri sur un compte suisse de Michel Rey après un passage par la Banque du Luxembourg. Le magistrat, qui aimerait bien vérifier l'origine de cette somme, poursuit ses recherches.

Des financements déguisés ?

C'est la présence insistante dans ces affaires du trio formé par la CGE, la Cogedim et M. Longuet qui a tout naturellement conduit M. Van Ruymbeke à s'intéresser à la fortune de celui-ci. Tout particulièrement à une série d'investissements immobiliers et financiers survenus entre 1988 et 1992 : construction d'une villa à Saint-Tropez et fonctionnement de deux sociétés créées par M. Longuet, Avenir 55 et Investel. Chaque cas va bientôt susciter chez les enquêteurs de multiples questions. Pourquoi faire construire une villa dans le Var par un entrepreneur de la Meuse, domicilié à Bar-le-Duc, ville dont, qui plus est, M. Longuet est l'élu ? Pourquoi un devis initial si bas : 1,5 million de francs ? Pourquoi, début 1990, M. Longuet a-t-il déboursé que 150 000 francs alors que les travaux étaient fort avancés ? Pourquoi a-t-il attendu pour corriger le devis à la hausse (2,5 millions) et accélérer ses paiements que le fisc vienne mettre son nez dans les comptes de l'entreprise en question, la SA Céréda ? Enfin, sans cet impondérable, l'entreprise aurait-elle reçu les 2,5 millions ? N'aurait-elle pas plutôt été payée en argent liquide ou en marchés ?

La comptabilité d'Avenir 55, société créée en 1987 alors que M. Longuet était secrétaire d'Etat chargé des PTT, n'a pas suscité moins de perplexité. A quel titre cette officine, initialement chargée

de gérer la permanence du député de la Meuse, a-t-elle encaissé plus de 2 millions de francs entre 1988 et 1992, dont 1 million payé par la Cogedim et 500 000 francs par une société de gestion de biens, une société de montage, la Ristoir d'Investel, un fonds d'investissement mis sur pied par M. Longuet début 1989, c'est un comble de fées financier qui suscite une admiration teintée d'incrédulité. M. Longuet a investi 62 500 francs au départ. Or, deux ans plus tard, il va toucher un pactole de 2,3 millions de francs. Car, entre-temps, Investel, via une société financière, a acheté des actions de Radio-Nostalgie qui ne vont pas de monter. A ces profits s'ajoute le fait que M. Longuet, PDG des deux sociétés, bénéficie alors d'une rémunération annuelle de 600 000 francs prévue pour dix ans. Reste enfin, comme dans le cas d'Avenir 55 et Cogedim, une étonnante coïncidence : la présence de la CGE, qui a mis 10 millions de francs dans l'affaire.

Les réponses du ministre de l'Industrie

Pour les enquêteurs des SRPJ de Rennes et de Nancy, il semblait clair, après ce premier tour de piste, que les montages Investel et Avenir 55 avaient permis à M. Longuet de bénéficier de financements déguisés de la CGE et de la Cogedim. Ainsi, les 6 et 24 mai, dans deux notes consacrées à ces sociétés, Renaud Van Ruymbeke informe-t-il le procureur général de Rennes de faits qui lui paraissent « constituer des délits d'abus de biens sociaux, voire de trafic d'influence et de corruption » imputables à M. Longuet. L'accusation se précise. Face à ces révélations, dont la presse se fait l'écho, le ministre de l'Industrie contre-attaque, sur le même terrain, non sans panache, en s'expliquant sur ses comptes.

Sa villa ? Il a choisi l'entrepreneur à Bar-le-Duc, parce que c'est un ami et qu'il a « toute confiance » en lui. Pour financer la construction, il a d'abord bénéfi-

cié de prêts-relais, puis il a achevé de payer grâce à la vente d'Investel. Tout a été réglé par chèques bancaires. Fin 1990, 90 % des travaux avaient été payés. Les soupçons tiendraient à une confusion dans les dates et à des règlements étalés dans le temps. Quant aux rumeurs laissant entendre que l'entreprise Céréda aurait pu, en contrepartie d'une sous-facturation des travaux, obtenir des marchés publics dans la Meuse, le ministre les récuse avec force, menaçant au passage ceux qui les reprendraient des foudres de la justice. Tout récemment, son entourage expliquait que René Céréda s'était initialement engagé, par un accord verbal, à ne pas dépasser une enveloppe de 2,5 millions. Une objection tardive à laquelle le juge répond dans sa note.

Avenir 55 et la Cogedim ? De 1988 à 1990, après la première cohabitation, M. Longuet aurait mis à profit sa compétence d'ancien ministre des PTT pour faire du conseil aux entreprises. C'est ainsi qu'un contrat de deux ans, assorti d'un forfait annuel de 560 000 francs, aurait été signé avec la Cogedim, qui s'intéressait au concept des « immeubles intelligents ». M. Longuet aurait travaillé sur un projet de téléport (pôle de télécommunications) dans les Hauts-de-Seine. Les sommes reçues ont servi à payer son salaire (15 000 francs par mois) et les charges d'Avenir 55.

Investel ? C'est un pari gagné, répond-il en ajoutant qu'après tout, le profit n'est pas un délit. Quant à la CGE, sa présence s'explique moins par les relations amicales qu'entretenant son PDG, Guy Dejouany, avec Gérard Longuet, que par la logique du paysage audiovisuel. Le ministre se veut sévère : ses revenus et son patrimoine « sont transparents ». Dans son entourage, on s'inquiète cependant de ce déballage, des violations du secret de l'instruction et de « l'acharnement » mis à fouiller un passé que l'on estime, en tout état de cause, couvert par l'amnistie.

Pendant tout ce temps, que fait le ministre de la justice ? En mai et juin derniers, il répond aux révélations du conseiller rennais en ordonnant l'ouverture d'une enquête préliminaire et d'un complément d'enquête. Procédure modeste dans la mesure où l'enquête préliminaire, échelon le plus faible des poursuites, se déroule sous le contrôle étroit du parquet. Cette attitude, que le juge déplore ouvertement dans sa dénonciation de lundi, semble, à l'époque, l'avoir plutôt aiguillonné. A la veille des grandes vacances d'été, il avait relancé son enquête avec l'aide des SRPJ de Rennes et de Nancy. Aujourd'hui sa démonstration semble faiblir.

Il appartient maintenant à M. Longuet de répondre à une charge particulièrement lourde pour lui. Quant à la chancellerie, jugera-t-elle que, cette fois-ci, les faits et l'argumentation méritent l'ouverture d'une information judiciaire ? Ce serait sans doute le seul moyen de vérifier, de façon contradictoire, le bien-fondé des accusations du magistrat et, au besoin, d'aller plus loin. En d'autres termes, de poursuivre l'enquête là où M. Van Ruymbeke, malgré toute son habileté procédurière, n'a pas la possibilité juridique de s'aventurer.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Commune de MONTGENEVRE

Mise en œuvre de la révision du Plan d'Occupation des Sols M. Le Maire de Montgenèvre par arrêté en date du 15 septembre 1994, a mis en œuvre la procédure de révision du POS. A cet effet, il a arrêté la liste des services de l'Etat et des personnes publiques qui y seront associés. Le présent arrêté peut être consulté en mairie.

SANTÉ

Séances de

devant les

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

Séances de

SOCIÉTÉ

SANTÉ

La remise en question du système de la gestion hospitalière

Simone Veil annonce d'importantes réformes devant les deuxièmes Assises nationales des CHU

S'exprimant, lundi 19 septembre, lors de l'ouverture des secondes Assises nationales des hôpitaux universitaires, Simone Veil, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, a annoncé d'importantes réformes des modes de financement et des structures de ces établissements. M^{me} Veil a notamment annoncé la généralisation, dès 1996, des programmes de médicalisation des systèmes d'information (PMSI) hospitaliers, l'adaptation du principe des « références médicales » à l'activité hospitalière, ainsi qu'une refonte et un recentrage de l'ensemble des activités médicales hospitalo-universitaires.

TOURS

de notre envoyé spécial

Inquiète de leur pouvoir, de leur corporatisme et, souvent, de leur conservatisme, Simone Veil a toujours entretenu des relations difficiles avec les représentants des centres hospitalo-universitaires (CHU). Ces centres, fleuron du système hospitalier français, sont aujourd'hui confrontés à une crise majeure, structurelle, financière et, au total, existentielle. S'exprimant lors des secondes Assises nationales des hôpitaux universitaires, le ministre des affaires sociales et de la santé a profité de cette occasion pour révéler les grandes lignes d'un programme de restructuration de ces établissements. M^{me} Veil retient trois orientations principales de réforme.

« Le renforcement de la cohérence entre programmation et financement ; « Un effort très important a été accompli au cours des deux dernières années pour définir, région par région, l'évolution souhaitable des établissements de soins publics et privés. Cette réflexion s'achève actuellement avec la signature, par les préfets de région, des schémas régionaux d'organisation sani-

taire, a déclaré M^{me} Veil. Préparés en concertation avec l'ensemble des acteurs du monde hospitalier ainsi qu'avec les élus locaux et les personnels, ces schémas, dont l'application se fera progressivement sur les cinq prochaines années, offrent désormais la possibilité d'une évolution raisonnée et raisonnée de l'offre des soins. (...) C'est un impératif de santé publique que de rationaliser l'organisation de l'offre des soins. C'est également une condition de maîtrise intelligente des dépenses hospitalières. »

Il s'agit, en d'autres termes, de tenir ici une fusion des échelons de planification et d'allocation des ressources. Actuellement les premiers se situent au niveau régional, les seconds à l'échelon départemental. La réforme en cours consistera à établir la primauté d'une enveloppe budgétaire hospitalière régionale répartie par les préfets de région après avis consultatif des préfets de département. Plus que l'option défendue par le ministère du budget (et un moment par l'Hôtel Matignon) avec la création d'« Assurances publiques » à l'échelon régional, et contrairement à certaines options d'aménagement du territoire défendues par le ministère de l'intérieur, il semble que les thèses de M^{me} Veil l'aient ici emporté.

« Une meilleure connaissance de l'activité médicale dans les hôpitaux : « Après dix ans de budget global au cours desquels on s'est prononcé trop souvent, faute d'information, sur l'opportunité d'indexer de manière trop uniforme les dotations, a expliqué M^{me} Veil, les tensions auxquelles sont soumis les établissements hospitaliers les plus dynamiques sont devenues parfois insupportables. A l'inverse, d'autres établissements hospitaliers connaissent des ventes de situation qui ne sont pas acceptables à l'heure où les difficultés financières de l'assurance-maladie pèsent si fortement sur l'équilibre

des comptes sociaux. Cette situation ne peut plus durer. Aussi ai-je demandé que soit accéléré le programme de médicalisation du système d'information afin que nous disposions enfin d'informations médicales susceptibles d'éclairer les choix budgétaires. » Si l'expérimentation en cours dans la région Languedoc-Roussillon donne des résultats positifs, M^{me} Veil annonce que, « dès 1996, l'activité médicale évaluée selon des critères aussi objectifs que possible (constituera) un élément déterminant pour l'allocation des budgets aux hôpitaux. »

Faute, parfois, de moyens et, plus souvent, d'une réelle adhésion du corps médical (inquiété de l'utilisation qui pourrait en être faite), les programmes de médicalisation des systèmes d'information ne se sont pas développés au rythme souhaité par les ministères de tutelle. M^{me} Veil semble aujourd'hui convaincue de la valeur de ces systèmes qui devraient permettre de parvenir à une évaluation de l'activité hospitalière et à de véritables comparaisons entre les établissements publics et privés.

« Une évolution de la structure des CHU : « Le moment me semble venu d'entamer une réflexion sur l'évolution des CHU et sur la définition des missions qui leur sont confiées, a déclaré M^{me} Veil. Je m'interroge sur la possibilité de distinguer au sein d'un même hôpital des unités ayant une vocation essentiellement tournée vers les soins classiques et d'autres qui relèvent avant tout de la recherche (...). Je sais combien ce sujet est délicat. Je me doute qu'il ne sera guère populaire. » Pourtant, pour beaucoup de participants aux Assises nationales, la perspective d'en finir avec le caractère « monolithique » des CHU apparaît fort lointaine, quand elle ne leur semble pas illusoire.

JEAN-YVES NAU

Un rapport d'une mission interministérielle dénonce les dérives inflationnistes

Un rapport de l'inspection générale des affaires sociales, de l'inspection générale de l'administration et de l'inspection générale des finances, rendu public mardi 20 septembre, critique très sévèrement la gestion hospitalière. Les auteurs de ce document, considèrent que « des mécanismes régulateurs sont indispensables » et jugent nécessaire d'accélérer « le processus de restructuration permettant de réduire les capacités excédentaires ».

Sévères, les conclusions du rapport de la mission interministérielle sur les hôpitaux réalisés par les inspections générales des ministères des finances, des affaires sociales et de l'intérieur ne surprennent sans doute pas grand monde. L'inventaire des dysfonctionnements du monde hospitalier - inflation des dépenses, inéquité dans la répartition des moyens imputable au système du budget global, absence de mécanismes permettant d'apprécier les coûts comme la qualité des différents services - a maintes fois été dressé. Toutefois, il n'est pas indifférent qu'un tel verdict soit prononcé par les corps d'inspection des trois administrations concernées par l'activité des hôpitaux. L'analyse y gagne en précision mais aussi, et surtout, en crédibilité. Les gouvernements qui succéderont s'en prévaloir pour agir disposeront d'un argument de poids.

Le rapport expose ses critiques sans souci de froisser la susceptibilité des acteurs du milieu hospitalier. « Il est proprement stupéfiant que la nation consacre 300 milliards de francs aux établissements hospitaliers publics et privés sans que leurs activités soient mesurées, les coûts connus et que la qualité des prestations - permises dans les hôpitaux - soit véritablement justifiée des dépenses de crédit - soit même seulement approchée », se désolent les hauts fonctionnaires en concluant leurs travaux.

Les rapporteurs passent au crible

les différentes dérives inflationnistes, à commencer par le système de budget global « qui repose sur une photographie des budgets de 1984 » et impose « une répartition de la ressource (...) déconnectée de l'activité actuelle » des hôpitaux. Par ailleurs, l'augmentation des effectifs (qui absorbe 70 % des budgets) s'est surtout opérée au profit des personnels médicaux puisque le nombre de praticiens a doublé depuis 1978.

Malgré ces critiques, la mission interministérielle écarte l'idée d'une unification à l'acte ou par pathologie. Il s'agit donc de rester dans le cadre d'un budget global, mais à condition que celui-ci soit déterminé sur la base de contrats d'objectifs négociés entre l'établissement et les directions départementales des affaires sanitaires et sociales (DDASS). De tels contrats seront conclus à partir des références recueillies par le biais du PMSI (évaluation du coût des actes médicaux en fonction des pathologies traitées) afin de mesurer les écarts entre hôpitaux et, donc, d'annuler progressivement les disparités non justifiées. A ces ressources s'ajoutera une enveloppe nationale « indexée sur un des indicateurs de ressources envisageables : le produit intérieur brut par exemple ». Pour les cliniques privées, la mission préconise une refonte des tarifs en s'inspirant du codage des actes et des

références médicales en place pour la médecine de ville. Enfin, la mission interministérielle se penche sur l'épineuse question de la restructuration hospitalière. Constatant que les schémas régionaux d'organisation sanitaire (SROS) créés dans le cadre de la loi hospitalière n'ont guère donné de résultats, elle propose que les pouvoirs publics reprennent, « mais cette fois fermement et en fonction d'une directive nationale (...), le processus de restructuration permettant de réduire les capacités excédentaires ». Objectif : s'aligner en cinq ans sur la carte sanitaire qui estime à 50 000 lits, sur un total de 560 000, le nombre de lits excédentaires. Pour y parvenir, il faudrait que soient déterminées des normes de sécurité claires, mais aussi des « coûts de référence », afin que la discussion s'engage sur des bases plus objectives. « Ceci conduit en particulier, souligne les trois inspections, à réexaminer la place du CHU dans le système de santé et à proposer une révision de son organisation. »

Ce rapport permettra sans doute aux pouvoirs publics d'y voir un peu plus clair. En attendant, il constitue un signal supplémentaire adressé aux milieux hospitaliers. Respective présidentielle oblige, ceux-ci disposent tout de même d'un sursis supplémentaire.

JEAN-MICHEL NORMAND

SPORTS

FOOTBALL : prison ferme à un supporter violent. - Un supporter bordelais qui avait agressé Guillaume Wamoz, le gardien de but de Lens, le 10 septembre à Bordeaux, a été condamné, lundi 19 septembre, à quinze jours de prison ferme, 4 000 francs d'amende et deux ans d'interdiction de stade par le tribunal correctionnel de Bordeaux. Olivier Becker, 31 ans, devra se présenter au commissariat de son quartier aux heures des matches des Girondins sous peine de recevoir une amende de 200 000 francs.

TENNIS : La mort de Vitas Gerulaitis attribuée à un chauffage au propane défectueux. - Vitas Gerulaitis est mort après avoir inhalé accidentellement du monoxyde de carbone dégagé par un appareil de chauffage au propane défectueux, a annoncé, mardi 20 septembre, la police de Southampton (Etats-Unis), où le corps de l'ancien champion avait été retrouvé dimanche (le Monde du 20 septembre). L'autopsie n'ayant rien révélé sur les causes du décès du joueur, des analyses approfondies en toxicologie devraient être pratiquées. - (AFP.)

REPÈRES

IMMIGRATION

Trente et un étrangers « sans papiers » interpellés lors d'une opération de police

Trente et un étrangers en situation irrégulière, qui avaient été interpellés, dimanche 18 septembre, lors d'une vaste opération de police à Châteaurenard (Bouches-du-Rhône), ont fait l'objet, lundi, d'arrêts de reconduite à la frontière et ont été placés au centre de rétention d'Aranc, à Marseille. Ces personnes, parmi lesquelles se trouvent vingt-neuf Marocains, un Tunisien et un Algérien, ont été contrôlées sur le marché de Châteaurenard lors d'une opération menée sur réquisition de Charles Modat, procureur de la République de Tarascon. Il s'agit, selon ce dernier, de constater l'« impression de tolérance à l'égard des étrangers en situation irrégulière parmi la population ».

RELIGIONS

Le Père Christian Montfalcon administrateur du diocèse de Lyon

Après la mort du cardinal Decourtray, le Père Christian Montfalcon a été nommé, lundi 19 septembre, par le collège des consultants du diocèse de Lyon comme administrateur diocésain, jusqu'à la nomination par le pape d'un nouvel archevêque. Evêque auxiliaire de Lyon, Mgr Jacques Faivre reste coordonnateur du diocèse. (Né à Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône) le 3 octobre 1928, ordonné prêtre en 1953 pour le diocèse de Lyon, Christian Montfalcon a exercé son ministère dans des paroisses de Lyon (Notre-Dame de Bellecombe, Saint-Joseph des Brotteaux), avant d'être nommé à la direction des œuvres du diocèse et de devenir à Paris numéraire national adjoint de l'action catholique des milieux scolaires et sociaux. De retour à Lyon, il est délégué de l'archevêque pour la pastorale de la famille et de la santé. En 1984, il est nommé vicaire épiscopal et en 1994 vicaire général.)

Chirurgie's sangriff

Le Cur dans toutes ses formes au meilleur prix !


Dans une grande Université

CALIFORNIE FLORIDE

Stages linguistiques ou Etudes. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America

CEPES 42, avenue Bosquet 75007 PARIS (1) 45 50 28 28

LA RENTREE EPICÉE



Christophe Bourseiller

"TOUS LES COUPS SONT PERMIS"

19H-21H

RTL



Les cobayes nucléaires de l'armée rouge

Il y a quarante ans, une bombe atomique a été larguée par les Soviétiques au-dessus d'un champ de manœuvres où opéraient 44 000 hommes

Le 14 septembre 1954, une bombe atomique de 20 kilotonnes (un peu plus puissante que celle d'Hiroshima) explosait au-dessus du terrain de manœuvres militaires de Totsk (Oural), lors d'un exercice auquel participaient 44 000 hommes. Il ne s'agissait ni d'un accident ni d'un acte d'agression, mais d'un « exercice d'étude » imaginé par l'état-major soviétique pour voir comment les soldats de l'armée rouge se comporteraient dans les conditions réelles d'un conflit nucléaire. Il faudra attendre le milieu des années 70 pour que la CIA lève un coin du voile, en révélant cette expérience nucléaire en vraie grandeur. La presse soviétique a commencé de l'évoquer en octobre 1989.

Quarante ans plus tard, les États-Unis et la Russie ont mené sur le même polygone, début septembre, leurs premières manœuvres militaires conjointes — mais sur un thème humanitaire. Une telle « expérience » paraît aujourd'hui insensée. A l'époque, pourtant, la rivalité entre le bloc de l'Est et l'Occident laissait planer la menace d'un conflit nucléaire et les états-majors des deux super-puissances se préparaient activement à une telle éventualité. Les Américains avaient d'ailleurs, de leur côté, déjà procédé à des essais du même genre, quoique plus limités, dans les îles Marshall (Pacifique). Côté soviétique, une vingtaine de scénarios d'emploi de l'arme nucléaire dans un conflit armé avaient été étudiés par les responsables de l'armée rouge entre 1949 et 1953, et des exercices avec « imitation » d'utilisation d'armes nucléaires avaient été effectués.

Masques à gaz et crânes rasés

C'est dans ce contexte que fut décidée l'organisation de manœuvres militaires avec utilisation d'une bombe nucléaire réelle. L'utilisation du polygone de Kapoustine-Yar, à l'est de Stalingrad (aujourd'hui Volgograd), destiné aux tirs de fusées, fut un moment envisagée, mais le choix se porta finalement, au printemps 1954, sur la région de Totsk, dans le sud de l'Oural, connue pour ses camps militaires depuis Catherine II. Le territoire retenu correspondait tout à fait aux impératifs recherchés : végétation assez variée, bois et taillis alter-

nant avec la steppe, deux rivières parcourant un paysage très européen.

Le maréchal Gueorgui Joukov, ministre de la défense, fut chargé, en personne, de l'organisation des manœuvres. Les préparatifs et l'entraînement des troupes furent menés bon train. « Ce fut très dur. Il fallait souvent porter les masques à gaz, parfois même dormir avec », se souvient Valéry Bentsianov, à l'époque jeune recrue dans une garnison de Biélorussie. « Foncez comme vous l'avez fait à Berlin », aurait lancé le maréchal Joukov aux tankistes qui, selon lui, manquaient de détermination. Tous les soldats reçurent, un beau jour, l'ordre de se faire immédiatement raser le crâne. La nuit même, ils étaient embarqués dans des trains à destination d'un camp spécialement aménagé à une vingtaine de kilomètres au sud de ce qui sera le « point zéro ».

Les préparatifs sur le terrain durèrent quarante-cinq jours. Ils furent notamment consacrés à creuser 380 kilomètres de tranchées et à aménager plus de 500 abris, blindés ou non. Six cents chars et pièces d'artillerie tractées, 600 autres canons et mortiers, 600 véhicules de transport blindés, 320 avions et plusieurs milliers de véhicules de toutes sortes seront utilisés, au total, pour l'exercice. Une partie sera disposée, selon trois axes partant de l'épicentre jusqu'à une distance de 5 kilomètres, dans le but d'étudier les effets de l'onde thermique et de l'onde de choc sur ce matériel. Des vaches, chèvres, moutons, chiens et même chameaux serviront de cobayes.

L'exercice se déroula devant les ministres de la défense de la plupart des pays du bloc de l'Est. Le scénario était le suivant : l'armée des « Orientaux », disposant de l'appui de l'arme nucléaire, devait, après l'explosion de la bombe atomique, faire mouvement vers l'ouest, pour attaquer celle des « Occidentaux ». Retenues derrière une rivière, les Orientaux se trouvaient à 5 kilo-



mètres à l'est de l'épicentre de l'explosion. Les Occidentaux, concentrés à 12 kilomètres au sud-ouest du point zéro, se replieront rapidement vers l'ouest après un mouvement vers leurs positions avancées de défense aussitôt après l'explosion.

Pour rendre la situation encore plus réelle, l'explosion au sol de deux charges d'explosifs classiques mettant le feu à des tonnes de mazout et de pétrole — imitant ainsi de manière assez réaliste des explosions nucléaires de faible puissance — fut programmée près des lignes occidentales. « Les soldats n'étaient pas au courant et les ont pris pour de vraies explosions atomiques. Ce fut très impressionnant pour juger de leurs réactions », affirme le général Zelenov, qui fut l'un des premiers à se rendre rapidement sur le site. Des tirs d'artillerie et des bombardements aériens (réels) en piquèrent encore à l'ambiance d'une bataille véritable.

Deux quadrimoteurs Tupolev-4 furent spécialement aménagés pour le transport et le largage de bombes atomiques. Pendant un mois, chacun des équipages effectua treize vols d'entraînement (une centaine d'heures au total), dont certains le long de tout le trajet de 680 kilomètres séparant leur base du site de Totsk. « Pour préserver le secret, on alla même

jusqu'à donner des pseudonymes aux pilotes », se souvient le colonel Constantin Liassikov, qui, pendant dix ans, largua des bombes nucléaires sur divers polygones d'essai. Le bombardier était accompagné de six chasseurs Mig, de deux hélicoptères et de quatre avions pour la prise de films et la météo.

La bombe fut larguée de 8 000 mètres d'altitude. Elle explosa à 350 mètres du sol, à 7 h 33 min locale, avec un écart seulement de 270 mètres par rapport au point prévu. Le pilote eut le temps de s'éloigner de l'épicentre, mais l'onde de choc le rattrapa, soulevant son appareil de 50 à 60 mètres. Une demi-heure après l'explosion, une flotte de 86 bombardiers Iliouchine-28 protégés par 42 chasseurs Mig-17, larguèrent 688 bombes de 250 kilos chacune sur le site. « Éliminant un point d'appui important, détruisant 44 % des postes de tir de l'ennemi et 25 % des mannequins ».

L'alerte atomique avait été proclamée dix minutes avant l'explosion. Certains soldats regagnèrent alors leurs abris. Pour d'autres, un peu plus éloignés du point de largage, la consigne était tout simplement de se coucher sur le ventre, les pieds tournés vers le point zéro. Plusieurs participants ignorèrent les ordres et observèrent l'explosion. La brochette de

maréchaux et généraux installés dans un poste d'observation à une dizaine de kilomètres de l'épicentre ont vu leurs képis s'enlever sous l'effet de l'onde de choc. Une minute après l'explosion, le nuage de particules radioactives et de poussières était à 4 kilomètres d'altitude. En sept minutes, il monta à 15 kilomètres. Le panache s'éloigna vers le nord-est, les premières retombées, considérées comme « peu dangereuses » par les responsables de l'expérience, se produisant, selon eux, à des dizaines de kilomètres du site, une heure après le tir.

Un exercice

« barbare et monstrueux »

Le premier détachement motorisé arriva sur le site, deux heures et demie après, en passant un peu au nord de l'épicentre. Une petite unité blindée en faisait autant, par le sud. Les troupes avançaient en colonnes le long des routes avec, à leur tête, des éléments de reconnaissance radioactive. « Dans la zone de l'épicentre, le sol était couvert d'une fine croûte vitreuse de sable fondu, crissant et se brisant sous les pas, se souvient le général Zelenov. Tout autour, la belle chénopée avait disparu, des herbes brûlaient, des cailloux flambants couraient encore, des bovins se consumaient, les entrailles étaient carrément enfouies dans le sol, leur tourelle à moitié fondue. Certains des avions, qui étaient couverts d'une bache blanche, avaient bien résisté, d'autres moins. Mais tous étaient plus ou moins inclinés sous l'effet de l'onde de choc ».

Les quelques villages les plus proches du polygone furent évacués. La population des autres localités, un peu plus éloignées, reçut simplement la consigne suivante : « Partez lorsque vous entendrez l'alarme. Coucher vous, ventrer à terre. Après la détonation, rentrez chez vous et fermez tout ».

Quelles furent les doses reçues par les soldats et les populations ? Sur le site même, les capteurs installés à 730 mètres du point zéro indiquèrent 65 roentgens/heure deux minutes après l'explosion, 10 R/h au bout de 10 minutes et 1,5 R/h après 47 minutes. Si des éléments d'infanterie avaient traversé à pied la zone irradiée une heure après l'explosion, à 300 ou 400 mètres de l'épicentre, ils auraient reçu une dose ne dépassant pas 1 à 2 rems (1), a affirmé le général Varfolomeï Korobouchine, « docteur en sciences militaires », dans une interview aux *Izvestia* en mars 1990. En véhicules blindés, la dose aurait été, selon lui, 4 à 8 fois moindre.

Y a-t-il eu des victimes ? La question demeure aujourd'hui sans véritable réponse, dans la mesure où pendant plus de trente ans pratiquement rien de précis ne filtra sur l'exercice. En 1990, une association des « vétérans » ayant pris part aux différentes campagnes d'essais nucléaires a été créée à Saint-Petersbourg. Elle essaie de regrouper ceux qui restent. Tâche difficile.

Certains accusent les responsables d'alors d'avoir fortement sous-estimé les conséquences des explosions. « Je me suis trouvé dans la zone de l'épicentre une heure et demie après l'essai. On suivait les chars. Deux heures après notre passage dans la zone de l'épicentre, on nous fit prendre un bain et revêtir de nouveaux uniformes. Aucune autre mesure, aucun contrôle dosimétrique. Deux ans plus tard, je perdais toutes mes dents. J'ai eu un ulcère à l'estomac, une cirrhose du foie et deux infarctus », nous a déclaré Ernst, un ancien de Totsk, en juillet 1991.

Répondant aux questions de quelques journalistes le 8 septembre dernier à Totsk, à l'issue des manœuvres russo-américaines, le général Pavel Gratchev, ministre de la défense de la Russie, qualifiait l'exercice de septembre 1954, de « barbare » et de « monstrueux »...

SERGE BERG

La science en ballons

Héritiers directs des montgolfières, ils emmènent dans la stratosphère les expériences les plus complexes

AIRE-SUR-L'ADOUR (Landes)
de notre envoyé spécial

SILENCIEUSE, majestueuse, l'énorme poire argentée se glisse entre les petits strato-cumulus qui parsèment le ciel bleu de cette belle matinée de septembre. Un monstre rutilant de 100 000 mètres cubes, haut de 38 mètres. Au bout de la « chaîne de vol » de près de 150 mètres de longueur, une petite nacelle de 338 kilos bourrée d'instruments scientifiques qui, dans moins de deux heures, voguera dans la stratosphère, à 35 kilomètres d'altitude, bien plus haut que ne pourrait l'emmener le plus performant des avions. Certains ballons stratosphériques dépassent le million de mètres cubes et celui-ci est plutôt « petit ».

Depuis trente ans qu'ils exploitent le centre de lancement d'Aire-sur-l'Adour, les ingénieurs du Centre national d'études spatiales (CNES) en ont lâché plus de deux mille quatre cents. Les chercheurs, explique Michel Audibert, chef de la division ballons du CNES, apprécient beaucoup ces engins capables de naviguer longtemps dans la stratosphère, jusqu'à 45 kilomètres d'altitude, trop haut pour les avions (qui ne dépassent guère les 20 kilomètres), trop bas pour les satellites.

Avec les États-Unis, la France fait figure de leader dans ce domaine très particulier de l'aéronautique. Tout a commencé en 1961, se souvient Robert Regipa, adjoint de Michel Audibert, à la suite d'une série d'expériences conduites par les Américains à Minneapolis. Après une campagne de vingt lancements menée l'année suivante aux Kerguelen, en dépit des vents violents qui caractérisent cet archipel situé au sud de l'océan Indien, près du continent Antarctique, une pre-

mière base fut installée fin 1963 sur le terrain d'aviation d'Aire-sur-l'Adour, dans un ancien atelier de planeurs de la société Potez.

Une époque héroïque. Les proches de l'équipe participaient parfois à la confection des ballons assurée aujourd'hui par la société Zodiac International (fabricant des canots pneumatiques du même nom). « Nous avions tout à apprendre. Il nous fallut vingt ans pour comprendre sur le tas la mécanique et la physique aérodynamique », raconte Robert Regipa. Les matériaux, qui devaient tenir à des températures de l'ordre de -90 degrés rencontrées couramment dans la stratosphère, nous posaient aussi beaucoup de problèmes.

Du trou d'ozone à la planète Mars

Tous gardent un excellent souvenir de ces débuts difficiles et, aujourd'hui encore, « les gens affectés à la division ballons répugnent à la quitter », reconnaît un responsable du CNES. C'est, en effet, l'un des seuls secteurs du domaine spatial où les ingénieurs maîtrisent toute la chaîne, depuis la conception des expériences et des véhicules jusqu'à leur lancement. « Avec un budget relativement modeste d'environ 30 millions de francs, la division ballons présente un rapport coût-efficacité remarquable », souligne Jean-Daniel Levi, directeur général du CNES.

Sans doute moins spectaculaire que les lancements d'Ariane, les vols de ballons n'en représentent pas moins un secteur de haute technologie, « très tourné vers l'avenir, et qui attire les scientifiques du monde entier », souligne M. Levi. Sur les 427 lancements effectués entre 1983 et 1993 par la division ballons, 222 l'ont été pour le compte de chercheurs étrangers (Américains, Japonais

ou Européens). La météorologie et, plus généralement, l'étude de l'atmosphère constituent l'un des sujets principaux des expériences embarquées par les ballons.

On peut ainsi mesurer *in situ* les aérosols ou les gaz de l'atmosphère — les ballons sont très adaptés à l'étude du « trou d'ozone » — ou étudier les mouvements des masses d'air. Dans ce dernier cas, les énormes ballons stratosphériques ouverts remplis d'hydrogène, qui présentent l'inconvénient de redescendre vers le sol la nuit, sont remplacés par des ballons pressurisés, à volume constant, gonflés à l'hélium, qui peuvent voler plusieurs mois. Entre 1970 et 1972, la trajectoire de cinq cents ballons de ce type, dérivant autour de l'Antarctique à 12 kilomètres d'altitude avec une nacelle scientifique de 10 kilos, a été suivie pendant trois mois par des satellites dans le cadre de l'expérience Eole. Une campagne similaire baptisée « Stratéole » devrait être reconduite entre 1998 et 2001 avec deux cents autres ballons, plus gros, évoluant à 18 ou 20 kilomètres d'altitude.

Les ballons peuvent aussi compléter, ou même remplacer avantageusement, les satellites en

permettant la réalisation d'expériences d'astrométrie, de géophysique ou de biologie, pour un coût dix fois inférieur (1). C'est ainsi que le télescope français Pronos devrait voler à la fin de ce mois sous un ballon américain. A Aire-sur-l'Adour, de nombreux vols sont consacrés aux tests de matériels utilisés sur les satellites, comme les cellules photovoltaïques. Larguée à 42 kilomètres d'altitude par un ballon stratosphérique, une maquette de 700 kilos de la navette américaine a même passé le mur du son dans le ciel landais en septembre 1990, pour une étude de rentrée atmosphérique. Les ingénieurs de la division ballons du CNES vont bientôt se rendre à Kiruna (Laponie suédoise) pour tester de la même manière la capsule spatiale Huygens qui devrait plonger dans l'atmosphère de Titan, un des satellites de Saturne, en novembre 2004.

Si dix-huit pays dans le monde procèdent à des lancements de ballons, seuls les États-Unis et la France maîtrisent la technique des gros engins de plus de 1 million de mètres cubes. Les Français sont, par ailleurs, les seuls à poursuivre activement des études pour développer de nouveaux engins.

C'est ainsi qu'ils ont mis au point une « montgolfière à infrarouge » capable d'emmener une charge de 50 kilos pendant plusieurs mois à une altitude de 30 kilomètres le jour et 20 kilomètres la nuit (Le Monde du 23 février 1983). L'une d'elles a effectué un double tour du monde en 1988. Les chercheurs du CNES ont aussi réalisé des ballons qui furent lâchés dans l'atmosphère de Vénus en juin 1985 par les sondes soviétiques Vega-1 et 2. Ils mettent actuellement la dernière main à des astrorats qui pourraient voler dans l'atmosphère martienne au début du siècle prochain.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Le prix de revient d'un vol de ballon stratosphérique varie entre 300 000 francs et 900 000 à 1 million de francs pour les plus gros, qui peuvent emmener des charges utiles de 25 tonnes. Un tir d'Ariane (4,4 tonnes de charge utile) coûte environ 700 millions de francs.

(Publié)

DES BIOLOGISTES RÉVOLUTIONNENT LA VIE DE LA PEAU Un rajeunisseur de peau ?

On sait que la Biologie est la science de la vie. On sait aussi que c'est par l'étude de l'infiniment petit que cette science fait faire à l'humanité des pas de géant.

Ces vérités s'appliquent aux biologistes Biotherm. Eux qui étudient la vie de la peau dans ses mécanismes les plus intimes. Eux qui ont découvert dans le plancton des sources thermales le micro-organisme le plus bénéfique pour la peau.

Issu de leurs recherches les plus avancées, Biojeunesse est le premier soin de jour au Plancton Thermal Biotchnologique™ (P.T.B.™).

Sous l'action de Biojeunesse, les résultats mesurés attestent que la peau redevient plus lumineuse (82 %), plus dense (74 %), plus souple (91 %), et que ses rides diminuent visiblement (52 %). Autant de signes qui, additionnés, confirment que la peau revit au mieux de son potentiel biologique. En résumé : elle apparaît réellement rajeunie !

Découvrez et jugez par vous-même le premier soin rajeunisseur de peau au Plancton Thermal Biotchnologique™ : Biojeunesse de Biotherm.

* Résultats contrôlés auprès de 94 femmes.

Physico-chimie du vivant Systématique Biodiversité Ecologie Sciences de la Terre Sciences de l'Homme

Les candidats désireux de se présenter sur un emploi scientifique du Muséum National d'Histoire Naturelle doivent au préalable être inscrits sur la liste de qualification aux fonctions, soit de Maître de Conférence, soit de Professeur du Muséum National d'Histoire Naturelle. Dossier à retirer au :

Muséum National d'Histoire Naturelle
Service du Personnel,
57, rue Cuvier 75005 PARIS
où ils devront être retournés le vendredi 7 octobre 1994, délai de rigueur.

Les candidatures à chacune des commissions scientifiques spécialisées de l'INSERM pour les collèges A1, A2, B1, B2 et C sont recevables jusqu'au 17 octobre 1994 (12 heures), délai de rigueur, au :

Bureau des Elections de l'INSERM
ADR 15
16, Av. P. V. Couturier
94407 VILLEJUIF CEDEX
Tél : 45.59.32.37
Fax : 45.59.32.00

Les imprimés à utiliser pour faire acte de candidature seront à la disposition des intéressés auprès du :

Bureau des Elections de l'INSERM (ADR 15)
et des administrations déléguées régionales de l'INSERM, à partir du 26 septembre 1994.

ILE-DE-FRANCE

Signé à Troyes en présence de MM. Pasqua et Balladur

Un contrat de plan interrégional va associer la région parisienne et ses sept voisines

A l'occasion de la réunion à Troyes, mardi 20 septembre du comité interministériel d'aménagement du territoire, M. Balladur devait patronner la signature d'un contrat de plan entre l'Etat d'une part et l'Ile-de-France associée à ses sept voisines d'autre part. Cette coopération interrégionale est jugée exemplaire par les responsables de l'aménagement du territoire, mais il a été difficile de la faire admettre par les élus régionaux qui redoutaient l'impérialisme parisien.

La photo risque de faire frémir dans bien des régions éloignées de Paris. On y verra le premier ministre et le ministre de l'intérieur entourant les huit présidents des régions du Bassin parisien pour la signature du premier contrat de plan interrégional. Elle devait être prise mardi 20 septembre, à l'occasion du comité interministériel d'aménagement du territoire de Troyes (Aube).

Ces observateurs, sans doute un peu amers, auront alors à l'esprit que MM. Balladur et Pasqua sont les deux initiateurs du vaste débat sur l'aménagement du territoire, au cours duquel l'Ile-de-France a souvent été présentée comme responsable des déséquilibres entre les régions métropolitaines. En patronnant ce contrat, cependant, le chef du gouvernement et son ministre de l'aménagement du territoire apportent leur soutien à une ébauche d'union entre la puissante région parisienne et ses voisines.

Comme il l'a déjà fait à l'occasion du volet politique de cet accord, c'est-à-dire au moment de la signature de la charte du Bassin parisien (*Le Monde* du 6 avril), M. Pasqua devait même saluer le caractère exemplaire de cette opération. Les responsables de la DATAR, qui ont mis au point tous les détails de ce contrat, estiment d'ailleurs que « le plan interrégional du Bassin parisien constitue une étape essentielle pour [...] le renouveau de la politique d'aménagement du territoire. »

Mettre fin à la « guéguerre »

Avec un milliard de francs, les crédits investis dans ce plan de cinq ans sont pourtant bien modestes en regard des contrats signés par l'Etat avec chacune des régions de cette alliance (par exemple, 34 milliards de francs pour la seule Ile-de-France). Un tiers des crédits de ce plan interrégional est apporté par l'Etat, la plus grande part du dernier tiers est apportée par le Centre, la Champagne-Ardenne, la Basse-Normandie, la Haute-Normandie et la Picardie, alors que deux autres régions n'interviennent qu'au prorata du seul département

concerné : les Pays de la Loire pour la Sarthe et la Bourgogne pour l'Yonne.

Plus que les sommes en jeu, c'est donc bien la démarche des élus qui va être saluée par MM. Balladur et Pasqua. Ils jugent sans doute bon, à quelques mois d'une échéance électorale importante, de calmer le jeu et de mettre un terme à cette « guéguerre » qui a vu certains élus provinciaux dénoncer avec véhémence

d'un « réseau métropolitain maillé ».

« Il y avait deux manières d'arriver à ce résultat, explique François Wehloff, chargé de ce dossier à la DATAR depuis 1990, soit on tentait de faire de grandes métropoles, comme Lyon et Lille, des alternatives à Paris, mais on risquait alors de laisser de côté tout le reste du territoire. Soit on cherchait à créer un réseau de villes pour les rendre attractives à

régional de Champagne-Ardenne ainsi été le dernier, le 12 septembre, à adopter en seconde lecture ce contrat de plan. Jean Kaltenbach, le président RPR ne dispose, comme chacun de ces collègues, que d'une majorité relative. Il avait été mis en minorité le 17 juin parce que les élus des Ardennes et de la Haute-Marne avaient jugé que les actions du plan interrégional favorisaient la Marne et l'Aube. M. Kalten-

Le contrôle de la construction de bureaux sera assoupli

Le comité interministériel d'aménagement du territoire, réuni mardi 20 septembre à Troyes, devait décider de modifier les règles des permis de construire des bureaux en Ile-de-France. La construction et l'occupation des bureaux dans la région parisienne dépendent de ce qu'on appelle les « agréments ».

L'« agrément utilisateur » est accordé aux entreprises qui souhaitent louer ou construire des bureaux pour leur propre usage. Cette formalité a été suspendue jusqu'au 31 décembre 1994, le 24 mars 1993, entre les deux tours des élections législatives, par Michel Sapin, ministre de l'économie dans le gouvernement Bérégovoy. Cette décision a été sans grand effet sur le marché de l'immobilier d'entreprises qui connaît toujours un réel marasme.

L'« agrément constructeur », dont ont besoin les investisseurs pour lancer une opération, est pour l'instant délivré par le comité

de décentralisation. Le secrétariat de cet organisme, qui siège à la DATAR, est tenu par le ministère de l'équipement. Différents services de l'Etat et un expert de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris y participent. Cet agrément est nécessaire pour la construction de bureaux de plus de 2 000 mètres carrés. La règle est différente s'il s'agit de « bureaux en blanc », c'est-à-dire sans locaux au moment de la construction, ou « affectés ».

L'« agrément est nécessaire pour la construction de bureaux affectés » dont on connaît le futur utilisateur, dans toute la région sauf dans les cinq villes nouvelles. Pour les « bureaux en blanc » situés dans l'ouest de Paris et dans 24 communes des Hauts-de-Seine, l'« agrément est accordé si 2 mètres carrés de logement sont construits quand est réalisé 1 mètre carré de bureau. L'Etat a ainsi voulu favoriser l'équilibre de la région vers l'est en évitant que la plupart des nouveaux bureaux ne soient

construits dans des secteurs déjà développés. Dix des vingt-quatre communes des Hauts-de-Seine concernées ont cependant pu passer une convention avec les pouvoirs publics. Celle-ci redonne aux maires la responsabilité de la délivrance des permis de construire des bureaux à condition qu'ils restent dans le quota imposé.

En raison de la crise économique, la plupart n'ont eu aucune difficulté à respecter cette convention. Seule la commune de Boulogne-Billancourt a dépassé ce quota, ce qui l'a ramené sous la « tutelle » du comité de décentralisation.

La CIAT de Troyes va étendre à l'ensemble des communes et à des regroupements de commune, la possibilité de remplacer l'« agrément par des conventions avec l'Etat. Celles-ci seront modulées dans le temps et en fonction de la volonté de rééquilibrage de la région, inscrite, département par département, dans le nouveau schéma directeur.

C. de C.

Le poids de l'Ile-de-France. Maurice Dousset, le président (UDF-PR) de la région Centre, est à cet égard particulièrement explicite : « Nous avons préféré faire la paix plutôt que de continuer à lutter contre plus fort que nous. »

Le rapprochement entre l'Ile-de-France et ses sept régions voisines date des tentatives du gouvernement socialiste d'imposer sa vision de l'aménagement du Bassin parisien. En créant une conférence permanente, ces élus - tous dans l'opposition sauf Jean-Pierre Soisson, alors président (Mouvement des réformateurs) de la Bourgogne - cherchaient à contester certaines des thèses développées en 1992 par la DATAR. Les points de vue des présidents de région et des responsables de l'aménagement du territoire se sont rapprochés dès le lendemain des élections législatives. Aussi en juin 1993, leur « scénario de l'équilibre » n'était plus très éloigné d'une des propositions de la DATAR pour maîtriser la croissance de l'Ile-de-France : celle

l'échelle européenne. C'est ce que nous tentons de faire dans le cadre de la Charte et du plan interrégional du Bassin parisien. »

Après les déclarations d'intention consignées dans la charte que le gouvernement avait tenu à faire signer dès le printemps aux élus, le plan marque en effet les premières réalisations communes. Au grand dam des écologistes, près de la moitié des crédits sont affectés aux routes. Il s'agit essentiellement de financer une rocade, composée de la RN 154 entre Rouen et Orléans et de la RN 31 entre Rouen et Reims. Cette « route du blé » est une aubaine pour la région Ile-de-France puisqu'elle lui évitera de construire sur son territoire, avec toutes les difficultés prévisibles, la quatrième rocade dont elle aurait eu besoin pour désengorger le trafic de transit sur la Francilienne, l'A 86 et même sur le boulevard périphérique.

Intérêt bien compris

Cet exemple permet de comprendre comment Michel Giraud, le président (RPR) du conseil régional d'Ile-de-France, a pu faire passer aussi facilement auprès des élus franciliens cette idée nouvelle : financer des opérations dont aucune n'intervient sur le propre territoire de la région. Car pour les routes, pour les transports en commun, mais aussi pour le développement et la coopération universitaires, comme pour les actions en faveur de l'environnement, aucun crédit du plan interrégional n'est directement affecté à l'Ile-de-France. « Solidarité », dit Michel Giraud. « Intérêt bien compris », répondent les responsables de la DATAR. Ils estiment que ce plan, comme le nouveau schéma directeur entré en vigueur à la fin de l'hiver dernier, vont faciliter un « développement harmonieux » de l'Ile-de-France, et lui permettre ainsi de conserver tous ses atouts comme capitale européenne.

Définir ces opérations a demandé de longues négociations dans les bureaux de la DATAR. Il fallait assurer à chacune des sept régions concernées qu'aucune n'allait être favorisée. Au sein même de certaines assemblées, ce plan a effectivement été quelquefois mal compris. Le conseil

bach a donc dû présenter des mesures d'accompagnement pour les « zones défavorisées » du nord de la région.

A la demande d'une majorité de conseillers régionaux bourgeois, Jean-François Bazin, nouveau président RPR de la région, a présenté le plan au conseil général de l'Yonne, seul département concerné, avant de le soumettre à sa propre assemblée. Antoine Rufenacht, président (RPR) de Haute-Normandie, a vu ce plan retenir une première fois, comme l'a été son contrat de plan. « Il fallait expliquer que ce plan nous permet de voir trois francs s'investir là où nous ne mettons qu'un franc, et que nous risquons de tout perdre. »

Aux yeux de beaucoup, ce contrat va immanquablement rappeler les sept « espaces de coopération interrégionaux » qui ont figuré un temps dans le projet de loi sur le développement du territoire et dont la présentation, dans des limites précises, avait tant soulevé de critiques que le gouvernement avait dû renoncer à ce qui pouvait être perçu comme une volonté de redécoupage administratif. La carte de la DATAR, pourtant, laissait volontairement floues les frontières de ces « espaces » pour donner aux régions la possibilité de s'associer librement à condition d'être contiguës. La nouvelle loi sur la reconquête du territoire devrait d'ailleurs remplacer les « ententes régionales » actuelles, limitées à quatre partenaires, par une nouvelle forme d'établissements publics dans lequel les représentants de l'Etat seraient associés à ceux des régions qui souhaitent se regrouper.

Il sera alors possible pour une région d'adhérer à plusieurs de ces « unions ». Charles Baur, le président (UDF-PSD) de Picardie qui est à la tête de la conférence permanente des présidents du Bassin parisien depuis sa création, a ainsi déjà pris contact avec Marie-Christine Blandin, la présidente écologiste du conseil régional du Nord. « Nous avons besoin de coopérer entre régions voisines. Le développement économique de nos territoires ne connaît pas les frontières administratives. Ce sont 20 000 Picards qui vont travailler chaque jour en Ile-de-France. »

CHRISTOPHE DE CHENAY

Restauré par le Musée de l'air

Le prototype du Concorde sera montré au public au prochain Salon de l'aéronautique

Le prototype Concorde 001, entièrement remis à neuf, devait quitter la base aéronautique navale de Dugny, en Seine-Saint-Denis, mardi 20 septembre, pour Le Bourget, où il sera repeint dans un hangar d'Air France en blanc brillant, sa couleur d'origine, avant d'être montré au public lors du prochain Salon de l'aéronautique, en 1995.

Le parrainage de MM. Léotard et Bosson

L'opération de sauvegarde du prototype, coparrainée par les ministres de la défense, François Léotard, et des transports, Bernard Bosson, n'aurait pu être possible sans le soutien moral, matériel et financier de nombreux partenaires et mécènes. Si une telle opération devait être chiffrée (location des hangars, heures de travail, fournitures du matériel et des produits), elle aurait pu avoisiner les 7 à 8 millions de francs. Or, selon le général Gilbert Biousse, directeur des collections et de la production du musée de l'air, « ont travaillé sept jours sur sept, de 7 H 30 à 18 heures, sur la « machine ».

Le ponçage jusqu'à la mise à nu du métal sur les zones corrodées et l'enlèvement de la corrosion ont pris beaucoup de temps. Près de dix mille heures de travail ont été nécessaires pour décaper les 1 200 mètres carrés de surface de l'appareil et traiter méticuleusement chaque vis et chaque rivet. L'opération s'est achevée le 28 juillet. Le mois d'août a été consacré aux finitions et au débossillage soigné de l'avion. Toutes les corrosions ont dû être enlevées à la brosse avant d'être mastiquées. Les portes inférieures des nacelles-réacteurs ont été ouvertes et nettoyées, tandis que certaines pièces (portes d'accès aux réservoirs, antennes, capots en composite) ont dû être déposées pour être traitées en atelier. Les équipements des atterrisseurs ont été, quant à eux, expédiés chez Messier-Bugatti, qui a accepté de prendre en charge leur rénovation.

Trois mois et demi après le premier coup de ponceuse, donné par le général Antoine Dumas, directeur du Musée de l'air et de l'espace du Bourget, Concorde 001 est prêt à être repeint. Il devrait quitter la base de Dugny mardi - mais c'était à la condition que le temps ne soit pas à la pluie... - pour être convoyé jusqu'au Bourget, dans un hangar prêt par Air France. Les travaux de peinture terminés, il regagnera son abri dans la zone militaire vers la mi-octobre.

Flambant neuf, il ne restera plus qu'à effectuer la centaine de marches et à effectuer la centaine de marches.

Urbanisme Une solution de rechange à la ZAC des Amandiers

Dans le quartier de Ménilmontant, dans le vingtième arrondissement de Paris, où s'affrontent habitants et promoteurs (*Le Monde* du 6 septembre), l'association Archi-XX' ouvre ses ateliers pour sensibiliser l'opinion sur les problèmes d'urbanisme. Depuis la création en 1953 de la ZAC des Amandiers destinée à reconstruire ce quartier, les associations de locataires se sont multipliées.

Créée par des milieux francophiles américains, Archi-XX' présente une solution de rechange au projet municipal. Celle-ci prend en compte l'environnement socioculturel du quartier, afin d'éviter le départ des habitants face à la pression immobilière.

► Archi-XX' : 49, rue des Parfums, 75020 Paris ; de 10 heures à 18 heures, jusqu'au 9 septembre.

La tradition au service de la politique

La Creuse à Paris

Pendant deux jours, samedi 17 et dimanche 18 septembre, la place Duchat, dans le quatorzième arrondissement, à deux pas de la gare Montparnasse, a été transformée en carrefour villageois avec ses artisans et sa ferme. Atteinte de chevaux de trait, batteuse sifflante et rutilante, on se croyait revenu un demi-siècle en arrière dans un coin de la France rurale. Organisée par la mairie du quatorzième et l'association Les Amis de la Creuse, cette Fête de la moisson voulait « promouvoir l'image du département à travers les arts et les traditions rurales ».

La tradition d'émigration du pays des maçons vers la région parisienne n'est pas oubliée, puisque, par exemple, six cents personnes participent aux activités de l'association Les Amis de la Creuse. Paris fut au dix-neuvième siècle une des principales zones d'accueil des Creusois contraints de quitter une région restée en marge de la révolution industrielle. Aujourd'hui encore ce département perd mille habitants par an sur une population totale de cent trente mille personnes.

M. B.

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

Voici les films nouveaux qui seront présentés dans les salles parisiennes à partir de mercredi 21 septembre.

LE COLONEL CHABERT. Film français d'Yves Angelo : Forum Horizon, 1 (36-68-51-25) ; Gaumont Les Halles, 1 (36-68-75-55) ; réservation 40-30-20-10 ; Rex, 2 (36-65-70-23) ; 14 Juillet Hauteville, 6 (46-33-79-38) ; 36-68-68-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83) ; 36-68-68-12) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (36-68-75-55) ; réservation 40-30-20-10 ; Saint-Lazare-Pasquier, 8 (43-67-35-43) ; 36-65-71-88) ; UGC Biarritz, 8 (36-68-48-56) ; 36-65-70-81) ; UGC Opéra, 9 (36-68-21-24) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-90-81) ; 36-68-68-27) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; 36-65-71-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (36-68-62-33) ; Eclair, 13 (47-07-28-04) ; UGC Gobelin, 13 (36-68-22-27) ; Mistral, 14 (36-65-70-41) ; réservation 40-30-20-10 ; Montparnasse, 14 (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; 36-68-68-24) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (36-68-70-38) ; réservation 40-30-20-10 ; Gaumont Convention, 15 (36-68-75-55) ; réservation 40-30-20-10 ; UGC Maillot, 17 (36-68-

31-34) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; réservation 40-30-20-10. TUEURS NÉS. (*) Film américain d'Oliver Stone, v.o. : Forum Horizon, 1 (36-68-51-25) ; Les Trois Loups, 6 (46-33-97-77) ; 36-65-70-43) ; UGC Odéon, 6 (36-68-37-62) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8 (36-68-75-55) ; réservation 40-30-20-10 ; UGC Normandie, 8 (36-68-48-56) ; Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-88) ; réservation 40-30-20-10 ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-67-90-81) ; 36-68-68-27) ; UGC Gobelin, 13 (36-68-22-27) ; Gaumont Parnasse, 14 (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; 36-68-68-24) ; v.f. : Rex, 2 (36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6 (36-65-70-14) ; 36-68-70-14) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; 36-68-61-08 ; réservation 40-30-20-10 ; UGC Lyon Bastille, 12 (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelin Rodin, 13 (36-68-75-55) ; Mistral, 14 (36-65-70-41) ; réservation 40-30-20-10 ; Montparnasse, 14 (36-68-75-55) ; UGC Convention, 15 (36-68-29-31) ; Pathé Clichy, 18 (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96) ; 36-65-71-44 ; réservation 40-30-20-10.

CONCERTS

ERRATUM
CONCOURS INTERNATIONAL DE PIANO
LUNDI 19 SEPTEMBRE À
SAMEDI 24 SEPTEMBRE 1994
9 h 30 - 12 h et 14 h - 18 h

JEUDI 22 SEPT. à 20 h 30

Eglise
Saint-Etienne-du-Mont
Place du Panthéon Paris 5^e
GRANDS MOTETS
de Jean-Philippe RAMEAU
par le
CONCERT SPIRITUEL
Dir. Hervé NIQUET

LUNDI 26 SEPT. - 20 h

OPÉRA NATIONAL
DE PARIS
BASTILLE

ORCHESTRE DE L'OPÉRA
NATIONAL DE PARIS

Dir. : Myung-Whun CHUNG

OLIVIER MESSIAEN
Les Offrandes oubliées

OLIVIER MESSIAEN
Concert à quatre
Y. Loriod, C. Cantin
H. Rostropovitch, H. Holliger

CAMILLE SAINT-SAËNS
Symphonie n° 3
M. Matthes, orgue

LUNDI 3 OCTOBRE - 20 h

OPÉRA NATIONAL
DE PARIS
AMPHITHÉÂTRE BASTILLE

LES MUSICIENS DE
L'ORCHESTRE DE L'OPÉRA
NATIONAL DE PARIS

CONCERT DE PERCUSSIONS

CRUMB - BERIO - DONATONI
JOLIVET - CAGE - BOIVIN

MERCREDI 5 OCTOBRE - 20 h 30

THÉÂTRE des CHAMPS-ÉLYSÉES
Anne-Sophie Mutter, violon

Lambert Orkis, piano
STRAVINSKY, BEETHOVEN
CURRIER, SCHEMANN
50 F à 390 F. Tél. : 49-52-50-50

MARDI 11 OCTOBRE - 20 h 30

Salle Pleyel - 45-61-53-00
PIANO ★ ★ ★ ★

Alfred
BRENDÉL

Sonatas de Beethoven
Op. 78 - Op. 79 - Op. 28
Op. 90 - Op. 7

Théâtre
Champs-Élysées

Mardi 4 octobre
20 h 30

THE LONDON
PHILHARMONIC

Dir. : Franz WELSER-MÖST
Soliste : Gil SHAHAM

Beethoven
Benjamin
Tél. loc. : 49-52-50-50

Le Monde
HEURES LOCALES

Le supplément
consacré à la vie
et aux initiatives
des communes,
départements
et régions

ARCHITECTURE

Pierre Mauroy inaugure le nouveau centre commercial de la métropole du Nord

Euralille ou le génie de la transfiguration

Le nouveau centre commercial d'Euralille, de l'architecte Jean Nouvel, devait être inauguré, mardi 20 septembre, par le maire de Lille, Pierre Mauroy.

LILLE

de notre envoyé spécial

Avec l'inauguration du grand centre commercial qui relie la bonne vieille gare de Lille-Flandre à la nouvelle gare TGV Lille-Europe, les habitants de la métropole du Nord ont désormais leur accès quotidien à l'un des plus vastes et peut-être l'un des plus mystérieux projets d'Europe. Ainsi, ont-ils théoriquement accès par la même occasion aux clés permettant de comprendre la signification et la fonction de cet ensemble jeté à deux pas du cœur de Lille par l'architecte néerlandais Rem Koolhaas - avec, faut-il le préciser, l'accord de Pierre Mauroy - et dont la réalisation a été répartie entre plusieurs noms prestigieux, selon une logique qui rappelle l'ordre alphabétique du Who's who : Gilles Clément, pour le parc urbain, François Deslaugier pour le viaduc Le Corbusier, Jean-Marie Duthilleul pour la gare TGV, Rem Koolhaas pour le centre de conférences, Jean Nouvel pour le centre commercial, Christian de Portzamparc pour la tour du Crédit lyonnais. Claude Vasconi pour le World trade center. Tous associés à de bons architectes locaux. Grands noms nationaux ou réputations régionales ne changent rien au fait qu'Euralille soit sans doute l'un des plus vastes projets d'Europe, à la fois sur les plans économique, urbain, et architectural. Sans équivalent en France en tout cas, si l'on excepte l'opération Seine Rive gauche, à Paris, inachevée et d'ailleurs plus prudente à cet égard que son homologue du Nord.

Des apprentis sorciers

Est-on bien certain en effet qu'un seul homme puisse décider ce que sera un tel morceau de ville, soixante-dix hectares, cent vingt à terme, selon un concept à la rigueur valide en 1988 mais qui pose, six ans après, plus d'une question. On peut s'interroger sur la logomachie de l'univers de l'urbanisme, sur l'ambition plus ou moins raisonnée des grandes villes françaises, sur l'intelligence spéculative, enfin, des groupes bancaires ou institutionnels qui ont permis le lancement d'Euralille : 5,3 milliards de francs dont 3,7 milliards de francs pour le privé, pour s'en tenir aux chiffres fournis par les services d'Euralille.

Bien sûr, on ne peut juger de façon lapidaire une entreprise complexe soutenue par des noms si brillants. Même si le grand public ne sait pas forcément qui est qui. S'il ignore comment Deslaugier a œuvré pour la Grande Arche, que Duthilleul est la star de la SNCF, que Vasconi est l'un de nos plus prolifiques et efficaces maîtres-d'œuvre, y compris à l'étranger, que de Portzamparc a obtenu la plus haute récompense internationale pour la Cité de la musique, pourquoi Koolhaas est devenu un monstre sacré aux yeux de ses confrères français. Il a généralement oublié aussi que Gilles Clément est l'un des plus talentueux auteurs du parc André-Citroën. Et il n'est pas sûr qu'il comprenne dans quelques jours pourquoi le projet de Jean Nouvel pour le Grand Stade de la Plaine-Saint-Denis sera retenu ou éliminé. Jamais sans doute l'architecture, l'urbanisme, le paysage n'auront autant fait parler d'eux. Mais jamais aussi l'écart n'aura été aussi grand entre les connaissances d'un public confiné dans la contemplation de mouvements de mode et des spécialistes qui, sans guère se soucier ou sans s'en apercevoir, sont passés du rôle de pompiers tentant d'éteindre la catastrophe urbaine des années 70 à celui d'apprentis sorciers allumant les brasiers du troisième millénaire. Euralille est exemplaire de cette démarche périlleuse.

Non pas qu'Euralille soit un projet intrinsèquement mauvais. A une heure de Paris, à deux pas de Bruxelles, à portée de main de Londres, guère plus loin d'Amsterdam et des villes de la Ruhr, il aurait fallu que Pierre Mauroy soit aveugle pour ne pas voir quel

gisement potentiel représentait pour l'avenir ces vastes friches, presque au centre de la ville, à cinq minutes à peine de la mairie de Lille. Pourrait-il être plus perspicace sur la façon dont la récession cueillerait son projet ? Pourrait-il se douter que la charrette de brillants conseillers qu'il avait appelés et regroupés sous le titre enivrant de Cercle de qualité le conduirait à cette idée économiquement périlleuse ? Il lui aura fallu en tout cas guillotiner une des trois tours initialement prévues à cheval sur les voies du TGV - position dont nous continuons à mal mesurer l'intérêt urbain face à ses surcoûts financiers - il aura fallu, mais on s'en doutait depuis longtemps, remettre à des jours meilleurs, sinon faire une croix sur l'alibi culturel que représentait la Fondation européenne pour la ville et l'architecture, la FEVA. Quant aux bureaux, prestigieux et proposés à des tarifs tout aussi élevés (1 150 francs le mètre carré), ils n'ont séduit ni les entreprises locales habituées à des loyers deux fois moindres, ni leurs homologues parisiens. Qu'en sera-t-il à moyen et long terme, lorsqu'on connaît les revers de la spéculation à Paris comme à Londres ?

Un bon investissement

Euralille, dans sa globalité, semble promettre de beaux jours à ses supporters financiers. Cela vaut-il cependant pour chacune de ses parties ? Passons sur les infrastructures vitales que représente en particulier la gare Lille-Europe. Laissons à son mystère la tour du Lyonnais, signée par Portzamparc, surmontée en raison de sa forme tantôt le flipper, tantôt la chaussure de ski et qui se dresse au-dessus du Triangle des gares avec la curieuse fierté d'une grand-mère de western juchée sur un chariot de pionniers. Laissons de même mûrir le World trade center et sa tour...

Reste alors le centre commercial, inauguré le 20 septembre, et le centre de conférences, ouvert aux amateurs sous le nom de Grand Palais, depuis le début de l'été. Dans l'un et l'autre cas, trois perceptions au moins s'affrontent : la première concerne l'insertion et la signification urbaines, la seconde tient à l'architecture des deux édifices, la troisième relève enfin du programme qui conditionne leur éventuelle réussite commerciale et, cela, indépendamment d'éventuels retours d'image moins potifs que ceux envisagés par notre Cercle de qualité.

Sur ce dernier point, la réussite du centre commercial paraît relever de la logique, aux aléas près de la reprise de la consommation, tandis qu'un échec du Grand Palais serait une injure faite à l'intelligence de cet outil manifestement performant. Le centre commercial a d'ailleurs trouvé acquiescent pour la plupart de ses cent trente commerces, tous d'amples dimensions (soit au total quinze mille mètres carrés), pour son hypermarché (douze mille mètres carrés), sinon pour la totalité de ses onze moyennes surfaces (au total à nouveau douze mille mètres carrés). De même, on voit mal comment les trois petites tours qui le portent, la quatrième

restant toutefois à l'état de croupon, et une cinquième relevant encore de l'architecture virtuelle, ne trouveraient pas d'enthousiastes occupants puisqu'elles ont déjà défini le profil de ceux-ci : étudiants, agents de la SNCF... Dans le cas du Grand Palais également, quelques pots de fleurs, trois draperies de velours rouge, quelques mètres de tapis de même couleur discrètement rajoutés pourraient-ils ne pas convaincre les plus traditionalistes congressistes de faire leur le centre de conférences malgré sa « sauvagerie » architecturale.

Pour les Lillois et les Japonais

Prenons un peu de recul. Selon le dogme qui régnait à la fin de la dernière décennie, dogme dans lequel s'entrechoquaient les notions de chaos, de complexité, de violence urbaine, voire de déconstruction, Koolhaas a fondé à Lille un urbanisme qui devait enthousiasmer les Lillois comme les Japonais qui, comme chacun sait, sont au cœur de l'Europe. Le désordre de la banlieue, la multiplication d'entrées de villes sinistrées par de vastes hangars et des centres commerciaux particulièrement agressifs pour le paysage, tout cela légitimait des références appuyées à un urbanisme aussi « sauvage et incertain », comme on le disait alors à l'Institut français d'architecture.

Qui dit référence dit souvent allégeance et le projet Koolhaas aura été aussi soumis aux normes de son temps qu'un palais baroque ou qu'une HLM des années 50. Nouvel et lui-même auront donc dû loger leur projet sous de vastes hangars, dans la logique des casemates métalliques qui font le charme de nos périphéries. Dieu soit loué ! L'un et l'autre ont le génie de la transfiguration, même s'il est à craindre que l'utilisation forcée de matériaux bas de gamme ne soit pas un gage de longévité. Nouvel a lancé un grand voile qui se distingue, outre les trois tours mentionnées, par un large auvent fort bien nommé d'ailleurs puisque, ainsi disposé à tous vents, il ne protégera guère le public. Au moins sert-il d'enseigne. A l'intérieur, il a procédé un peu comme au CNIT, construisant ses niveaux commerciaux de façon indépendante de la toiture qui les protège. Ce vaste hangar scintille, brille. Il amusera peut-être les chalandes venus de Lille, Roubaix, Tourcoing et qui sait, de plus loin, du Japon.

Koolhaas, lui, qui a installé il est vrai son Palais des congrès sur un terrain légèrement à l'écart d'Euralille, cerné de voies ferrées et d'autoroutes, nous a fait un autre type de hangar, ellipsoïde, aussi aimable, les courbes exceptées, que n'importe quelle aire de stockage, n'importe où en France ou dans le monde et sans doute encore au Japon. L'homme est

cependant diabolique. Une fois entré dans son palais, on se trouve confronté à un jeu de matières, d'espaces, de formes, qui se plient, se brisent, sans doute avec une grande dureté, avec une belle désinvolture pour les habitants de ses contemporains, mais avec une imagination sans guère de précédents, avec une capacité à proposer à l'avenir un langage véritablement nouveau, ce qui ne veut pas dire acceptable ni a fortiori accepté. La toiture étrangement incurvée est visible du restaurant du Grand Palais. Comme une vallée technique, barbare et nécessaire, désordonnée et savamment agencée, faisant à tout le moins œuvre artistique de la nécessité : ventilation, circulation des fluides, etc. Koolhaas répute à faire des murs droits. Des générations de philosophes et d'intellectuels de l'architecture prendront leur temps pour analyser ce parti pris. Pour nous, c'est évidemment une gratuité, donc un luxe, une démarche artistique à laquelle nous sommes sensibles. D'autres détestent sûrement ce minimalisme forcé, ce désordre peigné, ces provocations aléatoires. Mais personne en tout cas, ni Koolhaas ni le Cercle de qualité d'Euralille, ne saurait affirmer que l'avenir des villes sera fait de hangars, seraient-ils transcendés par la cervelle d'un architecte surdoué.

FRÉDÉRIC EDELMANN

PALAIS DES SPORTS

PORTÉ DE VERSAILLES

Les années TWIST

EUROPE 1

Après 'La Java des Mémoires'

7 au 30 octobre 94

PRÉSENTÉ PAR LA COMPAGNIE ROGER LOURET

44 68 69 70

JEANNE
ARAFAT
La mode
grandes
tailles

CULTURE

MUSIQUES

SIMON BOCCANEGRA, à l'Opéra-Bastille

Beaucoup de bruit pour rien

Quelques sièges sont inoccupés dans la grande salle de Bastille. La pluie, sans doute, aura retenu quelques dizaines de spectateurs dans les embouteillages. Ils arriveront en effet, par paquets, à chaque tombée de rideau jusqu'au premier entracte. Cette fois-ci, les surtitrages bilingues vont être utiles : beaucoup d'étrangers sont venus, peut-être attirés par le feuilleton judiciaire qui contrainait le chef d'orchestre Myung Whun Chung au départ.

M. Christian de Fange, secrétaire général de l'Opéra, monte sur scène, un micro à la main : « M. Vladimir Chernov, pour qui a été conçue la mise en scène, est souffrant. M. Frederik Burchinal, bien que n'ayant que très peu répété, a accepté de le remplacer pour cette première. » Cette annonce est saluée par une bordée de huées et quelques timides applaudissements. Ce que Fange ne dit pas, c'est que, pressenti pour remplacer le baron Vladimir Chernov dans le rôle de Simon Boccanegra, Renato Bruson a refusé lorsqu'il a vu le costume qu'il allait devoir revêtir.

La lumière tombe. Myung Whun Chung entre dans la fosse d'orchestre. Avant même d'être monté au pupitre, il est accueilli par des salves d'applaudissements — dont celles de Pierre Bergé, président d'honneur de l'Opéra de Paris. Elles redoublent lorsqu'il se tourne vers la salle. Quelques spectateurs se lèvent pour une ovation. Chung fait maintenant face aux musiciens, près de lancer l'orchestre. Du premier une voix tonitruante lance un : « *Cluzel ! démission !* ». Une autre : « *Gall ! démission !* ». Jamais deux sans trois : un « *Toubon démission !* » jaillit bien vite. Ce n'est pas fini : les « *bandes de nuls* », les « *bravo, Myung* » pleuvent. Les applaudissements reprennent, couvrant quelques timides « *Ouh !* » adressés au chef : ils déclenchent des réactions verbales violentes de la part des pro-Chung.

La musique aura finalement le

dessus, bien que le prélude de *Simon Boccanegra* soit une musique d'elfe, quasi mendelessohnienne. L'Orchestre de l'Opéra est en pleine forme. Certains pupitres de vents sont doublés par des musiciens qui auront répété sans percevoir de salaire, par admiration pour Chung. Les cordes sont diaphanes, souples, soyeuses, impeccablement justes. Les bois chantent vivement ; alertes, ils « sortent » du fond de l'orchestre et illuminent les cordes qui rayonnent davantage encore. Les cuivres sont étonnamment sveltes, jamais trop puissants. Les percussions ne cognent pas. Comme toujours avec Chung, la balance de l'orchestre est parfaite, même si l'acoustique de Bastille coupe les extrêmes graves. L'orchestre ne couvrira pas les chanteurs de toute la représentation.

Une distribution décevante

Hélas ! se persuadera-t-on. Passe que le Simon Boccanegra de Frederik Burchinal soit correct. Changer au début le rôle du Doge mérite le respect et incline à l'indulgence. Mais Kallen Esperian est une Maria dépassée vocalement. Pétrifiée par le trac, elle massacre son premier air, chante faux, manque de souffle et de puissance. Son courage recouvert, sa voix chauffée, elle prend de l'assurance sans pour autant s'imposer. Ce n'est pas sa capacité à affronter un tel rôle dans une si grande salle — il est vrai après des répétitions épuisantes psychologiques et juste remise d'une grippe.

Le ténor Franco Farina ne manque pas d'héroïsme, seulement de nuances et de timbre dans le rôle éprouvant de Gabriele Adorno — lui non plus ne chante pas toujours très juste. Vassili Gerello est un Paolo un peu plus que correct, mais son timbre manque de personnalité. Kwanich Youn est un Pietro

impeccable vocalement, mais scéniquement balourd. Reste le Fiesco de Roberto Scandiziani. Le jeune Italien chante impeccablement, son timbre est rond, chaud, et son « *creux* » aussi impressionnant que celui d'une basse russe. S'il ne manque pas de prestance physique, il manque de présence dramatique. Il n'a rien, malgré ses cannes, d'un patricien cheu.

Bref, pour un opéra de chanteurs, la distribution du *Simon Boccanegra* de Bastille n'est pas à la hauteur de ce que l'on attend d'un tel théâtre lyrique. Mais la mise en scène de Nicolas Brieger est, elle, carrément inexistante : stérilisation de scènes sans lien entre elles, de concepts politico-historiques associant costumes du XIX^e siècle (fascistes mousliniens en culotte de cheval et bottes de cuir), redingotes du XIX^e, habits vaguement XVII^e du Doge, uniformes militaires sans âge, le tout grisé, marronasse et lie-de-vin. Costumes affreux qui ne hiérarchisent pas les personnages et ne donnent aucune clé pour débrouiller l'action. Ce n'est pas, en partie, chez les Gémellini, à une centaine de kilomètres de Gènes.

Les décors de Gisbert Jäkel — marrons, noirs et beige — n'ont aucune unité. Le *Simon Boccanegra* de Nicolas Brieger se déroule perpétuellement entre chien et loup, à l'heure où l'on ne voit rien. Les éclairages de Konrad Lindenberg sont fulgurants, les éclairages de poursuites pénitentiaires les héros sur scène sans tendresse, le lune vacille tellement derrière le rideau de toile qu'on l'éteint. Une ambiance funèbre plane sur cette production. Elle ne se retrouve pas dans le travail du metteur en scène qui laisse les chanteurs livrés à eux-mêmes. Par chance, presque toujours au premier plan, de sorte qu'on les entend.

L'entusiaste provoqué par cette représentation est tel qu'une partie du public prend un changement de décors un peu loquace pour un entracte : il lui fait rejoindre bien

vite, et dans le noir complet, ses places pendant que la représentation reprend.

Comme toujours, en pareille occasion, Myung Whun Chung ne réussit pas à insuffler à la musique le théâtre qui manque sur scène. Il le voudrait que la partition ne l'y séduise pas. Composée, mal venue, d'une beauté parfois suffoquante, elle manque de cette unité souveraine qui fait le prix des ouvrages de Verdi — même de ceux qu'il composa du temps de sa jeunesse et dont la musique, qui abuse du trois temps, est pourtant parfois d'une faiblesse insigne. Chung se « contente » de faire de la belle musique avec l'élegance très française dont il ne se départit jamais.

Un tonnerre d'applaudissements et de vivats accueille le chef qui vient saluer sur scène. Quelques manifestations de mécontentement aussi. Lancées par les musiciens, des roses jaillissent de la fosse d'orchestre. Le metteur en scène n'a droit qu'à des récriminations finalement bien peu bruyantes de la part d'un public interdit et stupéfait. Ce *Simon Boccanegra* sans chair, sans larmes et sans drame est typique de ce que l'on peut voir et entendre à Bastille depuis son inauguration. Demain, il sera oublié.

ALAIN LOMPECH

► Prochaines représentations les 22, 24, 26 septembre : 8, 7, 10, 12 et 14 octobre : 19 h 30. Le 2, à 15 heures. Tél. : 44-73-13-00. De 60 F à 570 F. Franco-Musique diffusera, en direct, la représentation du 24 octobre. Vladimir Chernov devrait monter sur scène pour chanter le rôle-titre ce soir-là.

► L'Avant-Scène opéra a vu de republier *Simon Boccanegra* remis à jour : livret intégral, commentaire musical et littéraire, articles sur l'histoire de cet ouvrage, sur ses interprètes, suivis d'une discographie intégrale, d'une vidéographie et d'une fête des producteurs de cet opéra sur les plus grandes scènes lyriques du monde. 120 F.

COMMUNICATION

L'introduction en Bourse sanctionne le succès de la sixième chaîne

M 6 est rentable et son audience en hausse

M 6 introduira un peu plus de 9 % de son capital en Bourse, sur le second marché, mercredi 28 septembre. Après avoir subi des pertes financières significatives, de 1987 à 1992, la chaîne valorise une stratégie propre. Celle-ci est basée sur le refus de la confrontation avec TF1 et France 2 et sur la ténacité des actionnaires.

La mort de La Cinq aura été une chance pour les chaînes de télévision françaises, publiques et privées. A peine les débris de l'ex-filiale de Hachette étaient-elles dispersées aux quatre vents de la liquidation financière, que les chaînes de service public ont engagé un retour à l'équilibre. C'est en 1992, date à laquelle La Cinq a cessé d'exister, que M 6 a commencé de gagner de l'argent. La preuve était faite : compte tenu des tergiversations des politiques dans le secteur audiovisuel et du poids de la réglementation, il y avait bien une chaîne de trop dans le monde audiovisuel français.

Condition nécessaire, la disparition de La Cinq ne pouvait toutefois suffire. La réussite financière de M 6 — qui sera sanctionnée mercredi 28 septembre par la vente au public d'un peu plus de 940 000 actions (environ 9 % du capital) — doit aussi à la qualité de son management qu'à la fidélité exemplaire de ses actionnaires. Entre 1987 et 1992, il a fallu autant de ténacité au premier pour maintenir le cap d'une ligne éditoriale inchangée, qu'aux seconds pour ne pas claquer la porte en raison des pertes enregistrées.

En cinq ans, M 6 a cumulé 1,4 milliard de francs de déficit et a dû être recapitalisée. Les bénéfices sont ensuite venus très vite : 100 millions en 1992, puis 230 l'année suivante et au moins 300 millions prévus en 1994. Voici donc venu le temps pour les petits actionnaires de prendre leur bénéfice et pour les deux plus importants (La Lyonnaise et la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion, qui détiennent chacun 34 % des droits de vote) de consolider leur position à la faveur de la « loi Carignon » qui, depuis le 1^{er} février, leur autorise à posséder jusqu'à 49 % du capital d'une entreprise de communication audiovisuelle.

Au-delà des péripéties marquant la naissance des télévisions privées en France, M 6 n'a jamais douté de son identité. Bien qu'il soit difficile de caractériser cette chaîne — est-elle une chaîne thématique à dominante de fiction et de musique ; ou une chaîne généraliste sans variété, ni sports, avec très peu d'informations ? — sa programmation a d'abord été choisie en fonction de la concurrence : M 6 a toujours refusé la confrontation avec les chaînes déjà installées et, d'emblée, s'est positionnée en télévision de complément. Pas de « grande messe » informative à 20 heures, pas de variétés paillardes on-

reuses, pas de surmachines sur les compétitions sportives... Bien que chaîne généraliste, M 6 a visé le grand public, tout en évitant de recourir aux programmes les plus coûteux.

En 1988, 41,5 % de son temps de programmation était consacré à la fiction audiovisuelle : des séries américaines bon marché pour la plupart d'entre elles. Quant à la musique (des clips), elle venait juste derrière la fiction avec 36,9 % de son temps de programmation. Le sport, l'information, les documentaires et les magazines étaient quasi-anecdotiques.

Depuis sa création, en 1987, M 6 a pour constante absolue de maîtriser ses coûts. Les fictions américaines dans lesquelles M 6 puise l'essentiel de sa programmation sont bradées sur les marchés internationaux. L'épisode du « *Cosby Show* » — un des points forts de M 6 — est acheté 80 000 francs en première diffusion et vaut 20 000 francs en seconde diffusion. Les vidéos clips sont payés un prix quasiment symbolique — ils sont essentiellement à la charge des maisons de disque dont elles assurent la promotion — tandis que les magazines ont un prix de revient deux fois moins élevé que ceux des chaînes concurrentes. Résultat : alors que le coût général de la grille a augmenté d'à peine 65 % entre 1988 et 1993, les recettes publicitaires elles, ont été multipliées par sept. « S'il y avait une logique de contrôle des coûts, ils devraient gagner beaucoup d'argent », affirme un responsable de TF1. D'autant plus d'argent que leur audience ne fait que s'accroître. Pour une audience moyenne de 12 % en 1993, la part de marché publicitaire de M 6 a atteint 14,9 %.

Aujourd'hui, même si la grille de programmation reste orientée sur la fiction américaine bon marché — sur 3 000 heures de fictions diffusées en 1993, plus des deux tiers est produite à Hollywood —, même si la musique dépasse encore les 20 % du temps total de diffusion — les clips de musique française entrent dans les quotas de diffusion d'œuvres françaises et européennes obligatoires —, la programmation se diversifie. Des fictions françaises (avec des sitcoms style « *Classe mannequin* ») sont mises en production et des magazines plutôt bien ficelés (« *E* », « *M 6* », « *Capital* ») trouvent progressivement leur public chez les moins de trente-cinq ans. Aujourd'hui, la place des documentaires et magazines a d'ailleurs augmenté, au point d'occuper dans la grille de programmes une place équivalente à celle de la musique. L'avenir ? M 6 s'y prépare en investissant dans des chaînes thématiques câblées. La révolution numérique fait d'autant moins peur à Jean Drucker, PDG de la chaîne, et Nicolas de Tavernost, directeur général, qu'ils ont des actionnaires publics (la CLT et la Lyonnaise), décidés à jouer un rôle dans l'audiovisuel européen.

YVES MAMOU

TARTUFFE, au Théâtre Antoine

Un repris de justice en majesté

Tartuffe est la seule pièce que Molière a reconstruite, rafistolée, et cela à plusieurs reprises, pour obtenir enfin l'autorisation de la jouer. Il l'avait écrite, comme d'habitude d'un trait, en 1664. Il l'a refaite en 1665, en 1667, et une troisième fois sans doute, puisqu'elle n'obtient son « visa » qu'en 1669. Seul existe le texte de la dernière version, qui présente des étrangetés dues à ces réécritures. Par exemple lorsque Orgon (que jouait Molière) fait son entrée, son beau-frère Cléante lui dit : « *J'ai joie à vous voir de retour. La campagne a présent n'est pas beaucoup fleurie.* » Et Orgon aussitôt change de sujet.

Pourquoi Cléante, qui, lui, est resté à Paris, donne-t-il des nouvelles de la « campagne » ? Michel Bouquet, qui est l'un des explorateurs les plus avisés du théâtre classique, pense que la phrase est codée : Cléante entreprend d'embler son beau-frère sur la situation désastreuse du pays. Ce n'est pas étonnant, Orgon s'en préoccupe aussi, puisqu'il a accepté de mettre à l'abri chez lui les documents d'un opposant obligé de prendre la fuite.

Dans sa pièce sur Shakespeare, *Scènes d'argent et de mort*, Edward Bond fait dire à Shakespeare, qui, en se rendant à son théâtre, croise des monstruosités dans la rue : « *Tout écrivain écrit avec le sang des autres.* » Pour quoi ne pensons-nous jamais au désespoir du peuple et à la vio-

lence du pouvoir lorsque Molière s'en va jouer ses comédies devant le roi, puisque Molière en était témoin, et y pensait ?

Les rapports des recruteurs que Louvois, secrétaire d'Etat à la guerre, a laissés dans ses dossiers sont clairs : « *On ne voit partout que fermes abandonnées, marchands en faillite, créanciers désemparés, pauvres moribonds, paysans désemparés, maisons en ruines.* » Dans les archives de La Reynie, premier lieutenant de police à Paris, nous lisons : « *Les pauvres sont sans lits, sans habits, sans linge, sans meubles, enfin dénués de tout. Plusieurs femmes et enfants ont été trouvés morts sur les chemins et dans les blés, la bouche pleine d'herbe. Depuis cinq cents ans, il ne s'est pas vu une misère pareille à celle du pays.* »

Jacques Weber propose sa mise en scène

Ces deux documents datent de 1664 et 1662. La première version de *Tartuffe* est de 1664. Si le roi n'a pas voulu soutenir cette pièce, ce n'est pas pour des motifs qui touchent à la religion, comme cela est dit toujours. Le roi voyait que Molière attaquerait les faux prêtres, et non les vrais. Il savait que Molière n'était pas anticlérical. Molière certes n'allait pas chaque matin à la messe, comme le roi, mais il avait un confesseur, l'abbé Bernard, prêtre de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, et il faisait ses pèques. Non, ce que le roi n'acceptait pas, c'est que Molière touche à la politique. Plus tard, il y aura un accroc du même ordre, quand Racine remettra à Mme de Maintenon une étude de lui sur l'état du royaume : « *M. Racine a été averti de ne plus aller si souvent à la Cour sans ordre. On dit qu'il voulait se mêler de politique.* » (Ephémérides de Léonard de Sainte-Catherine.)

Dans le texte définitif de *Tartuffe*, il ne demeure que la mention de documents compromettants qu'Orgon a détenus chez lui, avant de commettre l'imprudence (mais aussi la précaution, ou la

lâcheté) de s'en débarrasser entre les mains de Tartuffe. Et, dans cette même version, qui fut acceptée par le roi, le roi fait arrêter Tartuffe, mais grâce Orgon pour services antérieurs rendus, ce qui est tout à fait invraisemblable, les complices de conspirateurs étant condamnés à mort — le magistrat et conseiller au Parlement François de Thou avait été décapité pour avoir, tout comme Orgon, recélé chez lui les documents de son ami Cinq-Mars.

Retapée un peu de bric et de broc, avec de nouvelles scènes de remplissage qui n'ont pas une vraie raison d'être, et des vestiges, à présent sans suite, d'anciennes scènes fondamentales, cette pièce de Molière reste l'une des plus fortes. Mais cette antienne, captivante, ne mérite pas d'être accordée à Jacques Weber, qui propose sa mise en scène.

Mise en scène déjà entravée, du début à la fin, par l'ineptie du décor : les acteurs évoluent en marchant sur les tables, comme si elles étaient le parquet. Par moments, ils en descendent, et ils déplacent alors les escabeaux, qui deviennent des chaises. Il y a une idée là-dessous (mettre en scène et dramaturges sont à présent bourrés d'idées), mais ce que le public voit, ce ne sont pas les idées, c'est Orgon, Elmire, Tartuffe, etc., qui font des acrobaties, ce qui bien sûr mobilise l'attention des spectateurs sur des pistes incongrues, qui ne mènent nulle part.

Au cours de ces descentes, escalades, transports de meubles, le premier acte est joué au triple galop, par des acteurs qui hurlent, à tue-tête et mécaniquement, les alexandrins, comme une machine tonitruante détraquée qui découperait un serpent de mer en rondelles. Mêmes gymnastiques et braillements automatiques à l'acte II. L'acte II est vrai le plus faible de la pièce, presque entièrement rajouté par Molière au cours de ses rafistolages, et rajouté semble-t-il de mauvais gré (la scène de dépit amoureux entre la fille d'Orgon et son chéri est interminable, et les interventions de la

servante sont usées jusqu'à la corde). Notons en passant que la tâche du metteur en scène, c'est, pour une grande part, le choix des acteurs et leur conduite : or Zabou (la femme d'Orgon), Emmanuelle Lepoutre (sa fille), Joachim Lombed (l'amoureux de la fille), et même la grande actrice Madeleine Marion (la mère d'Orgon), sont orientés à l'aveugle, comme s'ils étaient poussés d'un train d'enfer par un bulldozer vers un précipice. Seul Roland Blanche (Orgon) résiste au cyclone, et Isabelle Nanty pécore d'une voix pointue comme une volaille qui aurait su prendre, à la ferme, la place du coq.

Arrive enfin, au troisième acte, la raison d'être de cette soirée, l'acteur-soleil : Jacques Weber en personne, ou plutôt en majesté. Il domine tout le monde par la taille, les dons, et surtout par l'aplomb. Il est revêtu d'une colossale cape d'or, aux revers rouge cardinal. Il a de longs cheveux d'argent. Ses regards sont de diamant noir. Sa voix est de viole d'amour. Et toutes ses poses, d'un enchantement. Il provoque le sourire heureux plus que l'agacement ou la stupefaction, parce que après tout son « interprétation » n'est pas à contre-courant du *Tartuffe* de la version définitive : Tartuffe n'est plus un futur prêtre saint-nitouche un peu méfiant, non, il est devenu un benêt de grand style, repris de justice, très connu, et auteur, va nous dire l'officier de police, d'« un long détail d'actions toutes noires ». Et Molière a précisé : « *J'ai déguisé le personnage sous l'apparence d'un homme du monde.* » Un grand numéro d'acteur (plus qu'un numéro de grand acteur), qui laisse la pièce en rade, mais qu'importe, certains acteurs-étoiles se font plaisir et passent, l'auteur de *Tartuffe* reste, il a même l'air parti jusqu'à la fin des temps.

MICHEL COUNOT

► Théâtre Antoine, 14, boulevard de Strasbourg (10^e). Tél. : 42-08-77-71. A 21 heures du mardi au samedi. A 17 heures le samedi et à 15 h 30 le dimanche. 80 F à 250 F.

DANS LA PRESSE

Débarquement américain en Haïti

The Wall Street Journal (Jose de Cordoba, Tim Carrington et Lucinda Harper) : « A long terme, la mission est plus obscure. Instaurer la démocratie dans un pays habité aux tyrans et aux coups d'Etat ne prendra pas des mois mais des années. Apporter la stabilité à une culture depuis longtemps empoisonnée par le vaudou et la vengeance est tout aussi délicat. Et, même si ces aspects de la transformation d'Haïti sont réussis, il sera difficile de tirer cette nation dévastée des Caraïbes de sa pauvreté chronique. »

International Herald Tribune (Joseph Fichter) : « Le plus gros risque de l'accord conclu entre le président Bill Clinton et la junte haïtienne consiste à boucler une affaire avec des hommes que vous vous êtes jurés de faire tomber (...). En négociant une pacifique transmission des pouvoirs, le président Bill Clinton est parvenu à atteindre son objectif politique immédiat : brandir un gros bâton sans avoir à l'utiliser. Mais son habileté à éviter le combat pourrait faire croire aux chefs militaires haïtiens qu'ils ont encore une marge de manœuvre. »

Libération (Christian Lionet) : « Les militaires haïtiens ont donc obtenu tout à la fois en échange de leur promesse de départ « la levée sans délai » de l'embargo, l'impunité, l'organisation d'élections par l'actuelle administration et le non-retour dans l'immédiat de leur ennemi juré. C'est l'une des raisons pour lesquelles les Port-aux-Princes se sont abstenus de manifester leur joie hier, même si le soulagement était sensible après la peur extrême des derniers jours à la perspective d'un bain de sang. »

La Tribune (Pascal Aubert) : « La présence d'un fort contingent militaire américain ne garantit l'application de l'accord que pour la durée de son maintien, qui ne peut être que temporaire. Enfin, la promesse d'élections libres et démocratiques » a de quoi laisser sceptique une population haïtienne qui, à deux reprises en quelques années, a vu ses aspirations démocratiques piétinées par des généraux nostalgiques de « l'âge d'or » de la dictature duvalériste. »



JEANNE RAFAL



Le changement de stratégie de la société publique d'aluminium et d'emballage

Le président de Pechiney donne la priorité au désendettement de son groupe et aux gains de productivité

Pour être privatisable fin 1995 comme le souhaite son nouveau PDG, Jean-Pierre Rodier, et le gouvernement, Pechiney ne peut plus compter sur un éventuel mariage avec la riche Compagnie nationale du Rhône (CNR). Il lui faut donc absolument se désendetter - ses dettes représentent actuellement plus de 21 milliards de francs - et améliorer sa productivité. Le groupe devra donc céder certaines de ses activités et accélérer restructurations et réductions d'effectifs.

■ **FERMETURES.** Pechiney International, filiale emballage du groupe, a déjà annoncé un important plan de restructuration de sa filiale American National Can, numéro un mondial de la boîte-boisson. Un plan qui se traduit, dans l'immédiat, par la fermeture de trois usines du groupe et la suppression de 350 emplois.

La privatisation se fera sans rapprochement avec la CNR

La privatisation de Pechiney se fera sans rapprochement avec la Compagnie nationale du Rhône (CNR), contrairement au projet défendu avec force par l'ancien PDG du groupe d'aluminium et d'emballage, Jean Gandois. L'émotion des collectivités locales, la nécessité de modifier la loi de 1946 réglementant en France le secteur de l'électricité, la crainte de mouvements sociaux chez EDF, avaient depuis plusieurs mois considérablement atténué l'ardeur des pouvoirs publics sur ce dossier, dont le principe avait été imaginé en 1986 par Alain Madelin, alors ministre de l'Industrie.

■ Au printemps, le gouvernement, dans un souci d'apaisement, avait confié au préfet honoraire du Haut-Rhin, Hélène Blanc, le soin de rédiger un rapport sur l'avenir de la vieille dame du Rhône, en essayant d'y voir un peu plus clair sur l'épineuse question de la « rente », celle que dégage EDF sur la vente de courant produit par des barrages rhodaniens aujourd'hui totalement amortis. Les collectivités locales actionnaires de la CNR souhaitaient en être pour partie bénéficiaires, afin de pouvoir financer le canal Rhin-Rhône. Le rapport que vient de rendre Hélène Blanc va dans le sens de leurs revendications. Une complication supplémentaire pour la réalisation du projet de rapprochement Pechiney-CNR, si un jour le dossier devait être réexaminé.

C. M.

Pechiney change de cap. Et tourne la page écrite pendant les huit années passées sous la férule de son ancien patron, Jean Gandois. La privatisation reste l'objectif n°1 du groupe public d'aluminium et d'emballage, mais, huit semaines après son arrivée, le nouveau PDG, Jean-Pierre Rodier, quarante-sept ans, imprime un véritable tournant à la stratégie suivie jusqu'ici, donnant la priorité au désendettement d'un groupe qui a encore perdu 321 millions de francs au cours des six premiers mois de l'année (à rapprocher d'un déficit de 397 millions de francs au premier semestre 1993 et d'une perte de 980 millions de francs sur l'année entière).

Jean Gandois voulait mettre à profit la privatisation pour élaborer un montage industriel donnant au groupe un troisième pôle d'activité. Un pôle capable de réduire encore la part de l'aluminium, industrie cyclique s'il en est, dans l'ensemble de son chiffre d'affaires et qui représente 16 milliards de francs aujourd'hui, sur un total de 63 milliards de francs. Un pôle centré, aux côtés de l'emballage d'American National Can, sur l'électricité dont les pro-

ducteurs d'aluminium sont gros consommateurs. L'allemand VIAG n'a-t-il pas montré la voie en se mariant avec l'électricien bavarois Bayernwerke ?

C'était tout le sens de son combat pour obtenir des pouvoirs publics la possibilité d'adopter son groupe à la riche Compagnie nationale du Rhône (CNR) qui assure la gestion de dix-huit barrages, de Genissiat dans l'Ain à Vallabregues dans le Gard. « La rigueur de gestion ne peut exister que si elle est liée à la part de l'aluminium. Le rachat d'American National Can a été une étape fondamentale dans cette direction : il faut aller plus loin », martelait-il, encore, dans un éditorial du rapport annuel de la société. Un grand dessein que la limite d'âge imposée aux présidents de groupe nationalisés ainsi que l'inertie propre aux périodes électorales l'ont empêché de réaliser (le Monde du 20 avril).

Son successeur, Jean-Pierre Rodier, assigne désormais au groupe Pechiney l'objectif d'être privatisable avant la fin 1995. Une date suggérée, sans doute, par le ministère du budget, qui table sur plus de 50 milliards de francs de recettes de privatisations, en 1995.

La restructuration d'American National Can

Pechiney, qui avait fait du rachat, en 1988, d'American National Can (ANC), numéro un américain de la boîte-boisson avec 26 milliards d'unités produites chaque année, l'un des axes majeurs de son redéploiement, doit affronter aujourd'hui, une situation délicate. Le marché de la boîte-boisson en aluminium a, certes, connu, au premier semestre, une demande en augmentation aux États-Unis (+4,4 %) et en Europe (+6,3 %). Mais les prix, négociés féroceusement avant la reprise par les grands producteurs de « soft drinks », Coca-Cola en tête, ont chuté. Inégalement. De 2 % sur le Vieux continent, relativement épargné, mais de 10 % outre-Atlantique, où la bataille se fait plus féroce et où Metal Container affiche une meilleure productivité.

Le groupe a donc annoncé, lundi 19 septembre, un plan de restructuration d'envergure visant, selon la société, « à réduire de manière significative les coûts de fabrication et de logistique, à améliorer le service à la clientèle et à permettre à ANC de maintenir sa position

de leader ». Trois usines seront purement et simplement fermées, une à Danbury dans le Connecticut spécialisée dans la boîte-boisson, une autre à Gateway et une dernière à Saint-Louis dans le Missouri (boîtes-boisson et couvercles). D'autres installations seront reconverties vers des activités à plus forte marge.

Ces fermetures s'accompagneront d'un plan de suppression d'emplois (350 postes), que Pechiney International, filiale emballage de Pechiney, a provisionné à hauteur de 50 millions de dollars (288 millions de francs), ainsi que d'un programme d'investissements de modernisation au cours des deux prochaines années. A plus long terme, le groupe devrait continuer sa politique d'implantation au Mexique (il a annoncé en août, un accord avec le groupe mexicain Vitro), en Amérique latine et en Asie du Sud-Est. Nul doute que le plan de restructuration d'ANC ne se poursuive et s'amplifie dans les années à venir au profit de pays à main-d'œuvre meilleur marché.

P.-A. G.

Mais une date, voulue, aussi, par le nouveau PDG, soucieux de profiter du redressement des cours de l'aluminium suffisamment tôt, pour que l'inévitable essoufflement de la hausse ne pèse pas tout de suite sur le cours de Bourse.

Le compte à rebours de la privatisation s'annonce donc serré, rependant peu probable un mariage avec une CNR à l'actionnariat compliqué - « même si le dossier, dit-on, n'est pas définitivement fermé ». La direction du groupe, qui rappelle l'existence à l'étranger de groupes d'emballage ou d'aluminium cotés en Bourse, fait le pari de réussir sa privatisation avec ses deux métiers. Exit la CNR, exit, aussi, un troisième pôle d'activités sans rapport avec les deux premiers.

Pression sur les prix

Le nouveau PDG se donne six mois et un plan de travail pour définir, avec le comité exécutif du groupe, le profil d'un groupe Pechiney toujours centré sur l'aluminium et l'emballage, mais redressé, redessiné. Et allégé. Tel quel, en effet, le groupe, qui affichait à la fin de l'année dernière un endettement de 21,9 milliards de francs - soit l'équivalent de 100 % de ses fonds propres - n'est pas privatisable, quand le ratio moyen d'endettement des multinationales de l'aluminium tourne autour de 30 % et que le ratio dit « tolérable » des firmes d'emballage n'excède pas 70 %.

Jean-Pierre Rodier estime, en privé, que cet endettement bloque toute initiative et engendre des frais financiers trop importants. Il

veut donc abaisser ce ratio à 40 ou 50 %. Un objectif qui passe à la fois par une modification du « périmètre » de la société - en clair, des cessions d'actifs - et une augmentation de capital lors de la privatisation. Le choix des activités à vendre n'est pas arrêté, mais ne devrait pas nécessairement frapper les plus petits métiers du groupe (les éléments de turbomoteurs d'Howmet, aux États-Unis, par exemple). De « généraliste » de l'emballage (boîte-boisson, verre et plastique), Pechiney pourrait se transformer progressivement en se concentrant sur ses points forts.

La seconde priorité du groupe porte sur les gains de productivité, comme en témoigne le plan de restructuration d'American National Can annoncé lundi 19 septembre (voir encadré). Un plan qui pourrait bien n'être que le premier, le producteur américain de boîtes-boisson (26 milliards d'unités par an) ayant été contraint de réduire ses prix de 9 % l'an dernier. Au sein du groupe, on estime durable et générale cette pression sur les prix, les grands clients du groupe - producteurs de « soft drinks » ou géants de l'aéronautique - ayant appris avec la crise à négocier les prix, à l'image de la stratégie développée par les constructeurs automobiles.

Rendre les usines plus rentables, augmenter la marge opérationnelle du groupe, faire de Pechiney, sur chacun de ses métiers, le leader mondial en terme de compétitivité, est désormais jugé plus décisif que le « volume » ou la part de marché. La filiale Howmet, qui a engagé en 1991 un plan portant sur

150 millions de dollars d'économies annuelles, est montré en exemple. La pression sur les effectifs du groupe (57 000 salariés dans le monde) qui ont, toute proportion gardée, peu diminué ces dernières années (5 000 personnes seulement, depuis 1988), devrait donc s'accroître.

C'est donc dans la course au désendettement et à la productivité que se jouera, en 1995, la privatisation de Pechiney. Sur les cours de l'aluminium, aussi. Les résultats semestriels rendus publics, lundi 19 septembre, montrent tout ce que le groupe doit à la brutale hausse des cours du « métal blanc », tombés au plus bas en 1993 à 1 100 dollars la tonne et revenus, depuis, à 1 500 francs. Or l'usine de Dunkerque, l'une des plus modernes au monde pourtant, n'est rentable, compte tenu de son endettement, qu'au-delà de 1 600 dollars.

Pour soulager les comptes, en 1995, la hausse des cours doit, donc, absolument se poursuivre. Elle est due à la reprise de la consommation, pour une part, mais aussi à une réduction planifiée des capacités de production de 1 million de tonnes au niveau mondial. Une réduction dont Pechiney se félicite de l'actuelle efficacité, mais dont l'entreprise sait toute la fragilité : les stocks sont toujours élevés ; un accident ou une recrudescence temporaire des cours - peut toujours arriver... Joulia, le père de Jean-Pierre Rodier, de privatiser Pechiney dans son périmètre actuel, demeure donc difficile à gagner pour l'instant.

PIERRE-ANGEL GAY

Réunion des ministres de l'économie des Douze à Bruxelles.

Dix Etats de l'Union européenne ont des déficits publics excessifs

Les ministres de l'économie et des finances des Douze, réunis lundi 19 septembre à Bruxelles, ont examiné les difficultés rencontrées pour le passage à la troisième étape de l'Union économique et monétaire. Lors de la deuxième étape, commencée le 1^{er} janvier 1994, le traité de Maastricht a imposé des procédures pour vérifier que les pays membres pratiquent des politiques conformes aux critères définis par le traité pour le passage à la monnaie unique. Ainsi dix Etats membres de l'Union européenne ont des déficits publics excessifs.

BRUXELLES (Union européenne)

de notre correspondant

Pour le passage à la monnaie unique, les pays membres doivent en particulier s'efforcer d'éviter des déficits publics excessifs, avec deux obligations : un déficit public inférieur à 3 % du produit intérieur brut (PIB) et un endettement cumulé qui n'excède pas 60 % du PIB. Lundi, les ministres ont approuvé, moyennant des corrections de pure forme, les avis de la Commission aboutissant à la conclusion que dix Etats membres n'étaient pas en règle et connaissaient des déficits excessifs. Conformément aux procédures prévues par le traité, des « recommandations », reprenant pour l'essentiel les avis de la Commission, leur seront adressées lors de la prochaine réunion du Conseil, mettant en relief les insuffisances actuelles et la manière d'y remédier.

Seuls le Luxembourg et l'Irlande seront dispensés de ce rappel à l'ordre. Le cas de l'Irlande n'a pas fait d'entrée de jeu l'unanimité : son déficit budgétaire est inférieur à 3 % mais sa dette publique, bien que ramenée de 116 % à 90 %, reste encore au-dessus de la ligne rouge. Les Allemands jugeaient que cette anomalie, fût-elle en voie de disparition, devait être épinglée. Ils se sont finalement inclinés, estimant avec la Commission et la majorité des Etats membres qu'il était plus important, en s'abstenant d'adresser une « recommandation » à

Dublin, de saluer et d'encourager les efforts déjà accomplis, et poursuivis, afin de réduire l'endettement.

L'avis sur la France décrit une situation connue. Avec un déficit public effectif de 5,7 % du PIB en 1993 et de 5,6 % prévu pour 1994 (à comparer à un objectif de 3,1 % du PIB qui ne serait donc pas atteint), la France dépasse largement le seuil autorisé de 3 %, et cette dégradation n'est pas imputable aux seuls effets de la crise. « La Commission estime que même si l'on prend en compte l'influence de la conjoncture, le déficit public n'est pas proche de la valeur de référence. » On ne peut donc se contenter d'attendre la reprise et le retour de recettes fiscales plus confortables qu'elle implique. Il existe, en raison d'erreurs de gestion ou de handicaps structurels, une dérive qu'il faut corriger. La Commission note

que l'endettement, tout en restant acceptable par référence aux critères du traité de Maastricht, « accuse une progression rapide » et devrait atteindre 48,1 % en 1994.


L'avis bruxellois décrit la stratégie d'assainissement suivie par la politique budgétaire française, et exposée dans le programme de convergence soumis aux institutions communautaires en novembre 1993, et qui devrait permettre de descendre au-dessous du seuil maximum autorisé de 3 % dès 1996. L'avis mentionne aussi la loi sur l'assainissement à moyen terme qui vise à ramener le déficit budgétaire de l'Etat à 2,5 % en 1997. Moyennant quelques corrections sémantiques pour mieux mettre en relief l'effort d'assainissement en cours, M. Alphandéry a donné son aval à l'avis de la Commission.

PHILIPPE LEMAITRE

Total Respect,

un engagement à partager...

(voir rubrique annonces initiatives)



CAP SESA
Groupe CAP GEMINI SOGETI



Seuls le Luxembourg et l'Irlande seront dispensés de ce rappel à l'ordre. Le cas de l'Irlande n'a pas fait d'entrée de jeu l'unanimité : son déficit budgétaire est inférieur à 3 % mais sa dette publique, bien que ramenée de 116 % à 90 %, reste encore au-dessus de la ligne rouge. Les Allemands jugeaient que cette anomalie, fût-elle en voie de disparition, devait être épinglée. Ils se sont finalement inclinés, estimant avec la Commission et la majorité des Etats membres qu'il était plus important, en s'abstenant d'adresser une « recommandation » à

GOOD LIVING SHOW '95

La plus importante exposition d'Asie faisant autorité en matière de logement

Du 18 au 23 avril 1995, à Tokyo

De nouvelles initiatives gouvernementales favorisent l'importation du logement au Japon

Comprendre le logement au Japon



1995 a vu une renaissance du logement au Japon. La ville de Gouvernement dans la promotion de logement d'importation a contribué à sa croissance rapide.

Saisissez l'occasion de pénétrer le marché japonais !

Le mode de contact et le calendrier d'exposition sont : 25 novembre

26 décembre 1994

PRINCIPALES CATEGORIES EXPOSEES

- Maisons modèles/maisons en rendus
- Matériaux extérieurs et intérieurs
- Installation et systèmes
- Equipements de soins pour l'habitation
- du troisième âge
- Systèmes solaires ■ Peintures
- Porcelaine ■ Ameublement
- Agencements immobiliers ■ Logiciels
- Information relative au logement

Pour renseignements et inscriptions, adressez-vous à :

Business Department (04)

Tokyo International Trade Fair Corporation

7-34, Haraumi 4-chome, Chuo-ku, Tokyo 104, Japan

Tél: 81-3-3531.1371 Télécopie: 81-3-3531.1344

ECONOMIE

INDUSTRIE

En échange d'une prise de participation de 5 % dans le capital du constructeur informatique américain

Bull cède à Wang ses activités de maintenance aux Etats-Unis

Bull va faire son entrée dans le capital du constructeur américain Wang. Cette prise de participation à hauteur de 5 %, qui s'accompagne d'un siège au conseil d'administration et d'une présence au comité stratégique, constitue l'une des modalités les plus étonnantes de l'accord qui devait être annoncé, mardi 20 septembre, entre le groupe public français et la firme du Massachusetts. C'est en tout cas la contrepartie d'une transaction négociée depuis six mois qui doit permettre à Bull de se séparer d'une partie de ses activités maintenance aux Etats-Unis pour lesquelles le groupe n'estime pas avoir « la masse critique suffisante », de récolter de l'argent frais et de conforter ainsi ses métiers de base en territoire américain, à savoir la vente d'ordinateurs, qu'il s'agisse de serveurs GCOS de machines Unix ou de PC.

« Bull ne compte absolument pas se désengager des Etats-Unis, bien au contraire », affirme Thierry Breton, directeur général adjoint du groupe. Le protocole d'accord (*Memorandum of understanding*) signé par les deux groupes prévoit la cession par Bull à Wang de ses activités services maintenance aux Etats-Unis (mille deux cents personnes) ainsi qu'au Canada et en Australie. Bull vend également à la firme de Boston la société HPIS, Honeywell Federal Integrated System (900 millions de francs de chiffre d'affaires), un héritage du groupe Honeywell, qui travaille en grande partie pour le Pentagone et qui était dirigé, de ce fait, non par Bull, mais par des responsables américains agissant sous procuration. Enfin, Bull cède ses activités de gestion de données.

En échange, le groupe français récolte au total 160 millions de dollars (880 millions de francs) qui se décomposent en 110 millions de dollars de liquidités, 25 millions de dollars sous forme d'obligations à court terme, le solde consistant en 25 millions de dollars de participation en capital que Bull s'est engagé à conserver pendant trois ans. Par ailleurs, Wang distribuera les micro-ordinateurs Zenith Data Systems en Europe et aux Etats-Unis, et commercialisera la quasi-totalité des machines du groupe français au Canada, au Mexique et en Australie, pays où Bull lui cède intégralement ses filiales.

Un droit de regard suffisant

Ces désengagements diminuent les effectifs du groupe français aux Etats-Unis de 3 500 personnes et vont réduire son chiffre d'affaires de 300 millions de dollars. A priori, l'accord est astucieux. Sorti il y a peu du fameux Chapter 11 appli-

cable aux entreprises en difficulté, Wang, jadis vrai constructeur informatique, a décidé de consacrer son activité à quelques créneaux comme la maintenance d'ordinateurs ou la gestion, ses deux priorités stratégiques. Ayant bénéficié de la protection de la loi américaine sur les faillites, Wang, qui n'a plus de dettes, plus d'engagements immobiliers, est à la tête d'une coquette trésorerie de 195 millions de dollars.

Bull, de son côté, a des activités nord-américaines qui sont justes à l'équilibre, mais qui manquent de ressources pour se développer. La maintenance de son parc lui coûte cher, en raison de l'étendue du territoire à couvrir et de son implantation ultra-dispersée. Pour pouvoir intervenir en quelques heures en cas d'incident technique, une fois épuisés les contrôles de routine par ordinateurs et les ressources de la télé-maintenance qui s'est révélée inefficace, Bull disposait de multiples sites à travers les Etats-Unis, ajoutant un peu plus à son problème immobilier.

Outre-Atlantique, le groupe français s'est restructuré considérablement au cours des trois dernières années et dispose à présent d'un stock important de locaux vides ou à demi occupés.

Bull, qui avait initialement engagé des discussions avec Data General, a finalement opté pour Wang, qui, à la différence d'autres noms de l'informatique, risque moins de grignoter les parts de marché du constructeur français en utilisant la maintenance comme un levier. Prudent, Bull a toutefois choisi de ne déléguer que la maintenance « terrain » aux Etats-Unis, en conservant les interventions à distance. Par ailleurs, l'entrée au conseil d'administration de Wang lui donne un droit de regard que le groupe français estime suffisant.

Éventuels partenariats

L'accord conclu avec Wang s'inscrit dans une démarche de préparation du groupe Bull à la privatisation. Indesque et Warburg, les deux banques conseils de Bull, ont envoyé les plaquettes de présentation aux investisseurs potentiels. Depuis, les annonces se sont multipliées. La semaine dernière, le groupe français rendait ainsi public, deux partenariats, l'un avec Tandem, l'autre avec le fabricant de puces Motorola.

Sous la conduite de Jean-Marie Descarpentries, l'actuel PDG du groupe, Bull a changé radicalement ses modes de fonctionnement. Il incombe désormais aux patrons de filiales de chercher d'éventuels partenariats, de négocier les accords, responsabilités qui, chez Bull, avaient toujours été très centralisées. Sur ce point, la méthode Descarpentries semble payée.

CAROLINE MONNOT

Un assureur américain accuse le groupe français d'incendie volontaire

Allendale Mutual Insurance, groupe d'assurances américain, accuse des « salariés » ou des « associés » du groupe informatique français Bull d'avoir mis volontairement le feu à un entrepôt de Seclin (Nord) en 1991, détruisant pour 100 millions de dollars (550 millions de francs) de marchandises. L'information a été révélée par le quotidien *Wall Street Journal* (WSJ) dans son édition du 19 septembre. Bull a démenti ces accusations. Selon le quotidien, l'affaire devrait être examinée cette semaine par un juge de Chicago, dans l'Illinois, où la plainte de

l'ex-assureur de Bull a été déposée.

Selon les experts et les avocats de Bull, l'origine accidentelle de l'incendie, qui a détruit le 15 juin 1991 le centre de distribution européen de Zenith Data Systems à Seclin, ne fait pas de doute. Ils mettent notamment en cause l'installation électrique du bâtiment. De leur côté, les assureurs Allendale ont refusé de payer la facture, en estimant que les difficultés financières du groupe français pouvaient avoir conduit un de ses membres à provoquer l'incendie.

SOCIAL

La journée d'action contre la « privatisation » de l'ex-Régie

Les syndicats peinent à mobiliser les salariés de Renault

L'appel à l'action lancé, généralement en ordre dispersé, par la CGT et la CFDT contre le projet d'ouverture du capital de Renault et à la veille d'une réunion de négociation sur les salaires semblait n'avoir été suivi que très irrégulièrement mardi 20 septembre au matin. Selon la direction, le pourcentage de grévistes par rapport aux salariés présents attei-

gnait près de 20 % à Sandouville et 14 % à Cléon (Seine-Maritime) contre 3 % à Flins (Yvelines).

Au Mans, notre correspondant nous indique que quelques cinquante manifestants ont défilé dans la matinée dans les rues de la ville à l'appel de la CGT de l'usine Renault (5 273 salariés). Alors que les cégétistes organisaient cette manifestation au cri de « privatiser c'est détruire, embaucher

c'est construire » avec le soutien des élus de gauche, la CFDT avait appelé le personnel à des rassemblements sur le site de l'usine pour « ne pas mélanger les problèmes dans une opération fourretout ». « On fera tout pour faire barrage à cette privatisation », assurait un employé, mardi, rappelant qu'en 1993, les effectifs de l'usine passèrent sous la barre des cinq mille salariés.

COMMENTAIRE

La forteresse vide

RENAULT n'est plus Renault. La forteresse ouvrière que symbolisait l'île Seguin est vide. Les usines de Billancourt ont fermé leurs portes en 1992, mais le mythe est toujours vivace. Le secrétaire national du PCF est venu tenir meeting sur place en plein mois d'août 1994, comme si de rien n'était. Le ton était celui de Maurice Thorez : « Non, nous ne laisserons pas brader Renault à la Finance ! »

Les syndicats, qui tentaient une nouvelle fois, mardi 20 septembre, de conjurer le spectre de la privatisation, ne sont probablement pas dupes de cette rhétorique. Cela ne les empêche pas d'exploiter le filon Renault, tout comme le PCF et le PS d'Henri Emmanuelli. Un discours passablement « rétro » qui semble avoir contaminé Edouard Balladur lui-même : « Renault est une sorte de symbole. Ce n'est pas uniquement un symbole politique et social, c'est aussi une sorte de symbole national. »

Symbole national, Renault est aux mains de l'Etat depuis la Libération. L'ex-Régie ne dispose de ce fait ni de la liberté de manœuvre ni du pouvoir d'attrac-

tion qui l'autoriseraient à nouer des liens solides avec des constructeurs étrangers. Que cette stratégie d'alliance soit la plus adéquate importe peu. On ne touche pas à Renault ! Ou plutôt on ménage les étapes de son inéluctable privatisation : l'adoption du statut de société anonyme en 1980 ; l'ouverture du capital à Volvo quelques mois plus tard ; l'appel à l'épargne des Français aujourd'hui. Et ainsi de suite jusqu'à ce que soient tirées les conséquences d'une évi-dence : à savoir que le rôle de l'Etat n'est pas de fabriquer des Twingo.

En 1991, l'avenir des Caves de Roquefort, menacées d'une OPA italienne, avait déclenché un tintamarre analogue. De même pour Air France, qualifiée par François Mitterrand de « porte-drapeau français » à l'époque où sa privatisation était envisagée. La réaction est toujours la même lorsque le sort d'un symbole-phare du patrimoine national est en jeu...

Pourtant l'identité de Renault ne sera pas bouleversée par la modification annoncée de son capital. Le vrai tournant a été pris

en 1990, par un gouvernement socialiste, lorsque le nouveau statut de Renault, devenue société anonyme, a aligné l'ex-Régie sur le droit commun. Que la loi sur les faillites puisse un jour s'appliquer à un « symbole national », comme dit M. Balladur, était hautement symbolique, une mini-révolution passée à peu près inaperçue.

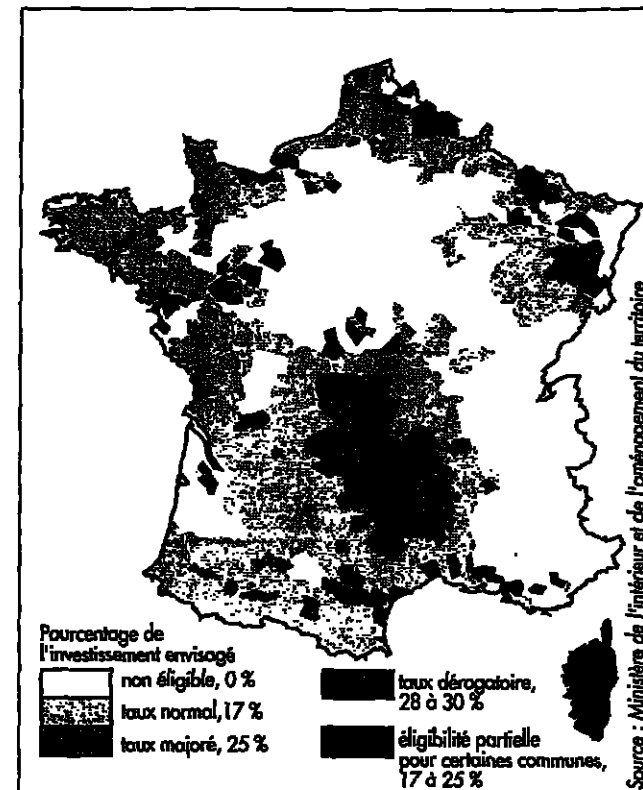
L'autre césure date de la même époque, lorsque la CGT a perdu la majorité au comité central d'entreprise qu'elle détenait sans partage depuis 1945. Renault n'est plus le « laboratoire social » qu'elle a été : la quatrième semaine de congés payés, la participation aux bénéfices, les « avancées » du droit syndical... Le temps n'est plus où l'on prétendait que le CGT fabriquait des voitures que l'Etat vendait. Renault n'est plus qu'une entreprise prestigieuse parmi d'autres, menacée par une concurrence étrangère sans merci. Ce n'est pas une raison pour se désintéresser de son avenir. Encore faudrait-il, pour défendre ce qu'elle est, ne pas user d'arguments tirés de ce qu'elle fut.

BERTRAND LE GENDRE

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Présentée lors du comité interministériel de Troyes

La carte des primes régionales à l'emploi



Négociée ardemment depuis dix-huit mois par Daniel Hoefel, ministre délégué chargé des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, avec les services de la Commission européenne, cette carte des aides régionales devait être rendue publique mardi 20 septembre à l'issue du comité interministériel d'aménagement du territoire, réuni à Troyes. Approuvée il y a quelques jours par Bruxelles, elle montre les zones où les investissements des entreprises (des secteurs industriel et tertiaire) peuvent être encouragés par des subventions publiques, selon des taux différents. Les zones éligibles aux primes d'aménagement du territoire (PAT), bénéficiant en 1994 d'un budget de 1 milliard de francs, couvrent 23,2 millions d'habitants.

Le Hainaut français (Valenciennes, Denain, la vallée de la Sambre) sera autant aidé que le Hainaut belge. C'est dans la région de Longwy et en Corse que les taux d'aides sont les plus élevés. Par ailleurs, par rapport au régime précédent qui remontait à 1982 et qui avait été modifié en 1986, la nouvelle carte relève les plafonds d'aides. Chaque emploi créé pour des salariés bénéficie de 70 000 francs, au maximum, de subvention.

Les départements qui voient leur territoire et leur population davantage favorisés que dans l'ancien régime sont l'Ardèche, l'Aube, la Chère, la Somme, la Nièvre, le Puy-de-Dôme, le Territoire de Belfort, par exemple. En revanche, la Finistère, la Vienne, la Vendée ou le Maine-et-Loire sont moins bien lotis.

EN BREF

CYCLE DE L'URUGUAY : vote du Congrès américain le 26 septembre. — La Maison Blanche compte soumettre, lundi 26 septembre, au vote du Congrès le texte de ratification de l'accord de l'Uruguay relatif aux négociations du GATT, à l'indiqué, lundi 19 septembre, le représentant américain pour le commerce inter-

national, Mickey Kantor. Les parlementaires disposeront alors de deux semaines pour examiner et éventuellement approuver ce document.

FINANCES : M. Greenspan recommande la levée des restrictions à l'activité des banques aux Etats-Unis. — Le président de la Réserve fédérale, Alan Greenspan a

recommandé, lundi 19 septembre, la levée des restrictions à l'activité des banques aux Etats-Unis. « Les réformes les plus urgentes sont l'autorisation pour les banques de commercialiser des assurances et la levée de la loi Glass-Steagall qui leur interdit de vendre des actions », a notamment déclaré M. Greenspan.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES
GÉRÉE PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Emprunt Septembre 1994

2 milliards de Francs
Obligations de 5 000 F
Prix d'émission : 4 998 F
Taux nominal : 8 %
Taux de rendement actuariel brut : 8,01 %
1^{er} coupon payable le 3 Octobre 1995 pour un montant de 400 F
Durée : 9 ans
Amortissement en totalité le 3 Octobre 2003
Jouissance, règlement : 3 Octobre 1994

Souscription auprès des Banques, de la Poste, de la Caisse d'Épargne, des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor. Une fiche d'information (visa C.O.B. N° 94-491 du 13/09/1994) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 11 rue Saint-Dominique - 75356 PARIS 07 SP et des établissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

Souscrivez aux emprunts de la CNA pour l'extension du réseau français d'autoroutes.

VIE DES ENTREPRISES

Tout en leur imposant certaines conditions

Le gouvernement américain autorise la fusion entre les géants du téléphone ATT et McCaw

La Commission fédérale pour la communication (FCC), l'organisme gouvernemental qui assure aux États-Unis le contrôle du secteur des télécommunications, a donné, lundi 19 septembre à Washington, son accord à la fusion entre ATT, le numéro un du téléphone, et McCaw, la principale compagnie américaine de téléphone cellulaire. Afin de conserver des conditions de concurrence satisfaisantes dans ce secteur, elle a cependant imposé certains impératifs aux deux entreprises.

NEW-YORK

de notre correspondant

Un an après avoir fait connaître leur intention de se marier, ATT, la première compagnie américaine de téléphone, et McCaw, le numéro un du téléphone cellulaire aux États-Unis, vont enfin pouvoir passer à l'acte. Lundi 19 septembre, les deux firmes ont franchi un dernier obstacle : elles ont obtenu l'accord de la Federal Communication Commission (FCC), la puissante instance gouvernementale de surveillance du secteur. Celle-ci a cependant posé des conditions afin que la fusion entre ces deux compagnies ne conduise pas à des situations de monopole. Le projet de mariage avait déjà reçu l'approbation de nombreux autres organismes régulateurs.

« La décision que nous avons prise aujourd'hui [d'autoriser la fusion ATT-McCaw] va profiter aux consommateurs et à l'économie en général », a expliqué lundi Reed Hundt, le patron de la FCC. Après

une étude minutieuse des implications de ce mariage en matière de concurrence, la FCC a jugé que, dans l'accord prévu, « les aspects pro-concurrentiels » l'emportent largement sur « les éléments anti-concurrentiels ». La FCC a cependant posé quelques conditions aux deux compagnies. La société issue du mariage devra en particulier veiller à n'avoir « aucune pratique discriminatoire » dans sa politique de vente d'équipements téléphoniques.

Un rapprochement contesté

« Avec l'accord de la FCC, ATT et McCaw ont franchi la dernière ligne d'un long marathon qui a

commencé il y a treize mois lors de l'annonce du projet de fusion », a commenté ATT dans un communiqué publié lundi, ajoutant que les deux sociétés « étaient prêtes à faire bénéficier des gains du mariage les consommateurs, les clients industriels et l'industrie du téléphone cellulaire ». La fusion, d'un montant de 12,6 milliards de dollars (70 milliards de francs) — l'une des plus importantes jamais réalisées aux États-Unis —, va se réaliser par échange d'actions. ATT, fabricant de matériels téléphoniques et premier exploitant américain de communication longue distance, va se trouver renforcé avec l'apport des réseaux de téléphone cellulaire (environ 400) de McCaw.

Le rapprochement entre les deux sociétés est cependant toujours contesté et attaqué en justice par deux compagnies régionales de téléphone, Bell Atlantic et Nynex. Celles-ci estiment que le mariage entre ATT et McCaw va conduire à des situations de monopole sur le réseau téléphonique dans certaines zones. Les dirigeants d'ATT semblent néanmoins considérer maintenant que la fusion peut être menée à bien. Tel semble être aussi le sentiment des actionnaires des deux compagnies : les titres d'ATT et de McCaw ont progressé lundi à la Bourse de New-York après l'annonce de la décision de la FCC.

ERIK IZRALEWICZ

Rapportant à l'Etat japonais plus de 50 milliards de francs

La privatisation partielle de Japan Tobacco a remporté un important succès

Les titres proposés au public dans le cadre de la privatisation partielle du groupe Japan Tobacco (JT) ont été souscrits dix-huit fois, a indiqué lundi 19 septembre le ministère des finances japonais. Malgré un prix jugé élevé — 1,44 million de yens par action (72 000 francs) —, 7,96 millions de demandes ont été déposées pour les 436 666 actions proposées. Les candidatures seront départagées par tirage au sort le 4 octobre. Les investisseurs malheureux devront attendre le 27 octobre et le début de la cotation du titre sur les

Bourses de Tokyo, Osaka et Nagoya pour pouvoir obtenir des actions JT. Le prix retenu pour la privatisation de l'ancien monopole nippon du tabac et du sel a été déterminé à partir des résultats d'une vente aux enchères sur un nombre restreint de titres au mois d'août. Poussé à la hausse par une forte demande des particuliers, ce titre est supérieur de 50 % aux estimations des analystes. Le groupe public est ainsi valorisé à 28,7 milliards de dollars (153 milliards de francs) ce qui s'avère très fructueux pour l'Etat japonais. En

mettant sur le marché un tiers du capital, il engrange 9,5 milliards de dollars d'argent frais, soit plus de 50 milliards de francs.

Quatrième producteur mondial de cigares, mais inexistant à l'étranger, Japan Tobacco a dégagé un bénéfice courant avant impôts de 110 milliards de yens (5,67 milliards de francs) au cours de son dernier exercice. Ses ventes s'élevaient alors à 3,460 milliards de yens (178 milliards de francs), en légère progression de 2 % sur celles de l'exercice précédent.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CAPITAL

L'UAP seul maître à bord du holding Vinci — L'UAP va détenir 100 % du capital du holding Vinci qui regroupe les filiales d'assurances européennes détenues auparavant par Victoire et propriétaire notamment du troisième assureur allemand Colonia. Déjà actionnaire à hauteur de 78,8 % de Vinci, l'UAP va acquiescer le solde restant (21,2 %) auprès de la famille Oppenheim qui a exercé comme prévu avant fin septembre son option de vente. Selon les termes de l'accord, le groupe UAP est contraint de racheter ces titres pour leur prix d'acquisition soit 4,1 milliards de francs.

RÉSULTATS

MICHELIN renoue avec les bénéfices. « Comme prévu, Michelin est sorti du rouge avec un bénéfice net

semestriel de 434 millions de francs, alors que le groupe avait perdu en 1993-94 3,6 milliards de francs, dont 3,45 milliards de francs pour le seul premier semestre 1993. Le fabricant de pneumatiques estime que ces résultats obtenus sont « encore partiels » et ne font que marquer « le début » du rétablissement de ses équilibres financiers. Michelin, qui a réalisé au premier semestre un chiffre d'affaires de 33,28 milliards de francs, en hausse de 8,7 % par rapport à la même période de l'an dernier, souligne que son résultat d'exploitation s'est élevé au cours des six premiers mois à 2,2 milliards de francs, alors qu'il n'était que de 793 millions de francs il y a un an. Cette amélioration de 1,4 milliard de francs, note le communiqué, « donne bien la mesure des progrès réalisés ». Michelin a également insisté sur le fait que ce bénéfice net semestriel

de 434 millions de francs a été obtenu malgré un nouveau provisionnement de 310 millions de francs destiné à couvrir les charges inhérentes au complément du dispositif d'adaptation des effectifs en France.

ACCORD

AZERBAÏDJAN : contrat pétrolier de 4,7 milliards de dollars avec un consortium international. — Un contrat de 4,7 milliards de dollars (25 milliards de francs) prévoyant l'exploitation conjointe de plusieurs gisements pétroliers azérbaidjanais de la mer Caspienne devait être signé mardi 20 septembre à Bakou entre la compagnie pétrolière de l'Etat azérbaidjanais et un consortium international. « Ce contrat du siècle », selon des experts cités par ITAR-TASS, prévoit l'exploitation conjointe pendant une durée de 30 ans de 511 millions de tonnes de pétrole, dont 253 millions de tonnes pour l'Azerbaïdjan, 80 % des investissements incombent au consortium composé notamment de BP-Statcoïl (GB-Norvège), Amoco, Ramco, McDermott (États-Unis), Turkish Petroleum (Turquie) et Loukoi (Russie).

CRISE

MIKO : constat de carence du plan social. — La direction départementale du travail d'Evry (Essonne) a dressé un constat de carence du plan social de l'entreprise Miko (Unilever) qui avait programmé 200 licenciements dans son établissement de Longjumeau dont la fermeture est fixée au 30 novembre. L'inspection du travail a critiqué les modalités de fonctionnement de l'antenne-emploi et le dispositif de reclassement à rechercher prioritairement dans l'entreprise elle-même (6 200 salariés dans 77 sites, dont deux unités de production en France, Longjumeau et Saint-Dizier en Haute-Marne). Le rapport souligne notamment que les emplois à Longjumeau, aux trois-quarts féminins, avec des salaires moyens de 6 200 francs par mois, permettent « difficilement aux salariés concernés d'envisager une autre implantation géographique » avec « la nécessité pour le conjoint de retrouver un emploi ».

CONTENTIEUX

HAVAS : l'OPR sur Avenir Havas Media jugée recevable par la Cour d'appel. — L'offre publique de retrait (OPR) du groupe Havas sur sa filiale d'affichage Avenir Havas Media, qui avait été contestée devant la justice par un groupe d'actionnaires minoritaires, a finalement été jugée recevable par la

Cour d'appel de Paris. « La Cour d'appel de Paris a rejeté le recours formé contre la décision du conseil des bourses de valeurs relative à la recevabilité de l'OPR d'Avenir Havas Media », a précisé le 19 septembre un communiqué de la société des bourses françaises. L'offre de retrait sera prochainement réouverte au même prix. C'est-à-dire 100 francs, a indiqué havas.

BOURSE

SANOFI : division par quatre du nominal des actions. — Les 22 800 486 actions de 100 francs nominal de Sanofi, la filiale pharmaceutique et beauté du groupe Elf Aquitaine, seront divisées en 91 201 944 actions de 25 francs nominal à partir du mardi 27 septembre, selon un communiqué publié lundi 19 septembre par la Société des bourses françaises (SBF). La quotité minimale de négociation des actions Sanofi sur le marché à règlement mensuel sera ramenée de 25 à 5 titres et multiples de 5.

SERVICE

EUROTUNNEL : démarrage des navettes touristiques le 3 octobre sur invitation. — Le concessionnaire du tunnel sous la Manche a annoncé, lundi 19 septembre, qu'il allait ouvrir, du 3 octobre au 15 novembre, son service de navettes touristiques sur invitation, afin de tester le système pour une mise en service commerciale courant novembre. Eurotunnel invitera en France, « tous ses actionnaires par voie de presse à saisir cette opportunité », a indiqué la société. Cette dernière phase d'essais, Eurotunnel espère obtenir le certificat d'exploitation de la Commission intergouvernementale (CIO), pour les navettes touristiques comme pour les TGV Eurostar.

MARQUE

YVES SAINT LAURENT a lancé « Champagne » aux États-Unis. — Après quatre mois de ventes exclusives chez Saks à New York, le couturier Yves Saint Laurent a officiellement lancé son nouveau parfum féminin « Champagne » vendu sous ce nom aux États-Unis. En France, ce parfum est sur le marché depuis un an mais l'utilisation du nom « Champagne » y est interdite par décision de justice depuis le 1^{er} janvier, après une plainte pour « vol de notoriété » des viticulteurs soutenus par l'Institut français des appellations d'origine contrôlée (INAO).

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 20 septembre • Morosité persistante

Pour la troisième séance consécutive, la Bourse de Paris cédait du terrain mardi 20 septembre, toujours déprimée par l'évolution des taux et par la mauvaise orientation du MATIF. Après une ouverture en recul de 0,74 %, les valeurs françaises abandonnaient une heure plus tard 1,44 %. Peu après 13 heures, l'indice CAC 40 réduisait quelque peu ses pertes et n'abandonnait plus que 1,23 % à 1 899,13 points. A ce niveau, le principal indicateur de la place n'affichait plus qu'une progression de 45 points sur son plus bas niveau de l'année (1 854,84 points, le 5 juillet).

« L'absence de perspective de baisse des taux pèse toujours autant sur les marchés boursiers et ce d'autant que nombre d'opérateurs s'attendent maintenant à une remontée des taux courts américains, suite

aux dernières statistiques américaines », soulignait un intervenant. « Un nouveau tour de vis aux États-Unis sonnerait le glas de la détente monétaire en Europe », a-t-il ajouté. Par ailleurs, bien plus que les rumeurs sur une éventuelle démission de Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, les anticipations sur une progression plus forte que prévu de la masse monétaire M3 en Allemagne, selon un analyste de Forex Finance, tiraient à la baisse les marchés des deux côtes du Rhin, les opérateurs craignant un arrêt de la baisse des taux courts en Allemagne et en France.

En conséquence, le MATIF, qui avait entamé une reprise technique lundi, replongeait mardi, le contrat notional échéance décembre cédant 80 centimes à 110, soit son plus bas niveau de l'année.

NEW-YORK, 19 septembre • Modeste hausse

Wall Street a terminé en très modeste hausse lundi 19 septembre, en l'absence de facteurs nouveaux et en raison de prises de bénéfices à l'approche du seuil psychologique de 4 000 points. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a clôturé à 3 536,72 points en hausse de 3,37 points, soit une avance marginale de 0,09 %. Pris de 273 millions d'actions ont été échangés. Le nombre de titres en baisse a dépassé celui des valeurs en hausse : 1 208 contre 954. 710 actions ont été inchangées.

Le marché s'est calmé après la séance de vendredi, qui a été la dernière plus active en raison de l'expiration trimestrielle d'options et de contrats à terme (« journée des trois sorcières »).

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,78 % contre 7,77 % vendredi. Il était tombé jusqu'à 7,75 % en séance, ce qui a bénéficié à Wall Street.

VALEURS	Cours du 19 sept.	Cours du 18 sept.
Alcoa	86 1/2	85 3/4
Allied Signal Inc.	36 3/8	36 3/4
American Express	50 3/8	50 3/4
ATT	55 1/2	55 1/2
Banlham Steel	22 1/8	22 3/8
Bearing	42 1/2	42 1/2
Caterpillar Inc.	58 3/8	58 5/8
Chemtron	42 1/4	41 3/8
Coca-Cola	47 3/4	47 3/8
DuPont	41 5/8	41 5/8
DuPont de Nemours	58 1/2	58 1/2
Eastman Kodak	59 3/4	59 3/4
Essex	58 3/4	58 1/2
General Electric	51 1/8	50 3/8
General Motors	59 5/8	59 1/4
Goodyear Tire	33 7/8	33 7/8
IBM	71	70 1/4
International Paper	76 5/8	76 1/4
Morgan (LLP)	63	62 5/8
McDonald Douglas	116 1/2	116 1/4
Merck and Co.	34 1/4	34 1/2
Minnesota Mining	55 5/8	55 3/4
Philly Morris	35 5/8	35 1/2
Procter & Gamble	60 1/4	60 3/4
Sears Roebuck and Co.	50 3/4	50 3/8
Tesoro	50 1/2	50 1/2
Union Carbide	34 1/4	34 1/4
United Tech.	64	63 7/8
Westinghouse El.	13 3/4	13 1/4
Woodward	17 7/8	17 7/8

LONDRES, 19 septembre • Progression

Les valeurs ont été soutenues par les gains du marché à terme, lundi 19 septembre, au Stock Exchange, après avoir débuté la séance en baisse en raison de plusieurs détachements de dividende. L'indice Footsie des cent plus grandes valeurs a clôturé en hausse de 14 points, à 3 079,1 points, soit une avance de 0,45 %. Environ 469,9 millions de titres ont été échangés contre 535 millions vendus.

Du côté des valeurs, les pharmaceutiques ont fortement progressé : Wellcome a gagné 28 pence à 685, et Zeneca 22,5 pence à 833. Mais Glaxo,

qui détachait son dividende, a perdu 12 pence à 572.

VALEURS	Cours du 19 sept.	Cours du 18 sept.
Allied Lyons	4,14	4,18
BP	4,25	4,18
BTI	4,62	4,62
Carbury	5,94	5,71
Glaxo	5,40	5,31
ICI	8,25	8,44
Reckitt	4,72	4,78
Wellcome	685	657
Unilever	11,22	11,18

TOKYO, 20 septembre • Regain

Le marché a clôturé en forte hausse mardi 20 septembre, grâce à une vague d'achats des investisseurs en toute fin d'après-midi, qui a fait suite à une importante demande des fonds publics en début de matinée. L'indice Nikkei a gagné 283,16 points, soit 1,45 %, à 19 897,27 points, dans un volume estimé à 340 millions de titres contre 250 millions lundi 19.

Durant la séance, les intervenants apprenaient que la consommation des ménages japonais a progressé en juillet de 0,1 % par rapport à son niveau

du même mois de 1993. Cette hausse est la première de cet important indicateur en six mois, mais elle reste très en-deçà des attentes des analystes.

VALEURS	Cours du 20 sept.	Cours du 19 sept.
Bridgepointe	1 910	1 930
Canon	1 680	1 720
Fuji Bank	2 060	2 060
Honda Motor	1 810	1 810
Manushta Electric	1 690	1 690
Midwest Heavy	740	740
Sony Corp.	5 790	5 880
Toshiba Motors	1 960	1 980

CHANGES

Dollar : 5,3183

Mardi 20 septembre, le dollar se raffermissait à 5,3183 francs en fin de matinée sur le marché des changes parisien, contre 5,2815 francs la veille en fin de journée (cours BCF). Le deutchmark était inchangé à 3,4174 francs, par rapport au cours indicatif de la Banque de France, lundi soir.

FRANCFORT 19 sept. 20 sept.
Dollar (en DM) 15,445 15,567

TOKYO 19 sept. 20 sept.
Dollar (en yens) 98,64 98,50

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)
Paris (20 sept.) 5 1/4 % - 5 3/8 %
New-York (19 sept.) 4 1/16 %

BOURSES

PARIS 16 sept. 19 sept.
(SBF, base 1000 : 31-12-87)
Indice CAC 40 1 924,59 1 922,87
(SBF, base 1000 : 31-12-89)
Indice SBF 120 1 348,41 1 337,84
Indice SBF 250 1 303,76 1 301,82

NEW-YORK (indice Dow Jones) 16 sept. 19 sept.
Industrielles 3 933,35 3 936,72

LONDRES (indice Financial Times) 16 sept. 19 sept.
100 valeurs 3 965,38 3 979,18
30 valeurs 2 388,90 2 396,20

FRANCFORT 16 sept. 19 sept.
Dax 3 224,73 2 996,76

TOKYO 19 sept. 20 sept.
Nikkei Dow Jones 19 897,27 19 837,27
Indice général 1 968,68 1 981

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

S.E.U.	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
Yen (100)	5,3200	5,3220	5,3265	5,3300
Yen (100)	5,4048	5,4091	5,4478	5,4539
Deutsche Mark	6,5196	6,5248	6,5126	6,5208
Franc suisse	3,4170	3,4190	3,4286	3,4328
Lire italienne (1000)	4,1262	4,1311	4,1403	4,1473
Livre sterling	3,3970	3,3994	3,3621	3,3662
Escudo (100)	8,3497	8,3556	8,3439	8,3538
Peseta (100)	4,1262	4,1301	4,1010	4,1077

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

S.E.U.	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
Yen (100)	4 3/4	4 7/8	5 1/16	5 1/8	5 3/8	5 1/2
Yen (100)	2 5/16	2 7/16	2 1/4	2 3/8	2 3/8	2 1/2
Yen (100)	5 3/8	5 3/4	5 7/8	6	6 1/4	6 3/8
Deutsche Mark	4 7/8	5	5	5 1/8	5 1/8	5 1/4
Franc suisse	3 7/8	4	4	4 1/8	4 1/8	4 1/4
Lire italienne (1000)	8 1/16	8 5/16	9 5/16	9 1/8	9 1/8	9 3/8
Livre sterling	5 5/16	5 7/16	5 3/4	5 7/8	5 5/16	5 7/16
Peseta (100)	7 1/2	7 3/4	7 13/16	8 1/16	8 1/4	8 1/2
Franc français	5 5/16	5 7/16	5 1/2	5 5/8	5 7/8	6

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

UNION DES ASSURANCES FÉDÉRALES

RÉSULTATS EN FORTÉ HAUSSE POUR LE 1^{er} SEMESTRE 1994

Au cours de sa séance du 15 septembre 1994, le Conseil d'Administration de l'Union des Assurances Fédérales a, sous la présidence de M. Daniel GONZALEZ, pris connaissance des résultats définis pour le 1^{er} semestre 1994, confirmant les indications données le 22 juillet 1994.

Activité en forte croissance

Le chiffre d'affaires global au 30 juin 1994 atteint 6,59 milliards de francs, en progression de 65 % par rapport au 30 juin 1993. En assurance vie, le chiffre d'affaires s'est élevé à 5,95 milliards de francs, en hausse de 74 % par rapport à 1993. Cette forte progression s'explique d'une part par un élargissement plus régulier des souscriptions au cours de l'année. D'autre part par la commercialisation d'une nouvelle gamme de produits. A fin juin 1994, l'encours des provisions mathématiques représente 51,9 milliards de francs, en hausse de 32 % par rapport à fin juin 1993.

En assurance dommages, le chiffre d'affaires au 30 juin 1994 est en progression de 9,7 % à 636 millions de francs contre 580 millions de francs.

Forte progression du résultat net consolidé

Le résultat net consolidé (part du groupe), qui ne comprend pas d'éléments exceptionnels, atteint 249 millions de francs. Il est en hausse de 33,4 % sur le résultat net consolidé pro forma du premier semestre 1993, hors éléments exceptionnels, déterminé après prise en compte de la convention de commercialisation conclue en 1993 avec le Crédit Lyonnais.

Perspectives

Les réalisations des huit premiers mois de l'année 1994 permettent d'envisager une progression de l'activité supérieure à 15 % pour l'ensemble de l'exercice. Dans ces conditions, le résultat net courant de l'exercice devrait marquer une progression de l'ordre de 25 % par rapport au résultat net, hors éléments exceptionnels, de 1993.

Pour toute information, M. Pierre SCHONBACHLER : (1) 40 03 68 35

POUR VIVRE AVEC ASSURANCE

CARNET

Naissances

Catherine, Bilel, Manon, Juliette ERGIN, sont heureux d'annoncer les naissances de

Agathe Lale et Benoit Cem,

le 14 septembre 1994 à Lyon.

10, rue Bourgelat,
69002 Lyon.

Le docteur Philip C. HOLZBERGER et M^{me} née Marie-Claude SAUER-WEIN, sont heureux d'annoncer la naissance de leur petite fille

Alexa Lee HOLZBERGER,

le 12 septembre 1994, à New-York,
30610 Lognon-Florian.

Annie et Didier PIAUD ont le grand bonheur d'annoncer la naissance tant attendue de

Louis Samuel,

le 6 août 1994.

Boulogne
(Hauts-de-Seine).

Décès

Jean-Paul et Annie Castagnou, Antoine et Thérèse Castagnou, Marie-Françoise et Dominique Bujon, Pierre et Claire Castagnou, Laurence et Patrick Laureau, leurs enfants.

Nathalie et Thierry Cavel, Véronique et Pierre-François Viezme, Sophie et Jean-Marie Durazzo, Dorothée, Benoît, Olivia, David, Guillaume et Mathieu, leurs enfants.

Mathieu, Thomas, Maxime, leurs enfants.

Et les familles Hurpeau, Larcena et Moreau ont la douleur de faire part du décès de

Maurice CASTAGNOU, ingénieur généraliste, directeur de la glorieuse, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'ordre national du Mérite, officier des Palmes académiques, chevalier de l'ordre de Saint-Jean, d'Isabelle la Catholique,

survenu le 17 septembre 1994, à Paris, dans sa quatre-vingt-quatrième année, et de

Elisabeth CASTAGNOU

née Hurpeau,

survenu le 19 septembre 1994 à Paris, dans sa quatre-vingt-septième année,

tous deux munis des derniers sacrements.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 21 septembre à 10 h 30, en la chapelle Saint-Louis de l'Ecole militaire, 13, place Joffre, Paris-7^e.

L'inhumation aura lieu dans la plus stricte intimité au cimetière de Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue du Général-de-Castelnau,
75015 Paris.

CARNET DU MONDE

Télécopieur :

45-66-77-13

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Comité exécutif :

Jean-Marie Colombani

gérant, directeur de la publication

Dominique Alduy

directeur général

Noël-Jean Bergeaud

directeur de la rédaction

Ernest Lasserre

directeur du « Monde des débats »

Alain Rollat, Michel Tatu

conseillers de la direction

Daniel Vernet

directeur des relations internationales

Alain Fourment

secrétaire général de la rédaction

Médiateur :

André Laurens

Anciens directeurs :

Hubert Beuve-Méry (1944-1988)

Jacques Fauve (1989-1992)

André Laurens (1993-1994)

André Laurens (1995-1997)

Jacques Laurens (1998-1999)

Jacques Laurens (2000-2001)

Jacques Laurens (2002-2003)

Jacques Laurens (2004-2005)

Jacques Laurens (2006-2007)

Jacques Laurens (2008-2009)

Jacques Laurens (2010-2011)

Jacques Laurens (2012-2013)

Jacques Laurens (2014-2015)

Jacques Laurens (2016-2017)

Jacques Laurens (2018-2019)

Jacques Laurens (2020-2021)

Jacques Laurens (2022-2023)

Jacques Laurens (2024-2025)

Jacques Laurens (2026-2027)

Jacques Laurens (2028-2029)

Jacques Laurens (2030-2031)

Jacques Laurens (2032-2033)

Jacques Laurens (2034-2035)

Jacques Laurens (2036-2037)

Jacques Laurens (2038-2039)

Jacques Laurens (2040-2041)

Jacques Laurens (2042-2043)

Jacques Laurens (2044-2045)

Jacques Laurens (2046-2047)

Jacques Laurens (2048-2049)

Jacques Laurens (2050-2051)

Jacques Laurens (2052-2053)

Jacques Laurens (2054-2055)

Jacques Laurens (2056-2057)

Jacques Laurens (2058-2059)

Jacques Laurens (2060-2061)

Jacques Laurens (2062-2063)

Jacques Laurens (2064-2065)

Jacques Laurens (2066-2067)

Jacques Laurens (2068-2069)

Jacques Laurens (2070-2071)

Jacques Laurens (2072-2073)

Jacques Laurens (2074-2075)

Jacques Laurens (2076-2077)

Jacques Laurens (2078-2079)

Jacques Laurens (2080-2081)

Jacques Laurens (2082-2083)

Jacques Laurens (2084-2085)

Jacques Laurens (2086-2087)

Jacques Laurens (2088-2089)

Jacques Laurens (2090-2091)

Jacques Laurens (2092-2093)

Jacques Laurens (2094-2095)

Jacques Laurens (2096-2097)

Jacques Laurens (2098-2099)

Jacques Laurens (2100-2101)

Jacques Laurens (2102-2103)

Jacques Laurens (2104-2105)

Jacques Laurens (2106-2107)

Jacques Laurens (2108-2109)

Jacques Laurens (2110-2111)

Jacques Laurens (2112-2113)

Jacques Laurens (2114-2115)

Jacques Laurens (2116-2117)

Jacques Laurens (2118-2119)

Jacques Laurens (2120-2121)

Jacques Laurens (2122-2123)

Jacques Laurens (2124-2125)

Jacques Laurens (2126-2127)

Jacques Laurens (2128-2129)

Jacques Laurens (2130-2131)

Jacques Laurens (2132-2133)

Jacques Laurens (2134-2135)

Jacques Laurens (2136-2137)

Jacques Laurens (2138-2139)

Jacques Laurens (2140-2141)

Jacques Laurens (2142-2143)

Jacques Laurens (2144-2145)

Jacques Laurens (2146-2147)

Jacques Laurens (2148-2149)

Jacques Laurens (2150-2151)

Jacques Laurens (2152-2153)

Jacques Laurens (2154-2155)

Jacques Laurens (2156-2157)

Jacques Laurens (2158-2159)

Jacques Laurens (2160-2161)

Jacques Laurens (2162-2163)

Jacques Laurens (2164-2165)

Jacques Laurens (2166-2167)

Jacques Laurens (2168-2169)

Jacques Laurens (2170-2171)

Jacques Laurens (2172-2173)

Jacques Laurens (2174-2175)

Jacques Laurens (2176-2177)

Jacques Laurens (2178-2179)

Jacques Laurens (2180-2181)

Jacques Laurens (2182-2183)

Jacques Laurens (2184-2185)

Jacques Laurens (2186-2187)

Jacques Laurens (2188-2189)

Jacques Laurens (2190-2191)

Jacques Laurens (2192-2193)

Jacques Laurens (2194-2195)

Jacques Laurens (2196-2197)

Jacques Laurens (2198-2199)

Jacques Laurens (2200-2201)

Jacques Laurens (2202-2203)

Jacques Laurens (2204-2205)

Jacques Laurens (2206-2207)

Jacques Laurens (2208-2209)

Jacques Laurens (2210-2211)

Jacques Laurens (2212-2213)

Jacques Laurens (2214-2215)

Jacques Laurens (2216-2217)

Jacques Laurens (2218-2219)

Jacques Laurens (2220-2221)

Jacques Laurens (2222-2223)

Jacques Laurens (2224-2225)

Jacques Laurens (2226-2227)

Jacques Laurens (2228-2229)

Jacques Laurens (2230-2231)

Jacques Laurens (2232-2233)

Jacques Laurens (2234-2235)

Jacques Laurens (2236-2237)

Jacques Laurens (2238-2239)

Jacques Laurens (2240-2241)

Jacques Laurens (2242-2243)

Jacques Laurens (2244-2245)

Jacques Laurens (2246-2247)

Jacques Laurens (2248-2249)

Jacques Laurens (2250-2251)

Jacques Laurens (2252-2253)

Jacques Laurens (2254-2255)

Jacques Laurens (2256-2257)

Jacques Laurens (2258-2259)

Jacques Laurens (2260-2261)

Jacques Laurens (2262-2263)

Jacques Laurens (2264-2265)

Jacques Laurens (2266-2267)

Jacques Laurens (2268-2269)

Jacques Laurens (2270-2271)

Jacques Laurens (2272-2273)

Jacques Laurens (2274-2275)

Jacques Laurens (2276-2277)

Jacques Laurens (2278-2279)

Jacques Laurens (2280-2281)

Jacques Laurens (2282-2283)

Jacques Laurens (2284-2285)

Jacques Laurens (2286-2287)

Jacques Laurens (2288-2289)

Jacques Laurens (2290-2291)

Jacques Laurens (2292-2293)

Jacques Laurens (2294-2295)

Jacques Laurens (2296-2297)

Jacques Laurens (2298-2299)

Jacques Laurens (2300-2301)

Jacques Laurens (2302-2303)

Jacques Laurens (2304-2305)

Jacques Laurens (2306-2307)

Jacques Laurens (2308-2309)

Jacques Laurens (2310-2311)

Jacques Laurens (2312-2313)

Jacques Laurens (2314-2315)

Jacques Laurens (2316-2317)

Jacques Laurens (2318-2319)

Jacques Laurens (2320-2321)

Jacques Laurens (2322-2323)

Jacques Laurens (2324-2325)

Jacques Laurens (2326-2327)

Jacques Laurens (2328-2329)

Jacques Laurens (2330-2331)

Jacques Laurens (2332-2333)

Jacques Laurens (2334-2335)

Jacques Laurens (2336-2337)

Jacques Laurens (2338-2339)

Jacques Laurens (2340-2341)

Jacques Laurens (2342-2343)

Jacques Laurens (2344-2345)

Jacques Laurens (2346-2347)

Jacques Laurens (2348-2349)

Jacques Laurens (2350-2351)

Jacques Laurens (2352-2353)

Jacques Laurens (2354-2355)

Jacques Laurens (2356-2357)

Jacques Laurens (2358-2359)

RADIO-TELEVISION

MARDI 20 SEPTEMBRE

TF 1

- 13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
- 15.30 Série : Côte Ouest.
- 16.20 Série : Le Miel et les Abeilles.
- 16.50 Club Dorothée.
- 17.10 Salut les Musclés ; Arnold et Willy ; Les Infos de Cyril Dravet ; Clip ; Jeux.
- 17.50 Série : Hélène et les Garçons.
- 18.20 Série : Les Filles d'à côté.
- 18.55 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.50).
- 20.00 Journal, La Minute hippique et Météo.
- 20.45 Cinéma : Les Incontables. ■■■■ Film américain de Brian De Palma (1987).
- 22.55 Tiroc.
- 23.00 Les Films dans les salles.
- 23.10 Téléfilm : Légende vengeance. De John Flynn.
- 0.55 Journal et Météo.

FRANCE 2

- 13.50 Série : L'As de la crime.
- 14.40 Série : Dans la chaleur de la nuit.
- 15.30 Variétés : La Chance aux chansons (et à 4.55). Emission présentée par Pascal Sevran. Les chanteurs d'orchestre.
- 16.35 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 17.10 Série : Cooper et nous.
- 17.40 Série : La Fête à la maison.
- 18.10 Jeu : Qui le meilleur gagne (et à 3.25).
- 18.50 Flash d'informations.
- 19.50 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 Cinéma : Le père Noël est une ordure. ■■■■ Film français de Jean-Marie Poiré (1982).
- 22.35 Magazine : Ça se discute. Présenté par Jean-Luc Delarue. Le chien est-il le meilleur ennemi de l'homme ? 7.2. Pr-bull, attention méchant.
- 23.50 Journal et Météo.

FRANCE 3

- 13.00 Magazine : Vincent à l'heure.
- 14.50 Série : La croisière s'amuse.
- 15.40 Série : Magnum.
- 16.30 Les Aventures de Tintin : le Secret de la Licorne ; Albert, le cinquième mousquetaire ; Il était une fois les découvreurs : Lavoisier et la chimie.
- 17.45 Magazine : Une pêche d'enfer. En direct de Bordeaux.
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour. Mes débuts de Paul Morand.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.05 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 Dessin animé : Batman.
- 20.35 Tout le sport. Premier anniversaire.
- 20.50 Spectacle : Cirque Ringling Bros and Barnum & Bailey Circus. Commentaire de Sergio.
- 22.25 Météo et Journal.
- 23.00 Documentaire : Les Cinq Continents. Présenté par Bernard Rapp. Les juifs à Berlin, un documentaire de Helmut Sanders-Brahms. De Ralf Ullrich.
- 0.00 Magazine : A la une sur la 3. Présenté par Christine Ockrent. Avec Serge July et Philippe Alexandre.

CANAL +

- 13.35 Cinéma : Voulez-vous danser avec moi ? ■ Film français de Michel Boisrond (1958).
- 15.05 Magazine : 24 heures (rediff.).
- 15.55 Surprises (et à 17.55).
- 16.10 Le Journal du cinéma.
- 16.15 Cinéma : Roxanne. ■ Film américain de Fred Schepisi (1987).
- 18.00 Canaille peluche. Doug.
- 18.30 Ce cartoon.
- 18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis, à 19.10, par Philippe Gilès.

- et Antoine de Caunes. Invités : Oliver Stone et Woody Harrison.
- 19.20 Magazine : Zéronoma. Présenté par Daisy d'Errata, Eric Auger, Marianne Nizan, Albert Algod, Christophe Bertin, José Garcia, Karl Zéro.
- 19.55 Magazine : Les Guignols.
- 20.30 Le Journal du cinéma.
- 20.35 Cinéma : J. J. partagerait appartement. ■■■■ Film américain de Barbet Schroeder (1992).
- 22.15 Flash d'informations.
- 22.25 Cinéma : La Cavale des fous. ■ Film français de Marco Pico (1992).
- 23.55 Cinéma : Bad Lieutenant. ■ Film américain d'Abel Ferrara (1982) (v.o.).

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00.
- 17.00 Cinéma : Trafic. ■ Film français de Jacques Tati (1971) (rediff.).
- 18.35 Documentaire : Primo Levi. D'Henry Colomer (rediff.).
- 19.00 Magazine : Confetti. Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach.
- 19.30 Documentaire : La Samizdat Connection. La voie de la liberté, d'Heinrich Blüthner.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Magazine : Transit. Présenté par Daniel Leconte. Les juifs à Berlin, un documentaire de Helmut Sanders-Brahms. De Ralf Ullrich.
- 21.30 La Balançoire. D'A.F. Amoro.
- 21.45 Série thématique : Les Plumes du crime. Le nouveau polar américain. Soirée proposée par Annie Bataillon et Gerhard Vogel.
- 21.46 Documentaire : Les Héritiers de Philip Marlowe. De Ralf Ullrich.
- 22.45 Cinéma : Solo pour une blonde. ■ Film britannique de Roy Rowland (1993).
- 0.20 Interview de Mickey Spillane.
- 0.25 Bibliographie (20 min.).

M 6

- 13.25 Téléfilm : Tendres mensonges.
- 17.00 Variétés : Multitop.
- 17.35 Série : Les deux font la loi.
- 18.10 Série : Agence Aculpo.
- 19.00 Série : Code Quantum.

- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Notre belle famille.
- 20.35 Magazine : Grandeur nature. Au pied du mont Meru ; Dans les brumes de l'Inde ; Les loups, points.
- 20.50 Série : Docteur Quinn, femme médecin. La Loi de l'Ouest ; La Cicatrice.
- 22.40 Téléfilm : Le Lit du mensonge. De William A. Graham.
- 0.20 Six minutes première heure.
- 0.30 Magazine : Zone interdite. Regarde de femmes. Politique : chapeau melon et bas résille, de Serge Mousson ; Enfants de personne, de Laurence Beauvillier ; Catherine Berthier et Bernard Valloir ; Todoc : terminus Zürich, de Maria Roche et Jean-Paul Billaud ; Klumba : survie mode d'emploi, de Christophe Lauterberg et Victor Simai ; Cuba : les îles de la liberté, de Nadia Clément, Jean-Claude Freydrer ; Gilles Mariani et Muriel Boutassoun ; X : quand les amoureux font leur cinéma, d'Henri Gigoux (rediff.).

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Bernstein et la France (2).
- 20.30 Archipel science. Actualité de Fontenelle.
- 21.32 La Vie d'un tournage. Les Nuits magiques.
- 22.40 Les yeux de la météorologie (1).
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Coda. Inventaires (2).

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Concert (donné le 19 mai 1993 à Amsterdam) : Symphonie n° 2 en ré avec trompettes, de Claude Fauriel ; Cor, de Martin, par le Nouveau Sinfonietta d'Amsterdam ; Reinebert de Loeuw ; sol. : Peter Massereus, trompette ; Jeroen Van Nes, alto.
- 22.35 Soliste. Salvatore Accardo, violon.
- 23.00 Ahai la nuit.
- 0.05 Culture dans tous ses états. Par Robert J. Vidal.

Les interventions à la radio
Radio Classique 101.1 FM, 19 h 30 : Michel Vauzelle, ancien garde des sceaux (« Radio Classique - le Point »).

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Les petits bateaux

A voir l'animateur Jean-Luc Delarue, sur France 2, tenter d'intéresser la France avec la grave question de la psychologie des pitbulls (sont-ils bons, sont-ils méchants ?), on ne pouvait s'empêcher de saluer l'avènement d'une nouvelle espèce : les batteurs de Rien. En cette rentrée, le Rien règne sur les soirées, mais attention, pas n'importe quel Rien : ce n'est pas rien que le Rien. Le Grand Rien, le Rien majestueux, le Rien sur son lit de reportages, dans son hermine de duplex, le Rien sous les applaudissements du public, le Rien qui a invité en témoin surprise une ex-vedette du porno, le Rien précédé de sondages, suivi comme d'une traîne de « prolongements dans la presse », le Rien pompeusement annoncé, la semaine dernière, par Elkabbach à Mitterrand : « Souhaitons ensemble bonne chance à Jean-Luc Delarue, monsieur le Président » -, le Rien monté en mayonnaise, costumé en Quelque Chose, en Grand Problème de Société (GPS), et qui ne se reconnaît plus, et qui croit l'heure arrivée. Sont-ils bons, sont-ils méchants ? Lundi, les propriétaires de pitbulls plaident. Mardi, à la même heure - le CSA serait satisfait -, l'opposition canine exerce son droit de réplique. On nous annonce rien de moins que « des maîtres contre le pitbull dans leur commune ». Lundi pour mardi contre : c'est là le concept de l'émission. Car attention : dans la somptueuse panoplie

du Rien, on allait oublier le Concept. Oubli réparé. Le Concept est le premier ornement du Rien, sans lequel il ne serait rien. Et sous le regard de la France de seconde partie de soirée il fallait les voir, les propriétaires de chiens, se hisser au niveau du débat, argumenter, tenter de convaincre. On leur avait payé le voyage de Paris, les voisins d'écouter, il fallait se montrer dignes. Un consensus se dégageait finalement autour d'une idée maîtresse : tel maître, tel chien. Sous réserve du débat du lendemain, on n'avait pas perdu sa soirée. Les pitbulls sont-ils bons, sont-ils méchants, ont-ils une âme ? Dans la série des débats essentiels qui traversent la société française, et tout en restant fidèles au concept, suggérons à Jean-Luc Delarue : cuisine à l'huile (le lundi) contre cuisine au beurre (le mardi). Partisans du hamster (le lundi) contre ceux du cochon d'Inde (le mardi). Les petits bateaux qui vont sur l'eau ont-ils des jambes ? Oui (le lundi), non (le mardi). Vaut-il mieux qu'une porte soit ouverte (le lundi) ou fermée (le mardi) ? Signalez-nous enfin que la controverse ouverte par Swift dans les voyages de Guillever - faut-il entamer les œufs à la coque par le gros bout ou par le petit bout ? - par-delà les siècles ne cesse d'interpeller les consciences, et n'attend qu'une occasion d'être adaptée à l'âge du Rien télévisé.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ■ Signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

MERCREDI 21 SEPTEMBRE

TF 1

- 6.00 Série : Côte cœur (et à 3.05).
- 6.30 Club mini Zig-Zag. Alfred J. Kwak.
- 6.58 Météo (et à 7.10, 7.28).
- 7.00 Journal.
- 7.15 Club mini Zig-Zag. Gil et Julie.
- 7.30 Disney Club mercredi.
- Dessins animés : La Petite Sirène ; La Bande à Picsou ; Riponage : Qui saigne ; l'Histoire ; Invité : Pierre Baccard, magicien.
- 9.00 Dessin animé : Spirou.
- 9.30 Club Dorothée matin.
- 9.45 Salut Moon ; Région Ball Z ; Ramme un demi ; L'Yverman ; Le Tour de magie ; Le Collège fou, fou, fou ; Trucs et astuces ; La Séquence animaux du docteur Klein ; Jeux et rubriques.
- 11.50 Jeu : Une famille en or.
- 12.20 Jeu : Le Juste Prix.
- 12.50 Magazine : A vrai dire.
- 13.00 Journal, Météo et Tout compte fait.
- 13.40 Série : Premiers baisers.
- 14.10 Club Dorothée.
- 14.15 Power Rangers : Salut les Musclés ; Ici bébé ; Jinny de mes rêves ; Harry et les Henderson ; Arnold et Willy ; Parker Lewis ; Clip ; Jeux.
- 16.20 Série : Hélène et les Garçons.
- 17.50 Série : Les Filles d'à côté.
- 18.55 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
- 19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.25).
- 20.00 Journal, La Minute hippique et Météo.
- 20.45 Magazine : Perdu de vue. Présenté par Jacques Pradel. Les oubliés : Es-tu toujours vivant ? Réponds-moi ; Retrouvailles : Disparition de mineur ; Appel ; Souviens-toi.
- 22.55 Magazine : Les Rendez-vous de l'entreprise. Invité : Serge Dessault, président de Dassault Aviation.
- 0.30 Journal et Météo.
- 0.40 Série : Mémoires.
- 0.55 Feuilleton : Côté à la dérive (5 épisodes).
- 2.00 TF 1 nuit (et à 3.00, 3.30, 4.05, 4.35).
- 2.05 Documentaire : Histoires naturelles (et à 5.05).
- 3.40 Documentaire : L'Aventure des plantes.
- 4.15 Série : Passions.
- 4.40 Musique.

FRANCE 2

- 5.55 Dessin animé.
- 6.05 Feuilleton : Monsieur Belvédère.
- 6.30 Téléfilm : Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.

- 8.30 Feuilleton : Amoureuxment votre.
- 8.55 Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
- 9.20 La Petite Merveille ; Les Mystérieuses Cités d'or ; A-mi galaxie ; Chipagali.
- 11.10 Flash d'informations.
- 11.15 Jeu : Mots.
- 11.45 Jeu : Pyramide (et à 4.15).
- 12.20 Jeu : Combien tu paries ?
- 12.55 Météo (et à 13.55).
- 15.59 Journal et Bourse.
- 13.40 INC.
- 13.45 Chahut Maurens (et à 14.40).
- Chahut Maurens ; Les séries à la carte ; Les dessins animés.
- 13.50 Série : L'Équipe du Pony Express.
- 17.20 Série : Cooper et nous.
- 17.45 Série : La Fête à la maison.
- 18.10 Jeu : Qui le meilleur gagne (et à 3.15).
- 18.45 Magazine : Studio Gabriel (et à 19.25).
- 19.25 Flash d'informations.
- 19.55 Tirage du Loto (et à 20.50).
- 19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.55 Passé sous silence. D'Agan Nidou, avec Marie-Sophie Berthier, Marie Mathéron.
- 22.40 Magazine : Bas les masques. Présenté par Mireille Dumas. Supportons : à la vie, à la mort.
- 23.50 Journal et Météo.
- 0.15 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Laure Adler. Spécial jardins, à l'occasion du Festival international des jardins à Chaumont-sur-Loire et du colloque « l'Art des jardins, art et lieu de mémoire », à Vassivière.
- 1.20 Moyen métrage : Histoires courtes. Léon, de Marie de Laubier.
- 1.50 Magazine : Studio Gabriel (2^e partie, rediff.).
- 2.15 Émissions religieuses (rediff.).
- 3.45 Dessin animé (et à 5.05).
- 3.55 24 heures d'info.
- 4.40 Documentaire : Urti. Eradique la faim insoupçonnée (3^e partie).
- 5.10 Série : Le Privé.

FRANCE 3

- 6.00 Euronews.
- 7.00 Premier service.
- 7.15 Bonjour Babar. Les Moomins ; Qui-qui ; Les Aventures de Tintin : Tintin au Tibet.
- 8.10 Les Minikeums. Twinkle ; Huckleberry Finn ; Les Trois Mousquetaires ; Wilder ; Jeu : Les Mondes fantastiques ; Peter Pan ; Sandokan ; Fais-moi peur ; Bravo la famille.

- 12.00 Flash d'informations.
- 12.05 Télévision régionale.
- 12.45 Journal.
- 13.00 Humour.
- 13.10 Téléfilm : La Mystère du ranch. D'Andy Tennant, avec William Petersen, Jack Palance.
- 14.50 Série : La croisière s'amuse.
- 15.40 Série : Magnum.
- 16.30 Les Minikeums. Les Aventures de Tintin : le Secret de la Licorne ; Albert, le cinquième mousquetaire ; Il était une fois les découvreurs : Stephenson à toute vapeur.
- 17.45 Magazine : Une pêche d'enfer en direct de Bordeaux. Invité : Stéphane Trounev.
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour. Une fin de siècle, de François Reynet.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.05 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 Dessin animé : Batman.
- 20.35 Tout le sport.
- 20.45 INC.
- 20.50 Magazine : La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Etats d'urgence. Rwanda, le génocide.
- 22.30 Météo et Journal.
- 23.00 Mercredi chez vous. Programme des télévisions régionales. Alsace : Action ; Téléclub ; Dubl. Aquitaine (Championnats du monde de pelote basque) ; Corse (Cultura viva) ; Limousin : Poitou-Charentes (Alsace) ; De proche en proche ; Confiance de nacre, invité : Robert Monodérel. Lorraine : Champagne-Ardenne (Regards voisins : La Libération en Champagne-Ardenne ; Le tourisme à Reims ; Soufflets, c'est jouer) ; Méditerranée (Méditerranée : Pôle Sud ; Destination pêche : Pas-de-Calais, de marais en rivière ; Nautilius). Nord-Pas-de-Calais, Picardie (Sortie de crise : Périphériques ; Euro 3 ; Carte postale d'une région européenne). Normandie (Géotour-moi ça ; Caméra normande ; Zigue-Zague). Ouest (La gwerz, trois voix pour un chant d'Alain Galtier) ; Rhône-Alpes, Auvergne (Bleu nuit ; Une semaine en Auvergne) ; Sud (Pôle Sud ; Passages ; Méditerranée).

CANAL +

- En clair jusqu'à 7.30.
- 6.59 Pin-up (et à 12.25, 0.09).
- 7.00 CBS Evening News.
- 7.23 Le Journal de l'emploi.
- 7.25 Dessin animé : Léa et Gaspard.
- 7.30 Canaille peluche. X-Men.

- En clair jusqu'à 8.40.
- 7.50 Ce cartoon.
- 8.40 Surprises (et à 10.42, 16.30).
- 9.00 Cinéma : Le grand jeu. ■ Film français de Robert Siodmak (1953). Avec Gina Lollobrigida, Jean-Claude Pascal, Raymond Pellegrin.
- 10.40 Flash d'informations.
- 10.50 Le Journal du cinéma.
- 10.55 Cinéma : Histoires de fantômes chinois n° 3. ■ Film chinois (Hongkong) de Ching Siu-Tung (1991). Avec Joey Wong, Tony Leung, Jacky Cheung. Mélange plutôt sympathique de légendes fantastiques et d'arts martiaux.
- En clair jusqu'à 13.35.
- 12.30 Magazine : La Grande Famille. Présenté par Michel Field. Les jeunes héritiers : Je l'aime, mais il est... ■ Film français de Robert Siodmak (1953). Avec Gina Lollobrigida, Jean-Claude Pascal, Raymond Pellegrin.
- 13.30 Le Journal de l'emploi.
- 13.35 Décade pas Bunny.
- 14.30 Dessin animé : Léa et Gaspard.
- 14.35 Documentaire : Animaux de toutes les Russies.
- 15.05 Le Journal du cinéma.
- 15.10 Téléfilm : Injustes noces. De Waris Hussein, avec Jeanne Moreau, Joan Plowright.
- 16.45 Dessin animé : Les Simpson.
- 17.10 Les Superstars du catch.
- 18.00 Canaille peluche. Doug.
- En clair jusqu'à 21.00.
- 18.30 Ce cartoon.
- 18.40 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, puis, à 19.10, par Philippe Gilès.
- 19.20 Magazine : Zéronoma. Présenté par Daisy d'Errata, Eric Auger, Marianne Nizan, Albert Algod, Christophe Bertin, José Garcia, Karl Zéro.
- 19.55 Magazine : Les Guignols.
- 20.30 Le Journal du cinéma du mercredi.
- 21.00 Cinéma : Mr. Baseball. ■ Film américain de Fred Schepisi (1992). Avec Tom Selleck, Ken Takakura, Aya Takamashi.
- 22.40 Flash d'informations.
- 22.50 Cinéma : Héros pour moi. ■ Film franco-italien de Jean-Luc Godard (1992). Avec Gérard Depardieu, Laurence Masliah, Bernard Verley. Surprenant poème visuel.
- 0.10 Cinéma : La Petite Arnaqueuse. ■ Film américain de John Hughes (1991). Avec James Caan, Kelly Lynch, Alison Porter (v.o.). Comédie sirupeuse et insupportable.
- 1.50 Cinéma : Deux doigts de meurtre. ■ Film franco-britannique-cana-

- dien d'Eddy Matalon (1992). Avec Anthony Higgins, Leslie Hope, F. Murray Abraham (v.o.).
- Un banquier imagine le crime parfait pour se débarrasser de sa femme.

ARTE

- Sur le câble jusqu'à 19.00.
- 17.00 Série : Belphegor. De Claude Barma (rediff.).
- 17.25 Magazine : Transit. Présenté par Daniel Leconte. Les juifs à Berlin (rediff.).
- 18.20 Court métrage : Eksamen. D'Edla Thomas Petersen (rediff.).
- 18.25 Court métrage : Bal de printemps (rediff.).
- 18.30 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. Aménager notre territoire. 1. La France telle qu'elle est (rediff.).
- 19.00 Magazine : Confetti. Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach.
- 19.30 Magazine : Mégamix. Présenté par Martin Melissonnier. Addis-Abeba, jour de Pâques : Les nuits de Paris ; Urban Dance Squad ; DCC contre mini-disc ; Swell ; Les colères qui changent ; Nonnes Tropo.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Documentaire : Viva Verdi ! De Mark Elder et Barrie Gavin. Extraits d'opéras mis en scène par David Alden. Avec les Chœurs et l'Orchestre de l'English National Opera. Écrit et présenté par Mark Elder, ancien directeur musical de l'English National Opera, ce film retrace la vie du compositeur de ses origines modestes à Roncole jusqu'à la maturité avec la « trilogie » (Rigoletto, le Trouvère, la Traviata). De l'éclatant évènement de savoir au compositeur novice abattu par la mort de sa jeune épouse et de ses deux enfants, la gloire avec Nabucco, le député au Parlement...
- 23.10 Cinéma : Boudou sauvé des eaux. ■■■■ Film français de Jean Renoir (1932). Avec Michel Simon, Charles Granval, Marcelle Hainia (80 min.).

M 6

- 6.55 Martin express (et à 7.10, 8.05).
- 7.00 Informations : M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 11.00, 11.50).
- 7.05 Contact 6 Manager.
- 9.05 Musique : Boulevard des clips (et à 10.05, 11.05, 1.40, 6.10).
- 11.30 Série : Les Nuits.
- 12.00 Série : Papa Schultz.
- 12.30 Série : La Petite Maison dans la prairie.
- 13.30 M 6 Kid. Prostors ; 20.000 lieues dans

- l'espace ; Rahan ; La Petite Boutique des horreurs ; Conan l'aventurier.
- 16.15 Magazine : Fax'O (et à 0.45). Les tubes de l'été ; Jurassic Stones ; Oasis ; Mylène Farmer.
- 17.00 Variétés : Multitop.
- 17.35 Série : Les deux font la loi.
- 18.10 Série : Agence Aculpo.
- 19.00 Série : Code Quantum.
- 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Notre belle famille.
- 20.35 Magazine : Ecolo 6 (et à 1.30). Elf invente la machine à laver les oiseaux.
- 20.45 Téléfilm : L'Amour assassin. D'Elisabeth Rappeneau, avec Ludmila Mikael, Didier Sandre. Une femme délaissée par un mari peintre à la renommée grandissante organise sa vengeance.
- 22.25 Téléfilm : Roses mortelles. De Sam Irvin, avec Thomas Howell, Linda Fiorentino. Une star du film d'épouvante érotique laisse ses cadavres sur son chemin.
- 0.05 Magazine : Sexy Zap.
- 0.35 Six minutes première heure.
- 2.30 Rediffusions. Salas opus 3 (Puelto-Rico) ; Coup de griffe (Louis Féraud) ; Eric Le Lann ; Culture pub ; Fréquentar.

FRANCE-CULTURE

- 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Bernstein et la France.
- 20.30 Tira ta langue. Eric Vial (les Noms de villes et de villages), Alain Duchesne et Thierry Lagay (Dictionnaire des racines des langues européennes).
- 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. Communauté des racines publiques de langue française.
- 22.40 Les Nuits magiques. Série, existant (2).
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Coda. Inventaires (3).

FRANCE-MUSIQUE

- 20.05 Concert (donné le 18 juin à Houdan) : Œuvres de Tielouze, Cornet, Correa de Arauxo, Marchand, par Bernard Focroule, orgue.
- 22.35 Soliste. Salvatore Accardo, violon.
- 23.00 Ainsi la nuit. Quatuor à cordes n° 3 en mi bémol majeur op. 29 de Mendelssohn.
- 0.05 Jazz vivant. Par André Francis. Nouvelle génération du jazz français : les trios de Florence Malnothe, Pierick Hardy, Yassir Bahri ; le groupe « Le 4 » de Cyril Guiraud et « L'Opposum Gang » de Pascal Lacore.

TRAVERSES

PIERRE GEORGES

L'état de l'union

Il y a des expressions auxquelles on ne prête pas autrement attention pendant des années. Et puis, d'un seul coup, au hasard d'une lecture, une interrogation se manifeste. Dans la saga sur la famille, vaste et increvable sujet, que le Monde entreprend cette semaine avec ce souci entomologique qui l'honore, une formule ni inédite ni nouvelle a provoqué ce délice: L'« union libre ».

L'« union libre », comme son nom l'indique, est l'union librement consentie, révoquée sans préavis, sinon sans précaution, de deux êtres présumés attachés l'un à l'autre. Ces êtres, majoritairement mais pas uniquement de sexe opposé, pratiquent volontiers l'indépendance dans l'interdépendance, dans un souci commun de vivre l'essentiel sans commettre l'irréparable. A la Bourse amoureuse, il s'agit donc d'un placement à terme et non d'une assurance-vie. Ou, si l'on préfère, en immobilisant le cœur, d'un bail affectif précaire avec possibilité de résiliation anticipée.

La formule a ses avantages, le moindre n'étant pas cette menace permanente qui oblige à la vigilance. Elle a ses adeptes, nombreux, qui fient le parfait amour sans souci du lendemain. C'est du moins ce qu'ils croient et disent, les malheureux, jusqu'au jour où le divorce « libre » leur tombe sur le râble. Car, sauf concordance des désillusions, il est rare que l'on se sépare d'un commun désaccord.

Mais ne plaisantons pas. Si le

terme « union libre » pose problème, c'est, par antiphrase, pour tous les autres: les mariés, les damnés de la chaîne, les forçats conjugaux. Affirmer qu'une union est « libre », c'est supposer que l'autre ne l'est plus. C'est dire qu'à côté d'une perspective paradisiaque existerait une malédiction conjugale, une « union captive », menottée, clic-clac, par la loi et, double peine, la foi. Ce radieux constat qui fait de chacun le geôlier de l'autre, son maison d'amour, pêche un peu par approximation. D'abord, parce que ce pire-là, l'indéfectible usure, n'est pas sûr. Ensuite, parce que le législateur, dans sa sagesse, a prévu des issues de secours.

Il semblerait même que les tenants de « l'union libre » ne soient pas en situation de se vanter. A prendre ainsi des précautions préalables contre les accidents d'amour, à s'offrir la ceinture de sécurité pour parcourir le mouvement, ils font moins la preuve de leur sagesse que de leur pessimisme. Ils aiment et doutent déjà, amoureux de peu de foi. Les autres, les ravis, les bêtards, les inconscients, en un mot les mariés, ne doutent pas. Ils optiment. Voilà pourquoi, dans une fulgurante contribution à l'état de la famille française, nous proposons de substituer à l'expression « union libre » le pléonaste « union pessimiste ». Et au mot mariage le radieux « union optimiste ». Sachant que, dans un cas comme dans l'autre, ni la peur ni la loi n'ont jamais évité le danger.

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Algérie: « La démocratie ne se divise pas », par Georges Sarré; « Pour des élections libres », par Bernard Krief; « Dialogues », par Bertrand Poirot-Delpech; « Pour le roman ».

(page 2).

INTERNATIONAL

Des tracts de la branche armée de l'ex-FIS appellent à la trêve.

Une quatrième réunion du « dialogue national » entre le pouvoir et cinq partis politiques devait avoir lieu à Alger, sans l'ex-FIS qui juge sa participation « prématurée ». Des pourparlers ont pourtant lieu actuellement entre certains responsables du « parti de Dieu » et les groupes armés islamistes afin de stopper la vague de violences (page 5).

La visite en France du roi du Népal.

Couronné en 1975, le roi du Népal a abandonné ses pouvoirs absolus en 1990, après la « révolution » démocratique du « printemps de Katmandou ». Le monarque constitutionnel s'accommode très bien de son nouveau rôle (page 4).

POLITIQUE

M. Hue entame son parcours de candidat communiste à l'élection présidentielle.

Le Comité national du Parti communiste français doit engager « la procédure de désignation du candidat du PCF à l'élection présidentielle ». Une réunion sans grand suspense. Robert Hue, le nouveau secrétaire national du parti, devrait être présenté (page 10).

SCIENCES • MÉDECINE

Les cobayes nucléaires de l'armée rouge.

Il y a quarante ans, une bombe atomique a été larguée par les Soviétiques au-dessus d'un champ de manœuvres où opéraient 44 000 hommes (page 16).

CULTURE

« Simon Boccanegra » à l'Opéra-Bastille.

La première représentation de l'œuvre de Verdi à l'Opéra-Bas-

tille et la dernière apparition du chef d'orchestre Myung-Whun Chung étaient un événement attendu. Seuls le chef coréen et l'orchestre furent à la hauteur. Pour le reste, distribution décevante et mise en scène inexistante ont gâché la soirée (page 19).

COMMUNICATION

M 6 ou le succès financier d'un format audiovisuel « pauvre ».

M 6 n'a jamais douté de son identité. Rétissant la confrontation avec TF 1 et France 2, elle s'est positionnée en télévision de complément. Après avoir essuyé des pertes financières importantes, de 1987 à 1992, la chaîne connaît enfin la réussite financière qui sera sanctionnée par la vente au public d'environ 9 % du capital (page 19).

ÉCONOMIE

Le changement de stratégie de Pechiney.

Pour être privatisable fin 1995, Pechiney doit absolument se désendetter et améliorer sa productivité. Le groupe devra donc céder certaines de ses activités et accélérer restructurations et réductions d'effectifs (page 20).

SERVICES

Abonnements 2
Carnet 24
Marchés financiers 22-23
Météorologie 24
Mots croisés 24
Radio-télévision 25

La télématique du Monde:
36 15 LEMONDE
36 17 LMDOC
et 36-29-04-56

DEMAIN

« Arts et Spectacles »

Pour marquer la rentrée culturelle, nous présentons huit portraits d'artistes, comédiens, chanteurs lyriques, rockers, cinéastes qui sont à l'affiche ou vont l'être dans les prochains mois. Certains en sont à leur coup d'essai, d'autres ont déjà une carte de visite. Ils sont nos « têtes de la rentrée ». Nous proposons également, par secteur culturel, une sélection des rendez-vous à ne pas manquer.

Ce numéro comporte un cahier « Initiatives »

Le numéro du « Monde » daté mardi 20 septembre 1994 a été tiré à 479 543 exemplaires

Le cinquantième anniversaire du « Monde »

Héritage

La préparation de notre cinquantième anniversaire, le 18 décembre prochain, est désormais bien avancée. Cinquante ans de Monde, c'est l'occasion, pour les héritiers que nous sommes, de mesurer en même temps l'importance de l'héritage, la grandeur du privilège et la nécessité de la rénovation face aux dangers qui nous menacent. Aussi avons-nous conçu les manifestations qui nous permettront de marquer cette date comme autant de traits d'union.

En prologue à ce qui ne saurait être une commémoration figée mais bien une action renouvelée, symbole d'un passage du témoin entre hier et demain, nous avons conçu, avec Roman Cieslewicz comme directeur artistique, un album (1), notre regard sur ce demi-siècle passé de l'histoire du monde. Au lieu de simplement feuilleter la collection de quelque quinze mille numéros du Monde depuis le premier, daté du 19 décembre 1944 et paru le 18, imprimé sur une seule page recto-verso, nous avons comblé des plumes amies - écrivains, lecteurs, anciens et actuels collaborateurs - à revisiter en toute liberté ce demi-siècle, année par année. C'est notre façon de souligner ce que le Monde entend toujours être: le lieu du débat et de la rencontre, de la réflexion, de la discussion.

Callosci s'organiseront tout au long de l'exposition itinérante qui, commençant à la mi-octobre en Rhône-Alpes (à Villeurbanne puis à Grenoble) pour être à Paris à la mi-décembre, s'achèvera à Strasbourg à la mi-juin, après avoir fait halte dans neuf autres villes.

Nous saisissons aussi cette occasion pour réfléchir et faire réfléchir sur l'avenir de la presse écrite, à travers un colloque - « réinventer la presse » - prévu pour le 6 décembre à l'UNESCO; et pour nous souvenir que le Monde s'est construit dans une bataille inces-

sante contre deux adversaires: l'argent, dans sa prétention à devenir la seule jauge de la réussite humaine, et c'est le combat pour l'indépendance; le temps, dans sa propension à imposer l'immédiateté, et c'est la lutte pour la distance.

En ce sens, l'héritage que nous avons reçu tel un privilège ne se ramène pas à une posture idéologique, à un parti pris institutionnel ou à une mission partisane. C'est avant tout une conception exigeante du métier. L'« école Monde » pourrait se résumer ainsi: « La pratique du journalisme comme artisanat consciencieux de « vérités de fait », ces « vérités modestes » qu'évoquait la philosophe Hannah Arendt. En d'autres termes, la vérité des faits, recoupés, rectifiés, précisés, comme travail permanent, comme œuvre recommencée. Et non pas la prétention à dire le vrai, à imposer une vérité close et dominatrice. Des vérités méticuleusement façonnées, usinées, mises en perspective.

« Le journaliste comme champ de tensions, espace critique et fonction dérangeante. La démocratie ne se résume pas à un système de représentation; elle ne s'incarne que si elle est aussi un système d'opinion, où le citoyen agit et intervient, proteste ou approuve, en dehors de l'organisation institutionnelle de sa souveraineté.

« Le journalisme comme responsabilité, engagement personnel et présence au monde. Chaque journaliste est impliqué, concerné et requis par l'actualité qu'il traite. L'indifférence est l'antichambre du cynisme. Cette dimension citoyenne du métier s'incarne dans la bataille pour l'indépendance de l'entreprise qui garantit la liberté individuelle des journalistes. « Acteurs autant que spectateurs », écrit « HBM » dans le premier éditorial, cet « avis aux lecteurs » non signé, du Monde. Comme toute recherche d'idéal, cette conception du métier relève d'une

quête incessante, toujours sur l'éta- bli des artisans que nous sommes. Or aujourd'hui, plus peut-être qu'hier, celle-ci est menacée.

Dans l'information comme en bien d'autres domaines de la vie publique, cette fin de siècle nous oblige à retrouver les enjeux de vertu et de rigueur, de liberté et de responsabilité. Les trois adversaires qui nous menacent - et qui menacent, au-delà de la presse et des autres médias, la démocratie elle-même - sont identifiés: la communication des pouvoirs qui vise à imposer une information produite, maîtrisée et contrôlée par ces derniers; le retour à l'information marchande, par l'ascension de groupes économiques sur la scène médiatique qui aspirent au monopole; la dictature du temps réel, l'évolution des techniques risquant de servir seulement à abolir la distance et le recul, la réflexion et l'analyse. Etre à la hauteur de l'héritage, c'est donc relever ces trois défis. En restaurant l'indépendance économique qui garantit la liberté professionnelle. En assurant la survie d'un journal, de journalistes et d'une entreprise de salariés actionnaires. En rétablissant la magistrature d'un Monde rénové et renforcé dont l'ambition est toujours d'être non pas le meilleur quotidien de la presse française, mais l'un des mei-

leurs quotidiens de la presse mondiale. C'est pourquoi la nouvelle direction du journal s'est engagée à rénover le quotidien, et l'entreprise elle-même, dans toutes ses dimensions: par une refonte du journal, qui sera prête dès le début de l'année prochaine, par une recapitalisation opérée dans le respect de notre doctrine fondatrice, celui de l'indépendance, et par une simplification de nos structures juridiques.

Sans attendre ces échéances que nous nous sommes fixées, une trentaine de grandes entreprises se sont mobilisées pour nous permettre de célébrer ce cinquantième anniversaire avec l'ampleur qu'il mérite. Leur présence doit être considérée comme un gage de la confiance qu'elles font au Monde et comme un encouragement à sa rénovation. Qu'elles en soient ici remerciées.

Cette bataille, faut-il le souligner, n'est pas seulement celle du Monde et de ceux qui le font. Elle est, et sera, d'abord l'adage de ceux qui le lisent. L'enjeu n'est pas corporatiste: il est civique. Imposer une presse indépendante, libre et responsable, rigoureuse et audacieuse, ce n'est pas un défi de journalistes, mais un défi de citoyens.

J.-M. C.

(1) L'album sera mis en vente à partir du 4 novembre.

Le comité interministériel de Troyes

Les nouvelles délocalisations concernent des services des ministères de la défense, de l'économie et de l'intérieur.

TROYES

de nos envoyés spéciaux

Entouré d'une vingtaine de ministres, Edouard Balladur a présidé, mardi 20 septembre dans la matinée, à Troyes (Aube) un comité interministériel d'aménagement du territoire consacré pour l'essentiel au transfert de plusieurs services ministériels en banlieue ou en province. Les principaux transferts concernent le ministère de la défense et notamment des services de la gendarmerie, avec la création du commandement des écoles de gendarmerie à Dijon (115 emplois).

Les autres ministères principalement concernés sont l'économie et le budget - école des douanes et des services de l'INSEE, des retraites et de la direction de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes - et l'intérieur qui transférera plusieurs services à Limoges ainsi que dans l'agglomération lyonnaise (350 emplois de la sous-direction de la police technique et scientifique).

D'autres services concernés relèvent de la justice (école de l'administration pénitentiaire à Agen) ainsi que du Commissariat à l'énergie atomique et de France Télécom par exemple. Le gouvernement devait aussi annoncer un effort public considérable (800 millions de francs sur quatre ans) en faveur de la zone de Marseille dans le cadre du projet Euro-méditerranée.

V. D et F. Gr.

TÉLÉRAMA: bénéfices net de 13,4 millions de francs et diffusion en hausse de 4,6 % en 1993. - Fort d'un chiffre d'affaires de 418,9 millions de francs en 1993 (en progression de 6,2 % par rapport à 1992) et d'un résultat net de 13,4 millions, l'hebdomadaire Télérama lance une campagne publicitaire. Confiée à l'agence CLM-BBDO, cette campagne d'un coût global de 5,5 millions de francs commencera, lundi 19 septembre, par de l'affichage et se poursuivra le 21 par des messages radio et presse. Selon Diffusion-contrôle, la diffusion totale payée de Télérama s'est établie à 386 803 exemplaires en 1993 (4,6 % de plus qu'en 1992).



Chez Lanvin,
l'esprit de création
s'inspire
de la tradition.

L'équilibre. Dans la précision
des coupes, des volumes.
Le raffinement.
Dans la noblesse des matières,
la finition du moindre détail.
L'élégance créative.
Toujours renouvelée.

LANVIN
PARIS

15, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris.

السلامة

Le Monde

INITIATIVES

Bien des salariés souffrent du manque de considération dans l'entreprise. Le mépris a aussi un coût.

L n'y a que les naïfs pour espérer en l'entreprise idéale. Celle où chaque salarié serait respecté, et dans laquelle les désaccords ne se transformeraient pas en conflits. On peut toujours rêver, mais celle-là n'existe pas. Dans le meilleur des cas, il se trouvera toujours des membres du personnel pour dénigrer tel ou tel comportement inavouable d'une société prestigieuse, prise au piège entre sa réputation et ses pratiques hypocrites. Dans la catégorie des idoles déboulonnées par leurs serviteurs, les exemples abondent...

En revanche, il n'est pas interdit de vouloir vivre des améliorations qui rendraient les relations sociales plus harmonieuses. Un bon climat, en interne, produit des effets bénéfiques qui se retrouvent, au moins dans la performance collective. Ce n'est pas un hasard si, après tant de livres sur le management moderne, Hervé Sylvestre en a consacré un au « zéro mépris », condition d'un fonctionnement qui vise à l'excellence.

De même, les organisations anciennes, y compris industrielles, s'accordaient des éléments de souplesse que l'officielle raideur des règlements ne permettait pas de soupçonner. Un chef d'atelier qui savait fermer les yeux sur un retard ou une absence pouvait aussi compter sur un coup de main s'il lui fallait honorer une commande de dernière heure. Des systèmes clos se ménageaient ainsi des espaces de respiration et, non sans paternalisme, s'humanisaient. Qui, parmi les plus âgés, ne se souvient pas des « pots » ou des repas qui exprimaient aussi une forme de considération ?

Aujourd'hui, à entendre les refrains désabusés, ce ne serait « plus comme avant ». Aux ouvriers et aux employés s'ajoutent des cadres, à leur tour persuadés à mille signaux qu'on les tient en piètre estime, écartés pour un oui ou pour un non. Les uns et les autres, ou les uns face aux autres, aussi bien, se plaignent qu'on leur fasse trop souvent « le coup du mépris ».

D'où vient ce sentiment, fréquemment partagé et qui nourrit les conversations d'après le travail ? Certes, de pareilles insatisfactions se sont exprimées de tout temps, mais il semble également que différents facteurs, déterminants dans la période actuelle, aient multiplié les occasions d'entendre un *lamento* plaintif. La crise et la menace du chômage, en premier lieu, ont permis à l'arrogance, voire au cynisme, de se donner libre cours, c'est sûr. Mais l'on pourrait aussi incriminer la rigueur de la gestion qui, en imposant des critères stricts d'évaluation, se soucie moins d'habiller ses décisions. Pareillement, l'arrivée des nouvelles technologies ont-elles pu amener à privilégier des procédures vécues comme arbitraires. Ainsi, la froideur et la dureté sont certainement devenues les symboles d'une époque qui ne s'entoure pas de précautions.



Illustration : FREDDY CARLS

Le coup du mépris

A part, peut-être, dans les entreprises publiques, encore fortement syndicalisées et où le sens du collectif demeure puissant, rares sont les situations dans lesquelles le personnel oppose une résistance au minimum passive à ce qu'il nomme des agressions. Mais, alors, dans un détestable climat d'incompréhension, s'enclenche l'engrenage des « petites guerres ». A la suppression d'une tolérance, par exemple, répond l'application stricte des horaires par le groupe qui s'estime puni, laquelle provoque en retour le blocage des promotions, des primes ou des augmentations de salaires. A l'étape suivante, les salariés rétorquent par la grève du zèle « bête et méchante » qui consacre une irréparable perte de motivation.

Sauf position stratégique et force de caractère, ces combats sans gloire se terminent mal dans le secteur privé, pour le protagoniste le moins bien placé d'abord, c'est évident, mais aussi pour l'entreprise qui finira par payer indirectement le prix de son inefficacité. Les clients comme les fournisseurs détestent se retrouver les otages de si ridicules batailles.

Ailleurs, quand on ne réagit officiellement pas, toutes les formes du mépris répandent leur poison comme l'air de la calomnie. Cela commence imperceptiblement. A peine nommé, le nouveau chef croise ses collaborateurs sans leur dire bonjour et, pis, ne les regarde pas. Puis toute la hiérarchie prend l'habitude de ne plus écouter, s'impatiente à la moindre discussion, refuse le contact. Après, le ton rogue prime d'un bout à l'autre de l'entreprise, tandis que les remarques blessantes et désobligeantes se multiplient. Tel patron d'un grand groupe très parisien ne supporte même plus que l'on puisse sourire et apostrophe dans les couloirs les salariés qui ont l'air heureux !

Au stade ultime, quand la situation est gravement dégradée, cela donne SKF, qui commande des taxis pour se débarrasser plus vite des licenciés, ou la convocation par haut-parleur des victimes du plan social, ou les séances publiques d'autocritique pour les cadres. Le mépris à l'état pur.

Alain Lebaube

■ Double langage patronal

Cynisme et arrogance sur fond d'« humanisme »

par Marie-Béatrice Baudet

■ « Je t'aime, moi non plus »

Le management par l'affectif peut conduire au divorce

par Jean Menanteau

■ L'absence de liant

De la diplomatie à la froide rationalité

par Catherine Leroy

page II

■ Le cycle des raidissements

Les équilibres délicats sont durs à reconstruire

par Marie Claude Betbeder

■ Confidences de salariés

Souffre-douleur, ils encaissent en silence

par Francine Aizicovici

page III

■ Dé-va-lo-ri-ser !

Le mépris comme facteur naturel de décès

par Alain Beuve-Méry

page IV

TRIBUNE

□ Cadres ! Pour l'emploi, engagez-vous !

par Rémy Robinet-Duffo et Laurent Benveniste

ECHOS

page IV

AFREMER

vous donne rendez-vous dans la rubrique Secteurs de Pointe.

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA

THE LINK BETWEEN CONTINENTS

114 Sansome Street • San Francisco, CA 94104

Université à San Francisco

Spécialisée en management international, habilitée à délivrer les :

DBA *Doctorate of Business Administration for International Management*

■ Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco + Thèse.
■ Admission : MBA ou équivalent avec expérience professionnelle

MBA *Master of Business Administration for International Management*

■ Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational
■ Filière d'admission 3^e cycle : Ingénieurs, Médecins, Pharmaciens, DEA, DESS, Grandes Ecoles, IEP, Maîtrises...
Avec expérience professionnelle ou stages validés

BBA *Bachelor of Business Administration for International Management*

■ « Undergraduate Program » de 18 mois à San Francisco.
■ Sélection : BAC + 2

Informations et sélections :

17-25, rue de Chaillot, 75116 Paris

Tél. : (1) 40-70-14-21 - Fax : (1) 40-70-10-10

Autres centres de sélection : Amérique, Asie, Europe

IUA
SAN FRANCISCO

Double langage patronal

Sous un humanisme de façade percent des comportements de plus en plus cyniques et arrogants

COTÉ jardin, voici ce que donne le discours patronal officiel, en vogue depuis le début des années 80 : « Les salariés sont la seule véritable richesse d'une entreprise ». Et côté cour, les pratiques, évidemment impossibles à généraliser. A écouter certains témoignages, celles guidées par le mépris gagneraient aujourd'hui du terrain, comme si la crise autorisait tous les excès. D'autres patrons sont formels : faire du mépris un mode de management, c'est aller droit à la catastrophe. « Les salariés et leurs patrons sont embarqués sur le même navire et chacun, à bord, a droit au respect », s'insurge ce directeur des ressources humaines d'un groupe industriel. « C'est le B-A, BA », insiste-t-il.

Si tel était le cas, de nombreux chefs d'entreprise auraient besoin de cours de remise à niveau. Le mépris va même jusqu'à être institutionnalisé : les chefs voyagent en première classe, mais les techniciens qui les accompagnent en seconde, ou, registre identique : ascenseurs, voire escaliers et toilettes sont réservés aux cadres dirigeants... Les entreprises n'en ont pas fini avec ces signes d'antan. Ainsi, un grand bureau d'études parisien qui vient d'emménager dans des locaux luxueux a fait très attention - et la cellule d'emménagement mise en place pour l'occasion et composée de cadres ultra-diplômés y a veillé - de commander des fauteuils en cuir noir pour les cadres et des chaises orange pour les secrétaires.

Les attaques peuvent être, beaucoup plus personnalisées, surtout si les règlements de comptes sont à l'ordre du jour. « En période de renouvellement des mandats des présidents d'entreprises publiques, il ne fait pas bon être dans le camp des disgraciés », constate cet ancien responsable. Une heure après que son président a été remercié, lui et deux autres cadres ont été convoqués par le nouveau maître des lieux qui leur a juste laissé le temps de rassembler quelques affaires, et les a accompagnés dans leur bureau pour jouer pleinement du spectacle.

« Œuvrer pour le bien de la société »

Les taxis commandés par SKF pour conduire immédiatement chez eux les salariés licenciés relèvent du même état d'esprit. Parfois, on frôle même l'inimaginable. Ce patron de PME a licencié pour motif économique deux

de ses cadres et exigé qu'ils accomplissent leur temps de préavis... période durant laquelle ils ont dû repeindre l'un des ateliers de l'usine. A la tête d'une entreprise d'une trentaine de salariés dans le domaine de la communication, cette directrice estime « œuvrer pour le bien de la société », lorsqu'elle explique maintenir ses collaborateurs sous pression permanente, n'hésitant pas exemple à leur demander de faire leur autocritique au cours d'une réunion hebdomadaire, qui se transforme en humiliation publique.

Impensable bien sûr d'entendre un patron, sauf quelques franc-tireurs, se vanter d'être méprisant

à l'égard de ses salariés. Les explications sont plutôt édulcorées : « Une entreprise n'est en rien une démocratie, et il est clair que des rapports de forces sont nécessaires », explique ce dirigeant d'une PME parisienne. Parfois il est indispensable de remettre le personnel à la place qu'il occupe, celle des subordonnés. Discours d'une ancienne génération de patrons ? Pas du tout. Il émane d'un jeune responsable de trente ans, ancien salarié il y a peu. Le mépris n'est jamais une aussi bonne arme que lorsqu'elle protège ceux dont la quête identitaire est tout à fait fragile.

Marie-Béatrice Baudet

« Je t'aime, moi non plus »

Le management par l'affectif et la passion peut aussi conduire au divorce

« PAUL, c'est formidable le travail que tu fais là. Tu es l'un des très rares dans l'agence à pouvoir boucler ce projet. »

Ce mois d'août - c'était avant la crise, à l'âge d'or des agences de publicité - Paul annula sur le champ son départ en vacances, et passa son été enfermé dans un Paris caniculaire. Il se « détona ». Non pour le seul projet, mais au moins autant pour X... Ce dernier, plus âgé, ne le considérait-il pas comme son fils spirituel ? Ne le valorisait-il pas en toutes circonstances, soulignant ses qualités vis-à-vis des autres ? Et puis il y avait tant de signes d'attention particulières : déjeuners, dîners au domicile particulier de X... sorties communes les week-ends...

Jusqu'au jour - c'était en 1993 - où les budgets de l'agence fondirent comme neige au soleil. Des différends apparurent entre les deux hommes sur la stratégie à suivre. Le fils se rebella. Les petits signes disparurent. Puis il y eut la charrette. Paul, l'un des plus gros salariés de l'agence, fut l'un des premiers à prendre la porte. « Impossible de le garder, lui avait dit X... avec une tape sur l'épaule. Mais tu es un « bon ». On te reprend dès que ça ira mieux. »

J'avais tellement cru en X... que j'ai vécu cette séparation comme un drame amoureux. J'ai eu le sentiment d'avoir été lâché, trahi. Depuis, après avoir opéré, comme il le dit, « un travail de deuil », et frôlé la dépression, Paul a créé sa propre agence et n'a pas cherché à être

repris ailleurs. Pourquoi ? « Parce que je ne veux jamais plus connaître une situation de ce type. Et si je m'investis à fond, c'est exclusivement pour mon propre compte. » Banal, ce qui est arrivé à Paul ? Pas tout à fait. « On m'a eu à l'affectif, reconnaît-il aujourd'hui. J'avais dépassé de très loin la relation contractuelle normale que l'on peut avoir avec son travail. »

Passion dévorante

Il est évident pour tout un chacun que l'affectif joue un rôle considérable dans le travail. Mais jusqu'où ? Car le management affectif, ou passionnel, peut, consciemment ou non, être érigé en règle. Il dépasse le classique « Je t'aime, moi non plus. »

Dans leur ouvrage *Le Coût de l'excellence* (1), Nicole Aubert, professeur de sciences humaines, et Vincent de Gaullejac, sociologue, ont enquêté auprès de plusieurs grandes entreprises, d'origine américaine il est vrai, où le manager performant est celui qui ne se contente pas d'adhérer au système mécaniquement. « Il doit s'y investir lui-même tout entier et y vouer toute la passion dont il est capable, dans sa double dimension, corps et âme, physique et psychique. » Les auteurs parlent à ce propos de système « managinaire » : la symbiose individu-organisation et la canalisation psychique de l'énergie du salarié sont les deux processus à la base du système. L'investissement passionnel est voulu par l'organisation. Mais il a ses limites : « Il est encouragé pour parvenir au niveau de production d'énergie psychique (...) mais il est contrôlé pour éviter les débordements dévastateurs où l'individu, dévoré par sa passion, ne peut plus constituer un facteur de progression pour l'entreprise. »

Naturellement les salariés des entreprises « managinaires » touchent aussi les dividendes de ce mode de management (certains ont conscience de devenir des

avec nostalgie, Juliette évoque une époque révolue pour beaucoup : « Lorsqu'il y avait une urgence, personne ne rechignait à la tâche. Le week-end, s'il le fallait, l'équipe se retrouvait à l'agence pour mettre après un café-croissant une dernière touche à la campagne de publicité. » Et de se rappeler le temps où les heures supplémentaires étaient rémunérées et où, lorsqu'un salarié en avait besoin, on lui accordait une demi-journée. Dans les entreprises industrielles une certaine sagesse régnait également. Le chef d'équipe savait fermer les yeux quand il le fallait sur quelques absences. Il y avait souvent moyen de s'arranger sur les jours de repos et de congé malgré les calendriers prévus. Ici ou là, les

règlements intérieurs étaient appliqués avec... diplomatie. Des pots poncuaient l'année à l'occasion de fêtes ou d'anniversaires, créant une atmosphère de convivialité dans l'atelier.

Aujourd'hui, dans les agences de communication, les petites douceurs ont quasiment disparu tandis que, dans les ateliers, les règlements sont appliqués à la lettre, et les pots ne sont pratiquement plus qu'un souvenir. Ce n'est pas Hubert Boucher, secrétaire général de l'UCI-FO, qui regrettera la disparition des petites « douceurs » réservées par les directions à leurs salariés méritants. Pour lui, pots et autres déjeuners ont quelque « relent de paternalisme ». Il se méfie de ces « petits gestes » de la direction qui ne sont que « des moyens ambigus d'emporter l'adhésion des salariés ».

Individualisation accrue

Jacques Khelifi, secrétaire général de la FUC-CFDT, regrette ces moments qui permettaient aux salariés de respirer. « Avant, le niveau des effectifs offrait une certaine souplesse. Maintenant, les coupes drastiques dans les effectifs, la recherche de l'excellence, la mise en place d'une norme de fonctionnement ont changé les relations dans l'entreprise », explique-t-il. « La hiérarchie a des exigences très fortes d'implication, de disponibilité et elle ignore complètement le stress supplémentaire qui en résulte. Elle fait l'impossible sur ce qui pourrait rendre ce stress supportable. »

C'est-à-dire des espaces de discussion, d'échange. Tout ce qui peut donner l'impression d'appartenir à une communauté. « Ces pots étaient l'occasion de faire passer quelque chose d'humain dans les relations au sein de l'entreprise. » « Je ne crois pas qu'une communauté de travail puisse être simplement faite de l'addition de compétences », estime Jacques Khelifi. « On voudrait n'avoir dans l'entreprise que des rapports professionnels. Chacun n'existerait que dans son rapport au geste de travail et dans sa coopération à d'autres effectuant eux-mêmes un geste de travail. C'est une vue de l'esprit. »

Pour Hubert Boucher, il faut se rendre à l'évidence. On sort d'une période « fusionnelle » où la tâche était globalement définie, pour entrer dans une période plus individualisée, « contractuelle », où l'entreprise qui fonctionne désormais en flux tendu « est capable de mesurer précisément la contribution de chacun ». A cela s'ajoute « la normalisation qui rend les salariés interchangeables ». Ce qui explique, selon lui, le changement d'attitude des entreprises à l'égard de leurs salariés. « Pendant des années, elles ont cherché à fidéliser leur personnel. Aujourd'hui, cela leur est égal. Elles savent qu'il y a sur le marché plein de gens qualifiés, bien formés, qu'elles peuvent payer moins cher. » A quoi bon se fatiguer à mettre de l'huile dans les rouages ? Un calcul que les entreprises risquent bien de payer cher en termes de démotivation.

Catherine Leroy

« Inventer et construire ensemble l'entreprise de demain »



ERASME INTERNATIONAL est la plate-forme de rencontres et d'échanges que j'ai fondée pour tous ceux qui ont le désir profond de promouvoir la renaissance de l'entreprise en renouvelant les pratiques de management. Vous qui souhaitez faire bouger les choses, je vous propose ce cycle de conférences-partages pour enrichir votre expérience et créer ensemble un futur positif.

CYCLE MANAGEMENT

Chaque conférence a lieu à Paris de 19h à 21h

- 11 oct. 94 L'art de la motivation.
- 24 nov. 94 Gérer l'émotionnel dans l'entreprise.
- 13 déc. 94 Reengineering ou vision partagée ?

ERASME INTERNATIONAL

Les Responsables de l'entreprise de demain
Prospective dans l'action



Merci de me faire parvenir gratuitement « 10 conseils pour le Manager de demain », ainsi que les conditions de participation à ces conférences.

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle
Nom _____ Prénom _____
Société _____
Fonction _____ Tél. _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

A renvoyer à ERASME INTERNATIONAL,
9, rue Saint-Florentin - 75008 Paris - Tél. (1) 42 86 86 33

3ème CYCLE DE MANAGEMENT

IGS enseignement supérieur

- Ressources Humaines
- Gestion de la Qualité

9 mois de formation, 6 mois de mission en entreprise

CONCOURS 27 septembre 1994 - 6 octobre 1994

Admission : Diplômes de l'enseignement supérieur (bacheliers, BTS, DUT, etc.) ou qui souhaitent se préparer à des postes de managers spécialisés.

Concours : Sessions 1994 Septembre - Octobre

Renseignements tél. (1) 40.03.15.88

IGS, 12 rue Alexandre Parodi 75010 Paris

Demande de documentation à retourner à : IGS, 12 rue Alexandre Parodi 75010 Paris

Nom _____ Prénom _____

Age _____ Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____ Tél. _____

Niveau d'études _____ Le Monde 20 sept. 94

INSERTION PAR L'ÉCONOMIQUE...

UN RENDEZ-VOUS À NE PAS MANQUER
Avignon - 25 et 26 novembre 1994

Une initiative de 4 grands réseaux
CNEI, CNLRO, COORACE, FNARS

avec le concours de la CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(Programme développement solidarité)

Renseignements - Inscriptions

Agence Droit de Cité
Tél (1) 42 46 38 66
Fax (1) 42 47 05 38

Contact
Cécile CLAVIER

25, 26 novembre 1994, Avignon

سكس من الاطفال

INITIATIVES

Dossier • Le coup du mépris

Le cycle des raidissements

Au nom de la bonne gestion, on détruit parfois des équilibres délicats qu'il sera dur de reconstruire

Confidences de salariés

Souffre-douleur de leurs supérieurs hiérarchiques, ils encaissent en silence

TEMPS de crise et remises en ordre vont souvent de pair. Comme il faut réduire les coûts, on se lance dans la chasse aux dépenses inutiles, au gaspillage, au temps perdu. Y compris dans les entreprises qui restent prospères et pour lesquelles l'occasion est bonne d'éliminer quelques mauvaises habitudes. Réflexe de bon gestionnaire ? Sans doute. Pourtant on peut se demander si l'on ne détruit pas ainsi parfois certains équilibres délicats qui s'étaient construits par petites touches, au fil des années, entre les différents acteurs de l'univers de travail : des compromis peut-être plus féconds, tout compte fait, que la froide rigueur.

Alain fait partie d'EDF d'un « groupe responsable » (c'est le nom désormais donné aux services pour souligner l'esprit d'autonomie attendu d'eux dans l'accomplissement de leur mission). Il y est chef d'équipe dans le cadre d'un ensemble qui regroupe des ouvriers qualifiés et de jeunes techniciens qui travaillent de 8 heures à 16 h 45, mais dont un certain nombre avaient pris l'habitude d'arriver le matin avec un bon quart d'heure de retard.

Un jour est venu le rappel à l'ordre : il faut que ces retards cessent. « Puisqu'ils nous y obligent, ont grondé les intéressés, nous arriverons à l'heure. Mais qu'ils ne comptent plus sur nous pour rester au-delà de 16 h 45 quand il y a un chantier à terminer ! » Chose dite, chose faite : ils partent tous chaque jour à l'heure pile. Quitte à ne pas commencer un dépannage quand ils ne sont pas certains de pouvoir terminer en temps voulu, ou à faire appel – pour l'achever – aux équipes d'astreinte chargées des urgences hors temps de travail.

D'où un gâchis de temps et d'argent, mais aussi des tensions avec les entreprises clientes d'EDF qui supportent mal cette rigidité. Des tensions également au sein d'EDF : « L'ambiance se dégrade, constate Alain, chacun traîne les pieds. On voit resurgir tous les petits problèmes non réglés. Les accrochages sont incessants. » A la fin de l'année, quand se distribuent les augmentations de salaire, certains qui croyaient avoir de bonnes raisons d'en espérer ont la mauvaise surprise de ne rien recevoir parce que « les objectifs n'ont pas été atteints ». Quelque chose comme une « petite guerre » s'est installée.

EDF étant EDF, selon l'expression de notre chef d'équipe, le fleuve se remplit tout doucement dans son lit : les retards vont réapparaître et on cessera d'arrêter le travail à l'heure pile quand il y a un dépannage à terminer. Tout simplement parce que, pour l'entreprise, ça marche mieux comme ça. Mais un souci de bonne gestion a ouvert à la « petite guerre » bien d'autres champs de bataille. Par exemple celui des mises en service de compteurs pour entreprises – opérations effectuées en général le samedi parce qu'elles impliquent la coupure du courant, donc l'arrêt de la production. Réalisées par des salariés volontaires, elles étaient naguère rémunérées sur la base d'un forfait de cinq heures, avec paiement de frais de repas. Rigueur oblige, il fut décidé de les régler sur la base du temps réel-

ment passé, le repas n'étant payé que si le travail continuait au-delà de midi.

Du coup, les volontaires vinrent à manquer : et ceux qui continuaient à venir le firent dans la hargne. Alors que jusque-là, quand un outil faisait défaut sur un

cile ; mais il est permis de penser que la possibilité laissée aux salariés de réagir joue un rôle positif parce qu'elle permet de savoir « jusqu'où ne pas aller trop loin ». Pour Alain, il en résulte néanmoins des dégâts difficilement réparables : il n'hésite pas à

SON bureau, c'est un mirador : vitré et surélevé, il domine l'ensemble de cette grande surface de province. D'un regard, le directeur peut ainsi contrôler l'activité des vendeurs et surtout leur heure d'arrivée. Christophe, vingt-huit ans, s'en moque éperdu-

ment. Je suis très déçu. » Christophe relance régulièrement son patron, qui n'a que des reproches à lui adresser : manque de ponctualité et tenue vestimentaire laissant à désirer. « N'importe quoi ! Le magasin n'est pas climatisé, alors on transpire. La chemise est trempée. C'est sûr, il y faisait entre 40 et 45 degrés. Et le directeur me dit que ma chemise est sale ! C'est très bas. » Pour son pantalon, fourni par l'entreprise avec la chemise, même scénario : « A ce rayon de bricolage, il y a beaucoup de manipulations à faire. Alors mon pantalon s'use vite, il a des trous. Or le réapprovisionnement des tenues n'a lieu que tous les deux ou trois mois ! C'est lamentable. »

Usure quotidienne

A bout de nerfs, Raoul et Albertine le sont aussi. Vendeurs chez un grand distributeur de disques, ils se heurtent depuis plusieurs années à un chef de rayon aux méthodes d'un autre temps. Le matin, par exemple, soupire Raoul, le chef attend les employés à l'entrée du rayon et les salue en regardant sa montre. Une ou deux minutes de retard suffisent pour s'attirer une réflexion. Et il note sur des fiches toutes sortes de détails concernant chaque vendeur. « Il n'en discute pas avec l'intéressé sur le moment, mais il les ressort six mois après, notamment lors des entretiens individuels d'évaluation, pour justifier le refus d'augmentation aux salariés qui travaillent bien », souligne Albertine.

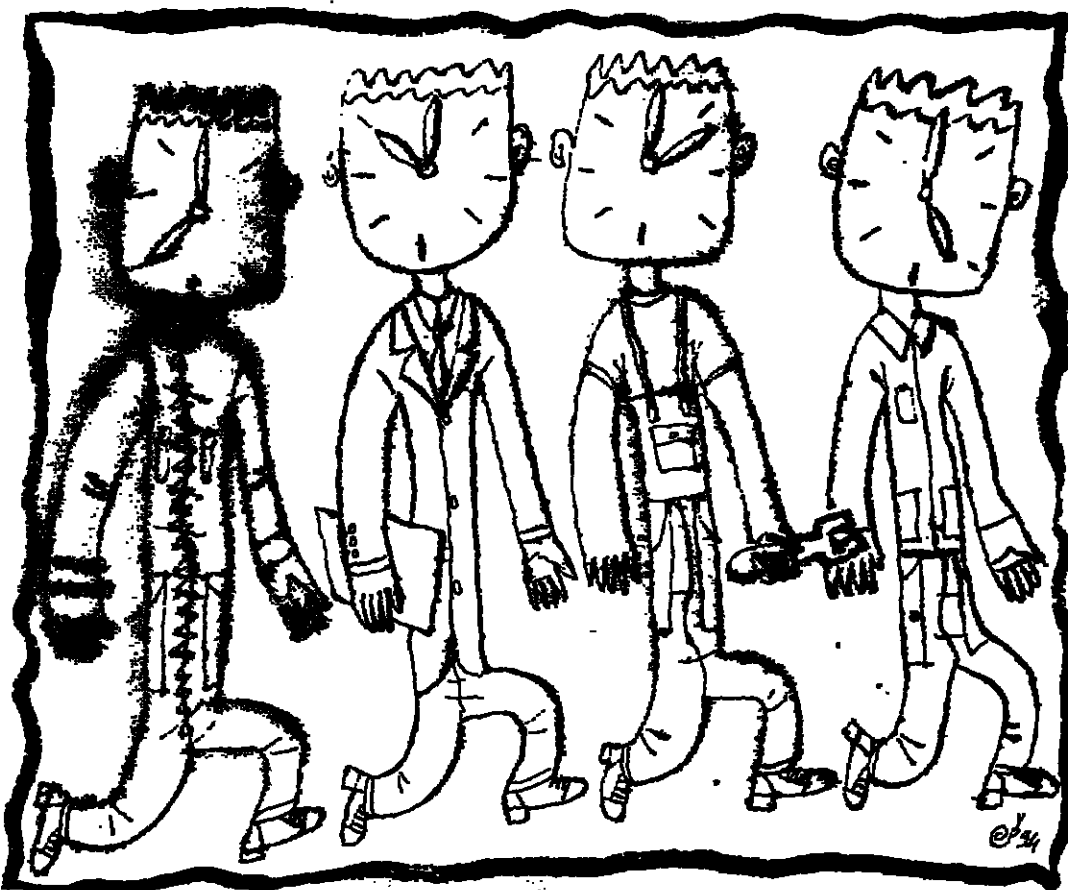
Florilège de reproches : « Tel jour à 15 h 15 tu as mis trop fort la musique en rayon. » Ou bien : « Tel après-midi tu avais laissé une bouteille d'eau sur le comptoir d'accueil », etc. Plus fort encore : « Il dit qu'il n'augmente pas celui qui fait bien son travail mais celui qui fait plus que son travail, affirme Raoul. Il faut vraiment être le roi des imbéciles pour dire une chose pareille ! » Sa cible préférée : les nouvelles recrues, qu'il tente ainsi de mettre au pas. Mais parfois il se casse le nez, comme avec ce jeune vendeur. « Quand il est arrivé, c'était un ange », se souvient Albertine. Le chef lui a alors demandé de gérer une opération de plusieurs mil-

liers de disques en plus de ses tâches quotidiennes. Comme il ne s'en sortait pas, le chef de rayon l'a submergé de « remarques acides ». Lors de son premier entretien d'évaluation, le jeune vendeur s'est vu refuser une augmentation. Depuis « il est très révolté ».

Pendant longtemps, Raoul et Albertine ont cherché le moyen de « démonter le chef de rayon ». L'an passé, l'occasion s'est présentée. En réunion de délégués du personnel, le directeur du magasin a lâché une petite phrase explosive : une partie des vendeurs de ce rayon ne faisaient pas leur travail. Furieux, les intéressés ont demandé des explications et ont dénoncé les injustices et l'incompétence de leur chef. « Ce jour-là, il a été cassé », se félicite Raoul. Depuis, il nous mange dans la main. Mais le rayon est devenu ingérable. Il suffit que quatre ou cinq personnes entretiennent la révolte. »

Carole, décoratrice dans un supermarché, ne peut pas compter sur la force d'un groupe, son service ne compte que deux salariés : elle et son supérieur. Or celui-ci ne veut lui donner aucune responsabilité et refuse qu'elle suive des formations. « Quand je lui demande pourquoi, il me répond que je veux lui piquer sa place. C'est nul. Je cherche juste à évoluer dans mon métier. » Il imagine d'autant plus dangereuse qu'elle a un niveau d'études plus élevé que le sien et qu'elle s'est bien intégrée dans cette entreprise. Comment rabaisser Carole ? « Il faut toujours qu'il me montre ce qu'il connaît, dit-elle, et quand je lui dis que j'ai déjà utilisé telle ou telle technique, il me répond que ce n'est pas possible, que je suis trop jeune. Alors je ne dis plus rien. Mais c'est lourd. » L'hiver dernier, l'occasion était trop belle. Avant de partir en vacances, Carole avait oublié de décrocher une affiche qui annonçait des promotions. Du coup, cette affiche est restée sur la porte du magasin jusqu'à lundi. Quand la jeune femme est rentrée de congés, le drame a éclaté. « Il ne m'a même pas dit bonjour, mais juste : tu as oublié l'affiche. J'ai fait un rapport au directeur. » Quitter l'entreprise ? Carole y songe. « Je me sens dévalorisée, blâmée, alors que j'ai envie de faire plein de choses. »

Francine Alizcovic



chantier, ils se débrouillaient pour faire face à la situation en bricolant, ce que leur jargon de métier baptise des « bidouilles », ils se mirent à refuser de le faire, au nom de la sécurité et des règlements. Et de fil en aiguille ils en vinrent à la grève. Réplique de la hiérarchie : pas de promotion pour untel et untel, qui pouvaient légitimement en espérer... Mais là encore une sorte d'arrangement tacite a fini par prévaloir : officiellement la pose de compteurs le samedi continue à être payée au temps réel, mais... cette durée « réelle » tourne presque toujours autour des cinq heures de l'ancien forfait.

Discours contradictoires

EDF n'a bien entendu pas le monopole de ce genre de situation. Marie-Hélène, qui fait des patrons dans un atelier de confection, vit depuis deux ans exactement le même processus de « petite guerre ». Mais il s'agit d'une femme de caractère et qui se sait difficilement remplaçable. La plupart des salariés des sociétés privées se sentent à l'heure actuelle dans une situation trop fragile pour faire autre chose que protester intérieurement et courber la tête en attendant des jours meilleurs. Ce sont donc plutôt les entreprises publiques qui connaissent ce type de situation du fait de la position relativement protégée de leur personnel. La vie au quotidien de l'encadrement en est rendue plus diffi-

cler de « rancœurs », d'« animosités féroces ». Pour une raison de fond : la nouvelle rigueur gestionnaire est ressentie comme une contradiction fondamentale avec le langage de responsabilisation tenu depuis quelques années. « La hiérarchie y a perdu la confiance des équipes, elle est radicalement remise en cause. C'est vrai qu'en matière de retards, par exemple, il y avait des abus : nous, les chefs d'équipe, nous étions les premiers à le dire aux intéressés. Mais c'est également vrai que ceux-ci acceptaient de rester le soir autant qu'il le fallait pour terminer un travail, et cela sans se faire payer. On ne peut pas passer son temps à dire aux gens que leur travail est une mission, les responsabiliser par rapport à des objectifs à atteindre et, simultanément, les enfermer dans un carcan d'exigences étroites et tatillonnes. »

Marie-Claude Bettbeder

ment. Chef adjoint au rayon bricolage, il embauche tous les jours à 9 h 15 au lieu de 9 heures. Mais, alors qu'il devrait terminer sa journée à 19 heures, il ne part jamais avant 20 h 30 tant il est submergé de travail. Ces heures supplémentaires ne sont ni payées ni récupérées, pas plus que celles de l'inventaire, qui s'achève vers minuit, ni que ses heures de délégation – Christophe est élu au CE – qu'il est contraint de prendre sur son temps libre. Et son directeur ose lui reprocher de ne pas être ponctuel...

De toute manière, entre les deux hommes, c'est un dialogue de sourds permanent. Depuis son entrée dans l'entreprise il y a dix ans, Christophe s'est beaucoup investi dans son travail. Malgré les bons résultats de son rayon, il n'a pas eu d'augmentation de salaire ni de promotion depuis trois ans. « Le directeur me fait miroiter que j'aurai la responsabilité entière du rayon. Mais il ne me la donne

ESSEC



INTERNATIONAL MANAGEMENT DEVELOPMENT

Executive MBA

Faire la différence

Totalement compatible avec la vie professionnelle, l'Executive MBA est réservé aux jeunes managers à fort potentiel. Ce programme constitue un atout décisif dans le développement de leur carrière. Basé sur les principes d'interaction et d'innovation, l'Executive MBA d'ESSEC IMD est le fruit de l'expérience et de l'excellence du corps professoral international de l'ESSEC.

Prochaine session : juillet 1995 à octobre 1996. 80 jours échelonnés (vendredi/samedi)

(1) 46 92 21 00

VIVIANE HENRIOT
CATHERINE BOURGEOT
CMT, BP 230, 92033 Paris-La Défense.

MBA part-time ESCP

Selection en cours

Le MBA ESCP s'adresse à de jeunes cadres et dirigeants ayant 5 à 10 ans d'expérience. Ce MBA, compatible avec l'activité professionnelle, comprend 550 heures d'enseignement réparties sur 18 mois.



Inscriptions avant le 1er octobre
Informations : Hélène Penelin
Tél : (1) 49.23.22.70

LES MASTERS ESG

ECOLE SUPERIEURE DE GESTION • ETABLISSEMENT RECONNU PAR L'ETAT

Dix formations de 3^e cycle en alternance, cartes maîtres professionnelles

- MANAGEMENT PUBLIC
- MARKETING ET PUBLICITE
- FINANCES ET MARCHÉ DES CAPITAUX
- GESTION INTERNATIONALE DU PERSONNEL
- MANAGEMENT DU TOURISME D'AFFAIRES ET DE R. P.
- GESTION DES ENTREPRISES
- AUDIT ET CONTRÔLE DE GESTION
- COMMERCE INTERNATIONAL
- DROIT INTERNATIONAL ET FISCALITE DES AFFAIRES
- MANAGEMENT ET MARKETING EUROPEEN

Pour les titulaires de diplômes (de Bac+4 à Bac+6) : Ces formations peuvent être financées et rémunérées par les entreprises dans le cadre de contrats de qualification.

25, RUE ST-AMAND • 75011 PARIS • TELEPHONE : 43 55 44 44

AGRO ALIMENTAIRE - VIN...
COMMERCE - MARKETING - DROIT...
ANALYSE SENSORIELLE - TERROIR...

Etablissement Privé
d'Enseignement
Supérieur
en Environnement
et Agro-alimentaire

C/O Université du Vin
26790 Suzie la Rousse - Tél. (33) 75 04 86 09 - Fax (33) 75 98 24 20

Inscriptions 9-95
en cours

- CESS Culture et Pratique de l'Analyse Sensorielle et de Dégustation
Diplôme d'Université - 2^e cycle
- DESS Droit de la Vigne et du Vin
Diplôme d'Etat - 3^e cycle
- DESS Connaissance et Gestion des Terroirs
Diplôme d'Etat - 5^e cycle

INITIATIVES
RENDEZ-VOUS

Dossier (suite)

Dé-valo-ri-ser !

Comment le mépris peut être
un facteur naturel de décès

IMPERCEPTIBLEMENT, l'air de rien, on ne fait plus attention à ses proches collaborateurs. Plus sensible à son propre jugement qu'à celui de ses associés, conseiller, ou subordonnés, l'idée que l'on se forge de la réalité devient plus importante que la réalité elle-même. Coupé du monde, on n'est plus à l'écoute du marché, des experts ou de ses clients. Loin d'être l'apanage des grands patrons, ce comportement apparaît dès qu'une personne est en situation de pouvoir. Dévastateurs au niveau d'un service ou d'un département, les dégâts peuvent être considérables, voire irréparables, si le dérapage se produit au sommet de la pyramide hiérarchique d'une entreprise.

La proche actualité a livré deux exemples de dérapages contrôlés... en bout de course seulement. Jean-Yves Haberer, à la tête du Crédit lyonnais, a voulu faire de « sa banque », la première européenne, et même mondiale. Au départ, les résultats ont été surprenants, en un sens à la hauteur des espérances. Le Crédit lyonnais a dépassé ses rivaux de toujours - BNP et Société générale - selon tous les critères (haut de bilan, taille du réseau, etc.), jusqu'au retour à la réalité économique et aux 7 milliards de francs de renflouement par l'Etat. L'exemple d'Air France est plus original car il révèle un autisme plus collectif qu'individuel.

Le mépris des réalités économiques n'est pas tant imputable à un, deux ou trois hommes qui se sont succédés à la tête de la compagnie, qu'à la vision que la compagnie avait d'elle-même. Seuls les événements d'octobre 1993, avec leur dimension cathartique, ont permis de prendre conscience que le monde aérien avait changé de braquets en vol, que la concurrence s'était intensifiée, et que, sans changement, la compagnie risquait de se retrouver complètement sortie du marché.

Dépassement du réel

Succincts et donc simplistes beaucoup d'autres éléments entrent en effet en ligne de compte dans les deux cas précités, cet éclairage permet toutefois de souligner que le mépris de l'autre dans l'entreprise passe d'abord par une déconnexion avec la réalité économique. Lorsque les événements ne peuvent plus rien m'apprendre, ni les êtres qui m'entourent, je deviens méprisant. Hervé Seryx dans le *Zéro mépris* (1) a théorisé les consé-

quences en cascade de tels comportements. Le sous-titre du livre: « comment en finir avec l'esprit de suffisance dans l'entreprise et ailleurs » est en soi éloquent.

S'inspirant du principe du « Zéro défaut » illustré dans les années quatre-vingt par certaines entreprises japonaises et qui serait à l'origine de « la qualité totale » des produits fabriqués au Japon, Hervé Seryx se fait l'apôtre du « Zéro mépris » défini comme « l'anti-mépris, l'ouverture aux idées des autres, la capacité de comprendre, de motiver et de partager ». Pratiques souvent dénoncées dans l'administration, de Georges Courteline à Michel Crozier, le fait de ne jamais reconnaître le mérite de ses collaborateurs, de ne jamais les mettre en valeur vaut aussi pour le monde de l'entreprise.

De la pratique du coup du mépris découle des coûts tout court pour l'entreprise. Le premier est la démotivation des proches collaborateurs. Leur fonction est réduite soit au mieux à un rôle d'adhésion soit au pire à un rôle de composition voire de figuration. Ils sont placés dans une situation dépressive où ils sont près de baisser les bras. Il est très difficile de vivre au quotidien son inutilité dans l'entreprise. Lorsqu'un salarié se sent utile, il va bien et devient lui-même créateur. La plupart du temps, il se retrouve dans la décision prise par son supérieure hiérarchique, fruit d'une élaboration commune. Le jeu de miroir joue à plein.

Différents garde-fous peuvent néanmoins pallier cette évolution critique, aux conséquences incalculables. Sans en dresser une liste exhaustive, Philippe Panissod, conseil en fonctionnements des organisations, en voit au moins trois. En premier lieu, avoir une vision générale et équilibrée des problèmes et s'assurer de la bonne compréhension des collaborateurs: lorsqu'un sujet est évoqué, il s'agit que toutes les parties prenantes soient sur la même longueur d'ondes. Ensuite, la solution inverse mais plus complémentaire que contradictoire consiste en la présence d'un électron libre interne ou externe à l'entreprise: « une sorte de fou du roi, mais en aucun cas un gourou ». Enfin, il est prudent qu'une réflexion solitaire soit passée au crible d'un groupe de travail afin qu'il n'y ait pas (ou peu) de décalage entre ce qui est projeté et le réel. Avant qu'il ne soit trop tard.

Alain Beuve-Méry

(1) Le Zéro mépris d'Hervé Seryx, 233 pages Interéditions (1991).

TRIBUNE

Cadres ! Pour l'emploi, engagez-vous !

par Rémy Robinet-Duffo et Laurent Benveniste

NOUS percevons mieux aujourd'hui la nature des problèmes posés par l'emploi, plus précisément le manque d'emploi. Certes, nous sommes maintenant certains que les modèles traditionnels d'analyse sont défectueux, mais nous n'avons pas défini de solutions nouvelles pour adapter notre organisation collective pour faire face au fléau du chômage. Nous pratiquons la politique de l'autruche. Nous avons l'intuition de ce qui pourrait être entrepris - développer la formation des jeunes en entreprise, densifier notre tissu de PME, mieux accompagner les demandeurs d'emploi -, mais force est de constater que ces idées sont suivies de peu d'actions et tout se passe comme si nous attendions la délivrance de l'extérieur. Certes, la contrainte extérieure est forte. Cependant, la défaillance, loin de nous paralyser, devrait nous permettre d'identifier notre marge de manœuvre.

Un élément paraît systématiquement oublié dans les leviers pour l'emploi: l'accompagnement des personnes. Dans l'économie d'hier, la gestion des compétences était simple. En résumé, il fallait sélectionner une élite pour encadrer des ouvriers d'exécution effectués par des ouvriers faiblement qualifiés. Dans les raisonnements des économistes marxistes et classiques, le chômage jouait un rôle d'ajustement pour la détermination du coût du travail.

Nous sommes maintenant passés d'un modèle fondé sur la quantité à un autre où la qualité joue un rôle accru, et les entreprises, pour rester des organisations efficaces, doivent pouvoir accueillir en leur sein des compétences spécifiques. Or, nous gérons le chômage en considérant que la reprise annoncée permettra d'ouvrir grandes les portes des usines, comme dans les Temps modernes de Charlie Cha-

plin. La nature de la croissance constatée à la fin des années 80 aurait pourtant dû nous alerter. Elle n'a que partiellement permis aux chômeurs de retrouver un emploi, alors que les jeunes diplômés et les inactifs ont occupé massivement les postes disponibles.

Il nous paraît donc essentiel d'accompagner les demandeurs d'emploi, notamment ceux qui sont en repositionnement professionnel depuis plusieurs mois. Des entreprises qui ont géré convenablement leur restructuration nous ouvrent la voie. Elles ont eu le souci des hommes et de leur image, mais aussi celui de ne pas aggraver le coût de notre système d'assistance. Avec une personne responsable du reclassement de quinze demandeurs d'emploi, on obtient des résultats tout à fait satisfaisants. Or, l'ANPE ne peut consacrer qu'un agent pour plusieurs centaines de demandeurs d'emploi, agent qui a par ailleurs bien d'autres fonctions.

Pourtant, les demandeurs d'emploi qui ont une démarche de recherche adaptée réussissent fréquemment. Cela est en particulier vrai dans les PME, qui précisément créent les emplois aujourd'hui. Il s'agit souvent d'emplois qui ne sont pas répertoriés par l'ANPE, voire pour lesquels une annonce n'a pas été diffusée. Qui peut dire combien existent de ces emplois latents, simple possibilité dans l'esprit du chef d'entreprise qui se concrétise si un demandeur d'emploi adapté, dynamique et informé se présente? Cela sans mentionner les créations d'entreprise, secteur où les demandeurs d'emploi réussissent aussi bien que les autres si l'on en croit les rares statistiques disponibles. Comment faire pour améliorer l'accompagnement des demandeurs d'emploi?

Seules des actions bénévoles peuvent permettre de répondre à

l'importance du défi, à l'heure où une hausse des dépenses publiques aurait très peu d'adeptes. Sur un tel sujet, la générosité doit s'allier à la volonté d'agir contre le chômage. Ce constat nous amène à proposer, en partenariat avec les pouvoirs publics, la campagne « Un demandeur d'emploi, une entreprise » (1): cette action, fondée sur un bénévolat qui s'appuie sur des règles professionnelles, s'inspire, en période de guerre économique, du système de patronage conçu pendant les guerres en faveur des soldats.

Nous lançons donc un appel pour que les entreprises s'engagent à détecter des cadres volontaires pour parvenir à un demandeur d'emploi de longue durée en s'appuyant sur une méthodologie développée, proposée et enseignée par l'institut pour le développement de l'entreprise dans son environnement (IDEE). Un appui psychologique et technique et un minimum de logistique peuvent changer considérablement l'existence d'un demandeur d'emploi et ses possibilités de reclassement professionnel.

Ce faisant, nous invoquons le

devoir mais aussi l'intérêt bien compris. L'entreprise ne peut évoluer dans un environnement social délabré. Elle puise dans son environnement humain ses compétences et ses consommateurs. C'est aussi le désir des cadres d'agir aujourd'hui concrètement contre un fléau qui peut les toucher tous. Leur contribution leur permettra aussi, en comprenant mieux le fonctionnement du marché du travail, de s'armer davantage pour gérer les inévitables transitions qui jalonnent de plus en plus les carrières.

► Rémy Robinet-Duffo est président de l'institut pour le développement de l'entreprise dans son environnement (IDEE), du groupe Henner et de l'Union patronale de Paris. Laurent Benveniste est délégué général de l'IDEE. Tous deux sont auteurs d'un livre sur l'emploi intitulé *Des idées sur l'emploi*, à paraître début octobre aux éditions Maxima Laurent du Mesnil.

(1) IDÉE, 57, avenue Marceau, 75116 Paris.

ECHOS

Sciences de gestion et problèmes de l'emploi

■ L'Institut d'administration des entreprises de Lille organise les 22 et 23 septembre un congrès sur le thème « Science de gestion et problèmes de l'emploi ». La gravité et la durée de la crise de l'emploi, les formes spécifiques qu'elle revêt dans le cas français suscitent de multiples débats. L'évolution des pratiques sur les contrats de travail, les opérations de délocalisation et les transformations organisationnelles constituent des exemples de transformation de comportement des entreprises.

En fonction des diagnostics, les propositions oscilleront entre des aménagements quantitatifs et qualitatifs à court terme et des remises en cause fondamentales des modes d'organisation de l'entreprise.

► IAE de Lille, université des sciences et technologies de Lille, 1 bis, rue Georges-Lefèvre, 59043 Lille cedex. Tél.: 20-52-32-55.

Le social, c'est capital !

■ C'est à Lourdes que se tiendra du 20 au 24 septembre le 40^e congrès national de la Fédération nationale des handicapés du travail et des handicapés (FNATH). Thème retenu: « Le social, c'est capital ». Ce congrès se tiendra en présence de Simone Veil, ministre des affaires sociales, et de Philippe Douste-Blazy, maire de Lourdes et ministre délégué à la santé. Créée en 1921 et forte de 300 000 adhérents, la FNATH est la première association de personnes handicapées et accidentées. Elle est ouverte à tous.

► FNATH, - 20, rue de Tarentaise, 42029 Saint-Etienne cedex 1. Tél.: 77-33-01-58.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Rédacteur-traducteur en Informatique et Electronique

920 heures - du 07 octobre 94 au 22 avril 95

Formation
Diplomante
pour
Demandeurs
d'emploi.

Formations débouchant sur un diplôme d'université de niveau Maîtrise.

Rémunération selon la législation en vigueur.
Renseignements (urgent, dernières sélections):
Par téléphone: 49.40.65.59 - 49.40.65.60
sur place: UNIVERSITE PARIS VIII
FORMATION PERMANENTE
2, rue de la Liberté
93526 Saint-Denis cedex 02.

LE CATALOGUE 1995 DES FORMATIONS AUDIOVISUELLES DE L'INA

Le choix de votre stage professionnel Plus de 100 stages, parmi lesquels:

- Formation audiovisuelle pour adultes
- La stratégie pédagogique - La qualité de la formation
- Spécialisme de l'audiovisuel
- Phase de mise en œuvre
- Bases audiovisuelles

INA
4 avenue de l'Europe - 93688 Bry-sur-Marne Cedex
Tél.: 49.83.24.24

CYCLE C de MARKETING INDUSTRIEL AU CNAM

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS

- Approche théorique et séminaire d'études de cas (120 h sur 9 mois: soirs et samedis). Enseignement de haut niveau. Coût 940 F/an.
- Présentation du cycle: le samedi 24 septembre 1994 (9 h 15-15 h) et le lundi 26 septembre 1994 (18 h 30).

Brochure détaillée et dossier d'inscription sur simple demande écrite au: Bureau de Marketing Industriel, CNAM; 292, rue Saint-Martin, 75003 PARIS
Tél.: 40-27-32-24, de 14 h à 17 h

Date limite de dépôt des dossiers de candidature: 1^{er} octobre 1994

3ème CONVENTION NATIONALE DES MÉTIERS DE LA FORMATION

MARDI 25 OCTOBRE au CNAM
2, rue Conté - 75003 PARIS
de 8h45 à 17h45

- Des infos pratiques et techniques,
- Des entretiens individuels
- Des offres d'emplois
- Des ateliers sur: les métiers de la formation de demain: l'insertion, en entreprises ou collectivités territoriales, vers les nouvelles technologies de communication...

Renseignements - Inscriptions

Droit de Cité - 11, rue de Paradis - 75010 PARIS
Tél.: (1) 42.46.38.66 - Fax: (1) 42.47.05.38

ITINERAIRES POUR L'EMPLOI - LE MAGAZINE -

Marie-Claude BETDERER

reçoit cette semaine

Yves JACQUET

Secrétaire général de l'IFCAM
(Institut de formation du Crédit Agricole Mutuel)Une émission diffusée par 375 radios locales
(Liste des horaires et des fréquences sur 3615 EMPLOI)

ANPE

Le Monde INITIATIVES

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements:

44-43-76-40

555 من الاكبر

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 21 septembre 1994 V

ence de liant

Spécial

SECTEURS DE POINTE

Production - Informatique - Haute technologie

Ingénieurs

Degrémont

Ingénieur financement de projets

Filière du groupe
Lyonnaise des eaux
et premier groupe
mondial de traitement
d'eau (3 000 personnes,
4,1 milliards de francs
de CA et 121 millions
de francs de bénéfice
net), nous répondons
à un besoin vital de
l'homme en réservant
à l'eau, partout dans le
monde, les meilleurs
traitements.
Le développement de
nos activités nous amène
à rechercher un(e)

Au sein de la Direction Financière, vous êtes
chargé(e) de l'analyse globale des risques
techniques, politiques, juridiques et financiers
relatifs à nos projets en France et à l'étranger.
En relation avec l'ensemble des services de
l'entreprise et les organismes financiers
(banques d'affaires, banques de dévelop-
pement et banques commerciales), vous
participez à la négociation des contrats et
assurez le montage financier du projet, de
sa conception à sa phase finale.

Votre formation d'ingénieur, complétée par
une école de commerce (option finances) et
une expérience de 5 ans en gestion de
risques en environnement international et/ou
en ingénierie vous permettront d'être
rapidement opérationnel(le). Mobile pour de
nombreux déplacements, vous parlez
couramment anglais et avez un bon niveau
d'espagnol et/ou d'allemand.

Merci d'envoyer votre candidature sous réf. LM 263 à Blandine DEJEAN,
183 avenue du 18 Juin 1940, 92508 Rueil-Malmaison Cedex.

TRAITER L'EAU. PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT

CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE

Filière d'un Groupe US de tout premier plan, notre société a une activité de
production, d'installation et de maintenance d'ensembles électriques et
électroniques de haute fiabilité.

Nous recherchons notre **Chef de Service Informatique**.

De formation ingénieur ou école de gestion, il aura au minimum 5 ans d'expérience
en informatique de gestion et il aura déjà dirigé soit de grands projets, soit une
équipe études, soit un petit service informatique.

Il aura acquis son expérience au sein d'une activité industrielle et d'une activité de
chantiers, la connaissance de cette dernière étant impérative ainsi que la
connaissance des "micros" et des "réseaux".

La connaissance de l'AS400, sans être indispensable, serait un atout.

Opérationnel de terrain et capable de prendre du recul, doté de solides capacités de
pragmatisme et de dialogue, il sera chargé de la refonte de notre système
d'information : audit de l'existant, élaboration d'un schéma directeur, réalisation des
applications.

Maîtrise de l'anglais indispensable.

Poste basé à Paris.

Ecrire sous réf.
388 2700 4M
Discretion absolue

etap

71, rue d'Auteuil
75016 Paris

Retrouvez la rubrique
SECTEURS DE POINTE
" **SPECIAL INGENIEURS** "
page X



L'intelligence de vos réseaux

OST, Société à dimension internationale, 5 filiales, 350 collaborateurs, 300 MF de CA,
20 MF de Résultat net, 20% du CA investi en Recherche et Développement, leader
européen des réseaux privés X25, membre principal de l'ATM Forum.
Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons pour Rennes (35)

8 Ingénieurs de Développement

■ un Ingénieur Sénior (réf. 410)

expert des protocoles de routage LAN - 5 à 10 ans d'expérience

■ un Ingénieur Sénior (réf. 411)

expert des protocoles ATM et des architectures de système - 5 à 10 ans d'expérience

■ un Ingénieur Sénior (réf. 412)

expert du monde IBM Réseaux (Token-Ring, SNA ...) - 5 à 10 ans d'expérience.

■ un Chef de Projet (réf. 413)

souhaitant valoriser une expérience de 5 ans minimum dans le domaine des API PC
et des drivers. Vous avez de réelles capacités d'organisation et de management
d'équipe.

■ un Ingénieur de réalisation (réf. 414)

ayant une expérience de 2 ans minimum en réseau local (Ethernet, IP, IPX ...)

■ 3 Ingénieurs de réalisation (réf. 415)

possédant 2 ans minimum d'expérience à des postes similaires, notamment sur des
projets ATM LAN.

Pour participer à l'avance technologique d'OST dans le domaine des réseaux, nous
recherchons des candidats, passionnés par la haute technologie et tournés vers
l'avenir. Rigoureux et méthodiques, vous souhaitez travailler dans une ambiance
conviviale.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) en précisant la
référence choisie à Olivier FOULAIN - OST SA - BP 158 - 35515 Cesson-Sévigné
cedex.

OST EST CERTIFIÉ ISO 9001

HPF - une société du groupe ascom

HPF, un des leaders français de la téléphonie recherche pour son siège de Haute-Savoie (500 personnes)
et dans le cadre du développement de son activité terminaux multifonctions

Ingénieurs logiciels

Rattachés au département Recherche et Développement (50 personnes), vous intégrerez une équipe
développant des projets informatiques temps réel et assurerez également le suivi de la sous-traitance de
modules logiciels.

Ingénieurs de formation (ENI, ENSI, ...) vous justifiez d'une première expérience de projets informatiques
temps réels appliqués aux secteurs des télécommunications.

La connaissance de l'environnement télécopie, télématique, bureautique serait un atout supplémentaire.

Anglais indispensable.

Ecrire avec CV et prétentions à HPF - Direction des Relations Humaines - BP 29 - 74131 BONNEVILLE cedex.

LABORATOIRE DE RECHERCHE SPATIALE

recrute

INGÉNIEUR EN INFORMATIQUE SCIENTIFIQUE
POUR TRAITEMENT DE DONNÉES SATELLITAIRES

NATURE DU TRAVAIL

- Architecture du traitement ;
- Ecriture de codes ;
- Réalisation de graphiques.

LANGAGES : C, ADA, Fortran
SYSTÈME D'EXPLOITATION : Unix
DURÉE DE L'EMPLOI : 1 an
LIEU DE TRAVAIL : Toulouse

Merci d'envoyer CV et motivations à M. le directeur du CESR
9, avenue du Colonel-Roche, B.P. 4346, 31029 Toulouse Cedex, avant le 24-9-94

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

de : Thomas le Carpentier

Réf. à rappeler TCM 736

à : Un auditeur confirmé, 30 ans environ, BSC + DESCF ou mémorialiste, possédant un anglais courant (allemand apprécié), ayant acquis 4 à 5 années d'expérience de préférence dans un cabinet d'audit (missions spéciales, audit de procédures, d'organisation...), et ayant un intérêt marqué pour les techniques comptables et la consolidation.

Obj : CHARGE D'ETUDES COMPTABLES

PARIS

300 KF +

Un groupe industriel international recherche pour son siège un collaborateur directement rattaché au responsable du Département Etudes et Organisation Comptables. D'une part, il réalisera des études techniques, mettra en place des procédures, assurera la maintenance ou l'implantation de systèmes d'information ; d'autre part, il traitera des implications comptables d'opérations particulières (acquisitions, cessions, apports...). Enfin, il aura un rôle d'assistance auprès des unités du groupe et participera au suivi des relations avec les auditeurs externes.

DEPARTEMENT FINANCE

33, rue Crémieux - 75012 PARIS Tél : (1) 44 75 52 00 Fax : (1) 44 75 52 01

BOSSARD CONSULTANTS

LYON

LE DEPARTEMENT FORMATION de BOSSARD CONSULTANTS, leader européen du conseil en management, emploie 60 consultants basés à Paris, Lyon, Madrid et Rome. Ses activités progressent fortement sur le marché de la formation - action intra-entreprise grâce à son professionnalisme, à son dynamisme et à son offre innovante développée autour de 3 axes : l'ingénierie pédagogique, l'animation de séminaires et l'accompagnement de projets.

BOSSARD FORMATION LYON, créé il y a 1 an, rencontre un réel succès auprès d'entreprises de tous secteurs (industries, services, administration) et recrute un

CONSULTANT EXPERIMENTE

Véritable professionnel de la formation et des ressources humaines, vous serez associé à notre réflexion stratégique et à notre développement par la mise en oeuvre de :

- vos savoir-faire professionnels ;
- votre implication commerciale ;
- votre capacité à concevoir et à conduire des projets.

Nous souhaitons rencontrer un consultant qui, depuis environ 8-10 ans, sur les régions Rhône-Alpes ou PACA, a su affirmer ses qualités humaines, professionnelles et commerciales et qui souhaite construire avec nous un projet professionnel ambitieux.

Olivier RANDON étudiera en toute confidentialité votre dossier et vous remercie de lui adresser sous référence BCF 100 M BOSSARD CARRIERES - Tour Crédit Lyonnais - 129, rue Servient, 69431 LYON CEDEX 03.

BOSSARD CARRIERES

Le conseil au service du recrutement

CONTROLEUR INTERNE

Paris - Notre société spécialisée dans la commercialisation de produits d'assurance vie individuelle et collective (140 personnes et 4 milliards de francs de chiffre d'affaires) connaît une forte croissance. Pour faire face à notre développement, nous créons la fonction d'audit interne et recherchons un contrôleur interne. Il aura pour mission de créer, de mettre à jour un recueil de procédures, d'évaluer et d'améliorer nos standards de sécurité (physique, logique, informatique, financière et juridique) et de contrôler la

délégation de gestion accordée à nos intermédiaires. Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (bac +4 / bac +5) ayant acquis une première expérience d'au moins trois ans d'audit ou d'organisation dans une entreprise ou dans un cabinet. La connaissance de l'assurance serait un atout supplémentaire. Ecrire à Dominique BAUD-BERTRAND en précisant la référence R/2307M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.74.



PA Consulting Group
Creating Business Advantage

SECRETAIRE GÉNÉRAL 300 KF



CLERMONT-FD - GRENOBLE - LILLE - LORIENT - TOURS

CENTRE DE GESTION

100 kms Ouest de Paris - 20 ans d'ancienneté
12 collaborateurs - 4 000 adhérents - recherche son

Rapportant au Président et au Comité, il veille au bon fonctionnement de cet organisme : animation de l'équipe, apports techniques, interface entre les élus et les adhérents, relations avec les instances économiques locales.

De formation supérieure juridique et comptable, régulièrement actualisée, vous disposez d'une expérience significative en cabinet d'expertise comptable et êtes rompu au management. Une culture juridique, fiscale et sociale et une ouverture à l'informatique sont indispensables. La connaissance du milieu agricole serait un atout.

Merci d'adresser lettre de motivation + CV + photo + rémunération actuelle sur l'enveloppe à FYM Conseil - 21 de Lann Sévelin - 56850 Caudan en précisant la référence CE 1100.

Harmonisez et développez la politique de formation groupe...

Région Parisienne - Banlieue Ouest

Groupe industriel
Français
mondialement
implanté, nous
sommes parmi les
leaders dans chacune
de nos activités.
Pour optimiser
les prestations de
formation du Groupe
nous complétons notre
équipe Ressources
Humaines.

Au sein de la Direction des Affaires Sociales, vous coordonnez, puis harmonisez la politique Formation Groupe. Votre aptitude à définir l'ensemble des besoins, votre capacité à optimiser par la formation le capital humain de l'entreprise et les motivations individuelles, font de vous le conseiller reconnu des Etablissements et Divisions. En amont des projets, vous assurez les contacts avec les sociétés prestataires de service. A l'affût des nouvelles mesures en matière de formation, vous en informez la Direction des Affaires Sociales. Vous gérez sur le plan administratif un budget de 50 MF. De formation supérieure, BAC + 4 minimum, Ingénieur, diplômé d'une école de commerce ou titulaire d'une formation en Ressources Humaines, vous parlez l'anglais. Vous justifiez impérativement d'une expérience de 2 à 3 ans au sein du service formation d'un Groupe Industriel et vous utilisez l'informatique (Lotus, Excel...).

Sylvie CATHELAÏN vous remercie de lui adresser votre candidature, en mentionnant votre niveau de rémunération actuel sous réf. 9431/LM, 7 rue de Monceau, 75008 Paris.



Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

GRP vous remercie de la confiance témoignée par l'envoi de vos candidatures spontanées. Etudiées avec le plus grand soin, elles sont conservées en conformité avec la loi 78-17, article 27, dite « Informatique et liberté ».

Leur volume actuel ne nous permet plus de répondre à chacune, hormis lorsqu'elle correspond à une mission qui nous est confiée.

Nous rappelons que, comme à l'habitude, tout courrier répondant à l'une de nos annonces recevra sous huitaine une réponse de notre part.



Gilbert Raynaud & Partners

CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

7, rue de Monceau 75008 Paris

P.M.E. de négoce située en région parisienne recherche un

Contrôleur de gestion H/F

Sous la responsabilité du Directeur Administratif et Financier, vous aurez pour mission, sur les bases d'un reporting mensuel fiable, d'élaborer et de suivre les tableaux de bord de gestion générale afin d'aider la Direction dans ses décisions.

Agé de 25 à 30 ans, diplômé d'une Ecole de Commerce, vous avez une première expérience

en contrôle de gestion ou en cabinet d'audit. Une bonne maîtrise de la micro-informatique est indispensable.

Merci d'envoyer CV, photo, lettre de motivation manuscrite et prétentions, en précisant sur l'enveloppe la référence 4699, à Jonction, 140 rue Gallieni, 92100 Boulogne qui transmettra.

Le Monde
PUBLICITE



Pour passer vos annonces :

44-43-76-03

44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32

REPRISES

ramonisez et développez
Brique de formation groupe
région Parisienne - Bretagne Ouest

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 21 septembre 1994 VII

ADMINISTRATION DES ENTREPRISES

ALEXANDRE TIC S.A., aujourd'hui filiale du groupe ECCO, développe depuis plus de 30 ans un professionnalisme reconnu comme conseil en ressources humaines.

Nous cherchons pour Nantes et pour Lyon

DEUX CONSULTANTS CONFIRMÉS

Vous conduisez des missions variées de conseil dans la recherche, l'évaluation et le développement des hommes et des compétences.

Avec l'équipe régionale, vous développez des affaires.

A 30 ans au moins, de formation supérieure, vous avez l'expérience des ressources humaines comme conseil ou en entreprise.

Autonome, vous avez aussi envie de vivre une vie d'équipe et connaissez bien le tissu économique régional.

Merci d'écrire à :
Raoul DAUTREME (s/réf. 374)
pour Nantes.

Robert BEROUD (s/réf. 1655)
pour Lyon.



ALEXANDRE TIC
44, rue de Strasbourg - 44000 NANTES
7, rue Servant - 69003 LYON

CHARGÉ DE RELATIONS EMETTEURS

pour
un groupe
financier de
référence

Nous continuons à renforcer notre présence sur le marché des émissions euro-obligataires, et vous proposons de rejoindre, au primaire, notre équipe de chargés de relations émetteurs qui négocie les mandats auprès d'une clientèle diversifiée, tant domestique qu'étrangère (secteurs public et privé, Etats, supranationaux...).

Vous travaillerez en relation constante avec la syndication et la salle, tout en gérant une relation commerciale globale auprès des émetteurs de votre portefeuille. Riche d'une formation économique,

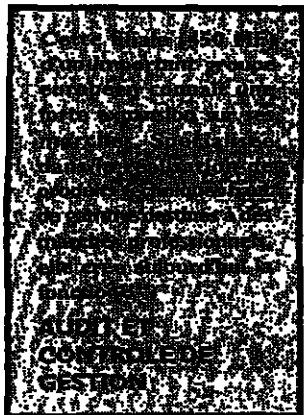
financière ou scientifique (Bac + 5), vous disposez idéalement d'une expérience de Sales en Banque depuis 2/3 ans et souhaitez désormais intégrer à votre activité commerciale, une plus forte dimension de conseil et de force de proposition. Ou bien, vous recherchez une ouverture à partir de votre poste actuel d'origination-actions ou de corporate finance.

Notre position reconnue de «Primary Dealer» ainsi que notre puissance de placement seront autant d'avantages concurrentiels venant renforcer vos qualités opérationnelles de négociateur, d'analyse du marché et de rédaction tant en français qu'en anglais.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo), en précisant sur l'enveloppe réf. 671 à COMMUNIQUE - 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex, qui transmettra.

GROUPE INDUSTRIEL LEADER SUR SON MARCHÉ

AUDIT ET CONTROLE DE GESTION



Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un professionnel confirmé de la fonction audit ou contrôle de gestion, avec de préférence une double expérience en cabinet d'une part, et dans l'industrie d'autre part. Diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ou grande école d'ingénieur), il pratique bien la langue anglaise.

Le poste est basé dans la région parisienne. L'intérêt de la mission, la notoriété de l'entreprise, l'autonomie et l'évolution future du titulaire ainsi que les conditions offertes (niveau de rémunération, véhicule de fonction, etc.) sont de nature à motiver un candidat de grande valeur.

Rattaché au Comité de Direction et au Secrétariat Général, le titulaire assume la mission suivante : préparation et validation des budgets ; conseil actif des hiérarchies sur le plan de la gestion et de l'organisation ; développement des systèmes de contrôle ; participation à l'organisation informatique (schéma directeur) ; prise en charge spécifique de la gestion industrielle et du contrôle des filiales.

Nous vous remercions d'adresser CV complet, sous réf. 002/M, à : Terre de Lune, 35 rue de Maubeuge - 75009 PARIS, qui transmettra dans la plus stricte confidentialité.

vente institutionnelle et marchés financiers

JEUNE DIPLÔMÉ(E) GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE OU ÉQUIVALENT

Vous êtes débutant(e) ou vous avez une première expérience, et votre potentiel vous permet d'évoluer et de développer vos compétences dans un grand groupe financier international réputé pour son dynamisme et son professionnalisme.

Dans l'une de nos filiales à Paris, vous assistez le responsable des ventes des actions américaines et de leurs produits dérivés à la clientèle institutionnelle en France. A ses côtés et progressivement, vous prenez en charge une part de la commercialisation des produits, en établissant des relations privilégiées avec nos clients que vous informez et conseillez. Vous exercez vos fonctions en liaison quotidienne avec les analystes et les salles des marchés du groupe à Londres et à New York. Un bon niveau d'anglais est donc requis.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. M946, à notre conseil, Hélène REFREGIER :

HERC HELENE REFREGIER CONSEIL
19 avenue de Messine, 75008 Paris.

Notre entreprise stéphanoise gère et commercialise un service grand public très impliqué dans la vie de l'agglomération. Pour contribuer à faire connaître nos réalisations et nos succès, à valoriser notre image et pour accompagner le projet d'entreprise, nous recrutons un

RESPONSABLE COMMUNICATION EXTERNE-INTERNE

Rattaché à la Direction Générale, ce responsable devra élaborer le plan de communication globale de l'entreprise. Puis il mettra en œuvre les actions décidées :

- communication externe (manifestations professionnelles et grand public, relations presse, partenaires...);
- communication interne (information des salariés : réunions, journaux d'entreprise, vidéo interne...).

Nous recherchons un cadre de 30-40 ans, titulaire d'une formation supérieure (Sciences-Po, ESC ou Universitaire) et bénéficiant d'une expérience réussie de cette fonction, exercée dans une entreprise de service.

Olivier RANDON vous remercie de lui adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 3509 MM à BOSSARD CARRIÈRES - Tour Crédit Lyonnais 129 rue Servant - 69003 LYON

BOSSARD CARRIÈRES

Le conseil au service du recrutement

CAMIF

Nous sommes un important groupe à forte notoriété composé de sociétés de commerce et de services spécialisés (2.000 personnes - 5 milliards de CA). Les objectifs que nous nous sommes fixés nous amènent à rechercher un nouveau collaborateur.

RESPONSABLE DU CONTRÔLE DE GESTION

Rattaché au Directeur Administratif et Financier, vous aurez pour mission de coordonner le contrôle de gestion de notre Groupe avec l'aide d'une équipe d'une dizaine de personnes. Prévoir, contrôler, analyser et conseiller seront les axes majeurs de votre poste.

En dehors des attributions classiques de la fonction, vous assurerez les responsabilités suivantes :

- Mesure de la rentabilité économique du Groupe et de ses projets,
- Participation au développement de l'organisation du Groupe,
- Réalisation d'audits de gestion et animation du processus de planification,
- Rôle de conseil et de communication auprès des décideurs.

Pour ce poste basé à Niort, nous recherchons un candidat âgé d'environ 35/40 ans diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, IEP, etc...). Vous justifiez d'une expérience solide de la fonction au cours de laquelle vous avez développé vos capacités d'organisateur, d'animateur et de Conseil. Concepteur et "homme de terrain", vous avez idéalement évolué dans le secteur de la distribution ou vous êtes impérativement issu d'un environnement commercial.

La structure de notre Groupe et les objectifs fixés permettent de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle sous la référence MH110 D à notre conseil

TANIS 16, Rue Félicien David - 75016 PARIS.

LE PRIVILEGE DE L'EXPERTISE

L'INSPECTION GÉNÉRALE

Centrale, Mines, IEP, HEC, ESSEC, ESCP... vous avez le goût des travaux d'analyse et de synthèse. Votre personnalité et votre sens des contacts vous permettent d'assumer des fonctions qui vous mettront en relation avec des responsables de tous niveaux. Vous êtes disponible pour des déplacements réguliers en France et à l'étranger d'une durée de 1 à 3 mois et vous parlez anglais couramment.

Intégré(e) dans des équipes d'inspection, vous acquerez en tant qu'inspecteur, dans un premier temps, les connaissances en technique bancaire et l'expérience nécessaires pour vous voir confier ensuite la direction de missions en tant que chef de mission.

L'Inspection Générale est une voie privilégiée que vous propose la Banque Indosuez pour vous préparer à l'exercice de responsabilités dans les multiples domaines d'activité que peut offrir une grande banque internationale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo) sous la référence IG94.2 :

BANQUE INDOSUEZ
Service Recrutement des Cadres
9 rue Louis Murat - 75371 PARIS cedex 08.

BANQUE INDOSUEZ
L'EXPERTISE EST UN ART

JURISTES

Filiale de Promotion Immobilière d'un important groupe français recherche un

Responsable Juridique

Paris CDD 1 an

Rattaché au Secrétaire Général, vous intervenez sur l'ensemble des dossiers juridiques de l'entreprise. Vous aurez cependant pour mission principale de :

- rationaliser et optimiser le traitement des dossiers contentieux,
- traiter les aspects de droit des sociétés (création, fusion, scission, ...).

Votre réussite dépendra en partie de votre capacité à communiquer et vous faire reconnaître comme l'interlocuteur privilégié sur toutes questions juridiques relevant des opérations de promotion, au regard

notamment des questions de droit civil, urbanisme, fiscalité, droit des sociétés, ...

Agé d'environ 35 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS, ...) vous avez une expérience d'au moins 5 ans acquise au sein d'un cabinet d'affaires et/ou en entreprise (promotion ou investissement immobilier de préférence).

Adressez CV + photo + rém. actuelle + n° de tél. à Christophe Duchatellier Michael Page Tax & Legal 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois-Perret cedex ou tapez votre CV sur 3617 code MPage sous réf. CD1071.

Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal

la cité de la musique

recherche pour Paris

Juriste d'entreprise

Votre mission : Sous l'autorité de la Direction Administrative et Financière, vos fonctions recouvrent tant la protection de la propriété artistique/industrielle que l'analyse et la rédaction de tous les contrats liés à la Cité de la Musique, les procédures liées au contentieux et au recouvrement, la gestion du patrimoine et des risques... De plus, vous aurez en charge de dispenser l'information juridique à l'ensemble des services.

Votre profil : De formation supérieure (bac + 5 en droit, type DESS ou autres...), vous possédez obligatoirement une expérience significative d'au moins 3 à 5 ans en qualité de juriste d'entreprise. Très disponible, rigoureux, à l'écoute des autres, vous vous investissez totalement dans votre travail.

Envoyer lettre et CV sous réf. 140922 G à notre conseil Jean-Louis Pagès, au Florian Mantione Institut, 365 rue de Vaugrard, 75015 Paris.

Florian Mantione Institut



McDONALD'S FRANCE
RECHERCHE POUR
SA DIRECTION FINANCIERE UN

FISCALISTE H/F

Numéro 1
mondial
de la
restauration
à service
rapide.

Rattaché au responsable du département fiscal et juridique, vous traitez les questions fiscales de dossiers courants ainsi que d'opérations exceptionnelles. Assurant une fonction de conseil interne auprès des différents départements de la société, vous intervenez notamment en matière d'IS, de TVA, de régimes de groupes, de restructurations et de fusions, de taxe professionnelle et de taxes locales.

A 26/28 ans, de formation supérieure fiscale (DESS, DCE), vous avez acquis une expérience d'environ 3 ans, en cabinet et/ou en entreprise dans des fonctions de conseil avec une ouverture internationale.

Autonome sur les dossiers gérés, votre sens du service et vos qualités relationnelles vous permettront d'évoluer avec succès dans un environnement à la fois convivial et performant. Anglais indispensable.

Le poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines.

Merci de contacter Frédéric FOUCARD au 42.89.09.17 ou lui envoyer un dossier de candidature complet s/référence 1734/FF à NORMAN PARSONS - 6, rue Paul Baudry - 75008 PARIS.

Cabinet d'Avocats français
recherche un

Futur Associé en Droit Public

Au sein de l'équipe de Droit Public, vous intervenez en conseil, rédaction d'actes et contentieux en droit public pour le compte d'une clientèle composée de collectivités locales, villes, institutions, etc...

Vous partagerez rapidement, si vous vous êtes imposé, la responsabilité du développement et du management de l'activité Droit Public du Cabinet.

Agé d'environ 35 ans, de formation juridique supérieure (3ème cycle, Doctorat, IEP, ENA, etc...), vous avez acquis une expérience en droit public d'au moins 5 ans au sein d'un

cabinet ou êtes issu d'une juridiction administrative.

Excellent technicien, bon gestionnaire de clientèle et développeur, votre goût du travail en équipe et une importante disponibilité vous permettront de réussir dans une structure souple et évolutive.

Contactez Christophe Duchatellier au (1) 47.57.24.24 ou adressez lettre manuscrite + CV + photo + n° de tél + rém. actuelle à Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau 92594 Levallois-Perret Cedex ou tapez votre CV sur 3617 code MPage sous réf. CD9832.

Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et Fiscal



Nous sommes une Société d'Édition Professionnelle de 1er plan, spécialisée en Droit de l'entreprise : fiscal, social, affaires.

Dans le cadre de notre développement, nous recherchons :

Juriste Formateur Logiciels juridiques

Droit des affaires

- Au sein d'une équipe pluridisciplinaire d'une quinzaine de personnes, vous participerez au développement de logiciels juridiques. Vous assurerez la validation (tests) des logiciels ainsi que la rédaction des manuels utilisateurs et ensuite prendrez en charge l'animation (inter et intra) des stages de formation des utilisateurs (juristes entreprise et avocats).

- A 26/28 ans, de formation juridique supérieure en Droit des Affaires, vous justifiez d'une première expérience ainsi que d'une bonne maîtrise de la micro-informatique.

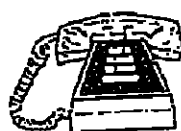
- Analyste rigoureux, vous possédez un goût prononcé pour la pédagogie et l'animation de groupe. Autonome, adaptable, vous êtes mobile et disponible (fréquents déplacements en France).

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et prétentions, sous référence 148 à UN des TROIS Ressources Humaines 31, rue Chaptal 75009 Paris.

Conseil en dynamique Humaine



Pour passer vos annonces :



44-43-76-03

44-43-76-28

FAX : 44-43-77-32

Nous sommes un des grands de la Restauration Collective (1,5 Milliards de CA et 3800 salariés) et nous recherchons, pour notre siège social (proche de Paris), notre nouveau

DIRECTEUR JURIDIQUE H/F

Ce poste très important convient à candidat disposant d'une excellente formation juridique (DEA Affaires Fiscales ou équivalent) ainsi que d'une première expérience professionnelle réussie.

Des qualités de dynamisme et de relations humaines sont indispensables pour réussir dans cette fonction.

Notre conseil, Gilles PANTEIX, RH Comportement, examinera votre dossier de candidature dans la plus grande discrétion. Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, à : RH Comportement - 72 Bld Edgar Quinet - 75014 PARIS

Juristes
(Province)

France Telecom

5251 من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 21 septembre 1994 IX

JURISTES

FISCALISTE

Avocats Fiscalistes

Débutants ou ayant quelques années d'expérience professionnelle, vous êtes diplômés de l'enseignement supérieur (3ème cycle de droit, grande Ecole de Commerce, IEP), titulaires du CAPA ou équivalent.

Vous possédez une bonne maîtrise de l'anglais et êtes disponible immédiatement. Postes basés à Paris ou Lyon.

Réf. 68820/AF

et Avocats Spécialisés :

En droit des sociétés et droit commercial
Vous avez une bonne pratique des aspects juridiques des rapprochements d'entreprises, fusions, acquisitions à caractère national ou international et de façon générale une très bonne connaissance du droit des affaires. Vous avez acquis une expérience professionnelle de 2 à 5 ans et êtes parfaitement bilingue Français/Anglais.

Réf. 68820/DSC

En droit social
Spécialiste du Droit Social, vous devrez renforcer et développer l'activité Conseil et Contentieux de notre Cabinet en ce domaine. Vous serez en outre chargé(e) du suivi de nos clients français et étrangers. Une expérience professionnelle de 2 à 5 ans ainsi que la parfaite maîtrise de la langue française et anglaise sont nécessaires.

Réf. 68820/DS

En contentieux commercial
En qualité d'avocat plaçant, vous devrez renforcer et développer l'activité contentieuse de notre Cabinet. Vous serez en outre chargé(e) du suivi des clients français et étrangers. Une expérience de 2 à 5 ans du contentieux commercial sous toutes ses formes et une parfaite maîtrise de la pratique judiciaire sont indispensables. Vous êtes parfaitement bilingue Français/Anglais.

Réf. 68820/CC

Merci d'adresser lettre manuscrite, cv, photo et prétentions sous la référence choisie à EURO RSCG Carrières - 2 rue Marengo 75001 PARIS qui transmettra. Merci de ne pas téléphoner.



GE Medical Systems Europe

Juriste d'affaires international

GENERAL ELECTRIC (GE) SE SITUE PARMI

LES PREMIERS GROUPES MONDIAUX ;

NOS ACTIVITÉS SONT TRÈS DIVERSIFIÉES

ET NOTRE SAVOIR-FAIRE EST

PARTICULIÈREMENT RECONNU DANS

LES DOMAINES DE L'INDUSTRIE, DE LA

TECHNOLOGIE ET DES SERVICES.

LEADER MONDIAL DE L'IMAGERIE MÉDICALE,

LA DIVISION GE MEDICAL SYSTEMS,

POSSÈDE UNE GAMME COMPLÈTE DE

PRODUITS ET SERVICES DÉVELOPPÉS DANS

LE MONDE ENTIER (IMAGERIE MÉDICALE ET

RADIOLOGIE). LA FILIALE EUROPÉENNE

GE MEDICAL SYSTEMS-EUROPE PRÉSENTE

EN EUROPE, AU MOYEN-ORIENT ET EN

AFRIQUE (4 300 PERSONNES/CA DE PLUS

DE 1 MILLIARD DE DOLLARS), RECHERCHE

POUR SON SIÈGE SITUÉ À BOU (78), UN(e)

JURISTE EN DROIT DES AFFAIRES.

Ayant en charge la défense des

intérêts de l'entreprise, vous vous

assurerez du respect de la législation

et aurez un rôle d'assistance et de

conseil juridiques auprès de la direction

générale et des opérationnels. Vous

ferez partie de la direction juridique

et rapporterez directement au vice-

président et directeur juridique.

Votre mission comprendra notamment :

• l'assistance dans la négociation, la

rédaction et l'exécution des contrats

internationaux ; • la gestion des

contentieux et recouvrements sur le

plan européen et international ;

• la formation aux règles de l'entreprise

et le suivi de leur application ;

• le suivi de la vie sociale ;

• la protection de la propriété

industrielle et intellectuelle.

De formation supérieure (DESS...),

après une expérience de 5 ans

minimum au sein d'un groupe

international ou d'un cabinet dans

le domaine du droit des affaires,

vous maîtrisez aussi bien les

aspects stratégiques que les

problèmes quotidiens de votre

fonction et vous souhaitez

donner une dimension

européenne à votre carrière.

Vous avez le sens du contact et aimez le travail en équipe. Vous êtes parfaitement bilingue français-anglais (troisième langue appréciée).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à GE Medical Systems Europe, B. Carrières, 283 rue de la Minière, BP 34, 78533 Buc Cedex.

Ouvrez l'esprit, élargissez, enrichissez, goûtez les défis, telles sont les qualités de nos collaborateurs.



Intuitu Personae

Premier cabinet français indépendant spécialisé dans le recrutement juridique, fiscal et financier, vous communique ses nouvelles coordonnées :

29 rue Drouot, 75009 Paris.

Tél. : (1) 42 46 10 50

IP
INTUITU
PERSONAE
RECRUTEMENT HUMAIN

Juristes

(Province)

Dans le cadre du développement de Groupe, la Direction Juridique de France Telecom renforce ses pôles régionaux de province.

Rattaché(e) au Responsable d'un pôle régional, vous assurez un rôle de conseil et d'assistance auprès des différents services concernés, notamment pour l'élaboration des contrats et accords ; vous suivez également le traitement des contentieux.

A 30 ans environ, titulaire d'un 3^e cycle en droit privé (droit des affaires), vous justifiez d'une expérience réussie de 3 à 5 ans, si possible en entreprise, qui vous permettrait d'être maître de la rédaction des contrats. Un bon niveau en anglais serait un plus.

Ces postes, basés dans différentes métropoles régionales, nécessitent des déplacements à l'échelon inter régional.

Nous souhaitons rencontrer des candidats à fort potentiel, ouverts à la mobilité dans le cadre de leur évolution au sein du Groupe.

Merci d'adresser, sous réf. FR, en précisant votre rémunération actuelle ainsi que les régions susceptibles de vous intéresser, lettre manuscrite et CV à : SM CONSEIL, 3 rue Treillard, 75008 Paris.

France Telecom



UNION NATIONALE DES FÉDÉRATIONS D'ORGANISMES HUM

Juriste fiscaliste

Au sein d'une équipe dynamique, ce professionnel assurera des fonctions d'études et de conseil pour les organismes HLM adhérents.

Titulaire d'un diplôme de troisième cycle en droit et fiscalité, le candidat aura une expérience de trois ans minimum en entreprise, cabinet ou organisme professionnel. Il devra rapidement maîtriser la réglementation juridique et fiscale applicable aux organismes du logement social.

Veuillez adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite, photo, rémunération actuelle) sous la référence

LM 940.901, en toute confidentialité, à Intuitu Personae, 29 rue Drouot, 75009 Paris.

IP
INTUITU
PERSONAE
JURISTIQUE ET FISCAL

Filiale française d'un important groupe multinational leader sur son marché recherche un(e)

Juriste d'Affaires

Paris

Interlocuteur de la Direction des Ventes, vous les conseillerez dans l'élaboration et la négociation des conditions commerciales avec la Grande Distribution.

Responsable auprès du Marketing du contrôle juridique de plusieurs gammes de produits, vous êtes avant tout un(e) juriste généraliste intervenant dans tous les domaines de la vie de l'entreprise.

Rattaché(e) au Directeur Juridique France, au sein d'une équipe de trois juristes, vous serez en relation constante avec vos homologues américains et européens.

Agé(e) de 30/32 ans, de formation juridique supérieure (DEA, DESS...) complétée par une formation anglo-saxonne (LLM, MCL...), vous justifiez d'une expérience réus-

sie d'au moins cinq ans en qualité de juriste d'affaires au sein d'un groupe international de référence dans le secteur de la distribution.

Vous parlez anglais couramment pour avoir travaillé ou séjourné dans un pays anglo-saxon.

Votre professionnalisme, votre autonomie, et votre aptitude à la négociation sont des atouts pour réussir dans ce groupe très dynamique et à fort environnement concurrentiel.

Adresser CV + photo + rém. actuelle à Christophe Duchatellier, Michael Page Tax & Legal, 3 boulevard Bineau, 92594 Levallois-Perre Cedex, ou taper votre CV sur 36.17 code MPage sous réf. CD10344.

Michael Page Tax & Legal
Spécialiste en recrutement Juridique et fiscal

Spécial

SECTEURS DE POINTE

Ingénieurs

PARIS
et
PROVINCEINFORMATIQUE - ELECTRONIQUE
Temps réel, Réseaux, SystèmeEspace, aéronautique, télécommunications, énergie, transport, défense.
Dynamisme, professionnalisme, ambition sont vos qualités pour réussir. Nous recrutons des ingénieurs grandes écoles ou universitaires pour des postes deINGENIEURS D'ETUDES
et CONSULTANTS

Notre recherche est plus particulièrement orientée vers les domaines et les compétences suivants :

- Télécommunications (X25, RNIS, ATM, Gestion de Réseaux, Hauts Débits...)
- Interfaces homme-machine (WINDOWS, MOTIF, UIMS...)
- Conception orientée objet (ADA, C++, HOOD, OMT...)
- Temps réel (VRTX, VXWORKS, ARTIK, RTC, WINDOWS NT...)
- Génie logiciel
- Electronique, numérique et analogique
- Traitement du signal, traitement d'images

Donnez une nouvelle dynamique à votre carrière en rejoignant une SSII spécialisée dans les domaines de haute technologie.

Adressez votre candidature sous réf. LMS-AUSY-88 rue des Arcades - BP 54 - 92234 ISSY-LES-MOULINEAUX cedex.

AUSY

Ingénieurs confirmés

Dans la rubrique
secteur de pointe,
une annonce
devrait piquer
votre
curiosité.

et comme
la curiositéne vous
fait pas défaut...

...A tout de suite

CABINET CONSEIL EN LOGISTIQUE

Ingénieur
en
Chef

Vous possédez une expérience significative d'au moins 10 ans, acquise en cabinet ou en tant qu'opérateur de la fonction LOGISTIQUE. Au sein d'une équipe jeune et dynamique, vous aurez la responsabilité de projets et de missions pour lesquels vous encadrerez des consultants expérimentés. Vous mènerez en parallèle des actions commerciales. De formation supérieure (Ingénieur Grande Ecole, Maîtrise, DESS spécialisé, Ecole Supérieure de Commerce...), votre esprit de synthèse, votre sens de l'organisation et vos aptitudes à communiquer seront la clé de votre réussite. Le Groupe offrira de réelles possibilités d'évolution pour un candidat de valeur.

Notre base en proche banlieue Ouest de Paris. Déplacements en France et en Europe.
Merci d'adresser votre dossier complet de candidature (CV, lettre manuscrite, photo récente) sous référence D4229 à EUROMESSAGES - BP 80 92105 BOULOGNE Cedex ou taping 3615 EUROMES Code D4229.
Réponse et confidentialité vous seront assurées.

SEMALY
INGENIERE DES TRANSPORTS URBAINSGROUPE
SCETAURROUTE

Métro de Lyon, Tramways de Saint-Etienne, Rouen, Nantes, Grenoble, Strasbourg... Etudes pour Dublin, Canton, Abidjan, Porto, Athènes, Le Caire, Genève, Eurotunnel, Kuala Lumpur...

Pour participer à l'ingénierie de l'automatisation et à la mise en service de systèmes de transports urbains, nous recherchons un

Adjoint du Directeur de Projets

- Spécifier, contrôler et mettre en œuvre le Système Automatique (pilote automatique, PCC, télétransmissions, priorité, péages, signalisation...)
- concevoir les cahiers des charges
- négocier passer et gérer les marchés
- contrôler la qualité des réalisations (essais, délais, coûts) et être l'interlocuteur privilégié du client.

sont les principales missions que nous confierons à un ingénieur de 35-40 ans, diplômé d'une grande école (TELECOM, SUPLEC, ENSIEG, INSA option automatique...) et bénéficiant d'une solide expérience de l'automatisation industrielle et des systèmes.

Après avoir conduit des missions pluridisciplinaires dans le milieu des transports notamment, vous souhaitez vous impliquer dans un important projet urbain.

A des qualités d'ingénieur (méthode et esprit de synthèse), vous devez de fortes capacités relationnelles et d'animation d'équipe et la maîtrise de l'anglais. Ce poste basé à Lyon nécessite une grande disponibilité et une ouverture à l'international.

Dominique-Pierre MILLOT, notre conseil, vous remercie de lui transmettre vos CV, photo, rémunération actuelle et lettre de motivation, sous référence 2053/3, à

RHOC 19 place Tolozan - 69001 LYON

INGÉNIEUR COMMERCIAL
DÉFENSE H/F

(région parisienne)

Notre société d'ingénierie, filiale d'un grand groupe, intervient dans des domaines industriels diversifiés et souhaite développer ses activités du secteur Défense.

Pour renforcer l'équipe en place, nous recherchons un Ingénieur Commercial Défense.

Vous serez chargé de prospecter, en France et en Europe, auprès de la Délégation Générale pour l'Armement, des organismes de Défense et des industriels de la Défense.

Votre mission comprendra le suivi de l'élaboration et la négociation des offres.

Basé en Région Parisienne, vous effectuerez des déplacements fréquents de courte durée en France (et en Europe).

A environ 35 ans, de formation ingénieur Grande Ecole, vous possédez une expérience de 5 ans minimum en commercial pour une ingénierie ou un bureau d'études. Homme de communication, vous bénéficiez également de bonnes introductions dans le domaine de la Défense, en particulier auprès des Directions de programme et des Etablissements de la DGA.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite et CV sous n° 8795 LE MONDE PUBLICITE, 133, avenue des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08.

SEMALY
INGENIERE DES TRANSPORTS URBAINSGROUPE
SCETAURROUTE

Métro de Lyon, Tramways de Saint-Etienne, Rouen, Nantes, Grenoble, Strasbourg... Etudes pour Dublin, Canton, Abidjan, Porto, Athènes, Le Caire, Genève, Eurotunnel, Kuala Lumpur...

Dans notre environnement de haute technologie et d'informatique de pointe, nous recherchons un

Ingénieur Systèmes
et Exploitation

- Prenant en charge les études techniques et économiques des différentes configurations après avoir défini les principes et besoins d'exploitation.
- Réalisant les études de faisabilité opérationnelle (modélisation, simulation).
- Elaborant les spécifications fonctionnelles.
- Proposant l'architecture technique des systèmes exploitation.

Nous confierons ces missions à un ingénieur diplômé d'une grande école (TELECOM, SUPLEC, ENSI, INSA...).

Vous bénéficierez d'une expérience de l'exploitation de systèmes industriels dans une société d'exploitation ou d'ingénierie industrielle (orientée transport de préférence). Vous maîtrisez les méthodes et outils de modélisation et simulation. Aujourd'hui, vous souhaitez vous impliquer dans les grands projets de transport urbain.

Rigueur, esprit de synthèse, dispositions pour le travail en équipe, créativité... sont indispensables pour réussir pleinement dans ce poste. Vos missions fréquentes en France et à l'étranger exigent une grande disponibilité et la maîtrise de l'anglais.

Le poste est basé à Lyon.

Dominique-Pierre MILLOT, notre conseil, vous remercie de lui transmettre vos CV, photo, rémunération actuelle et lettre de motivation, sous référence 2053/3, à

RHOC 19 place Tolozan - 69001 LYON

Ingénieur Environnement

Interlocuteurs privilégiés des principaux constructeurs automobiles, nous sommes dans le monde un spécialiste reconnu et en France le premier fabricant dans notre secteur d'activité.

Sous l'autorité du Chef de Service vous prendrez en charge dans un établissement tous les problèmes liés à l'Environnement : installations classées, gestion des déchets, pollution de l'air et de l'eau... avec le souci constant de suivre au plus près les nouvelles réglementations européennes. Après une courte phase d'intégration, vous participerez à la conduite de projets multidisciplinaires : la mise en place d'une nouvelle station de détoxification, l'ultra filtration, les nouvelles techniques de fabrication et la gestion des déchets... Ce poste est basé dans la région d'Orléans.

A 26/30 ans, Ingénieur Environnement, Physique/chimie, Génie chimique (ENSC, ESICEC, ESCPI, UTC...) vous avez de bonnes connaissances en anglais. Débutant ou ayant acquis une première expérience dans le domaine de l'environnement : agence de bassin, ANVAR, DATAR ou similaire... vous êtes un homme de contact et vous savez vous adapter à vos multiples interlocuteurs. Votre approche méthodique des problèmes et la qualité de vos recommandations vous rendent crédible.

Merci d'adresser un dossier de candidature complet sous réf. 154.03/LM à notre Conseil ARPE 43, rue Laffitte 75009 PARIS.

CONSEIL
arpe
EN RECRUTEMENTRockwell
International
Rockwell BCS FranceFRAISSE INDUSTRIES
Ingénierie et
conseil
LA FRAISSE INDUSTRIES est une
société spécialisée dans
l'automatisation
industrielle
Calvaros, A 25 ans
de l'industrie
nous recrutonsAuditeur
DE SYSTEMES QUALITE ET
PROCÉDÉS DE FABRICATION
CHEZ NOS FOURNISSEURS
(injection plastique, décolage, etc...)

De formation INGÉNIEUR ou TECHNICIEN de HAUT NIVEAU généraliste ou électromécanique, vous possédez une expérience en procédés de fabrication, en mécanique et des connaissances de concepts QUALITE.

Ce poste requiert rigueur, forte capacité relationnelle, esprit d'initiative et disponibilité.
(déplacements courts mais fréquents en Europe)
Anglais courant, Espagnol et/ou Allemand souhaités.

Venez rejoindre nos équipes dynamiques, adressez votre candidature (lettre manuscrite, c.v. et photo) sous la réf. 1001 au Département Ressources Humaines, ROCKWELL-BCS, 19 rue de Beauvoir, 92220 THURY-HARCOURT.

55 من الاطراف

REPRODUCTION INTERDITE

Spécial

SECTEURS DE POINTE

Ingénieurs

TELECOM
S.S.O.



Rejoignez Nokia Télécommunications pour révéler et développer vos capacités dans un contexte motivant

NOKIA est l'une des plus importantes entreprises de télécommunications européennes, et emploie plus de 26 000 personnes dans près de 40 pays. Second constructeur mondial de réseaux GSM et de téléphonie mobile, Nokia est également l'un des principaux fournisseurs de systèmes de transmission.

En France, Nokia Télécommunications a fourni des matériels destinés aux réseaux de téléphonie mobile GSM et NMT, ainsi que des équipements de transmission pour applications fixes et mobiles. Pour faire face à une croissance rapide, Nokia est en train de renforcer considérablement ses Services Clientèle et son organisation commerciale en France. Nous recherchons des candidats dynamiques et motivés, attirés par les intéressantes possibilités de carrières offertes dans le domaine en pleine croissance des télécommunications internationales. Nokia leur donne une opportunité unique de jouer un rôle actif dans cette évolution et de travailler dans un environnement de haute technologie, et dans une atmosphère positive avec des collègues motivés. C'est le moment d'évoluer ; comme Directeur des Services Clientèle ou comme Responsable Commercial Grand Compte chez Nokia, vous progresserez sur le plan professionnel et sur le plan personnel.

CHEF DE SERVICE de Déploiement de Projets et de Maintenance

A ce poste, vous êtes responsable de toute la planification et l'exécution des services à la clientèle de Nokia Télécommunications (c'est-à-dire la planification, la mise en œuvre, la formation, l'assistance technique et la maintenance) dans le cadre de divers projets de télécommunication en France.

Au titre de Chef de Service, vous dirigerez l'ensemble des responsables de projets, des ingénieurs d'installation et de test, et des techniciens de planification des réseaux radio et de maintenance.

Vous devrez également assister les services commerciaux dans la commercialisation des services clientèle. Vous serez indirectement responsable de ventes et directement en charge d'un budget.

Le Chef de Service dépend du Directeur Général de Nokia Télécommunications France et transversalement de la direction régionale des services clientèle de Nokia Télécommunications.

Vous avez un diplôme de niveau Bac +5 en télécommunications ou dans un domaine connexe, ainsi qu'une expérience des télécommunications et des services à la clientèle ou/et de la participation à des projets.

Vous parlez et vous écrivez couramment l'anglais. Vos compétences en management seront très appréciées.

La compagnie fournit un cursus de formation très complet qui vous obligera à passer plusieurs mois à l'étranger.

RESPONSABLE COMMERCIAL Grand Compte

A ce poste clé de direction, vous aurez la responsabilité des affaires de Nokia Télécommunications avec un client français donné. Vous lancerez et vous négocierez de nouveaux contrats avec le client et vous dirigerez au plan commercial la mise en œuvre des projets de réseaux de télécommunications résultants.

Le Responsable Grand Compte dépend du Directeur Général de Nokia Télécommunication France.

Vous avez un diplôme de niveau Bac +5 en télécommunications ou dans un domaine connexe, ainsi qu'une expérience des télécommunications et une grande compétence de la gestion d'affaires.

Vous avez obligatoirement une expérience de 3 à 5 ans du marketing ou des ventes, vous êtes tourné vers le client, vous savez tirer parti d'une grande entreprise internationale, prendre des décisions et prendre vos responsabilités.

Vous parlez et vous écrivez couramment l'anglais comme le français.

Veillez nous faire parvenir votre lettre de candidature manuscrite ainsi qu'un CV tapé (en Anglais) avant le 7 octobre à l'adresse suivante. Veuillez faire figurer le poste souhaité sur l'enveloppe.

Service du Personnel
Nokia Télécommunications France
97, avenue de Verdun
93230 ROBINVILLE



INGENIEUR CHIMISTE

Chef de Zone Europe

Spécialités Tensio-actifs - Rouen

Pour développer ses ventes de tensioactifs destinés aux fabricants de produits de traitements agricoles et pénétrer de nouveaux marchés, notre client crée un nouveau poste de Chef de Zone Europe. N°1 aux USA dans ces spécialités, ce groupe chimique réalise 2,3 milliards de \$ avec 8 700 personnes dans le monde et conforte sa position en Europe par une recherche et un marketing très ciblés sur ces types de produits.

La mission du Chef de Zone Europe consiste à développer le dialogue technique et commercial avec les formulateurs spécialisés des clients européens et à suivre dans les laboratoires R&D du Groupe (France/USA) la mise au point des tensioactifs répondant à leurs exigences. Il lui est demandé de prospecter et d'ouvrir de nouveaux secteurs grâce à une pénétration intelligente des services clients et prescripteurs. Sous l'autorité du Chef de Département, il fait équipe avec le Chef de Marché TA-Phyto et le Chef de Laboratoire de l'unité française située près de Rouen.

Ingénieur Chimiste, avec une première expérience dans la vente, dans les tensio-actifs et leurs applications industrielles, en phyto de préférence, vous avez le raisonnement de l'expert et le tempérament du commercial, vous parlez parfaitement l'anglais; R. CASIMIR, Directeur AWW Ressources Humaines est votre contact personnel et confidentiel. Téléphonnez ou écrivez-lui (lettre, CV, photo): 1, rue A. Vacquerie 75116 PARIS. Tél: 1. 47 20 06 50



GE Medical Systems

Chef de projet conception mécanique

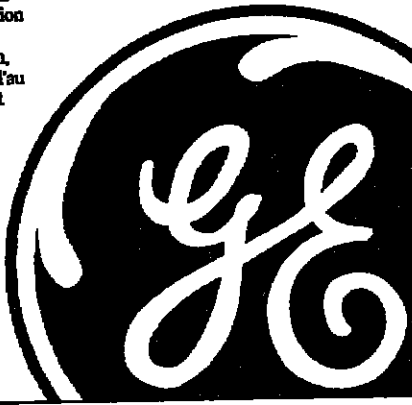
GENERAL ELECTRIC SE SITUE PARMI LES PREMIERS GROUPES MONDIAUX. NOS ACTIVITES SONT TRES DIVERSEES ET NOTRE SAVOIR-FAIRE EST PARTICULIEREMENT RECONNU DANS LES DOMAINES DE L'INDUSTRIE, DE LA TECHNOLOGIE ET DES SERVICES. LEADER DE L'IMAGERIE MEDICALE, LA DIVISION GE MEDICAL SYSTEMS POSSEDE UNE GAMME COMPLETE DE PRODUITS ET DE SERVICES DEVELOPPEES DANS LE MONDE ENTIER. LA FILIALE EUROPEENNE GE MEDICAL SYSTEMS EUROPE PRESENTE EN EUROPE, AU MOYEN-ORIENT ET EN AFRIQUE, 4 500 PERSONNES/CA DE PLUS DE 1 MILLIARD DE DOLLARS, RECHERCHE POUR SA NOUVELLE USINE DE TUBES SITUEE A BUC (78), UN CHEF DE PROJET CONCEPTION MECANIQUE.

Chef de projet études mécaniques au sein de l'équipe engineering de la Direction Globale Tubes et Détecteurs, vous prendrez en charge les programmes visant à optimiser la conception mécanique de nos produits dans un souci constant d'amélioration de la performance et de la qualité.

Chargé(e) par ailleurs de la coordination des activités du bureau d'études sur le site de Buc, vous assurerez, en liaison avec vos homologues aux Etats-Unis, la réalisation des dossiers (nouveaux produits, produits existants) conformément aux normes de qualité, leur mise en application (définition de processus) ainsi que la convergence des règles générales de conception. Vous veillerez également à l'évolution des outils informatiques du BE. Ingénieur mécanicien de formation, vous avez une expérience réussie d'au moins 5 ans de type chef de projet en conception mécanique au sein d'entreprises internationales de haute technologie, où vous avez acquis la maîtrise d'outils de CAO/DAO (IDEAS) et de simulation mécanique (vibrations, contraintes, etc.). Outre ces compétences techniques et la maîtrise impérative de l'anglais, vous avez su démontrer vos qualités d'animateur d'équipes.

Merci d'adresser votre CV à GE Medical Systems Europe, Direction des ressources humaines, Emmanuel Perrier, 383 rue de la Minière, 78533 BUC Cedex.

- OUVERTURE AU CHANGEMENT, ENERGIE, RAPIDITE, GOUT DES DEFS SONT LES VALEURS DE NOTRE ENTREPRISE -



PRESTATAIRE DE SERVICES A VOCATION D'EXPERTISE ET DE CONSEIL recherche

CHEF DE MISSION D'EXPERTISE

Diplômé(e) d'une grande école d'ingénieurs (Centrale Paris, Supélec...) et âgé(e) de 30 ans à 35 ans, vous rejoindrez une entité d'une dizaine de personnes dont l'activité en fort développement se situe à une charnière stratégique des relations entre les collectivités locales et les grandes entreprises de service public exerçant des activités à caractère industriel et commercial.

Vous aurez à évaluer par voie d'audit les résultats obtenus par de grands opérateurs de service public, notamment en terme de qualité du produit. La responsabilité d'une équipe d'expertise et les interventions sur sites nécessitent autonomie et sens du contact.

Des capacités rédactionnelles sont indispensables pour réussir dans cette fonction où la responsabilité de la rédaction de rapports d'expertise requiert un esprit de synthèse développé.

Poste basé à Paris, déplacements en France à prévoir.
Merci d'adresser CV et lettre manuscrite avec le niveau de rémunération souhaité à :
AEC - 20, rue d'Athènes, 75009 PARIS

DIRECTEUR TECHNIQUE

"Basé en région Centre, leader européen sur un secteur hi-tech, la filiale (60 personnes) d'un groupe français, recherche un INGENIEUR A & M ou Grandes Ecoles, Electrochimiste ou équivalent, pour succéder à son DIRECTEUR TECHNIQUE".

- Responsable de l'activité industrielle, vous coordonnerez les services Recherche-Développement et Production et animerez l'équipe d'Ingénieurs de projets.
- Vous serez l'interlocuteur technique privilégié des clients industriels français et étrangers.
- Homme de dialogue et de décision, vous possédez une expérience de gestion de production (GPAO, CFAO).
- Ouvert aux activités internationales, ce poste requiert la pratique courante de la langue anglaise.

Envoyez en toute confidentialité CV, PHOTO et rémunération sous réf. RA1 à : GL CONSEIL - 127, rue de Saussure - 75017 PARIS.



Total Respect, un engagement pour votre carrière.



Jeunes ingénieurs, venez partager les valeurs et les ambitions de notre groupe. Sans la capacité d'anticipation et l'adaptabilité des hommes qui les conçoivent, il n'y a pas de système d'information qui satisfasse les besoins des utilisateurs. Chaque jour, les équipes CAP SESA mettent en oeuvre des solutions ouvertes, fiables et innovantes. Totalement impliqués dans les nouvelles technologies et les nouveaux métiers de l'informatique et des télécom, nos ingénieurs apprennent à connaître les métiers de nos clients dans tous les secteurs économiques et toutes les régions françaises.

Pour accompagner efficacement le changement chez ses clients, CAP SESA crée les conditions pour :

- valoriser votre potentiel, facteur de compétitivité
- enrichir et structurer vos connaissances par des méthodes rigoureuses afin de respecter vos engagements coûts/délais et qualité
- favoriser votre évolution et votre épanouissement professionnel.

Créatifs et enthousiastes, ouverts au dialogue, vous découvrirez chez CAP SESA l'esprit de service, vecteur durable de votre performance, en participant à de grands projets.

Rejoindre CAP SESA, c'est aussi saisir l'opportunité d'échanger et de travailler sur des projets transnationaux avec les 20.000 membres du groupe CAP GEMINI SOGETI à travers le monde.

Merci d'envoyer CV et lettre de motivation en précisant la région souhaitée, sous référence 007, à CAP SESA, Direction des Ressources Humaines 76, avenue Kléber 75784 Paris Cedex 16.



Glass Group Europe

CA : 3,2 milliards de francs, 3 200 personnes, 3 usines en France, 3 usines en Italie, 15 filiales en Europe. Nous sommes rattachés à un groupe international de 35 000 personnes, leader mondial dans les domaines du verre, de la chimie et de la peinture. Nous offrons un poste évolutif à un ingénieur grande école fort potentiel :

CHEF DE PROJET ORGANISATION

Un tremplin vers des responsabilités opérationnelles

Il s'agit d'une création de poste en vue d'optimiser le fonctionnement d'une unité d'exploitation (300 personnes) faisant partie d'une de nos importantes usines de production de verre plat.

Rattaché directement au Responsable d'exploitation, vous serez amené après avoir étudié les besoins sur le terrain à concevoir et à mettre en place de nouveaux systèmes d'organisation visant à une optimisation de la production et de la gestion des flux.

Disposant de 4 à 5 ans d'expérience soit en site industriel, soit en cabinet, vous aurez permis d'acquies de solides compétences en organisation et en logistique. Vous aurez l'opportunité de faire la preuve de vos aptitudes à la réflexion mais aussi à l'action ainsi que de votre esprit ouvert et créatif.

Après vous être affirmé comme véritable force de proposition, capable de convaincre et de gérer le changement, vous pourrez évoluer vers un poste opérationnel.

La maîtrise de l'anglais est indispensable. Poste situé à Montreuil.



Ecrire sous réf.
37A 2740 4M
Discretion absolue

71, rue d'Alsace
75016 Paris



la maîtrise du développement Logiciel

3 INGENIEURS GRANDE ECOLE

pour développement et conseil en logiciel technique et scientifique.
3 à 6 ans d'expérience.
C++, Ada, Analyse/Conception Objet.
Autonomie, Innovation, Technicité.

Merci d'adresser votre candidature à I. Bousquet,
OBJECTIF TECHNOLOGIE, 31 avenue du Général Leclerc,
92340 Bourg-la-Reine.



INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER OUTRE-MER. Nous recrutons pour nos Centres de Brest, Nantes et de Toulon.

■ UN GEOPHYSICIEN / BREST

Réf. GEO/DRO/2009

Ingénieur géophysicien Grande Ecole ou Universitaire avec thèse, vous avez une ou deux années d'expérience. Vous serez chargé du traitement de données de sismique marine (multitrace et réfraction) et le suivi du développement des méthodes de traitement. Vous aurez la responsabilité du centre de traitement de données sismiques et de l'aide aux utilisateurs. Vous participerez à des campagnes à la mer et aux programmes de recherche.

■ UN BIOMETRICIEN / NANTES

Réf. BIOME/DRV/2009

Titulaire d'un Doctorat ou d'un Phd, vous serez Responsable de laboratoire et aurez donc à diriger et animer une équipe, développer des collaborations avec d'autres disciplines, assurer la gestion administrative des personnels et des programmes. Nous recherchons un chercheur confirmé, responsable d'équipes scientifiques ou enseignant dans les domaines de modélisations mathématiques ou de statistiques appliquées aux systèmes biologiques. Connaissance de l'informatique et de l'anglais.

■ UN PATHOLOGISTE (NANTES) station de LA TREMBLADE

Réf. PATHO/DRV/2009

De formation vétérinaire ou docteur en pathologie, vous maîtrisez les diverses techniques de laboratoire dans ce domaine et vous avez des connaissances plus particulières en pathologie des invertébrés. Vous aurez à développer des techniques de diagnostics et de pathologie expérimentale et à étudier les mécanismes de défense chez les invertébrés marins.

■ UN BACTERIOLOGISTE / BREST

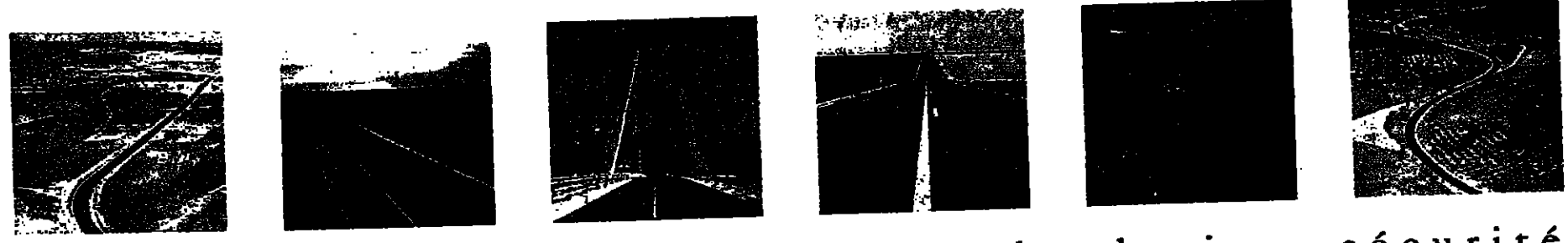
Réf. BACTE/DEL/2009

Titulaire d'un doctorat en bactériologie, vous serez chargé de la conduite de recherches sur l'action des radicaux libres sur les bactéries. Vous avez une expérience dans l'étude des protéines et des activités enzymatiques, ainsi qu'une connaissance de la survie des bactéries en mer, de la physiologie bactérienne et de la biologie cellulaire. Vous êtes motivé par un travail en équipe dans un contexte international.

الهندسة من الابد

SECTEUR
DE POINTE

Ingénieurs



international environnement technologies sécurité

N°1 mondial de toutes les façons

Jeunes ingénieurs travaux

La vocation de Colas, c'est la route ! Venez partager notre état d'esprit : initiative, responsabilité, service, innovation, exigence, enthousiasme; devenez avec nous n°1 mondial ! Pendant vos premiers mois, vous prendrez votre essor grâce à un apprentissage sur le terrain. Nous faciliterons votre intégration par un itinéraire qui vous fera, par étapes, découvrir les fondements du chantier. L'université COLAS élargira vos champs d'action en renforçant vos compétences d'entrepreneur, pour avoir prise sur votre environnement. Après cette première phase, très intensive, vous donnerez votre pleine mesure en dirigeant

simultanément plusieurs chantiers : études, organisation, gestion, matériel, technique, animation d'équipe et relations clients. Autant de domaines riches et variés qui vous permettront de faire, au quotidien, avec persévérance et détermination, la preuve de votre savoir-faire au service du client. Vous évoluerez progressivement vers des responsabilités majeures pour réaliser les projets d'avenir du n°1 mondial. Au travers de ses 12 grandes filiales et de ses 160 agences réparties sur tout le territoire métropolitain, notre organisation souple est fortement intégrée dans la vie locale. La diversité de nos structures et notre

implantation mondiale dans 35 pays et territoires multiplient vos possibilités d'épanouissement et permettent la réalisation de vos ambitions. Ingénieurs TP ou généralistes, vous privilégiez l'action sur le terrain : devenez n°1 mondial en adressant votre dossier de candidature sous la réf. LM9 à Elisabeth Lambert, COLAS, Service Recrutement, 7 place René Clair, 92653 Boulogne.



La route avance

28 300 collaborateurs, 16,5 milliards de francs de CA dont 32 % à l'international, 45 000 chantiers par an.

"Sous la mer vous cherchez le passé, vous allez découvrir le futur."
Jean COCTEAU.

UNION PUBLIQUE DE LA MER, 1200 personnes en FRANCE et Nantes et de Toulon.

INGENIEUR INFORMATIQUE REPARTIE / BREST

Réf. INFO/DIT/2009

Ingénieur informaticien, débutant ou ayant une première expérience, vous participerez, au sein du service informatique, au développement de l'informatique répartie et des services associés (messagerie, partage de ressources...). Cette activité s'exerce dans un environnement technique performant constitué de machines UNIX ou MS/WINDOWS et de réseaux ETHERNET ou FDDI sur plusieurs sites géographiques. Rigueur, qualités relationnelles ainsi que la connaissance d'UNIX, et de la famille des protocoles TCP/IP sont nécessaires.

INGENIEUR ELECTRONICIEEN / TOULON

Réf. ING/ELEC/DIT/2009

Jeune ingénieur électronicien grande école, vous avez quelques années d'expérience en développement de contrôle/commande et vous possédez une bonne compétence en processeurs de signaux, OS temps réel et chaînes d'acquisition analogiques. Ayant une bonne capacité de développement, vous serez chargé de la réalisation de systèmes de contrôle commande et d'acquisition pour les engins sous-marins. Vous devrez participer également à l'établissement du cahier des charges et au suivi de la sous-traitance.

UN TECHNICIEN EN BIOCHIMIE BIOLOGIE MOLECULAIRE / BREST

Réf. TECH/2009

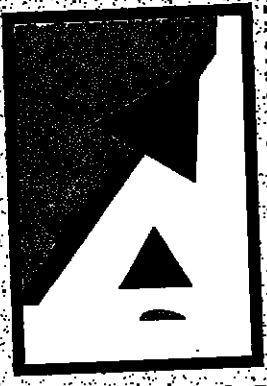
Titulaire d'un BTS ou d'un diplôme équivalent en biochimie / biologie moléculaire, vous possédez une expérience professionnelle de 2/3 ans dans le domaine de la recherche. Au sein de notre laboratoire de biotechnologie des micro-organismes hydrothermaux, vous conduirez, en liaison avec plusieurs chercheurs, des travaux de purification d'enzymes et devrez mettre en oeuvre les techniques de base de la biologie moléculaire (clonage, séquençage, southern, PCR...). Une bonne connaissance des techniques classiques de microbiologie est souhaitée.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre, CV et prétentions) en précisant la référence du poste choisi.

- Pour les postes à BREST à IFREMER - Centre de Brest - Service du Personnel BP 70 - 29280 PLOUZANE.
- Pour les postes dépendants de NANTES à IFREMER - Centre de Nantes Service du personnel - rue de l'île d'Yeu - BP 1049 - 44037 NANTES Cedex 01.
- Pour le poste à TOULON à IFREMER - Centre de Toulon / La Seyne - Service du personnel Zone portuaire de Brégaillon - BP 330 - 83507 LA SEYNE-SUR-MER.

Ingénieurs commerciaux Ingénieur base de données Ingénieur système-réseaux Ingénieur électronicien Ingénieur télécoms

Groupes ALTEN : 400 pers., 200 MF, 9 filiales, 15 centres de compétences. Partenaire privilégié des grands groupes industriels pour son savoir-faire et la qualité de ses prestations : aéronautique et spatial, transport, télécoms, défense, électronique, industrie nucléaire.



Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à ALTEN, Direction des Ressources Humaines, 119-121 Grande-Rue, 92318 Sèvres Cedex.

Ingénieurs commerciaux Paris/Orléans
De formation ingénieur ou école de commerce, vous disposez d'une première expérience (de 1 à 5 ans) de la vente de solutions et de prestations informatiques. Réf. LM438-1C.

Ingénieur base de données
De formation ingénieur ou universitaire, vous disposez d'une première expérience en études et conception de bases de données (Oracle, Ingres, Sybase, Informix) et vous maîtrisez un outil de développement de type LAG (Powerbuilder, NSDK, Objectview, SQL Windows, Ultra). La connaissance du langage C++ serait appréciée. Réf. LM438-1BD.

Ingénieur système-réseaux
De formation ingénieur ou universitaire, vous disposez d'une première expérience en administration de réseaux (CMIS/CMIP, SNMP, formalisme GDMO, HP Openview) ou en administration de plate-forme UNIX et/ou VMS. Réf. LM438-TR1.

Ingénieur électronicien
De formation ingénieur ou universitaire, vous disposez d'une première expérience en électronique analogique (traitement du signal, radio, ...), conversion analogique et numérique (filtrage) ou en électronique numérique (micro-contrôleurs de type Motorola, Intel ou Dec, processeurs TS, Bus VME, Arinc) ou en électronique de puissance. Réf. LM438-EAN.

Ingénieur télécoms
De formation ingénieur ou universitaire, vous disposez d'une première expérience des grands projets de radiotéléphonie (normes GSM, DECT, CT2...). Vous êtes développeur des logiciels de communications (protocoles ATM, X25, RNIS). Réf. LM438-TR2.

Vous souhaitez intégrer une société ambitieuse où vous pourrez donner libre cours à vos talents. Notre politique de formation et de suivi vous assureront une évolution de carrière.

AL TEN BIEN DANS SON EMPLOI

Spécial

SECTEURS DE POINTE

Ingénieurs

Des CHEFS DE PRODUIT pour

- Nos systèmes GSM
- Nos systèmes de transmission

Rejoignez Nokia Télécommunications pour révéler et développer vos capacités dans un contexte motivant

NOKIA est un groupe européen qui se consacre aux technologies de pointe et qui emploie plus de 26 000 personnes dans 40 pays. NOKIA TÉLÉCOMMUNICATIONS développe, fabrique et commercialise des équipements de commutation, de transmission et d'infrastructure cellulaire; nous sommes également un des principaux fournisseurs mondiaux de réseaux GSM numériques cellulaires. Notre activité en France connaît une croissance rapide et nous recherchons :

NOKIA
CONNECTING PEOPLE

Diriger
notre informatique

SIDEL Notre Société (540 personnes, CA 93 : 1,6 MdF dont 85 % à l'export) est le n° 1 mondial des constructeurs de machines de soufflage de bouteilles en plastique et connaît une croissance soutenue de 30% par an et une excellente rentabilité.

Avec une équipe d'une vingtaine de personnes, vous êtes chargé de prévoir, développer, adapter et gérer tous nos systèmes, moyens et applications informatiques (gestion, DAO, CAO, FAO, bureautique... sur DEC avec 250 terminaux, 60 stations). Le service informatique est le support indispensable à notre développement. De gros projets vous attendent.

Ingénieur (CENTRALE, ENSTA, MIAGE...), 35-40 ans, vous avez prouvé vos compétences d'animateur et de gestionnaire d'un service doté de moyens informatiques importants. Vous avez acquis une excellente expérience de l'organisation et un réel sens prévisionnel dans une entreprise industrielle multisites. Vous êtes une force de proposition alliant créativité, réalisme du terrain et diplomatie. Poste basé au Havre.

Merci d'adresser votre candidature sous référence M/3258/D (sur lettre et enveloppe) à notre Conseil qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

CHP Cabinet Henri PHILIPPE
2 bis, rue Michelet
92441 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex

OPÉRATEUR DANS LE SECTEUR DES TÉLÉCOMS.
NOUS CONCERNEZ-VOUS ?
ET EXPLOITONS VOS SERVICES DE
TRANSMISSIONS ET RÉSEAUX

Ingénieurs Commerciaux

PARIS/LYON

Ingénieurs Commerciaux - Paris - (réf. IC)
A 28/35 ans, de formation supérieure (École d'Ingénieur ou équivalent), vous justifiez d'une expérience significative de la vente de solutions télécoms ou informatiques. Au sein de notre Direction des Ventes, et dans un environnement high-tech en forte croissance, vous aurez pour objectif d'assurer la promotion et le développement de nos services auprès d'interlocuteurs de haut-niveau. Votre mission au quotidien : prospecter, analyser, conseiller, négocier, conclure, fidéliser.

Ingénieur Commercial Régional - Lyon - (réf. ICR)
De formation supérieure (École d'Ingénieur ou équivalent), une expérience commerciale de 5 ans environ en région lyonnaise, dans le domaine de l'informatique et des télécoms, a fait de vous un spécialiste reconnu de notre secteur d'activité. Doté d'un esprit d'initiative développé et d'un grand sens des responsabilités, votre autonomie et votre ardeur relationnelle se doublent d'un excellent niveau d'anglais professionnel. Responsable de la progression de notre activité commerciale dans votre région, vous aurez à :

- assurer le support local de nos activités nationales,
- prendre en charge notre développement dans votre secteur (recherche de distributeurs, prospection de clients),
- coordonner et superviser l'action des équipes commerciales et techniques de la région.

Tous ces postes offrent à des candidats de valeur, une rémunération motivante et de larges perspectives d'évolution de carrière.

Merci de téléphoner du Mardi 20 Septembre au Lundi 26 Septembre de 9h à 18h au 47.61.58.80 ou d'envoyer votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant la référence du poste choisi à **EUROMESSAGERS - BP 80 - 92105 BOULOGNE CEDEX** qui transmettra au par fax au 49.10.95.72

OPTIM
technologies

Nous sommes un des leaders de l'instrumentation pour les télécommunications à haut débit.
Entreprise de taille humaine, en constante progression, nous recherchons notre futur

RESPONSABLE DU LABORATOIRE D'ETUDES

Vous animerez une petite équipe d'ingénieurs hard et soft, et aurez la responsabilité complète de projets dans lesquels vous participerez également au développement.

Ce poste s'adresse à un ingénieur Télécom, Supélec, ou équivalent ayant une expérience de quelques années en développement électronique dans un environnement télécom. Une compétence PDH, SDH, ATM est souhaitée.

Nous recherchons également des ingénieurs d'études logiciel.

Merci d'adresser votre C.V. à **Christine CAUDRELIER**,
OPTIM technologies
49, rue Auguste Perret
94042 CRETEIL Cedex.

OP INDUSTRIES
PLASTIC OMNIUM

Cette division du Groupe PLASTIC OMNIUM, spécialisée dans la conception et fabrication de pièces plastiques principalement pour le secteur automobile recherche son

Directeur Logistique

Rattaché hiérarchiquement à la Direction Industrielle et en relation étroite avec nos Directeurs d'usines et le Service Commercial, il sera chargé de :

- optimiser les schémas logistiques dans une logique de "flux tendus",
- créer des tableaux de bord pour les usines et le service Achats et élaborer des études technico-économiques,
- approfondir les relations avec les Directions logistiques de nos clients,
- faire appliquer dans la division les meilleures pratiques en matière de logistique et apporter assistance aux logisticiens des usines pour toute évolution importante des flux physiques et pour la préparation des audits clients,
- représenter Plastic Omnium dans des organismes de normalisation logistique et E.D.I. (Galtion, Aslog...).

Son champ d'intervention sera européen.

Pour réussir dans cette fonction, le candidat idéal aura une formation supérieure de type Ecole d'Ingénieur et une excellente connaissance de la fonction logistique acquise si possible dans un secteur de production grande série à type d'organisation "flux tendus". L'anglais est indispensable, une seconde langue européenne est souhaitée.

Ecrire sous réf. LM/0932 à Catherine de SINETY
PLASTIC OMNIUM - 1, rue du Parc - 92300 LEVALLOIS-PERRET.

L'Innovation dans les matières

TE
TONNA
ELECTRONIQUE

Industriel français de renom dans la chaîne de l'image, partenaire aujourd'hui de la communication en réseau et du traitement plurimédia.

Dans le cadre du développement de sa ligne de produits

SYSTÈME DE DISTRIBUTION TV INTERACTIVE sur paires torsadées

recrute

un(e) ADJOINT(E) AU RESPONSABLE PRODUIT

pour participer à la définition et au développement d'applicatifs propres au système et aux serveurs associés.

Ingénieur électronicien bénéficiant d'une large expérience dans un environnement informatique ou Télécom, il apportera également un soutien technique aux services commerciaux et aux intégrateurs, par la mise en place de la documentation produit et des outils de formation.

Poste basé à ANTONY (92).

Envoyez CV et prétentions à :

TONNA ÉLECTRONIQUE
Direction des Ressources Humaines
36, avenue Roche 91100 REIMS

i
**INGENIEUR
D'APPLICATION
ASIC**

Vous assurerez et développerez la promotion de nos produits en assistant notre force de vente et nos clients dans l'élaboration de solutions techniques.

Ingénieur Electronicien, vous avez une expérience de développement d'au moins 3 ans et vous souhaitez vous orienter dans une activité où vos compétences techniques seront utilisées pour réaliser les objectifs du marketing.

Anglais courant. Connaissances VHDL et synthèse logique souhaitées.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, à **NEC Electronics (France) SA**
DRH - 9, rue Paul Dautier - 78142 VELIZY VILLACOUBLAY CEDEX.

NEC
SEMICONDUCTEURS

551 من الاكبر

Spécial

SECTEURS DE POINTE

Ingénieurs

Des compétences industrielles et logistiques pour un chef de groupe informatique

2,3 MdF de CA,
3 usines,
1 300 personnes,
premier en France
sur le marché
des biscuits avec des
produits leaders :
Véritable Petit Bourre,
Paille d'Or, Hello,
Pim's, Prince,
Barquette...

LU crée le poste de Chef de Groupe Informatique, chargé de l'industriel, de la logistique, des achats et de la R & D.
Rattaché au Directeur des Systèmes d'information et animant 2 chefs de projet, il devra anticiper les évolutions des secteurs dont il a la charge et mettre en œuvre les organisations et les outils adaptés. Grâce à sa crédibilité et à la proximité qu'il saura développer auprès des opérationnels (3 usines, 3 dépôts), il assurera un rôle de conseil et de partenaire. Travaillant en amont avec les utilisateurs et assisté par les chefs de projet, il pilotera le choix des solutions applicatives et leur mise en place, dans le cadre de budgets dont il aura la responsabilité.
Avec une formation supérieure (bac + 5) ingénieur ou gestionnaire, vous avez 4 à 5 ans d'expérience dans un poste de chef de projet, ou dans un poste opérationnel dans les domaines logistique/gestion industrielle, acquise dans les secteurs grande consommation ou grande distribution.
Ce poste est évolutif pour une personnalité ouverte et communicative. Il est basé à Athis-Mons (91).
Vous pouvez adresser votre candidature (lettre de motivation + CV) sous référence FBS8M à notre conseil : Infraplan, 83 boulevard Raspail, 75006 Paris.

UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE DANONE

LES INGENIEURS DE L'INNOVATION



Leader du Conseil et de l'Ingénierie en Hautes technologies, ALTRAN est le partenaire privilégié des grands groupes industriels dans la maîtrise des techniques de pointe. Avec 1500 ingénieurs consultants, ALTRAN joue un rôle majeur dans les transferts de technologies par ses actions simultanées dans les principaux secteurs économiques.

Ingénieurs Grandes Ecoles

Motivés par la coordination de projets, la maîtrise d'œuvre, l'expertise et le conseil dans :

Les Secteurs

Télécommunications, Téléphonie
Energie (nucléaire, pétrole...)
Transport (ferroviaire, automobile...)
Aéronautique, Espace, Défense
Banque, Assurance, Finance

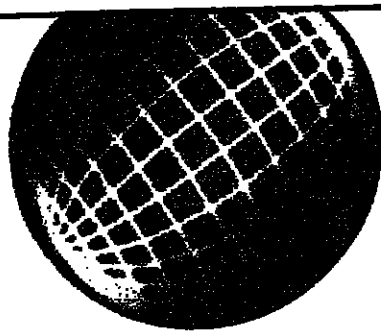
Les Métiers

Electronique (analogique, numérique, ASIC, Traitement du signal...)
Radiotéléphonie mobile, GSM, DECT...
commutation, gestion des réseaux
Acoustique, Vibrations, Thermique
Automatique, Fiabilité, CAO, CFAO...
Logiciel temps réel, Génie logiciel...
Systèmes d'information

Merci d'adresser votre C.V. en rappelant la référence LM/09 à Jean-Michel MARTIN
ALTRAN - 58 Bd Gouvion St-CYR - 75858 PARIS Cedex 17

PARIS - TOULOUSE - RENNES - LYON - NANTES - BRUXELLES - MILAN - FAIR

Where telecom munications count.*



* Là où les télécommunications ont de l'importance

RESPONSABLE EQUIPE INSTALLATION EXPORT

En charge de l'équipe «Installation Export» (10 techniciens), vous définissez les prestations, les méthodes et le mode opératoire, les procédures d'installation compte-tenu des contraintes et de la faisabilité du projet d'ingénierie de mise en œuvre du réseau.

Responsable de la coordination des travaux export, vous êtes le garant du respect des délais et des coûts ainsi que de l'efficacité de la mise en service. Vous assistez nos clients dans la mise en place opérationnelle des installations, en relation directe avec nos ingénieurs d'affaires.

De formation Ingénieur Télécom, vous possédez 3 à 5 ans d'expérience en ingénierie de travaux d'installation de systèmes de télécommunication, acquise chez un constructeur télécom/informatique ou auprès d'un opérateur. Réf. EX/M1.

Une expérience similaire de 4 à 6 ans peut également être envisagée pour un poste de SUPPORT TECHNIQUE EXPORT, impliquant une mobilité sur l'étranger. Réf. STE/M1.

Pour ces deux postes un très bon niveau d'anglais est impératif.

Pour ces postes basés à BOIS D'ARCY (78), merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste souhaité à NORTEL MATRA CELLULAR - DRH - Armelle COMMELIN BP 31 - rue J.P. Timbaud - 78392 BOIS D'ARCY Cedex.

INGÉNIEUR SYSTÈME Expert Ingénierie Radio

Intégré au département Stratégie Produits sous-système stations de base, vous êtes chargé d'étudier l'impact des différentes fonctions et facilités du système sur l'ingénierie cellulaire du réseau, dans le contexte d'une évolution des produits, ou de leurs fonctions, ou bien pour évaluer l'impact d'éventuelles évolutions d'interface radio sur l'ingénierie du système.

A environ 28 ans, Ingénieur Grande École, votre expérience en ingénierie radio vous permet d'appréhender le fonctionnement global d'un système. Vous êtes doté de réelles capacités d'analyse mathématique et statistique. Des connaissances en modélisation de propagation radio seraient appréciées. Anglais courant indispensable. Réf. SIS/M1.

RESPONSABLE ACTIVITE REALISATION DE RESEAUX

Homme de production avant tout, responsable de la supervision des entités de planification et d'ingénierie clients, vous encadrez plus particulièrement les équipes chargées de la production de paramètres et de mesures. Vous êtes bien sûr, garant du respect du planning, des méthodes et des coûts.

A 35 ans environ, de formation Ingénieur Télécom, votre expérience de 10 à 15 ans en encadrement d'équipes vous confère à la fois crédibilité, fermeté et pragmatisme. Vous avez déjà mené à bien des opérations de déploiement et/ou de montage de réseaux... Réf. ARR/M

RESPONSABLE DE PARAMETRAGE RESEAU

Chargé d'établir les dossiers d'équipements, de paramètres, de configuration et de logiciels des réseaux, vous supervisez les activités des équipes d'ingénieurs et de techniciens de paramétrage.

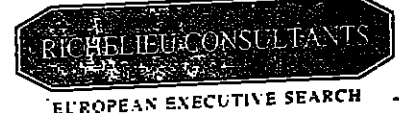
A 30 ans environ, Ingénieur diplômé d'une grande école option radiocommunications de préférence, vous possédez une expérience d'environ 5 ans dans le domaine du GSM/Radio. Anglais nécessaire. Réf. PR/M1.

Ingénieurs GSM

CONSULTANTS CHEFS DE PROJETS MARCHES FINANCIERS H/F - 350/400 KF

Le Consultant mène des missions d'organisation et d'avant vente, d'installation et de formatage. Il définit les évolutions des produits en terme d'analyse générale ou spécifique et suit les réalisations des projets. Le domaine d'application se situe autour des marchés financiers et particulièrement dans le cadre de la gestion de portefeuille. Agé de 30/45 ans, formation supérieure, spécialisation finance. Bonne sensibilité à la problématique informatique, vous avez impérativement une expérience des marchés financiers. Anglais exigé. Postes basés à Paris.
Merci d'adresser vos CV, rémunération actuelle + lettre manuscrite à notre conseil Roland ROUX 15, place Bellecour - BP 2403 - 69219 LYON cedex 02

PARIS



LYON

EUROPEAN EXECUTIVE SEARCH

2 INGENIEURS D'AFFAIRES SENIOR MARCHES FINANCIERS FRANCE ET SUISSE - BENELUX H/F - 500 KF

L'Ingénieur d'Affaires vend un progiciel financier de gestion de portefeuille collectif et privé s'appliquant au front et middle office. Il réalise un CA de 5 MF en vente de licences. L'offre moyenne se situe entre 1 et 3 MF. Agé de 30/40 ans, formation supérieure, bonne culture générale du monde de la finance, vous avez 5 ans d'expérience dans la vente de logiciels dans le monde de la finance et de la banque. Tempérament de chasseur, autonome, dynamique, ouvert, vous êtes un "closer" d'affaires, attaché à la réalisation de vos objectifs. Anglais exigé. Postes basés à Paris et Suisse ou Benelux.
Merci d'adresser vos CV, rémunération actuelle + lettre manuscrite à notre conseil Roland ROUX 15, place Bellecour - BP 2403 - 69219 LYON cedex 02

PARIS



LYON

EUROPEAN EXECUTIVE SEARCH

Spécial

SECTEURS DE POINTE

Ingénieurs

Le marché de la communication mobile s'annonce comme l'un des plus porteurs de la décennie.

Notre forte croissance nécessite le développement rapide de nos systèmes d'information. Ceci nous amène à créer des postes de

Chefs de projets senior

Responsable de la mise en œuvre de solutions informatiques dans différents domaines de gestion, vous faites l'analyse des besoins fonctionnels en contact direct avec les utilisateurs, concevez l'architecture du système d'information et définissez le cahier des charges. Enfin vous contrôlez les développements réalisés par des sous-traitants et rédigez les procédures.

Diplômé(e) d'une Grande Ecole d'Ingénieur ou de Commerce (Centrale, Télécom, HEC, ESSEC, ESCP...) vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans la conduite de projets informatiques.

Vos solides capacités d'analyse et de synthèse ainsi que vos qualités relationnelles vous permettront de réussir dans ces postes. Vous maîtrisez nécessairement l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous référence CE/DSI à SFR - Département Recrutement - BP 108 - 75663 PARIS Cedex 14.

SFR
SOCIÉTÉ FRANÇAISE
DU RADIOTÉLÉPHONE

Premier Opérateur Privé en Radiotéléphonie, filiale de la Générale des Eaux, avec un CA de 1300 MF et 500 personnes en 1994, SFR, Société Française du Radiotéléphone, s'est engagée depuis 1988 à installer et exploiter les réseaux de radiotéléphonie.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU RADIOTÉLÉPHONE
Nos abonnés en veulent plus.

Association de consommateurs recherche

CADRE

chargé de la qualité (agroalimentaire environnement).

- formation scientifique supérieure exigée
- expérience professionnelle 5 ans minimum
- esprit d'initiative et sens du travail en équipe
- capacité de négociation avec les partenaires français et étrangers
- qualités rédactionnelles pour vulgariser de l'information auprès du grand public.

Envoyer lettre manuscrite CV photo et prétentions sous réf. : 8802
Le Monde Publicité, 133, av. des Champs-Élysées 75409 Paris Cedex 08

Nous sommes une Société de Services et de Conseil spécialisée dans la mise en place de solutions bancaires. En vive expansion, nous recherchons des :

INGENIEURS INFORMATIENS

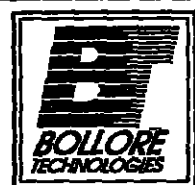
Leur mission : participer à un important projet de migration vers un environnement : NSDK, Moniteur transactionnel, UNIX, SGBDR....



Le profil requis : Ingénieurs diplômés, 4 à 5 ans d'expérience dans un environnement comparable et fortement motivés par un tel projet.

Adresser CV, lettre manuscrite et prétentions sous réf. IN228 à : SIGO CONSEIL - 108 bis, avenue Gabriel Péri - 93585 SAINT-OUEN Cedex.

DIRECTEUR RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT



UNE PRESENCE MONDIALE

DIVISION FILMS ET EMBALLAGES SPÉCIAUX

Notre importante division, (750 personnes - 550 millions de Frs de CA - 90% Export - Filiales USA, JAPON, CHINE, ITALIE) occupe une place de leader mondial sur le marché des produits diélectriques de haute technologie et des produits pour emballages spéciaux.

Directeur de la Recherche et du Développement, membre du Comité de Direction, et animateur hiérarchique et fonctionnel des équipes R & D (15 millions de Frs, 5 Ingénieurs, 11 Techniciens Supérieurs, 9 Employés - Diélectrique, papier, packaging et autres projets de développement), vous proposerez les axes et plans de développement, vous définirez et coordonnerez les projets de recherche courts et moyens termes concernant les produits et les procédés, vous réaliserez les études de marchés afférentes, vous assurerez le soutien scientifique des activités existantes, vous animerez l'innovation et la protection industrielle.

Brillant Ingénieur de formation (MINES - ENSTA - PONTS - CENTRALE - SUPÉLEC - ENSAM), en pleine force de l'âge et de l'expérience, développée au plus haut niveau et de préférence en R & D, ou Marketing Industriel, cette situation de premier plan, basée à QUIMPER, vous offrira l'opportunité d'exprimer toute votre dimension professionnelle à l'échelle mondiale de notre groupe.

Nous apprécierons de vous voir pleinement réussir à nos côtés, grâce à votre enthousiasme, votre perception vive et votre écoute attentive de nos métiers industriels et de nos marchés, votre curiosité, votre mobilité, votre sens de l'exploration et de la stratégie.

Avant d'organiser nos premières rencontres sur PARIS, adressez nous confidentiellement votre candidature (lettre + CV + photo et prétentions) sous réf. DRD 146 à notre Conseil CROISSANCE - B. Le Nestour



CROISSANCE
RESSOURCES HUMAINES

CROISSANCE - CAPFOR
4: Bd de Cécile Gwert
29000 QUIMPER

Ingénieurs Confirmés



Notre Groupe, présent sur les marchés automobiles mondiaux, participe activement aux développements des techniques de demain. Valeo Eclairage Signalisation s'est fixé comme objectifs prioritaires la Qualité Totale et le développement de sa capacité d'innovation.

Pour faire face à notre expansion, nous recherchons pour notre Division France

Responsables Qualité

Homme "Qualité", votre expérience (de préférence en environnement Industrie Grande Série ou Aéronautique) vous confirme l'importance de l'objectif "Qualité Totale" et renforce votre motivation à être moteur de cette démarche. Sensibilisé aux méthodes et outils Qualité les plus novateurs (SPC, AMDEC, plans d'expérience, ...), votre engagement et votre potentiel doivent vous faire reconnaître sur le plan opérationnel par le site (production, études) que vous aurez à animer et développer dans l'axe Qualité Totale du Groupe.

Ingénieurs Qualité Conception

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole, de préférence option matériaux et votre expérience (études, industrialisation, Qualité, ...) vous motive à vous impliquer pleinement dans l'axe Qualité Totale. A ce poste, vous êtes le garant du respect des méthodologies Qualité de toute la phase de conception du produit jusqu'à l'industrialisation. Des qualités de communication, d'animation et de rigueur sont indispensables pour participer activement au sein d'équipes projets à l'objectif commun : la Qualité Totale.

Ces postes sont basés en région parisienne et en province.

Merci d'adresser CV, photo, lettre à VALEO RECRUTEMENT - BP 911 75823 PARIS Cedex 17, sous la référence choisie portée sur la lettre et l'enveloppe.

Le Groupe Valeo, par ses réalisations, son potentiel technologique, son implantation internationale, est l'un des principaux partenaires des constructeurs automobiles et de véhicules industriels dans le monde. Valeo compte près de 35 000 personnes réparties en dix branches d'activité. Le Groupe dispose de plus de 80 usines ou centres de recherche et réalise un chiffre d'affaires de 30 milliards de francs, dont plus de la moitié hors de France.

Valeo
L'EQUIPEMENT
AUTOMOBILE

INGENIEURS DE HAUT NIVEAU

H/F

Débutants ou 1ère expérience

Ingénieur Grande Ecole, généraliste, disposant d'un bon niveau en anglais, vous êtes débutant ou disposez d'une première expérience et vous recherchez une opportunité alliant animation d'hommes et développement technique.

Après une courte phase d'intégration, vous serez investi dans la conduite de projets multidisciplinaires dans l'un des 40 ensembles industriels de CALCIA en France.

Les perspectives d'évolution à court terme vous permettront d'assumer, aux niveaux technique et humain, la responsabilité des fonctions maîtresses de nos usines avant d'en prendre la direction à moyenne échéance. L'une des étapes pourra s'exercer en particulier dans l'une des filiales du groupe à l'étranger.

Dynamisme, investissement et mobilité vous permettront d'accomplir une carrière à hautes responsabilités dans un groupe de premier plan.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08, sous la référence 65.1438/LM, portée sur lettre et enveloppe.

CALCIA



GROUPE
CEMENT
FRANCAIS

UNE CARRIÈRE A LA CARTE

Leader européen dans la conception et la fabrication de cartes à puce, reconnus dans plus de 30 pays, SOLAIC vit une formidable expansion. Toujours à la conquête de nouveaux marchés, nous développons des produits d'avenir dans un secteur en plein essor. Partageons cette richesse !

INGÉNIEUR DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE ET MATHÉMATIQUES APPLIQUÉES

Partie intégrante du service cartes à microcircuits, votre fonction intervient en support du développement informatique et électronique. Vous serez chargé des études nécessaires à la conception et l'intégration d'algorithmes cryptographiques dans le processus de développement de microcontrôleurs.

De formation Normale Sup, Ingénieur en mathématiques appliquées, vous rejoindrez une équipe d'ingénieurs expérimentés. Votre mission nécessite une très bonne connaissance de l'arithmétique modulaire, des mathématiques appliquées (théorème d'Euler, de Fermat, d'Euler...). La connaissance du C et de l'assembleur 68XX serait un plus.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous réf. IDU/MOI/994 à SOLAIC, BP 6021, Service du Personnel, 45060 ORLÈANS Cedex.

SOLAIC
GROUPE ELISOL


السنة 1415 هـ

REPRODUCTION INTERDITE

CARRIÈRES INTERNATIONALES

EUROMANAGER EURENGINEERS

SEVENTH YEAR - BRUSSELS 94 15 & 16 DECEMBER 1994



Le Monde
with EMDS and media partners in ten countries invite

EUROPE'S TOP 400 YOUNG EXECUTIVES*

to attend a two-day meeting with central recruiters from:

ABB • AGIP • AIR LIQUIDE • AMM MANAGEMENT SYSTEMS • ANDERSEN CONSULTING • ARTHUR D. LITTLE • AT&T • BARCLAYS BANK • BAT • BENTLEY • BENTLEY & HAMILTON • BOSSARD CONSULTANTS • BP OIL • CARNALUMETALBOX • COMMERZBANK • DPC EUROPE CONSUMER FOODS • DEUTSCHE BANK • DRESCHER BANK • EDP-ODF • EUROPA • GOLDMAN SACHS • HEWLETT-PACKARD • KERRY GROUP • MCKINSEY & COMPANY • PRELISSE • RWE • SHEL • SOCIÉTÉ GÉNÉRALE • SWISS BANK CORPORATION • VOLKSWAGEN • WEST LB.

Applications are welcome from professionals of all disciplines and 1995 graduates able to demonstrate the following:

- outstanding intellectual and interpersonal skills - ability to operate in at least two languages - international mobility -
- a maximum of five years' professional experience - availability for employment in 1995 -

To receive an application form and supplementary information, please send our Brussels office a postcard, to arrive no later than 1 October 1994, stating clearly your name, address and date of birth.

EMDS International, P.O. Box 2, Izleles 2, B-1050 Brussels, Belgium

COMMERZBANK

sabena
official carrier

EURES

RWE

EMDS

Project Manager Environmental Engineering

Sony Europe International,
Technology Center in Stuttgart

One of the Sony Headquarters for Research and Development is located in Stuttgart / Fellbach, Germany. To realize our ambitious expansion plans in the Environmental Center, Europe, a Product Manager, Environmental Engineering is being sought to join the European team ▶ The task requires: • Establishment of new product assessment methods and involvement in new Ecodesign tools, • Development of new environmental standards for the design of Sony products in Europe, • Development of Auditing and Environmental Management System for Sony Europe ▶ The successful applicants require:

- Specialized experience in manufacturing, management and usage of ISO 9000,
- Engineering experience in mechanical and electrical/electronic development and design,
- Experience in design for assembly as well as material science, • Basic knowledge of chemistry, physics and technical processing would be beneficial, • Strong communication abilities in order to discuss and represent the system with local and top management ▶

The rewards include a competitive salary, and the kind of benefits you would expect from one of the world's most successful and innovative organizations ▶ To apply please submit a full CV with a picture to: Roswitha Kalkhof, Sony Europe, Personnel Department, Berner Strasse 81, 60437 Frankfurt, Germany.

SONY

COMMISSION EUROPEENNE

La Commission cherche un candidat à hautes qualifications appelé à occuper un emploi temporaire, carrière A3, afin d'assumer le rôle d'un Conseiller du Directeur Général dans le domaine de la

SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION

(COM/R/A/173)

Tâches: Sa tâche sera la coordination et le suivi des travaux relatifs à la société de l'information, en particulier d'assurer la mise en œuvre des synergies entre la technologie, les applications, la politique en matière de télécommunication et les partenariats entre secteurs publics et privés. La mise en place d'un dispositif, afin de favoriser la réceptivité des opinions publiques aux opportunités de cette société, sera également une partie importante inhérente à la fonction.

Qualifications et profil professionnel: Les candidats doivent posséder une formation universitaire sanctionnée par un diplôme et une expérience professionnelle d'au moins 15 ans. Ils doivent avoir: □ de bonnes expériences dans le traitement des données essentielles de la création de la société de l'information; □ une pratique dans la communication au public de politiques communautaires, tenant compte des spécificités et des différences culturelles au sein de l'Union Européenne; □ une capacité de travail interdisciplinaire, afin d'intégrer les actions de la DG XIII dans la promotion, la compétitivité et la croissance au niveau de l'Union; □ une expérience confirmée dans un environnement international.

CONDITIONS GÉNÉRALES: □ Les candidats doivent être ressortissants d'un Etat membre de la Communauté. □ Connaissances linguistiques: les candidats doivent avoir une connaissance approfondie d'une des langues officielles des Communautés (allemand, anglais, danois, italien, espagnol, français, grec, néerlandais, portugais), et une connaissance satisfaisante d'une autre de ces langues. □ Age: les candidats doivent être nés après le 31/10/1938. Des dérogations à la limite d'âge sont prévues pour les agents temporaires des institutions des Communautés européennes. Elles sont également octroyées en compensation des services obligatoires (militaires ou autres), du temps consacré à l'éducation des enfants, ou d'un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont précisées dans la documentation fournie aux candidats. □ Contrats: contrats temporaires à durée déterminée (renouvelables). □ Lieu d'affectation: les fonctionnaires et agents de la Commission doivent être disposés à travailler dans tous les lieux d'affectation, soit très souvent en dehors de leur pays d'origine. □ Délai d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être demandés par écrit, avant le 20/10/1994, à l'adresse suivante: C.C.E. Secrétariat des Comités de Sélection Recherche (COM/R/A/173), SDME R2/51, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles, (télécoeur: XX-32-2296.22.39).

Ils doivent être renvoyés, dûment complétés et signés, à l'adresse précitée avant le 31/10/1994, le cachet de la poste faisant foi.

La candidature de fonctionnaires des Institutions européennes n'est pas recevable.

La Commission applique une politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

RECRUTEMENTS INTERNATIONAUX

Le Monde

1^{er} quotidien français à l'étranger

Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies à New York


CHEF DU SERVICE DES BÂTIMENTS, D-1

L'Organisation des Nations Unies recherche un/une spécialiste hautement qualifié(e) et expérimenté(e) pour planifier, organiser et diriger la gestion des installations tant au Siège qu'aux locaux loués par l'Organisation à New York. Le poste exige de sérieuses compétences en matière de planification et de gestion financière.

Qualifications requises: Diplôme universitaire équivalent ou supérieur à la maîtrise en architecture, ingénierie ou gestion des installations. Un minimum de vingt-deux années d'expérience professionnelle générale dans le domaine de la gestion des installations à des niveaux croissants de responsabilité. Une bonne connaissance des principes et méthodes de planification et de budgétisation ainsi que des règlements de construction en vigueur au niveau fédéral, de l'état et de la municipalité. Très bonne connaissance de l'anglais ou du français; une bonne connaissance d'autres langues officielles des Nations Unies (arabe, chinois, espagnol et russe) serait souhaitable. Les candidatures féminines seront fortement appréciées.

Rémunération: Selon les qualifications et l'expérience, le traitement annuel net sera au minimum de 79 940 dollars des Etats-Unis (sans personnes à charge) ou de 86 429 dollars des Etats-Unis (avec personnes à charge) plus prestations et avantages. La date limite pour la réception des candidatures est le 3 octobre 1994. Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé précisant l'évolution passée de la rémunération, la date de naissance et la nationalité, doivent être adressées à:

M. Adnan Issa, Bureau de la gestion des ressources humaines, bureau S-2500, Organisation des Nations Unies, Boîte postale 20, New York, NY 10017, Etats-Unis d'Amérique. Numéro de télécopie: (212) 963-3134.

UNITED NATIONS  NATIONS UNIES

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPEENNES

procède actuellement à une sélection de candidatures en vue de la constitution d'une liste de réserve pour l'engagement d'un

CHEF D'UNITÉ (grade A3)

COM/R/A/143

TACHES: Diriger l'unité chargée du lancement, de l'exécution et de l'exploitation d'activités communautaires destinées à stimuler la formation des jeunes chercheurs dans les secteurs couverts par le 4^{ème} programme Capital Humain et Mobilité. Coordonner recherche et formation dans les différents programmes spécifiques et, en particulier, dans le programme relatif à la stimulation de la formation et de la mobilité des chercheurs ainsi que de la recherche dans la formation.

FORMATION: Niveau universitaire approprié à la fonction sanctionné par un diplôme. Très bonne connaissance des politiques de RDT, notamment dans le domaine de la formation.

PROFIL: Expérience professionnelle de 15 ans minimum dans le domaine de la politique scientifique et technologique après l'obtention du diplôme universitaire.

CONDITIONS GÉNÉRALES: ■ Contrats: temporaires (à durée déterminée, renouvelables). ■ Nationalité: être ressortissant de l'un des Etats membres de l'Union Européenne. ■ Lieu d'affectation: tous les lieux de travail de la Commission Européenne soit très souvent en dehors du pays d'origine des candidats. ■ Age: né après le 17/11/1938. Des dérogations à la limite d'âge sont prévues pour: les agents des Institutions de l'U.E., les services obligatoires (militaires ou autres), l'éducation d'enfants) ou un handicap physique. Les conditions d'octroi de ces dérogations sont précisées dans la documentation fournie aux candidats. ■ Connaissances linguistiques: connaissance approfondie d'une des langues officielles de l'Union Européenne (allemand, anglais, danois, espagnol, français, grec, italien, néerlandais ou portugais), et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues. ■ Délai d'introduction: les formulaires de l'acte de candidature doivent être demandés par écrit avant le 03/11/1994 à l'adresse suivante:

C.C.E. Secrétariat des Comités de Sélection Recherche, SDME R2/51, rue Montoyer 75, B-1049 Bruxelles, Belgique (télécoeur: +32 2 296 2239).

Ils doivent être renvoyés, dûment remplis et signés, à l'adresse précitée le 17/11/1994 au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

La candidature des fonctionnaires auprès des Institutions européennes n'est pas recevable. La Commission met en œuvre en faveur de son personnel, une politique d'égalité des chances entre les hommes et les femmes.

Groupe alimentaire international, nous recherchons dans le cadre de notre développement en Amérique Latine, un

DIRECTEUR D'USINE


Venez diriger notre nouveau site (120 collaborateurs): vous démarrez et optimisez la fabrication, organisez les services Production, Qualité, Travaux Neufs et Achats. Vous gérez votre personnel et rapportez directement au Directeur Général.

A 35 ans au moins, vous avez complété votre formation d'ingénieur généraliste par une solide expérience de la production dans le milieu de l'industrie agro-alimentaire. Vous avez tenu un poste similaire à l'étranger et désirez renouveler cette expérience de l'expatriation.

Homme de terrain et bon manager, vous souhaitez affirmer votre goût pour la production dans un environnement porteur, et possédez l'âme d'un bâtisseur.

Bien sûr, la maîtrise de l'anglais est indispensable.

Ecrivez à notre Conseil, M. Jean-Pierre DOURY, sous référence 851M, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.


ALEXANDRE TIC
14, RUE ROYALE - 75006 PARIS

LE MONDE DES CADRES

UNE BIBLIOTHECAIRE

INSTITUT FRANCAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER, 1200 personnes en France et Outre-Mer. Nous recrutons pour le service des Bibliothèques du Centre de BREST qui s'inscrit dans la perspective de création d'un nouveau Centre Européen de Documentation de la Mer à Brest.

Diplômé ENSIB + DESS ou équivalent, vous avez une expérience en catalogage et indexation, et une connaissance des logiciels de bibliothèque. Vous avez de préférence une formation scientifique de base et une bonne pratique de l'anglais.

Vous serez chargé d'assurer la cohérence du contenu des bases bibliographiques en réseau automatisé : organisation, animation et formation d'un réseau de catalogage réparti sur le territoire national (ouvrages, périodiques, cartes...). Vous avez donc une disponibilité pour des déplacements en France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) sous réf. BIBLIO/DS/2009 à IFREMER - Centre de Brest Service du personnel - BP 70 29280 PLOUZANE Cedex.



LES EDITIONS FOUCHER
Leader sur le marché de l'Enseignement Technique et Professionnel recherchent un

Responsable d'Edition H/F

Chargé(e) de diriger le Service Editorial, vous aurez à définir et réaliser le plan d'édition. Vous serez responsable du budget du service éditorial.

De formation Bac + 4 minimum, vous possédez une expérience confirmée de direction dans le domaine éditorial.

Créatif et gestionnaire, si vous êtes concerné(e) par la pédagogie et le milieu enseignant, adressez votre dossier de candidature : CV, photo et prétentions sous la référence F15 à Michelle LARCHER Editions FOUCHER - 31, rue de Fleurus 75278 Paris Cedex 06.



Association nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes

UNE QUALIFICATION POUR UN EMPLOI ENSEIGNEZ VOTRE METIER

TOURISME - LOISIRS

L'AFPA recrute, pour ses établissements de formation aux métiers du tourisme, des

PROFESSIONNELS DU TOURISME

Vous conduirez des actions de formation auprès de publics souhaitant acquérir une réelle compétence dans le secteur pour y faire carrière. Vous participerez au montage d'opérations régionales, et vous pourrez intégrer des équipes nationales pour contribuer à l'évolution des contenus et des outils pédagogiques.

De formation supérieure dans une des spécialités du secteur, vous avez une expérience diversifiée d'au moins 5 ans, qui vous a familiarisé avec les fonctions :

- d'animation et de communication touristique,
- de direction et de gestion d'une installation touristique ou d'équipements de loisirs, intégrant les aspects commerciaux et économiques,
- d'ingénierie et de développement des activités d'une infrastructure dédiée au tourisme.

Adressez votre candidature avec lettre de motivation à Jean-Pierre BERGER - AFPA - BP 155 - 93531 NEUILLY SUR MARNE.

Important organisme de services recherche le

Responsable de son Département Marketing H/F

poste basé à Lyon

Votre mission : définir, proposer et conduire, en liaison avec la Direction Générale, les stratégies marketing et communication de notre Organisation et d'entités partenaires afin de promouvoir leur image et leurs services.

Pour mener à bien cette mission, vous dirigerez une équipe de 6 collaborateurs dont vous aurez à définir les plans d'action et à assurer le contrôle de leur mise en œuvre. Dans le cadre d'un budget déterminé, vous engagerez et contrôlerez l'ensemble des dépenses du Département.

Votre profil : diplômé Bac + 4 avec une spécialisation marketing et gestion, vous pouvez vous prévaloir d'une expérience convaincante dans une fonction similaire au sein d'une grande entreprise, complétée par un passage en agence. Vous ferez preuve à la fois de rigueur dans les processus de décision et de créativité dans la proposition de stratégies d'actions. Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) sous référence 91 (sur l'enveloppe) à MEDIAPA - 51 avenue Jean Jaurès - 69301 LYON cedex 07 - qui transmettra.

SYSTEMES D'INFORMATION : DES EXPERTS POUR LES CONCEVOIR AVEC LES PLUS GRANDS UTILISATEURS.

Dans ce cabinet d'audit (CA 70 MF, 80 personnes) une équipe pluridisciplinaire conçoit et met en place les architectures et les applications qui, en France et à l'étranger, constituent les systèmes d'information des groupes les plus performants.

Sa réussite est le résultat de l'expertise de ses consultants et d'une méthodologie innovante. Se servant des techniques et des outils de gestion les plus avancés, elle conjugue l'état de l'art dans les techniques d'organisation, les systèmes d'information et les technologies informatiques.

A plus de 30 ans, diplômé grande école (ingénieurs et/ou commerce), en cabinet d'organisation, en SSII, ou dans la recherche, vous avez fait vos preuves dans la conduite d'équipes de conseil dans ces domaines. Vous maîtrisez les outils d'analyse des systèmes. Vous comprenez les processus de gestion. Votre anglais est courant. Vous aurez à conduire des missions exigeantes et à forte valeur ajoutée. Elles solliciteront la créativité conceptuelle et relationnelle qui fait de vous un futur dirigeant. Merci d'adresser lettre + CV + prétentions sous réf. 686 817 LM à Denis Bellocq, SIRCA, 20 avenue de l'Opéra, 75001 Paris.

SIRCA

ANTICIPER LA RÉUSSITE

MEMBRE DE SYNTIC

CONSULTANTS

Oswaldt & Associés

inforep

Conseils en Recrutement depuis 1985

Conseil en Relations Publiques depuis 1964

Téléphone inchangé : 40 26 69 89 Téléphone inchangé : 42 36 21 52

se développent et s'installent
46, rue Montmartre 75002 PARIS.

Bernard Cau et ses collaborateurs
ont le plaisir de vous communiquer leurs nouvelles coordonnées :



BERNARD CAU CONSULTANTS

CONSEIL EN RECRUTEMENT DE CADRES, EN ÉVOLUTION ET EN STRATÉGIE DE CARRIÈRES

27, allées Farain-François Verdier - 31000 TOULOUSE
Tél. 61 25 76 32 - Télécopieur 62 26 41 83

550 من الاطباء

REPRODUCTION INTERDITE

• Le Monde • Mercredi 21 septembre 1994 XIX

LE MONDE DES CADRES

Loin, très loin dans le service.

DHL, numéro 1 mondial du transport express international

DHL WORLDWIDE EXPRESS est le leader international du Transport Express aérien de colis et documents en porte à porte, avec 34 000 collaborateurs dans 223 pays. En France, nous sommes 1 000 collaborateurs répartis sur 19 sites. Pour assurer notre forte croissance, nous recherchons un

CONSULTANT EN ORGANISATION

CDD 18 MOIS - TRANSFORMABLE EN CDI

Dans le cadre d'un projet européen, votre mission consistera à mettre en place un progiciel de gestion de la comptabilité client (module AR du progiciel ORACLE FINANCIALS) depuis l'étude de l'existant jusqu'à la formation des utilisateurs.

De formation supérieure en Informatique ou en Gestion, vous avez déjà mis en place un progiciel comptable et maîtrisez couramment l'anglais. Rémunération attractive.

Merci d'adresser votre CV, photo et prétentions sous réf. CO138 à DHL, Service Emploi-Recrutement, 21 Paris Nord II, 241 rue de la Belle Étoile, BP 50252, 95957 ROISSY CDG.

DHL
WORLDWIDE EXPRESS

IMR
INSTITUTE OF MANAGEMENT RESOURCES

LOS ANGELES - MEXICO - TORONTO - MANCHESTER - PARIS - MILAN - MADRID - FRANCFORT

Notre activité : Conseil en Management orienté vers l'amélioration des résultats de nos clients. Notre atout : la performance. Pour faire face à la forte croissance de la filiale France, nous renforçons notre équipe en intégrant plusieurs Consultants.

CONSULTANTS JUNIORS CHEFS DE PROJET

Réf. JR1
Réf. CP1

Votre mission : coordonner toutes les actions impliquées dans la mise en place d'organisations plus performantes et de systèmes de gestion adaptés. Partie intégrante d'une équipe, votre rôle est primordial dans l'exécution du projet.

Votre profil : votre expérience, votre état d'esprit, votre sens du contact humain, vous permettent de maîtriser rapidement les concepts de stratégie et d'organisation. Votre sens analytique très prononcé ne vous empêche cependant pas d'avoir une vision synthétique des problèmes.

Diplômé de l'enseignement supérieur (école de commerce ou d'ingénieurs), vous êtes âgé de 28 à 32 ans. Vous maîtrisez bien entendu parfaitement l'anglais, une autre langue européenne serait un atout (en particulier l'allemand et l'espagnol). Vous serez fréquemment en déplacement.

Adresser CV, lettre manuscrite et photo obligatoire, en précisant la référence du poste, à notre Conseil Jean-Claude MAURICE CONSEIL - 15, rue Sarett - 75014 Paris.

RÉALISONS ENSEMBLE

CHARGÉ D'ETUDES MARKETING

Au sein de la Direction du Marketing, direction en plein développement, vous serez en charge de :

- l'exploitation de la segmentation et des études comportementales de la clientèle,
- de la définition et conduite d'études quantitatives et qualitatives
- du ciblage et mesure de l'efficacité des actions marketing.

Vous suivrez en outre l'évolution de notre fichier clients et établirez les statistiques commerciales.

De formation supérieure type ENSAE / DESS Marketing, vous possédez au moins 2 ans d'expérience au sein de la Direction Marketing d'une banque/assurance ou d'un Cabinet Conseil auprès de ces secteurs.

Une bonne maîtrise de la micro-informatique, notamment des logiciels d'analyse de données (SPSS, SAS...) et des connaissances en gestion de bases de données feront de vous le candidat idéal.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, photo et prétentions) à Marie-Dominique KHAROUNI, Banque HERVET, Division Recrutement, 127 avenue Charles de Gaulle, 92200 NEUILLY, sous réf. M6CEM.

BANQUE HERVET
Partenaire de la réussite

Deloitte & Touche

Appartenant à l'un des "Big Six", nous sommes un cabinet de conseil qui intervient au sein des entreprises particulièrement dans les secteurs banque, industrie, assurances, distribution et secteur public. Nous réalisons des mises en place de systèmes d'information et de gestion. Pour effectuer ces missions, nous souhaitons compléter nos équipes et recherchons plusieurs

Consultants

Diplômé de l'enseignement supérieur (Grandes Ecoles d'Ingénieur ou de Commerce) vous avez une bonne maîtrise de la langue anglaise et avez acquis, depuis 2 à 6 ans, une première expérience similaire dans un cabinet ou dans la mise en place de systèmes d'information.

Aussi passionnant qu'exigeant, votre métier requiert des qualités d'analyse, de réflexion, d'animation d'équipe et une grande disponibilité.

Si vous pensez répondre à ces critères, nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre de candidature et CV), sous référence LM4091 à Deloitte & Touche, service recrutement, 185 avenue Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, France.

La Société Française de Chimie vous invite à

Découvrir le monde de la chimie durant SFC 94

du 26 au 30 septembre 1994 campus de la Doua LYON I

Grâce aux Conférences Grand Public :

- Histoire de la Chimie
- Chimie et Santé
- Chimie et Société
- Chimie et Environnement

Et aux Journées Jeunes :

- la Journée sur l'Emploi
- Eurochimie 94

Renseignements Pr. A. TRANQUARD
tel : 72 43 13 97

L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES TELECOMMUNICATIONS recherche son :

RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT ÉCONOMIE & MANAGEMENT

Votre mission dans le cadre de la politique de l'école : assurer un enseignement de qualité et une recherche de haut niveau en sciences économiques et en gestion de l'entreprise, développer la recherche contractuelle ; animer, coordonner et diriger le Département.

Vos activités : enseignement, ingénierie de formation, recherche, rayonnement de l'école, organisation et gestion.

Votre équipe : 24 personnes, dont 5 Enseignants-chercheurs permanents, 2 chercheurs CNRS et 7 thésards.

Diplômé(e) de l'Université ou d'une Grande École, vous possédez un haut niveau d'expertise vous situant à la charnière des sciences humaines et des sciences de l'ingénieur. Vous avez une expérience d'enseignant-chercheur et de gestionnaire. Vous aimez travailler en équipe, vous possédez un esprit d'innovation et de créativité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature au Directeur de l'École Nationale Supérieure des Télécommunications
46, rue Barault
75634 PARIS CEDEX 13

TELECOM PARIS

EUROSEPT ASSOCIES
Membre de EDS Management Consulting Services

recrute

CONSULTANTS

pour son Pôle Assurance

Vous avez une formation Grande École (Ingénieurs, Commerce ...), vous êtes débutant ou vous avez une première expérience dans le Conseil ou l'Assurance.

Si le Conseil en Stratégie, Organisation, Systèmes d'Informations ou Technique auprès des Assureurs vous tente,

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + C.V. + photo) sous référence HG à Isabelle DICHANT
EUROSEPT Associés
98, route de la Reine, 92513 Boulogne cedex.

LE DÉVELOPPEMENT DES MARCHÉS

TORRENT

COFFRAGE: UNE EQUIPE DE VENTE CHERCHE SON REPOUSABLE

Notre client est un des spécialistes européens du coffrage; depuis des années, il est présent sur le marché français avec une propre filiale, située en région parisienne. Nous recherchons un

DIRECTEUR DES VENTES

Votre mission principale sera de développer et de consolider l'activité commerciale au niveau national et d'animer l'équipe de vente. Rattaché à la direction du groupe, vous définirez avec elle la stratégie commerciale et les plans d'actions. Vous assurerez la réalisation des objectifs de vente et de marge.

Le profil des personnes souhaitant saisir cette opportunité professionnelle majeure sera le suivant:

Excellentes connaissances des conditions du marché du bâtiment et des méthodes de vente. Comme personnalité opérationnelle, vous avez des performances prouvées dans la vente en milieu du gros œuvre, une bonne connaissance du marché du coffrage étant souhaitée. Vous serez apte à négocier avec nos principaux clients à un niveau très technique et à dynamiser une équipe en guidant et motivant les technico-commerciaux. Vous avez environ 32 à 42 ans, une formation technique ou commerciale de type Bac + 3 et vous avez une bonne maîtrise de l'allemand et/ou de l'anglais.

La société vous offrira une rémunération très intéressante – et les performances exceptionnelles seront récompensées. Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. X-2 à la Société du Torrent S.A., Conseils en management et recrutement, Gustackerstrasse 14, CH-4103 Bottmingen/Bâle.

CONSEILS EN
MANAGEMENT ET
RECRUTEMENT

PSA
PEUGEOT
CITROËN

Recherche

CHARGE D'ETUDES MARKETING CONFIRME

- Formation supérieure de haut niveau (grandes écoles d'ingénieur, commerciales, ISUP, ENSAE ou diplômes universitaires équivalents) comportant une spécialisation en marketing ou en statistique,
- Expérience de réalisation d'enquêtes, d'analyses des données, indispensable,
- Rigueur d'analyse et très bonne capacité de synthèse et de rédaction.
- Forte motivation pour le produit automobile.

Les candidatures sont à adresser à :

PEUGEOT S.A. - Gestion du Personnel
75, avenue de la Grande Armée - 75116 PARIS

RÉGION
RHÔNE-ALPES

METALLURGIE (1 000 PERSONNES)

Leader européen dans la fabrication de produits industriels de consommation et réalisant 50 % de son CA à l'exportation, notre société offre un poste de

Responsable commercial

Rattaché au Directeur commercial et du Marketing, vous aurez la responsabilité d'un portefeuille clients internationaux. Impliqué donc directement dans les négociations commerciales, vous animerez une équipe de 15 personnes. Vous aurez également la charge de l'administration des ventes et de la logistique.

Possédant une formation supérieure, de préférence de type ingénieur, et aussi plusieurs années d'expérience de la vente de produits industriels de consommation, vous augmenterez votre succès à ce poste en ayant

déjà acquis des connaissances pratiques significatives dans l'industrie automobile. Nous attacherons une grande importance à votre potentiel et à votre aisance à évoluer dans un environnement concurrentiel difficile pour lequel vous devez, c'est impératif, parler couramment allemand et anglais. Vous pourrez bénéficier, à moyen terme, d'une évolution vers des responsabilités de direction dans la fonction commerciale. Les conditions de rémunération sont attractives et dépendront en partie de vos performances par rapport aux objectifs fixés.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) en précisant le niveau de vos prétentions, un numéro de téléphone et en rappelant la réf. 308 à Guy POSTEL Conseil, BP 19, 06480 La Colle-sur-Loup. Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

Guy Postel

Société de négoce de matériaux de construction

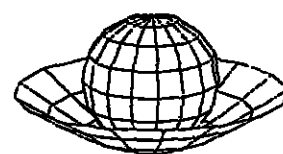
(8 dépôts, 50 personnes) filiale d'un important groupe régional indépendant de Poitou-Charentes, recherche son :

CHEF DES VENTES

Vendeur expérimenté, adepte convaincu de la démarche marketing et de l'informatique, organisateur possédant de solides qualités d'entraîneur d'hommes, il devra connaître parfaitement les matériaux du bâtiment et TP et les subtilités des rouages administratifs du négoce de matériaux.

Après une période transitoire d'adaptation d'un an environ, il remplacera l'actuel chef des ventes, bientôt partant.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous le n° 8800 à : Le Monde Publicité, 133, avenue des Champs-Élysées, 75409 Paris Cedex 08.



DYNAMIC SOFTWARE

L'activité de notre jeune et dynamique société s'articule autour de la simulation numérique de l'emboîtement. Dans le cadre de notre expansion, nous recherchons un

INGENIEUR COMMERCIAL

possédant, de préférence, quelques années d'expérience dans le secteur du calcul.

Vous assurerez la commercialisation de nos produits et services en prenant en charge: le marketing, la prospection, l'analyse technique des demandes des prospects, la vente et la négociation. Vous avez des compétences en mécanique (éléments finis, CAO, maillage) et possédez une bonne maîtrise de l'anglais. De nombreux déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à Dynamic software, Immeuble ONTARIO, 3 avenue du Québec, ZA de Courtabœuf, 91 951 LES ULIS Cedex.

Nous sommes la filiale d'un important groupe de dimension internationale. Les « mobiles » sont l'un des axes stratégiques de notre développement. Dans ce cadre, nous recherchons :

CHEF DE PRODUIT "TÉLÉPHONE DE VOITURE"

Au sein du département Marketing et en relation avec les différents services concernés, vous élaborerez, dans un marché en pleine mutation, une stratégie d'évolution pour les services de téléphone de voiture, proposez, mettez en place et assurez le suivi de l'ensemble des actions permettant le développement desdits services.

Nous souhaitons rencontrer, soit de jeunes ingénieurs ou Sup de Co (30 ans environ) ayant au minimum 3 ans d'expérience dans le secteur des radiocommunications professionnelles, soit des spécialistes (bac à bac+4) justifiant d'une expérience réussie de 7 à 10 ans dans ce domaine. Un bon niveau en anglais serait un plus.

Le poste est basé à Paris.

L'importance de notre Groupe ouvre de larges perspectives d'évolution de carrière à un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous réf. TLV et en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à notre Conseil, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

SM Conseil

3 rue Treillard, 75008 Paris

Spécialiste de la vente de logiciels micro-informatique, de services associés et d'intégration matériels et réseaux, HIS (CA 1993 : 245 MF, 30 % de croissance) apporte des solutions uniques et complètes auprès des grands comptes (Banque, Industrie, Administration) et recherche dans le cadre de son développement :

RESPONSABLES DE SECTEURS

Votre expérience de la vente Grands Comptes, alliée à votre parfaite connaissance de la micro-informatique et plus particulièrement des logiciels, vous permettra de prendre en charge le développement de comptes clients stratégiques sur un secteur d'activité déterminé.

A 30-35 ans, de formation supérieure, vous prospecterez également de nouveaux comptes que vous gèrerez en toute autonomie. Votre maturité vous permettra de réussir et d'évoluer au sein de notre société. (Réf. HS)

INGENIEURS COMMERCIAUX SENIORS

A 28/35 ans, de formation supérieure, vous possédez nécessairement une première expérience de la vente de services ou de logiciels informatiques auprès de grandes entreprises.

Au sein d'une structure légère, vous prendrez en charge la prospection, le développement et la gestion de clients Grands Comptes. Vous aurez auprès de vos interlocuteurs (Directeur informatique, Bureautique et Achat), toute latitude pour définir leurs besoins, analyser les stratégies (bureautiques, réseaux...), assurer la formation, l'installation..., la gestion du parc micro. (Réf. IS)

Envoyer CV + photo + lettre de motivation + prétentions, sous référence choisie, à HIS, Service du Personnel, 21 rue de Cligny, 93548 Saint-Ouen Cedex.

HIS
Harvard Information Support



Conseil en recrutement par approche directe et par annonce Conseil en gestion des ressources humaines

Notre cabinet parisien rattaché à un groupe de 1 500 personnes recherche dans le cadre de son développement un

Consultant senior

Votre mission : Vous réalisez vos missions auprès de vos clients en toute autonomie en bénéficiant d'un cadre méthodologique performant ainsi que de l'ensemble de l'infrastructure de notre cabinet et de notre groupe.

Votre profil : Vous possédez obligatoirement une expérience d'au moins 5 ans en cabinet de recrutement de formation ou d'outplacement qui vous permet d'être immédiatement opérationnel auprès d'une clientèle que vous avez su fidéliser. Une connaissance du secteur de la santé ou de l'agro-alimentaire est un plus. Votre détermination et votre capacité d'adaptation seront des atouts essentiels pour réussir dans un marché en pleine mutation.

Postes basés à Paris 15°.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions, sous réf. 13061A, à l'attention de Jean-Louis Pagès, au Florian Mantione Institut, 365 rue de Vaugirard, 75015 Paris.

Florian Mantione Institut

LES DIRIGEANTS

Direction générale - Direction générale adjointe - Secrétariat général

AGRO-ALIMENTAIRE

DIRECTEUR GÉNÉRAL LANGUEDOC-ROUSSILLON

Cette entreprise (80 personnes et 190 millions de chiffre d'affaires) distribue des produits de marque depuis de nombreuses décennies. La clientèle : la grande distribution, l'exportation, les particuliers (VPC) et les CHR.

Rattaché au président du Conseil d'administration, ce directeur général aura pour principale mission la gestion financière et comptable de l'entreprise. Il définira et metra en œuvre la stratégie commerciale de la société pour tous les circuits de distribution.

De formation supérieure type HEC, ESSEC ou équivalent, le candidat retenu fera état d'une expérience significative et probante dans un poste de même dimension, de préférence dans des produits de grande consommation. Son passé professionnel aura été celui d'un commercial rompu aux techniques de gestion d'un centre de profit. La connaissance de langues étrangères (espagnol et/ou anglais) sera un atout.

Homme de terrain, pragmatique, bon gestionnaire, le candidat retenu jouira d'une large autonomie de fonctionnement à l'intérieur des budgets qu'il aura fait approuver. Les conditions offertes, le challenge proposé, la notoriété des produits ainsi que l'ambition de la société sur le plan commercial, sont de nature à intéresser une personnalité de valeur.

Merci d'adresser votre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle sous réf. 266 H, à Alain ZELLER, ARCO, "Le Sully", 1 place Occitane, 31072 Toulouse Cedex.

ARCO

Filiale d'un groupe international leader sur le marché des logiciels de Gestion de Projet, recherche son

DIRECTEUR GÉNÉRAL (H/F)

Il aura en charge la commercialisation de logiciels et services de gestion de projet et la responsabilité d'une équipe motivée.

Vous êtes :

- Diplômé de l'enseignement supérieur,
- Rompu aux techniques de management,
- Bilingue français anglais,
- Un professionnel de la vente de solutions informatiques de haut de gamme,
- Habitué à traiter avec des groupes prestigieux (Grands Comptes, Administrations, Multinationales).

Nous vous offrons :

- Un poste autonome à fortes responsabilités,
- Une rémunération fonction de vos compétences et résultats,
- L'opportunité de lancer sur le marché français la seconde génération d'outils de gestion de projet.

Envoyez votre candidature et votre CV détaillé à Edward M. JENSEN :

WST France

4, le Parvis de St-Maur
94100 SAINT-MAUR
France



Welcom Software Technology

Animer le Département
Support et Services Clients
Internationaux

Global Customer Service Manager

Nous sommes un des très grands opérateurs mondiaux de télécommunications dans le monde. Nous offrons aux plus grandes entreprises internationales, sur tous les continents, des solutions globales de télécommunication, voix et données.

Pour faire face au fort développement de notre activité au plan mondial, nous recherchons un authentique Manager pour notre département des Grands Comptes Internationaux.

Ce département a pour objectif, depuis le siège européen, d'assurer l'interface avec une soixantaine de multinationales clientes.

Le titulaire du poste a pour mission d'animer une équipe européenne de "Service Managers" - gestionnaires des comptes majeurs - d'en optimiser le niveau de qualification, de coordonner les plans d'action au niveau mondial et surtout de garantir aux clients les standards de qualité de service les plus élevés.

Vous possédez, outre vos qualités d'animation, un savoir-faire validé de management d'équipe, une parfaite maîtrise de l'anglais et un vécu significatif de relations clientèles. Vous avez bénéficié de cette expérience dans un contexte international, si possible "high tech" et bien sûr d'une formation supérieure de qualité.

Le poste est basé à Paris-la Défense au sein de l'organisation Europe.

Merci d'adresser CV et lettre de motivation sous référence CD/301 à notre Conseil PD Associés 39, avenue Champs Elysées - 75008 PARIS. Confidentialité assurée.

BT

LES DIRIGEANTS

Direction générale
Direction générale adjointe
Secrétariat général

C'est tous les mardis *
dans le Monde Initiatives

* daté mercredi

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

couplage avec 1 ou plusieurs des titres suivants

NH : HANDELSBLAD - EL PAIS - *Le Monde* - Süddeutsche Zeitung - 7. BERLINGSKE TIDENDE
CORRIERE DELLA SERA - LE SOIR - De Standaard - THE INDEPENDENT - THE IRISH TIMES



6
Chefs
de
Marché

- France -
- Allemagne -
- Bénélux -
- Grande Bretagne -
- Espagne -
- Irlande -

Notre groupe : 3,6 Milliards de CA, 2500 collaborateurs, est déjà très présent aujourd'hui sur l'Europe, dans ses activités d'Agro-alimentaire, Agro-chimie et Agro-alimentaire.

Notre Division "Marchés Industriels", à la fois producteur et importateur de matières premières, propose aux industriels de la nutrition animale et de la nutrition humaine une large gamme de produits, tels que phosphates, carbonates, magnésie, sel... adaptés aux différents marchés. Son organisation : une structure légère reposant sur des chefs de marchés autonomes, responsables et gérant une ligne de produits comme un véritable centre de profit.

Son objectif aujourd'hui : renforcer son implantation dans les pays de la CEE en recrutant 6 Chefs de Marché

Votre profil : 30 ans environ, de formation supérieure, de préférence école supérieure de commerce, vous avez déjà confirmé votre talent par une très forte personnalité relationnelle, une motivation d'entrepreneur et une prudence de gestionnaire.

Originaire de l'un des pays sur lesquels nous recrutons, vous maîtrisez le français et la langue du pays qui vous motive.

Votre intégration : pendant la première année, vous apprendrez votre métier en étant basé à St Malo, en Bretagne, siège de la Division en menant déjà de fréquentes missions sur votre pays de destination, que vous rejoindrez ensuite sous contrat de droit local.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et références) en français et dans la langue du pays qui vous motive sous référence CDMS à M. MONNERIE - DRH Groupe - BP 158 - 35408 Saint Malo cedex.

SECTEUR PUBLIC

Conseil Régional du Centre SEPT CADRES A (H/F)



L'avenir de la Région Centre vous intéresse ? Nous vous proposons de le construire avec nous.

Liée au développement des politiques régionales et au transfert de nouvelles compétences, la Région Centre connaît une forte extension de ses activités et recherche :

Un Chargé de Mission à la Direction des Finances (Attaché Territorial). Réf. RC1

Sous l'autorité du Directeur des Finances, vous prendrez en charge l'organisation, la coordination et le suivi de la cellule comptabilité, la gestion et la vérification des marchés publics. Vos atouts : une formation supérieure juridique et comptable, une excellente connaissance de la comptabilité et des marchés publics, des capacités d'écoute, de conseil et d'organisation, des qualités relationnelles.

Un Chargé de Mission à la Direction des Affaires Scolaires (Attaché Territorial). Réf. RC2

Chargé d'assurer l'encadrement de l'équipe comptable de liquidation des factures immobilières (7 personnes), le suivi de liquidation, l'organisation et la planification du travail dans le respect des délais de paiement, vous aurez également un rôle de conseil dans le traitement des dossiers pré-contentieux et de marchés publics. Par ailleurs, vous assurerez les relations avec les entreprises, les architectes et les directions du Conseil Régional. Vos atouts : une formation supérieure juridique et comptable, le sens relationnel, des capacités à motiver et à dynamiser une équipe, un esprit logique et organisé. Connaissance de la bureautique appréciée (Word, Excel).

Un Chargé de Mission au Service Juridique (Attaché Territorial). Réf. RC3

Placé sous la responsabilité du conseiller juridique, vous aurez pour missions principales de conseiller au quotidien les services dans une approche préventive, de participer à la rédaction d'actes et de suivre les contentieux. Vos atouts : une formation de niveau DEA ou DESS, des connaissances approfondies dans les secteurs suivants : marchés publics, fonction publique territoriale, expérience de contentieux (assurance construction notamment), pour le droit public : suivi des baux, des actes de ventes et des acquisitions, expérience en droit des associations, des sociétés et de la propriété intellectuelle, pour le droit privé. S'ajoutent à ces compétences, des capacités de recherche, d'analyse, de synthèse et de rédaction, le sens de la communication et des capacités d'adaptation.

Un Chargé de Mission au Conseil Economique et Social (Attaché Territorial). Réf. RC4

Responsable des travaux, comptes-rendus, notes, rapports, dans une équipe de 9 personnes, vous prendrez également en charge le suivi de l'une des commissions du C.E.S.R. (Développement économique et conjoncture), la conduite de réunions, des études approfondies sur les questions relevant de la compétence de la commission suivie. Vos atouts : une maîtrise de droit public ou un DESS Aménagement du Territoire ou un diplôme supérieur équivalent, des aptitudes confirmées à la rédaction, à l'analyse et la synthèse, un sens relationnel certain et des capacités d'organisation.

Un Chargé de Mission à la Direction des Infrastructures et Transports

(Ingénieur Subdivisionnaire ou Technicien Territorial Chef). Réf. RC5

Sous l'autorité du directeur, vous assurerez le suivi général de la convention globale SNCF/Conseil Régional concernant les transports ferroviaires et routiers. A ce titre, vous étudierez plus particulièrement les dessertes horaires (conception, réalisation, suivi et aménagement des gares et points d'arrêt). Chargé de mettre en place l'ensemble du système d'information relatif au T.E.R. en concertation avec les partenaires, vous gèrerez les éléments financiers de la convention et participerez à l'élaboration des projets de transports urbains, aériens et de fret. Vos atouts : une formation supérieure technique ou une expérience professionnelle en équipements-transport, l'esprit d'analyse et de synthèse, des capacités rédactionnelles, le sens du contact et du travail d'équipe, la maîtrise de l'outil informatique (Excel).

Un Chef de Service pour la Direction de l'Aménagement du Territoire

(Ingénieur Subdivisionnaire ou Ingénieur en Chef) - Réf. RC6

Responsable du service "Villes", vous serez chargé de mettre en place et d'évaluer la politique urbaine, de coordonner l'action des villes, et de représenter le Conseil Régional auprès de ses partenaires internes et externes. De plus, il vous incombera de rédiger les rapports à la commission permanente et à l'assemblée. Vos atouts : une formation supérieure juridique ou technique en matière d'aménagement, une bonne connaissance des problèmes sociologiques liés à la ville, la rigueur, des capacités d'analyse et de synthèse, l'aisance rédactionnelle et le sens des contacts, la maîtrise des logiciels Word et Excel.

Un Formateur Bureautique (Attaché Territorial ou Ingénieur Subdivisionnaire) - Réf. RC7

Dans le contexte d'un réseau local de 140 stations sous WINDOWS 3.11, comprenant également un serveur bureautique sous NETWARE 3.11 et un serveur SQL SERVER sous WINDOWS NT, vos missions se répartissent de la manière suivante : relais formation des utilisateurs après recherche des sociétés de services ; aide permanente aux utilisateurs ; liaison applications SQL/bureautique pour consultations et éditions ; maintenance des documents et formation des utilisateurs à cette tâche ; aide à la conception des feuilles de calcul et reprise des applications de l'ancien système. Vos atouts : une expérience solide en formation d'adultes, la parfaite maîtrise des outils cités ainsi que des logiciels Word, Excel et Paradox.

Ces postes s'adressent à des professionnels titulaires de la Fonction Publique ou inscrits sur listes d'aptitude.

D'autres postes seront à pourvoir en 1995.

Merci d'adresser
candidature manuscrite
avec CV et photo,
sous la référence choisie,
à Monsieur le Président
du Conseil Régional
du Centre, Direction des
Ressources Humaines,
9, rue Saint-Pierre Lentin,
45041 Orléans cedex 1

REGION CENTRE



Office Public d'HLM de la Ville de Nantes
24 000 logements

NANTES HABITAT

Directeur d'Administration Générale

RESSOURCES HUMAINES

Mission : Placé directement sous l'autorité du Directeur Général, ce collaborateur sera chargé :

- de diriger et de coordonner l'activité des services de la Direction de l'Administration Générale : Ressources Humaines, Communication, Mission Juridique, Affaires Générales ;
- de mettre en œuvre une politique de ressources humaines et de communication interne et externe en développant les outils existants ;
- de traiter des dossiers stratégiques tels que la gestion prévisionnelle des emplois et des carrières.

Profil : ■ expérience confirmée sur poste similaire, ■ sens des responsabilités, de l'écoute et des relations humaines, ■ capacités d'animation, d'organisation et de négociation ■ esprit d'analyse et de synthèse pour impulser de nouvelles politiques, ■ goût du travail en équipe, ■ sensibilité au monde HLM et connaissance du Développement Social Urbain appréciées.

Recrutement : Par voie statutaire (Administrateur Territorial, Directeur Territorial) ou contractuelle.

Poste à pourvoir rapidement.

Adresser lettre de candidature et CV avant le 15 octobre 1994 à :
Monsieur le Président de NANTES HABITAT
54, rue Félix Faure - BP 1043 - 44037 NANTES CEDEX.

Le Comité de Bassin d'Emploi d'Épernay et sa Région crée un poste de

Chargé de Mission (H/F)

Véritable force de proposition, il aura pour tâches :

- d'imaginer des actions innovantes en matière d'emploi et de formation
- d'animer les commissions de l'association
- de créer un observatoire de l'économie locale et de la formation.

Diplômé Bac + 4 ou Bac + 5, fort d'une expérience de 3 ans alliant l'économie et la formation, le candidat devra avoir une solide connaissance des dispositifs existants en matière d'emploi et de formation. Rigoureux et méthodique, il devra faire preuve de conviction et de diplomatie.

Recrutement Urgent

Adresser CV, lettre de motivation et photo à M. le président du CBE Épernay-Ay
MAIRIE D'EPERNAY - Direction des Ressources Humaines
2, rue de Reims - 51200 EPERNAY

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE VENDÉE

RECHERCHE SON :

CONSEILLER TECHNIQUE POUR L'AGRICULTURE

Sous l'autorité du Directeur de cabinet du Président du Conseil Général, vous aurez :

- le suivi et la préparation de dossiers
- l'information du Président du Conseil Général
- les relations avec les élus et les organisations professionnelles
- la participation à l'organisation de manifestations publiques.

A 30/35 ans, vous possédez impérativement une formation supérieure (niveau Bac + 5) ainsi qu'une connaissance approfondie des problèmes agricoles.

Dynamique, motivé et doté d'un sens aigu de la responsabilité, vous serez amené à travailler en étroite collaboration avec les services techniques.

Ce poste s'adresse à une personne capable de s'adapter à une mutation ou de créer une nouvelle structure.

MAIRIE DE PARIS

8 Architectes Voyers

La Ville de Paris recrute par voie de concours
8 Architectes voyers.

Inscriptions du 26 Septembre au 2 Novembre 1994.
Epreuves à partir du 12 Décembre 1994.

Conditions requises : - être architecte D.P.L.G. D.E.S.A. ou diplômé de l'École Supérieure des Arts et Industries de Strasbourg, - avoir moins de 37 ans au 1^{er} janvier 1994.

Merci de vous adresser à la Mairie de Paris - bureau du recrutement
2, rue Lobau - 75196 PARIS / RP. T4 42.76.65.50.

OPAC

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Poste basé NANCY

L'Office Public d'Aménagement et de Construction de Meurthe-et-Moselle (12.000 logements répartis dans 60 communes 370 cadres et agents) recrute son

En étroite collaboration avec le Président et son Bureau, vous prenez en charge l'intégralité de la fonction : vous mettez en œuvre la politique de l'organisme définie par le Conseil d'Administration et conduisez son développement.

Vous êtes responsable de la bonne exécution des missions de l'office : • amélioration, maintenance et réhabilitation du patrimoine existant • constructions neuves • gestion locative et sociale des logements • prestations de service au profit d'autres administrations.

A environ 50 ans, diplômé de l'enseignement supérieur (Bac + 5), vous avez déjà exercé avec succès une fonction similaire à la tête d'un organisme HLM, d'une collectivité territoriale ou d'une entreprise publique.

Nous vous offrons l'opportunité de donner un nouvel élan à votre carrière en prenant la direction d'un organisme important jouant un rôle de tout premier plan au niveau départemental et régional.

Vous êtes à la fois : • un gestionnaire rigoureux avec de réelles compétences en matière financière, juridique et sociale • un homme de communication, soucieux d'ouverture sur l'extérieur • un animateur d'équipe, adepte du management participatif.

Merci d'adresser lettre, CV, photo en précisant votre rémunération actuelle à
notre Conseil MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75378 Paris Cedex 08,
sous la référence 73.1628/LM, portée sur lettre et enveloppe.

Mercuri Urval